

**Appropriation des politiques d'appui à l'agriculture familiale au Brésil:
contribution d'un Institut d'Assistance Technique et de Vulgarisation Agricole
(EMATER-RN) auprès des agriculteurs familiaux du pôle rural Alagoinha de
l'Etat du Rio Grande do Norte**

Auteur : Charlery de la Masselière, Madeleine

Promoteur(s) : Stassart, Pierre M

Faculté : Faculté des Sciences

Diplôme : Master en sciences et gestion de l'environnement, à finalité spécialisée en interfaces sociétés-environnement

Année académique : 2017-2018

URI/URL : <http://hdl.handle.net/2268.2/4310>

Avertissement à l'attention des usagers :

Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.

Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.

Faculté des Sciences
Département des Sciences et Gestion de l'Environnement
Équipe SEED

Appropriation des politiques d'appui à l'agriculture familiale au Brésil : contribution d'un Institut d'Assistance Technique et de Vulgarisation Agricole (EMATER-RN) auprès des agriculteurs familiaux du pôle rural Alagoinha de l'État du Rio Grande do Norte



Par Madeleine Charlery de la Masselière

Mémoire présenté en vue de l'obtention du diplôme
de Master en Sciences et Gestion de l'Environnement, à finalité spécialisée Interfaces Sociétés-Environnements

Promoteur : M. Pierre M. Stassart

Janvier 2018

Résumé

Ce travail vise à analyser les processus d'appropriation des politiques publiques d'appui à l'agriculture familiale par des agriculteurs familiaux du pôle rural Alagoinha et des acteurs exogènes aux communautés rurales dans la municipalité de Mossoró (État du Rio Grande do Norte). L'étude porte sur trois programmes d'action publique : le *PRONAF B*, le programme *microcrédit Agroamigo* et le programme d'Acquisition d'Aliments modalité *Compra-direta*. Cette étude montre la formation d'un réseau sociotechnique à travers la mise en œuvre des programmes et projets gouvernementaux à l'échelle locale. Les outils de la théorie de l'acteur-réseau (Callon) permettent de mettre en évidence les mécanismes de formation de ce réseau grâce aux dispositifs d'intéressement et d'enrôlement mobilisés par l'Institut d'Assistance Technique et de Vulgarisation Agricole (EMATER-RN). Afin de conduire à une appropriation par les agriculteurs, les alliances qui se créent au sein du réseau doivent se construire en intégrant toute la part subjective de la demande et de la réflexion des bénéficiaires.

Mots-clefs : Brésil, Nordeste, agriculture familiale, appropriation, politiques publiques, ANT, réseau.

Remerciements

Je remercie mon encadrant Monsieur P.M Stassart pour avoir dirigé ce travail. Ses remarques, ses conseils et ses appuis théoriques ont permis de faire évoluer ma recherche et lever mes confusions. Je remercie aussi l'ensemble des enseignants de l'unité de recherche SEED de la faculté de Liège pour leurs riches enseignements et conseils donnés durant toute cette année.

Je remercie ma famille pour leur soutien et leur aide pendant toute cette période de recherche et de rédaction de ce mémoire. Leurs relectures attentives ont été précieuses à chaque étape de ma recherche.

Je souhaite remercier chaleureusement l'ensemble de l'équipe régionale de l'Institut d'Assistance Technique et d'Extension de Mossoró et notamment Marcos Romualdo Barbosa, sans qui tout ce travail n'aurait pas été possible. Je le remercie de m'avoir conviée pour observer le travail qu'il effectue auprès des familles d'agriculteurs familiaux au sein du pôle rural Alagoinha. Sa générosité, sa patience et nos riches conversations ont permis la réalisation de cette étude.

Table des matières

Résumé	2
Remerciements	3
Table des matières	4
Glossaire	6
Liste des sigles.....	7
Table des annexes	9
Table des figures	10
Introduction	11
Première partie : La formation de la catégorie de l'agriculture familiale et des politiques publiques de développement rural qui lui sont dédiées.....	15
1.1. L'agriculture familiale : un processus de construction complexe (de 1990 à aujourd'hui) .	15
1.1.1. La construction de l'agriculture familiale au Brésil : regard sur les années 1990	15
1.1.2. Contexte politique et économique de la mise en place des premières politiques d'appui à l'agriculture familiale	25
1.2. Regard sur deux politiques d'appui à l'agriculture familiale : le PRONAF B / Agro Amigo et le Programme d'Acquisition d'Aliments – modalité <i>Compra-direta</i>.....	28
1.2.1. PRONAF B - crédit et le microcrédit rural Agroamigo	29
1.2.2. La mise en place du PAA : le volet commercialisation des politiques d'appui à l'agriculture familiale	33
Deuxième partie : Le pôle rural : « espace d'appropriation » des politiques publiques en faveur de l'agriculture familiale.....	39
2.1. Cadre théorique général : théorie de l'acteur-réseau et sociologie de l'action publique	39
2.2. Méthodologie d'enquête utilisée et déroulement du travail de terrain	45
2.2.1. Le choix du terrain d'enquête : justification du cas sélectionné	46
2.2.2. Collecte et analyse des données	51
2.3. Les difficultés rencontrées lors de l'enquête	57
Troisième partie : Formation d'un réseau sociotechnique autour de l'appropriation des politiques publiques d'appui à l'agriculture familiale au sein du pôle rural Alagoinha, RN.	59
3.1. Dynamique d'appropriation des politiques publiques : du gouvernement fédéral à l'Institut d'Assistance Technique et de Vulgarisation Agricole du Rio Grande do Norte (EMATER-RN).....	60
3.1.1. La Constitution brésilienne de 1988 et le processus de décentralisation des pouvoirs publics.....	60
3.1.2. Le rôle nouveau d'EMATER dans ce processus de décentralisation : processus d'adaptation aux instruments d'action publique.	63
3.2. Dispositifs d'intéressement et négociation par l'Institut d'Assistance Technique et d'Extension Rurale de Mossoró : passage obligé de l'appropriation des programmes gouvernementaux	72
3.2.1. L'extension rurale comme instrument éducatif mis en place dans le milieu rural.....	72
3.2.2. Les arènes de concertation : instruments participatifs de coordination de l'action publique	80
3.2.3. Le PRONAF B /Agroamigo comme instrument d'assistance financière mis en place dans le pôle rural pour le renforcement de l'agriculture familiale.....	83

3.3. Entraves au processus d'enrôlement : les prémisses d'une dissidence des agriculteurs familiaux	90
3.3.1. Des instruments d'action controversés : entre besoins et contraintes des agriculteurs familiaux	91
3.3.2. Résistance aux instruments et difficultés d'appropriation	99
Conclusions	103
Annexes	108
Bibliographie	179

Glossaire

Açude :	Retenue collinaire
Agregado :	Ménage
Agrovila :	Habitation sociale proche de la ville, intermédiaire entre l'habitat rural et urbain.
Arrendatário :	Locataire
Assentado :	Agriculteur bénéficiaire de la réforme agraire (installé)
Assentamento :	Périmètre ou projet d'installation de sans terre par la réforme agraire
Bolsa Familia :	Bourse Famille (projet d'aide sociale)
Caipira :	Fermière (animaux)
Colonos :	Colons
Comunidade :	Communauté paysanne ou rurale
Extensionista :	Technicien agricole d'EMATER responsable de l'Assistance Technique et de l'Extension Rurale auprès des agriculteurs familiaux
Extrativista :	Travailleur du secteur « extractiviste »
Fazendo :	Ferme (habitation)
Fome Zero :	Faim Zéro
Gritos da Terra Brasil :	Cris de la Terre Brésil
Lavoura :	Travail agricole et par extension labour, champ cultivé
Moradores :	Résidents
Parceiro :	Associé
Quilombo :	Communauté agraire d'anciens esclaves ayant fui la captivité
Segunda agua :	Projet d'utilisation de l'eau de pluie pour la production agricole, la consommation animale et humaine.
Sitiantes :	Fermier

Liste des sigles

ANT	« Actor Network Theory » - Théorie de l'acteur-réseau
ATER	Assistance Technique et Extension Rurale
Bacen	Banque Centrale du Brésil
BASA	Banque d'Amazonie
BB	Banque du Brésil
BIRD	Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
BNB	Banque du Nordeste
Cirad	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
CMDRS	Conseil Municipal du Développement Rural Durable
CMN	Conseil Monétaire National
CNPq	Conseil National de Développement Scientifique et Technologique
Conab	Centrale nationale à l'Approvisionnement alimentaire du Brésil
Consea	Conseil de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
Contag	Confédération des travailleurs de l'agriculture
CUT	Centrale Unique des Travailleurs
DAP	Déclaration d'Aptitude au PRONAF
DNTR	Département National des Travailleurs Ruraux
DOU	Journal Officiel de l'Union
EMATER-RN	Institut d'Assistance Technique et d'Extension Rurale
EMBRAPA	Entreprise Brésilienne de Recherche Agricole
EMPARN	Entreprise de Recherche Agricole du Rio Grande do Norte
FAO	Organisation des Nations unies pour l'Agriculture et l'Alimentation
FAT	Fond de Soutien au Travailleur
FETAG	Fédérations des Travailleurs de l'Agriculture
FETARN	Fédération des Travailleurs de l'Agriculture de l'État du Rio Grande do Norte
Fetraf	Fédération des travailleurs de l'agriculture familiale
IBGE	Institut brésilien de géographie et statistiques
Incra	Institut national de colonisation et de réforme agraire
INEC	Institut de Citoyenneté du Nordeste

Inra	L'Institut national de la recherche agronomique
MAB	Mouvement des Populations Atteintes par les Barrages
MAPA	Ministère de l'Agriculture, Élevage et Alimentation
MCR	Manuel du Crédit Rural
MDA	Ministère du Développement agraire
MDS	Ministère du Développement social
MDSA	Ministère du Développement Social et Agraire
MESA	Ministère Extraordinaire de Sécurité Alimentaire et de Combat contre la Faim
MPA	Mouvement des Petits Agriculteurs
MST	Mouvement des travailleurs sans terre
MSTTR	Mouvement Syndical des Travailleurs et Travailleuses Ruraux
OG	Organisation Gouvernementale
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAA	Programme d'Acquisition d'Aliments
PDSTR	Programme de Développement Durable des Territoires Ruraux
PGPAF	Programme de Garantie des Prix de l'Agriculture Familiale
PIB	Produit intérieur brut
PNATER Agricole	Politique Nationale d'Assistance Technique et de Vulgarisation Agricole
PNCF	Programme National de Crédit Agraire
PNHR	Programme National d'Habitation Rurale
PRONAF	Programme national de Renforcement de l'Agriculture familiale
PT	Parti des Travailleurs
RN	Rio Grande do Norte
SAF	Secrétariat à l'Agriculture familiale du MDA
SDT	Secrétariat du Développement Territorial
Sead	Secrétariat Spécial de l'Agriculture Familiale et du Développement Agraire
Seaf	Assurance de l'Agriculture Familiale
SNCR	Système National de Crédit Rural
STR	Syndicat des Travailleurs Ruraux
STTR	Syndicat des Travailleurs et Travailleuses Ruraux
UFERSA	Université Fédérale du Semi-Aride

Table des annexes

ANNEXE 1 : LOI N°11.326 DU 24 JUIN 2006 DE L'AGRICULTURE FAMILIALE	108
ANNEXE 2 : DECRET N°1.946 DU 28 JUIN 1996 DU PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'AGRICULTURE FAMILIALE (PRONAF).....	109
ANNEXE 3 : DECLARATION D'APTITUDE AU PRONAF (DAP).....	110
ANNEXE 4 : MODALITÉS DE CRÉDIT PROPOSÉES PAR LE PRONAF	111
ANNEXE 5 : EXTRAIT DU DÉCRET N°7.775 DU 4 JUILLET 2012 : PAA.....	113
ANNEXE 6 THÈMES SPÉCIFIÉS LORS DU CODAGE DES ENTRETIENS SEMI- DIRECTIFS	114
ANNEXE 7 : PROFILS D'AGRICULTEURS FAMILIAUX.	115
ANNEXE 8 : FONCTIONS BASIQUES DE L'INSTITUT D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET D'EXTENSION RURALE.....	119
ANNEXE 9 : ORGANIGRAMME INSTITUTIONNEL D'EMATER-RN.....	119
ANNEXE 10 : GUIDE D'ENTRETIEN EMATER	120
ANNEXE 11 : GUIDE D'ENTRETIEN AGRICULTEURS FAMILIAUX.....	121
ANNEXE 12 : GUIDE D'ENTRETIEN AGENT DE MICROCRÉDIT RURAL DE LA BANQUE DU NORDESTE	122
ANNEXE 13 ENTRETIEN AVEC JOSÉ NOBRE AGENT DE MICROCRÉDIT - BANQUE DU NORDESTE (29/04/17).....	130
ANNEXE 14 : ENTRETIEN AVEC VANIA NASCIMENTO PROFESSEUR A L'UFERSA (12/05/17).....	135
ANNEXE 15 : ENTRETIEN AVEC DONA LUCIANA (22/05/17).....	138
ANNEXE 16 : ENTRETIEN AVEC SENHOR ZEZINHO (25/05/17).....	140
ANNEXE 17 : ENTRETIEN AVEC DONA CELIA (08/06/17).....	142
ANNEXE 18 : ENTRETIEN AVEC MANOEL CANDIDO (FETARN) (19/06/17)	144
ANNEXE 19 : ENTRETIENS AVEC MARCO BARBOSA TECHNICIEN AGRICOLE A L'ANTENNE RÉGIONALE D'EMATER-RN DE MOSSORO.....	149
ANNEXE 20 : ENTRETIEN AVEC JOSÉ ROBERTO D'EMATER (21/10/17).....	158
ANNEXE 21: ENTRETIEN AVEC FERNANDA MARIA DA SILVA (13/11/17).....	167
ANNEXE 21: ENTRETIEN AVEC FRANCISCO DAS CHAGAS SILVEIRA (14/11/17).....	170
ANNEXE 22: ENTRETIEN AVEC ANA VALERIA D'EMATER-RN MOSSORÓ (15/11/17).....	173

Table des figures

Figure 1 : Représentation schématique des interactions établies lors de la mise en œuvre des trois programmes d'appui à l'agriculture familiale : PRONAF/Agroamigo, PAA – <i>Compra-direta</i> . Source : auteure, 2017.	37
Figure 2 Première cartographie des acteurs produite en mars 2017	47
Figure 3 Situation géographique du pôle Alagoinha dans la zone rurale de Mossoró. Source : <i>Google Earth</i>	48
Figure 4 Tableau des acteurs rencontrés lors de la période de terrain à Mossoró, RN du 14 avril au 4 juillet 2017 et autres entretiens effectués à distance.....	53
Figure 5 Tableau des acteurs rencontrés qui n'ont pas fait l'objet d'entretien semi-directif formel. Source : auteure, 2017.	55
Figure 6 Représentation schématique du réseau sociotechnique de l'appropriation des politiques publiques. Source : auteure	90

Introduction

Au Brésil, depuis une trentaine d'années, les débats entre les organisations sociales, les militants des mouvements syndicaux, les responsables d'État et la communauté scientifique sur l'agriculture familiale se sont multipliés. Ces débats, comme ce « *nouveau regard* » sur le monde rural dont parle la sociologue Wanderley (WANDERLEY N. B. M, 2001, p.31) se traduisent par la mise en place de nouvelles politiques publiques accompagnées d'innovations institutionnelles majeures¹.

Après la dictature militaire, le retour à la démocratie libère la voix des organisations représentatives des petits agriculteurs et des organisations de la société civile, qui revendiquent l'instauration de politiques publiques spécifiques pour les agriculteurs des petites et moyennes exploitations. Ils demandent, à travers la mise en place d'aides gouvernementales, la reconnaissance de cette « autre » agriculture : celle des petites propriétés foncières, de la paysannerie, de la « petite production », de l'agriculture familiale – autant de termes pour désigner cette agriculture que l'on considérait jusque-là comme un secteur condamné par l'économie de marché (ROUX, 2012, p.125).

Mais ces revendications d'alors s'inscrivent dans une période politique peu favorable à la reconnaissance d'un secteur agricole tel que l'agriculture familiale. Aux yeux des pouvoirs publics, la petite production familiale n'a aucun poids dans le développement du pays ; à l'opposé sont valorisées l'agriculture patronale et d'exportation capables de rendre compétitive, sur les marchés internationaux, l'ensemble de l'économie rurale. Les choix de l'État restent tournés vers les investissements productifs, au détriment de l'investissement social (santé, éducation, habitat, transports), ce qui affecte lourdement les conditions de vie des plus défavorisés.

Face à cela, l'organisation des mouvements sociaux ruraux brésiliens,² par la force de ses nombreuses luttes, réussit à faire reconnaître le secteur de l'agriculture familiale qui représente une part importante du monde agricole brésilien.

Finalement, les gouvernements successifs prennent peu en peu en compte cette « *masse d'agriculteurs peu dotés en facteurs de production et mettant en œuvre la force de travail familiale* » (ROUX, 2012, p. 126) et développent des programmes d'appui dont le Programme de Renforcement de l'Agriculture Familiale (PRONAF) mis en place en 1996, lors du second mandat du président Cardoso, pour répondre aux revendications des populations rurales. Ce

¹ Notamment la création du Programme national de renforcement de l'Agriculture Familiale et la création du Ministère du Développement Agraire (MDA) spécifique à l'agriculture familiale

² Dont le plus célèbre est le Mouvement des travailleurs sans-terre (MST)

programme favorise l'accès au crédit pour les agriculteurs familiaux jusqu'alors exclus du système bancaire. Il s'accompagne d'autres programmes innovants relatifs à la commercialisation, permettant la valorisation de la production des agriculteurs familiaux et leur insertion dans un marché local. Parallèlement, le Parti des Travailleurs (PT) arrivé au pouvoir développe des politiques sociales en matière d'éducation, de santé, d'assistance technique... Si ces programmes sont assez rapidement mis en œuvre sur le territoire national, on constate que les populations des pôles ruraux du Nordeste rencontrent des difficultés pour y accéder.

À partir de 2003, on assiste à une territorialisation de l'action publique, qui donne une visibilité à tout le tissu d'organisations qui structure le monde rural. Cette nouvelle orientation des politiques publiques va s'appuyer sur l'ouverture d'arènes de concertation au niveau des municipalités. Cette territorialisation va aussi permettre de repenser l'ensemble du système fédéral de vulgarisation agricole portée par l'Institut d'Assistance Technique et d'Extension Rurale (EMATER) dans la majeure partie des États. C'est donc un réseau d'acteurs hétérogène qui articule ces différentes politiques publiques.

C'est dans ce contexte qu'est soulevée la question de la réception de ces innovations institutionnelles dans les pôles ruraux de l'agriculture familiale. Notre recherche a pour ambition d'interroger les mécanismes d'appropriation, par les acteurs du réseau, de ces nouveaux outils d'appui. Les enjeux de l'appropriation des principaux programmes et projets gouvernementaux conduisent à se poser la question de l'adaptabilité des instruments d'action publique en dehors des sphères de conception ; comment les communautés rurales s'en saisissent-elles ? Le fait de s'en saisir suppose-t-il des stratégies particulières, des modes d'organisation individuels ou collectifs ? L'implantation de ces nouveaux outils est indissociable d'un questionnement sur les relations qu'entretiennent les agriculteurs familiaux avec l'agent public local qu'est EMATER-RN.

En d'autres termes, notre ambition est de « *porter [notre] attention sur les liens qui se nouent entre le[s] dispositif[s] importés, en l'occurrence [les programmes et projets sociaux et leurs instruments], et les objets, acteurs et autres dispositifs qui peuplent l'espace* » (CRESPIN, 2014, p. 59).

Notre question de recherche est donc la suivante :

Comment l'organisme de vulgarisation agricole – EMATER-RN – contribue-t-il, en interaction avec les acteurs exogènes aux communautés rurales, au processus d'appropriation des politiques publiques par les agriculteurs familiaux du pôle rural Alagoinha ?

Afin de rendre compte des interactions entre acteurs, objets et dispositifs techniques, et des conséquences qu'elles ont sur les mécanismes d'appropriation, la théorie de l'acteur-réseau (ANT), telle que définie notamment par Callon et Law va nous permettre de construire ce réseau à l'échelle de la zone rurale de Mossoró dans l'État du Rio Grande do Norte, et notamment dans le pôle rural Alagoinha que nous avons eu l'occasion d'étudier.

Afin de dresser un constat de la question, l'étude des différents programmes dont ont bénéficié les agriculteurs familiaux de la zone d'étude va permettre de les confronter aux dynamiques locales des principaux bénéficiaires. Cette analyse au prisme de la théorie de l'acteur-réseau permettra d'examiner la façon dont ces différents programmes ont été accueillis, discutés, portés ou délaissés par les acteurs locaux et en particulier les agriculteurs familiaux, en fonction de leurs intérêts, stratégies, réseaux internes et identités respectifs ; elle permettra également de mettre en évidence les points de blocage rencontrés.

Compte-tenu de la multiplicité des programmes et projets gouvernementaux mis en place en faveur de l'agriculture familiale, nous avons choisi de nous concentrer essentiellement sur deux programmes de crédit : le PRONAF et le microcrédit Agroamigo de la Banque du Nordeste, et un programme plus social : le Programme d'Acquisition d'Aliments – *Compra-direta* (PAA).

Une série d'entretiens semi-directifs sur le terrain afin de recueillir les données auprès des acteurs concernés par notre problématique – les agriculteurs et leurs principaux interlocuteurs – vont constituer le cœur de notre approche.

De nombreuses études se sont intéressées à l'évaluation des différents dispositifs de politique agricole en faveur de l'agriculture familiale brésilienne. Il existe une bibliographie d'auteurs brésiliens : Wanderley, Schneider, Grisa, Picolotto, Abramovay parmi d'autres ; par ailleurs, des chercheurs du Cirad³ ou de l'INRA⁴ tels Sabourin, Tonneau, Bonnal, Roux, pour les français, ont publié de nombreux articles scientifiques ou ouvrages sur cette question.

Notre étude s'appuie également sur des rapports, comptes rendus et synthèses d'instances (Forums, syndicat, EMATER, FAO, IBGE...).

Afin de mieux saisir la théorie sociologique qui sous-tend notre étude, notre recherche a également mobilisé des textes concernant la sociologie de l'innovation. Une étude de la sociologie de l'action publique, appuyée sur des textes de Lascoumes et Le Galès, a aussi été nécessaire pour mieux appréhender l'analyse des politiques publiques en général.

³ Le Cirad : Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement est un organisme français de recherche agronomique et de coopération internationale pour le développement durable des régions tropicales et méditerranéennes

⁴ Institut National de recherches agronomiques

Dans une première partie, nous traitons de la formalisation de la catégorie de l'agriculture familiale qui met en lumière un processus de construction complexe. Aussi, nous étudions le contexte de la mise en place des premières politiques d'appui spécifique à l'agriculture familiale à partir des années 1990. Nous revenons sur les débats existants autour de l'agriculture familiale et nous intéressons à la construction sociale de cette catégorie socio-économique longtemps marginalisée. Nous poursuivons notre étude autour de trois politiques publiques : le PRONAF B et le microcrédit rural *Agroamigo* et le programme d'Acquisition d'Aliments (PAA) modalité *Compra-direta*.

La seconde partie porte sur notre terrain d'enquête, elle permet de préciser davantage le contexte dans lequel s'inscrit notre travail de recherche en s'articulant autour de la définition du pôle rural perçu comme un « espace d'appropriation » des politiques publiques. Nous y présentons les acteurs, objets et dispositifs locaux qui forment notre réseau, et précisons plus en détail notre cadre théorique. Puis, nous décrivons la méthodologie utilisée, les difficultés rencontrées et la façon dont nous les avons surmontées ou non.

Enfin, la troisième partie porte sur l'analyse de nos résultats d'enquête. Nous nous attachons à définir notre réseau sociotechnique en présentant le rôle des différents acteurs impliqués dans notre analyse des politiques publiques. Nous examinons alors la manière dont elles sont reçues, utilisées, méconnues... par les agriculteurs.

Première partie : La formation de la catégorie de l'agriculture familiale et des politiques publiques de développement rural qui lui sont dédiées

1.1. L'agriculture familiale : un processus de construction complexe (de 1990 à aujourd'hui)

1.1.1. La construction de l'agriculture familiale au Brésil : regard sur les années 1990

La catégorie de l'agriculture familiale est récente au Brésil et son apparition sur la scène politique sont le résultat d'un processus de construction complexe⁵.

Les années 1990 voient les fruits les plus manifestes (proposition, divulgation) d'un processus amorcé dès le milieu des années 1980. Picolotto (2014) identifie trois ensembles d'acteurs dont l'action complémentaire aboutit à la reconnaissance nationale de l'agriculture familiale :

- les travaux universitaires, qui situent l'agriculture familiale dans le développement des pays capitalistes dénonçant les conditions de précarité auxquelles elle a été historiquement confrontée au Brésil ;
- l'action de l'État, qui donne une définition légale à la catégorie et impulse des politiques publiques de renforcement dédiées ;
- les mouvements syndicalistes des travailleurs et les mouvements sociaux ruraux de diverses formations politiques.

« L'importance politique de cette catégorie se manifeste par l'apparition de nouveaux acteurs qui se constituent en tant que représentants et organisation spécifique de cette nouvelle catégorie (telle que la Fédération des Travailleurs de l'Agriculture Familiale (Fetra). Aussi, à partir des années 1990, la Confédération Nationale des Travailleurs de l'Agriculture (Contag) procède à une réorientation politique et commence à faire usage de la catégorie de l'agriculture familiale. Au niveau de l'État, on assiste à une reconnaissance institutionnelle matérialisée par la création de nouveaux espaces, politiques publiques et par la Loi de l'Agriculture Familiale (2006). Enfin, on assiste à un renversement des valeurs négatives jadis attribuées à ce modèle agricole telles que : retardé, inefficace et inadapté. La lutte symbolique guidée par le syndicalisme, les milieux universitaires et l'État a renversé cette tendance et on commence à voir apparaître des termes

⁵ Nous ne prétendons pas exclure de notre recherche l'ensemble des questions et thèmes complexes qui sous-tendent la construction de la catégorie de l'agriculture familiale comme la construction historique du Brésil, la diversité des activités de production, les débats sur la réforme agraire, l'interculturalité de la formation de la société brésilienne et ses influences sur la formation de la catégorie de l'agriculture familiale etc., cependant nous n'en présentons ici que les contours qui nous permettent d'éclairer notre thématique de recherche.

associés à l'agriculture familiale tels que : moderne, efficiente, durable, solidaire et pourvoyeuse d'aliments, » (PICOLOTTO, 2014, p. 64.)⁶.

Cette réflexion ne se borne pas à évoquer la formalisation de la catégorie par le biais des lois et des politiques publiques, mais met en lumière la marginalisation de ces groupes sociaux ruraux et l'invisibilité historique de l'agriculture d'origine familiale.

Dans l'histoire brésilienne, l'agriculture basée sur l'unité familiale a toujours été considérée, par l'État et les secteurs dominants, de moindre importance que les grandes exploitations agricoles.

« Cette agriculture patronale basée sur la concentration foncière a toujours été la forme de production favorisée par l'État [...]. Les exploitations patronales constituent toujours des acteurs fondamentaux dans la stratégie nationale d'exportation agricole » (THÉRY, 2009 in PICOLOTTO, 2014).

Aux yeux des gouvernements des années 1980, les petites propriétés reposant sur la force de travail familiale n'avaient aucun poids sur les marchés d'intérêt international (garantissant des devises au pays) et étaient reléguées aux rôles secondaires : production d'aliments pour le marché intérieur (principalement les populations urbaines), ou réserve de main d'œuvre pour le puissant secteur agricole d'exportation.

La dominance de la grande propriété comme modèle socialement reconnu aggrave l'invisibilité socioéconomique et politique de l'agriculture de base familiale dont *« les agents principaux - paysans agriculteurs - apparaissaient sous la désignation de colonos [colons], arrendatários [locataires], parceiros [associés],⁷ agregados [ménages], moradores [résidents] et même sitiantes [fermiers], termes qui ne peuvent être compris sans la mise en regard avec la grande production agroindustrielle et pastorale » (MOTTA et ZARTH, 2008 in PICOLOTTO, 2014, p.66).* Les *posseiros*, petits agriculteurs ou *agregados* *« existaient alors dans des situations d'extrême précarité, perceptibles dans leur mode de vie rudimentaire et parfois misérable, dans leur absence de titre de propriété, dans leur faible insertion dans les marchés et dans leur défaut d'accès aux techniques modernes et au crédit public. C'était une situation d'extrême fragilité qui trouvait sa traduction dans son invisibilité sociale et politique » (QUEIROZ, 1963).* Cette précarité juridique,

⁶ *« Sua importância política e dos atores que se constituíram como seus representantes (com a formação da Federação dos Trabalhadores na Agricultura Familiar (Fetraf) como organização específica de agricultores familiares e, de outro lado, com a reorientação política da Confederação Nacional dos Trabalhadores na Agricultura (Contag), que a partir de meados dos anos 1990, passou a fazer uso da categoria agricultor familiar). A segunda se refere ao reconhecimento institucional propiciado pela definição de espaços no Estado, criação de políticas públicas e pela Lei da Agricultura Familiar. E a terceira advém do trabalho de reversão das avaliações negativas que eram atribuídas a este modelo de agricultura, tais como : atrasada, ineficiente e inadequada. Por meio de uma luta simbólica movida pelo sindicalismo, por setores acadêmicos e do Estado, a agricultura familiar passou a ser associada com adjetivos considerados positivos, tais como : moderna, eficiente, sustentável, solidária e produtora de alimentos » (PICOLOTTO, 2014, p. 64.).*

⁷ Les *parceiros* et *arrendatários* n'utilisaient pas exclusivement la force de travail familiale.

économique et sociale vécue par les agriculteurs familiaux les place en marge du marché de l'emploi, des moyens de production, et de l'accès à la terre, exacerbant leur fragilité.

Les conditions économiques des acteurs du secteur agricole familial ont cependant été variables selon les régions. Dans la région Nordeste - la plus pauvre du pays – notamment, on constate une marginalisation plus grande des petits paysans incapables de suivre le processus de modernisation agricole lancé dans les années 50-60 et son intensification des années 1980 ; ils se sont retrouvés dès lors en marge du marché (COLLARD, 2014).

Cette précarité a été un obstacle de poids dans la constitution d'une catégorie d'agriculteurs dont l'activité est centrée sur l'unité familiale. En outre, les acteurs ont rencontré de grandes difficultés à la création des alliances nécessaires à l'acquisition d'un poids politique et d'instruments en mesure de représenter et défendre leurs intérêts.

- **L'agriculture familiale et la recherche scientifique : une nouvelle approche théorique**

À partir des années 1990, la recherche joue un rôle important dans l'élaboration d'une définition de la catégorie de l'agriculture familiale, en rupture avec les travaux universitaires des années 1970/1980 – selon lesquels la petite exploitation était vouée à disparaître du fait de son incapacité à satisfaire aux exigences du système capitaliste en expansion (PICOLOTTO, 2014). Les principaux travaux des années 1990 travaillent davantage sur sa place dans le système capitaliste (ZANGARO, 1998), surtout face au processus de modernisation supposant de nouvelles conditions techniques et productives. Si le processus de modernisation agricole des dernières décennies a intensifié une série de problèmes sociaux – comme des conflits fonciers – aboutissant à une prolétarianisation des travailleurs ruraux, Zangaro précise que cette « *consolidation du développement capitaliste dans l'agriculture n'a pas éliminé l'unité de production familiale, au contraire elle a favorisé l'intensification de son processus de différenciation* » (ZANGARO, 1998, p. 23).

Les contributions scientifiques mettent alors en évidence « *l'importance socioéconomique, la diversité, la capacité productive de la forme d'exploitation familiale, et le fait qu'elle est le maillon principal du développement significatif de la production alimentaire au Brésil et en grande partie dans le monde développé* » (PICOLOTTO, 2014, p.68).

Les travaux récents sur l'agriculture familiale dans les années 1990 mettent l'accent l'importance économique des petites exploitations⁸ (tant en surface qu'en valeur de

⁸ Dans les travaux universitaires, la taille des établissements était considérée comme le principal critère de différenciation des structures agricoles (ZANGARO, 1998).

production). Certains auteurs ont cherché à mettre en évidence les transformations profondes de la structure sociale de la production rurale. Kageyama et Bergamasco (*Novos dados sobre a produção familiar no campo*, 1989) proposent une nouvelle approche dans l'analyse des données censitaires agricoles de 1980. Les auteures font remarquer que sur 5,2 millions d'exploitations agricoles recensées, 3,7 millions emploient une main d'œuvre familiale, soit près de 71% des exploitations agricoles au Brésil : ce qui correspond à 42,3% de la surface totale et 74% des personnes employées dans l'agriculture⁹ (PICOLOTTO, 2014, ZANGARO, 1998). Face à la nécessité de s'adapter au nouveau contexte socio-économique et au processus de modernisation de l'agriculture, les exploitations familiales développent des stratégies de subsistance et opèrent des transformations significatives dans leurs modes de production et leur mode de vie.

Des auteurs tels que Abramovay, Wanderley, Lamarche, Veiga parmi d'autres, mais aussi des institutions comme la FAO ou l'INCRA, ont centré leurs analyses sur le rôle et l'importance de ces unités de production.

Les ouvrages de Abramovay et de Veiga défendent l'idée selon laquelle la configuration de l'agriculture moderne des pays capitalistes s'appuie sur « l'entreprise familiale » comme forme sociale d'organisation.

Autour d'une analyse historique (*Desenvolvimento agrícola : uma visão histórica*, 1991), Veiga défend l'idée selon laquelle l'agriculture familiale est à la base du développement de l'agriculture des pays capitalistes. Abramovay (*Paradigmas so capitalismo agrário em questão*, 1992/98) quant à lui soulève « *la distinction conceptuelle entre le sens de cette agriculture familiale moderne, du présent, et de l'agriculture paysanne, du passé* » (FAVARETO, 2007, in PICOLOTTO, 2014, p. 68). Ils mettent en évidence les avantages de l'agriculture familiale en termes sociaux (elle est démocratique), économiques (elle est efficiente), et environnementaux (elle est durable).

Les recherches coordonnées par Lamarche *L'agriculture familiale I : comparaison internationale (1993) et L'agriculture familiale II : du mythe à la réalité (1998)*¹⁰ doivent être mentionnées ici. En établissant une comparaison internationale entre cinq pays (Brésil, Pologne, Tunisie, Canada et France) elles constituent un apport essentiel à la question. Elles

⁹ Un recensement plus récent effectué en 2006 évalue à 4 367 902 le nombre d'exploitations familiales soit 84,4% du nombre total d'exploitations, occupant 24,3% des terres, soit 74,4% des personnes employées dans l'agriculture et 38% de la production finale agricole (MDA, *Agricultura familiar no Brasil e Censo agropecuario 2006*, Ministerio do Desenvolvimento Agrario, Brasilia, 2009, 14P.

¹⁰ Une équipe de chercheurs brésiliens s'est associée à ce travail de recherche international : Maria Nazareth Wanderley, Fernando Lourenço, Anita Brumer et Ghislaine Duque.

abordent l'avenir de l'agriculture familiale au Brésil, en soulignant la diversité de ses modes de fonctionnement dans une réalité complexe et sa grande capacité d'adaptation. L'élément unificateur de cette diversité repose sur le caractère familial de la gestion du travail et de possession de la terre (LAMARCHE, 1993, p.18).

La sociologue brésilienne Wanderley revient sur ces conclusions. Elle souhaite insister sur les fortes entraves au développement de l'agriculture familiale au Brésil, la principale étant la difficulté d'accès à la terre. Elle souligne que les producteurs qui n'atteignent pas un certain niveau technique sont exclus ou souvent contraints à recourir à un travail salarié chez des tiers (WANDERLEY, 1995, in ZANGARO, 1998). Les stratégies des producteurs doivent intégrer ces contraintes.

Wanderley aborde la place qu'occupe l'agriculture familiale dans l'espace socio-politique brésilien (WANDERLEY, 2009, p. 15). Elle qualifie l'agriculteur familial « *d'acteur social participant pleinement au progrès de la société en général, et plus directement des transformations de l'agriculture et du monde rural* » (WANDERLEY, 1996 in ZANGARO, 1998, p.69). Son article *Raízes históricas do campesinato brasileiro*¹¹ approfondit le débat sur la place de l'agriculture familiale au Brésil en tant que nouvel acteur dans la société contemporaine : aux prises entre des éléments de continuité et de rupture avec leur passé paysan « *les agriculteurs familiaux sont porteurs d'une tradition (dont les fondements s'articulent autour de la place centrale de la famille, les manières de produire et le mode de vie) mais doivent s'adapter aux conditions modernes de production et de vie en société* » (WANDERLEY, 2003) une fois insérés dans le marché moderne (ZANGARO, 1998).

Ces auteurs montrent que le développement du capitalisme n'a pas fait disparaître le modèle agricole de production intimement lié à l'unité familiale : au contraire, le processus de modernisation capitaliste aurait aussi été l'occasion de redéfinir la place de cette agriculture dans l'économie globale.

Enfin, des recherches issues d'une alliance de coopération technique entre l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et l'Institut National de Colonisation et de Réforme Agraire (INCRA) ont eu de fortes répercussions sur la formation du concept d'agriculture familiale et particulièrement sur la définition des politiques publiques qui lui sont destinées.

Une première étude coordonnée par Guanzirolí en 1994 avait pour objectif d'élaborer les lignes directrices d'une nouvelle stratégie de développement rural au Brésil. Cette étude

¹¹ « *Racines historiques du paysan brésilien* »

propose notamment une classification de exploitations agricoles brésiliennes et décrit le « modèle familial » ainsi :

« Le modèle familial aurait comme caractéristique une relation intime entre travail et gestion, une conduite du processus productif assurée directement par les propriétaires, l'accent mis sur la diversification productive et la durabilité des ressources et sur la qualité de vie, l'emploi de tiers salariés en complémentarité de la famille et la prise de décision immédiate, en adéquation au fort degré d'imprévisibilité du processus productif » (FAO/INCRA, 1994, p.2). À l'intérieur même du modèle, une autre classification est établie et relève trois types d'unités familiales de production, à savoir : « familiale consolidée » (avec une surface de terre moyenne de 50 ha) ; « en transition » (avec une surface moyenne de 8 ha) ; et « périphérique » (avec une surface moyenne de 2 ha) (FAO/INCRA, 1994). Le document propose de considérer la catégorie des agriculteurs familiaux en transition comme public-cible pour la construction des premières politiques publiques. La création du PRONAF en 1996 (qui vient bénéficier aux agriculteurs en transition) et la loi 11.326/2006 (qui légalise la catégorie de l'agriculture familiale) s'appuieront en partie sur ces références.

- **Organisations d'agriculteurs et État : la force du syndicalisme**

Mais l'émergence d'un groupe social n'est pas le simple résultat de processus économiques ou de contributions théoriques qui orientent les différents acteurs. Il convient aussi de prendre en considération la place de ces acteurs et de leurs organisations dans le champ politique.

« Concernant les agriculteurs familiaux, leur apparition politique est le produit de leur propre construction identitaire, en résonance avec les données de la recherche scientifique et se situe dans une relation tantôt conflictuelle, tantôt collaborative avec les secteurs de l'État » (MEDEIROS, 2001 ; PICOLOTTO, 2011).

Ce n'est qu'à la fin du régime militaire (1985) que l'existence, l'identité et les revendications de ce secteur social – négligé par les pouvoirs publics pendant des décennies vont être traduites en termes politiques (ROUX, 2012). C'est donc « au milieu des années 1980 – avec le processus de démocratisation – que les petits producteurs conquièrent de plus en plus d'espace au sein du syndicalisme des travailleurs ruraux en construisant de nouvelles alliances¹² et en donnant plus de visibilité et de poids à leurs demandes » (PICOLOTTO, 2014, p. 71). La revitalisation du mouvement syndical des travailleurs ruraux agrégé autour de la

¹² Notons les principales alliances avec les Eglises, les partis politiques, la société civile, des organisations non gouvernementales.

Confédération Nationale des Travailleurs de l'Agriculture¹³ (Contag) lui permet d'étendre et de renouveler ses formes d'intervention. Ce syndicalisme revendique un projet politique agricole différencié en s'opposant de manière forte à la politique économique discriminante menée par l'État.

« L'entité gagne en visibilité en étendant son champ de revendications – jusque-là centré sur les droits des travailleurs – aux thèmes de l'accès à la terre et des politiques publiques agricoles spécifiques, qui deviennent le cœur de ses congrès et manifestations » (ALTAFIN, 2005, p.12).

Dans ce champ d'intervention on identifie de nouveaux groupes comme le Mouvement des Travailleurs Sans-Terre (MST), le Mouvement des Petits Agriculteurs (MPA), le Mouvement des populations atteintes par les barrages (MAB), les groupes composés des « récolteurs de caoutchouc » et d'autres nommés « les peuples de la forêt¹⁴ » (*Id.*). Ce regain d'action des mouvements ruraux bat en brèche l'hypothèse de l'imminente disparition des populations rurales – dans toute leur diversité : paysans, petits producteurs, colons, *assentados* etc. – face à l'essor du capitalisme. Désormais tous unis autour des mêmes luttes, ces différents groupes font pression sur l'État afin qu'il mette en place des politiques qui les incluent dans le processus de développement national.

À la fin des années 1980 et au début des années 1990, la Contag, mais aussi le Département National des Travailleurs Ruraux (DNTR) appartenant à la Centrale Unique des Travailleurs (CUT), présentent alors un projet de politique agricole différenciée pour la formulation de la Loi Agricole¹⁵. Les différents projets proposés délimitaient déjà les contours de la catégorie de l'agriculture familiale ainsi « *qu'une proposition d'instruments de politique agricole différenciés (crédits, allocations, assurance agricole, assistance technique etc.) pour les petits producteurs ; et la définition de critères de classification pour les agriculteurs qui devraient bénéficier de la politique, dans les termes suivants : ceux qui utilisent le travail de la famille sur l'exploitation, sans l'emploi de salariés permanents, mais dans la limite de surface de*

¹³ Créée en 1962 et reconnu par le pouvoir public en 1964, la Contag – Confédération Nationale des travailleurs de l'Agriculture – est une entité brésilienne qui représente les travailleurs ruraux à travers les FETAGs (Fédérations étatiques qui elles réunissent les Syndicats des Travailleurs Ruraux de chaque municipalité.

¹⁴ L'ancienne occupation indigène au Brésil, l'exploitation de la force de travail esclavagiste d'origine africaine et l'occupation coloniale européenne sont responsables de l'émergence d'une immense diversité de peuples et communautés installées sur le territoire brésilien. Les luttes et revendications de ces peuples et communautés ancestrales durant la période d'élaboration de la Constitution de 1988 ont abouti à la reconnaissance de leurs droits : l'accès à la terre, la représentation culturelle et ses formes de relation avec la diversité biologique brésilienne (Cláudia Regina Sala de Pinho, représentante des Communautés Pantaneiras à la Commission Nationale de Développement Durable des Peuples et Communautés Traditionnelles (CNPCT), 2015).

¹⁵ En 1989, la Contag élabore un document Proposition du Mouvement Syndical des Travailleurs Ruraux pour la Loi Agraire et Agricole et en 1990, le DNTR/CUT propose le document Proposition pour un Projet de Loi Agricole.

trois modules ruraux dans le projet de la Contag et cinq modules pour celui du DNTR/CUT » (PICOLOTTO, 2014, p. 71)¹⁶.

Au sein du milieu syndical, le débat autour des différentes acceptions désignant la production agricole familiale (paysan, petit producteur, agriculteur de subsistance, colons etc.) a fait naître en langage politique la catégorie de « l'agriculture familiale ». À partir des années 1990, avec la revitalisation d'un syndicalisme rural et l'apparition de nouveaux acteurs/mouvements, on assiste à une véritable transformation de la scène politique brésilienne. Afin de manifester leur force, les représentants de l'agriculture familiale s'associent à l'occasion de mobilisations massives d'ampleur nationale : les « *Gritos da Terra Brasil*¹⁷ » – *Cris de la Terre Brésil* – initiés à partir de 1994, dont l'objectif était de revendiquer le droit de participer à la négociation et à la construction de politiques spécifiques.

Cette mobilisation crée un espace de proposition, de revendication et de négociation des politiques publiques pour le monde rural. Elle est également considérée comme un processus mobilisateur, formateur et informatif. Les revendications réclament un texte valorisant l'espace rural comme espace capable de promouvoir des transformations sociales. Elle concerne tous les champs d'action du MSTTR (en exigeant que disparaissent les discriminations liées à l'âge et au genre). Cette mobilisation se construit chaque année à partir de l'identification des problèmes et des besoins du milieu rural (FETARN).

Le thème de la réforme agraire se trouve ainsi réintroduit dans l'agenda politique, à l'origine de divers projets *d'assentamento*¹⁸, ainsi que de la création du PRONAF, première politique fédérale d'envergure nationale tournée exclusivement vers la production familiale (ALTAFIN, 2005, p.13).

¹⁶ « *A proposição de instrumentos de política agrícola diferenciados (crédito, subsídios, seguro agrícola, assistência técnica etc.) para os pequenos produtores ; e a definição de critérios para a classificação dos agricultores que deveriam ser os beneficiários da política, nos seguintes termos: aqueles que fazem uso do trabalho da família no estabelecimento, sem concurso de empregados permanentes, mas com um limite de área de três módulos rurais para o projeto da Contag e até cinco módulos para o do DNTR/CUT* » (PICOLOTTO, 2014, p. 71).

¹⁷ « Le « *Cris de la Terre Brésil* » est le principal instrument de masse du Mouvement Syndical des Travailleurs et Travailleuses Ruraux (MSTTR). Il est promu par la CONTAG, les Fédérations des Travailleurs de l'Agriculture (FETAGs) et par les Syndicats des Travailleurs et Travailleuses Ruraux (STTRs). Ce mouvement réunit chaque année dans la Capitale fédérale (Brasilia) des milliers de personnes de tout le pays : leaders, agricultrices et agriculteurs familiaux salarié(e) ruraux, *assentados(as) et acampados(as)* de la réforme agraire, parmi d'autres qui soutiennent les bannières de lutte de la population rurale » (FETARN).

¹⁸ Les *assentamentos* sont des noyaux de populations paysannes ou de travailleurs ruraux « sans terre » établies sur des terres publiques ou des grands domaines « expropriés ».

- **La reconnaissance formelle de l'agriculture familiale : un nouveau cadre légal**

L'attention portée par les pouvoirs publics brésiliens sur la catégorie des agriculteurs familiaux est donc le résultat de luttes et de revendications des organisations des travailleurs ruraux ainsi que des pressions exercées par les mouvements sociaux organisés, dont le plus célèbre reste celui du Mouvement des Sans Terre (MST). Ils ont su montrer que l'agriculture familiale était capable de répondre à quelques-uns des défis ruraux du Brésil : sécurité alimentaire, faim, inégalités sociales, manque d'emplois et de revenus... parmi d'autres (LECUYER, 2011, p11) en mettant en place de nouvelles stratégies productives et organisationnelles.

Suite à des décennies d'invisibilité et même d'indifférence, à la fin du premier mandat du président Cardoso (1995-1998), l'intérêt du gouvernement central pour l'agriculture familiale a donné lieu à deux mesures majeures : la mise en place du Programme national de renforcement de l'agriculture familiale (PRONAF) en 1996 analysée ci-après ; et la création du Ministère de l'Agriculture Familiale et du Développement Agraire¹⁹ (MDA) distinct de l'appui à l'agriculture patronale (*agrobusiness*) orchestré par le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Alimentation (MAPA). Cette distinction essentiellement administrative démontre « *la reconnaissance tendue et conflictuelle, par l'État brésilien, de l'existence de ces deux types d'agriculture qui, bien qu'ils ne soient pas indépendants dans leur dynamique, sont porteurs de propositions antagonistes par rapport au développement rural* » (LEITE et al. 2007, in PICOLOTTO, 2014).

Durant les gouvernements Lula et Rousseff, des cadres des mouvements sociaux ont pu travailler au Ministère ; de nombreux programmes d'appui à l'agriculture familiale ont été

¹⁹ Pour répondre à la pression grandissante de la part des organisations représentantes des agriculteurs familiaux, principalement sous l'influence des syndicats d'agriculteurs familiaux du Sud du Brésil, le gouvernement met en place un Secrétariat à l'Agriculture Familiale (SAF) en 1996. Ce Secrétariat forme le noyau du MDA après son retrait du Ministère de l'Agriculture en 1999. La création du MDA n'a fait que renforcer l'approche dualiste du secteur agricole brésilien, avec d'un côté un puissant secteur entrepreneurial et de de l'autre cette « *autre agriculture* » (ROUX, 2012, p.125) mais elle a été l'occasion de mettre en place des politiques publiques différenciées. Le MDA était constitué de trois secrétariats : le SAF responsable de l'appui économique (crédit à la production, organisation de la commercialisation, assurance) et technique ; le secrétariat à la Réforme Agraire (SAR) responsable de la mise en œuvre des actions foncières (distribution des terres, établissement des droits de propriété, crédit foncier, appui technique aux bénéficiaires de la réforme agraire) ; et le Secrétariat du Développement Territorial (SDT) créé en 2004 suite à la politique de territorialisation du développement économique et social du gouvernement Lula ayant pour objectif d'insérer l'agriculture familiale dans des projets territorialisés (ROUX, 2012).

mis en place, en lien avec la politique de crédit rural déjà existante. Les domaines concernés sont divers : productifs, sociaux, citoyens, mais aussi développement rural²⁰.

Ces nouvelles relations entre État et société civile qualifiées par Sabourin « *cogestion des politiques publiques* », par d'autres (OFFE, 1989, GOLDIN, 2013) de « néocorporatisme », vise à réduire les conflits entre classes et groupes sociaux et le secteur étatique, en préservant une certaine autonomie des organisations sociales. Les relations entre les deux secteurs apparaissent alors plus collaboratives, institutionnalisées et prévisibles.

Enfin, en 2006, la promulgation de la loi fédérale n°11.326/2006 – Loi de l'Agriculture Familiale – institutionnalise l'agriculture familiale et la définit officiellement comme catégorie professionnelle. Cette loi établit les « concepts, principes et instruments destinés à la formulation des politiques publiques en faveur de l'agriculture familiale » (Art. 1°). Les critères d'identification de ce nouveau groupe social sont définis par le gouvernement fédéral dans l'article 3 de la loi n°11.326/2006²¹, comme suit :

« [...] *Est reconnu comme agriculteur familial et entrepreneur rural celui qui pratique ses activités dans le milieu rural, répondant simultanément aux critères suivants :*

- I. Il ne possède, à n'importe quel titre, un domaine supérieur à quatre modules fiscaux ;*
- II. Il utilise majoritairement une main d'œuvre familiale pour les activités économiques de son exploitation ou de son entreprise ;*
- III. Son revenu familial principal est issu des activités économiques liées à sa propre exploitation ou entreprise ;*
- IV. Il dirige son exploitation ou entreprise avec sa famille ».*

Ces agricultures familiales sont donc caractérisées par « des liens organiques entre la famille et l'unité de production et par la mobilisation du travail familial excluant le salariat permanent » (BRASIL, 2006).

Cette définition légale s'appuie sur la définition élaborée par la FAO/INCRA en 1994 utilisée pour la mise en œuvre du PRONAF, mais supprime certains éléments (obligation à ce que 80% du revenu provienne de l'activité agricole, et obligation de résidence sur la propriété ou à proximité). Les bénéficiaires en sont les agriculteurs familiaux, mais aussi d'autres catégories sociales rurales comme sylviculteurs, aquaculteurs, *extrativistas*²² et pêcheurs.

²⁰ Parmi les plus importants citons : Programme de Garantie des Prix de l'Agriculture Familiale (PGPAF), Assurance de l'Agriculture Familiale (Seaf), Programme Garantie Récolte, Programme d'Acquisition d'Aliment (PAA), Politique Nationale d'Assistance Technique et de Vulgarisation Agricole (PNATER), Programme National d'Habitation Rurale (PNHR), Programme de Développement Durable des Territoires Ruraux (PDSTR), Programme d'Agro-industrialisation de l'Agriculture Familiale, Programme National de Crédit Agricole (PNCF), parmi d'autres.

²¹ Cf. annexe n°1

²² Activité consistant à extraire une ressource (minérales, pétrolifères, agricoles, animales, sylvicoles, etc.) pour la revendre sur les marchés.

L'élargissement de la loi à d'autres catégories que celle de l'agriculture familiale « *avait pour objectif d'englober la diversité du travail familial rural dans les mêmes instruments légaux* » (PICOLOTTO, 2014, p.77). L'auteur ajoute que « *si d'un côté cette unification renforce les bases légales de la reconnaissance de l'agriculture familiale et la nécessité de définir des droits et politiques publiques pour les catégories sociales diverses, d'un autre côté, elle masque les différences existantes dans le milieu rural brésilien en associant cette diversité de situations à la catégorie de l'agriculture familiale* » (PICOLOTTO, 2014, p.77). D'ailleurs, au cours des dernières années d'autres acteurs ont revendiqué la création de politiques publiques spécifiques²³ plus en adéquation avec leur singularité : pêcheurs, *extrativistas*, *quilombolas*,²⁴ indigènes, et peuples et communautés traditionnelles. Ces revendications relèvent du caractère pluriethnique et multiculturel de l'État brésilien.

Cette revue des innovations majeures – dans les champs universitaire, politique, et au sein de la société civile, qui ont permis l'émergence et la reconnaissance de l'agriculture familiale dans le monde rural brésilien a permis de mettre en évidence le processus de construction complexe de la catégorie de l'agriculture familiale : « *les mobilisations réalisées par les mouvements sociaux associés à l'agriculture familiale, un changement paradigmatique des études rurales (qui commencèrent à souligner la persistance et l'importance de l'agriculture familiale dans les pays développés)* (SCHNEIDER, 2003 ; LAMARCHE, 1999, 1993 ; ABRAMOVAY, 1992 ; VEIGA, 1991), *les principaux intérêts du gouvernement fédéral à maintenir l'ordre social dans les campagnes, et une certaine influence du syndicalisme des travailleurs ruraux* (GRISA, 2012), *ont donné lieu à la création de la première politique agricole orientée directement vers les agriculteurs familiaux* » (SCHNEIDER et GRISA, 2014, p.131) : le PRONAF.

1.1.2. Contexte politique et économique de la mise en place des premières politiques d'appui à l'agriculture familiale

²³ « *La Constitution de 1988 reconnaît des droits spécifiques aux communautés indigènes et quilombolas mais aussi aux peuples et communautés traditionnelles présents sur le territoire brésilien qui forment l'identité nationale brésilienne. Ainsi, le Décret n° 6.040, du 7 de février 2007 institue la politique nationale de développement durable des peuples et communautés traditionnelles. Se crée alors la Commission Nationale du Développement Durable des Peuples et Communautés Traditionnelle (CNDSPCT) représentant les seringueiros, fundos de pasto, quilombolas, faxinais, pescadores, ciganos, quebradeiras de babaçu, pomeranos, índios e caiçaras, parmi d'autres...Avant même la création de cette Commission, la Convention 169 de l'OIT présentait une liste des droits spécifiques à tous les groupes « dont les conditions sociales, économiques et culturelles se distinguent des autres secteurs de la collectivité nationale » (PEREIRA, 2007, p. 4-5).*

²⁴ On retrouve d'ailleurs des formes d'agriculture héritées des périodes coloniales et esclavagistes, comme les sociétés *quilombolas*. Ces communautés agraires d'anciens esclaves ayant fui la captivité survivent grâce à l'agriculture devenue leur principale activité depuis des siècles.

- **Sortir de la crise : vers un nouveau modèle de développement rural tourné vers l'agriculture familiale**

Comme le précise Delgado (2010), « *d'un point de vue politique et des perspectives d'avenir du monde rural brésilien, il est fondamental de signaler que la décennie des années 1990 peut être considérée comme une période cruciale, autant pour la continuité du modèle dominant des relations économie-milieu rural au Brésil, que pour la progressive élaboration d'une vision alternative autour de la signification du rural et du développement rural et pour la démocratisation des relations sociales et politiques dans les campagnes* » (DELGADO, N, 2010).

Les années 1990 constituent une période décisive dans l'histoire de la société brésilienne. Lorsque l'on s'intéresse aux relations entre économie et agriculture, et notamment au rôle de l'agriculture dans l'économie nationale, cette décennie voit s'opérer une « *confluence perverse* » pour reprendre les termes de Dagnino²⁵ (2004) entre deux projets politiques : le projet néolibéral et le projet « *démocratisant* » (ou processus de démocratisation de la société).

Ces deux projets répondent à des logiques distinctes et ont des objectifs et des modes de relation entre acteurs qui tantôt s'intègrent, tantôt se complètent et tantôt sont dissociés. Ceci caractérise le dualisme de la politique brésilienne face à la cohabitation entre deux modèles agricoles, celui de l'agriculture entrepreneuriale et celui de l'agriculture familiale. Ces deux modèles supposant des politiques gouvernementales différenciées et des instruments d'action spécifiques, les positionnements politiques apparaissent bien souvent contradictoires et à l'origine de la complexité de la construction de la société brésilienne dans le domaine agricole.

Le nouveau cadre international de mondialisation des années 1990 a favorisé la mise en place d'une politique néolibérale au cours des deux gouvernements du président Cardoso et des deux mandats du président Lula. On observe une ouverture du marché aux capitaux extérieurs et la chute du contrôle et de la régulation que l'État exerce dans les sphères économique, financière, sociale, mais aussi dans la production, le monde du travail, le champ fiscal, la politique agricole/industrielle et le financement des politiques de protection sociale comme l'éducation, la santé, l'assistance sociale parmi d'autres secteurs.

L'ouverture commerciale a ravivé le projet du pays (projet défendu par les élites agraires) d'être reconnu comme un important exportateur : ce projet va redéfinir le rôle que l'agriculture doit jouer dans l'économie. Ce projet néolibéral tire son origine de la

²⁵ Professeur au département de science politique de l'université de Campinas (UNICAMP), Etat de São-Paulo, au Brésil.

restauration conservatrice mondiale menée par les Etats-Unis depuis le début des années 1980, et a pour objectif de recouvrer l'hégémonie économique, politique et militaire menacée par les événements²⁶ survenus dans les années 1970-1980.

La stratégie adoptée par le gouvernement à travers le projet néolibéral a considérablement renforcé la spécialisation de l'agriculture brésilienne dans la production de biens destinés à l'exportation, donnant une place de choix à l'agrobusiness comme principal acteur et bénéficiaire de ce projet dans le monde rural (Delgado, 2010). Celui-ci tient son succès de ce que Delgado caractérise comme « *une intense complémentarité structurelle entre son extension de « l'ajustement contraint à la globalisation*²⁷ ». Cette complémentarité confère à ce puissant secteur un caractère indispensable que la politique adoptée ne cesse de renforcer. Il devient le principal porteur de l'idéologie dominante.

Malgré le discours des élites agroindustrielles qui ont tenté d'invalider les capacités productives des autres formes d'agriculture - et principalement de l'agriculture familiale - sur le territoire national, et l'intensification du projet néolibéral au niveau politique, un autre projet se développe : celui de « projet politique démocratisant » pour reprendre les termes de Delgado, Nelson et Giordano (2011). Ce projet est porté notamment par la lutte des principaux mouvements sociaux au sein de la société civile en faveur de la démocratisation du pays, initiée dès la fin des années 1970 et qui s'est renforcée principalement avec la nouvelle Constitution Fédérale de 1988 : Nous en avons présenté les acteurs plus haut.

C'est dans ce climat politique, social et économique qu'a été conçu le premier programme d'appui à l'agriculture familiale (PRONAF) mis en place en juillet 1996 par le gouvernement fédéral. Si la plupart des analyses du programme attribuent son succès à l'effervescence des mouvements sociaux dans tout le pays – qui revendiquent notamment une ligne de crédit spécifique pour permettre le maintien de leurs activités agricoles et assurer en même temps des conditions de vie décentes pour leur famille – des auteurs comme Bastos (2006) soulignent d'autres facteurs plus complexes. L'auteur attire l'attention sur le contexte économique de sa mise en place et souligne les pressions internationales exercées par la FAO

²⁶ La crise de la dette externe qui a obligé le pays à un ajustement économique unilatéral qui a déstructuré l'économie et fragilisé la capacité de l'État à formuler des politiques publiques actives.

²⁷ L'ajustement contraint impose l'adoption de mesures comme l'accès majoritaire aux ressources du fond public (en comparaison avec l'agriculture familiale), le développement de l'infrastructure d'appui à la production et à la commercialisation, principalement celle destinée au marché extérieur, grâce à des routes, voies hydrauliques et ports, un ensemble de dispositifs généreux de renégociation des dettes agricoles avec recul des échéances, et réduction des taux d'intérêt, le développement de supports technico-scientifiques, surtout lors de l'étape de la production agricole, à travers des agences publiques de recherche agricole comme l'EMBRAPA²⁷... » (RIBEIRO, CLEPS, 2011, p.79).

et la BIRD,²⁸ qui selon lui jouèrent un rôle important dans la mise en place d'une politique de crédit différenciée. De même, il met en exergue « *les intérêts des pouvoirs publics à financer la réalisation de travaux de construction, comme les intérêts des agents financiers qui se rémunéraient par l'intermédiaire de l'égalisation de taux et des taxes de service à chaque opération réalisée* » (BASTOS, 2006, in MUNIZ, 2008, p.92). À ce sujet, Alentejano (2000) affirme que « *cette politique gouvernementale pour le secteur agricole, si elle est le résultat de pressions favorables à un nouveau modèle agraire, se concrétise par des mesures qui visent, plus qu'à désamorcer les mouvements sociaux, à faire les concessions exigées par la politique économique en vigueur* » (Id.) ; et Lopes (1999) ajoute à ce sujet que le gouvernement Cardoso cherche ainsi à insérer cette politique dans le cadre des résolutions du Fond Monétaire International (FMI). Pour Alentejano, la mise en place du PRONAF « *est le fruit d'une confluence de pressions, ainsi que de la tentative du gouvernement de renverser le cadre politiquement défavorable dans lequel il se trouve ces dernières années du point de vue de la question agraire* » (Id. p.93). Enfin, mentionnons ici que le programme a pris de l'ampleur lors de la mise en place du « Programme de combat contre la pauvreté » par la Banque Mondiale pour dynamiser l'économie brésilienne mais aussi pour l'ensemble de l'Amérique Latine et des Caraïbes (RODRIGUES, 2005).

On perçoit ici une part d'ambiguïté dans la politique sociale du gouvernement Cardoso, aux prises avec la nécessité de répondre aux exigences de modernisation dans le contexte économique en vigueur et en même temps aux mobilisations sociales en faveur de la démocratisation, rappelant l'urgence de la mise en place d'une première « génération » de politiques publiques pour l'agriculture familiale au Brésil (GRISA et SCHNEIDER, 2014). Durant les années 1990, les luttes du MST se sont multipliées et l'on a assisté à une recrudescence de la brutalité des conflits agraires (GRISA, SCHNEIDER, 2014). Deux faits marquants, de retentissement nationale et internationale viennent dénoncer la politique sociale du gouvernement Cardoso, la criminalisation des mouvements sociaux et les massacres des travailleurs ruraux sans-terre : le « Massacre de Corumbiara (Rondônia) » au milieu de l'année 1995 où la police fut responsable de la mort de dix personnes et le « Massacre d'Eldorado de Carajás » (Pará) en 1996 au cours duquel dix-sept agriculteurs ont été tués par la police militaire.

1.2. Regard sur deux politiques d'appui à l'agriculture familiale : le PRONAF B / Agro Amigo et le Programme d'Acquisition d'Aliments – modalité *Compra-direta*

²⁸ Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement

La reconnaissance de l'agriculture familiale s'est accompagnée de la construction de politiques différenciées pour ce vaste groupe social. Depuis la création du Programme National de Renforcement de l'Agriculture Familiale (PRONAF) en 1996, l'État brésilien a poursuivi la mise en place de programmes et projets et autres interventions ponctuelles pour tenter de résoudre les problèmes socio-économiques de ce secteur de l'agriculture en contribuant, à partir d'une certaine lecture de la réalité, à la recherche de solutions pour y faire face (FREITAS et al. 2009).

1.2.1. PRONAF B - crédit et le microcrédit rural Agroamigo

Le PRONAF a officiellement été institué à travers le décret présidentiel n°1.946 du 28 juin 1996 en vue d'apporter une assistance financière aux activités agricoles des exploitations familiales. Selon le Manuel Opérationnel du PRONAF, son objectif général consiste à renforcer la capacité productive de l'agriculture familiale, à contribuer à la production d'emplois et de revenus dans les zones rurales et à améliorer la qualité de vie des agriculteurs familiaux.

Ces objectifs devront alors participer au soutien du développement rural « *de manière à instaurer un nouveau cadre de développement durable visant à accroître le niveau de satisfaction et de bien-être des agriculteurs et des consommateurs dans les champs économique, social et environnemental, en promouvant un nouveau modèle agricole national* » (BRASIL, 1996, p.11). Aquino et Schneider (2015) mettent en évidence quatre axes d'actions opérationnelles du programme :

- 1) Négociation et articulation des politiques publiques ; 2) installation et amélioration des infrastructures et des services dans les municipalités ; 3) financement pour l'amélioration de la production de l'agriculture familiale (dépenses et investissements) ; 4) capacitation²⁹ et professionnalisation des agriculteurs familiaux et des techniciens.

Parmi ces quatre orientations, le « financement de la production » s'est révélé être d'une extrême importance pour pallier le coût élevé et le manque d'accès au crédit dont les producteurs ruraux souffraient durant cette période. Ce « pronaf-crédit » est donc devenu l'instrument principal à la promotion du développement d'un nouveau cadre économique rural.

²⁹ Selon Hugues de Varine, en sciences sociales, la capacitation « serait une méthode empirique de formation des citoyens adultes, au sein d'une communauté et sur le territoire, qui accompagne des individus dans des parcours non-formels d'apprentissage technique menant à une certaine autonomie sociale et économique, dans un cadre collectif » (Hugues de Varine 2011)

La mise en place d'un programme national d'une telle envergure requière l'articulation de multiples structures administratives et acteurs sociaux (EnANPAD, 2011). Cette gestion multi-niveaux reflète la complexité institutionnelle brésilienne : le programme est administré et supervisé par le gouvernement fédéral, et les gouvernements étatiques et municipaux dont l'action est déclinée par les Conseils de Développement Rural. Ces conseils ont pour objectif principal la gestion des politiques publiques, c'est à dire la coordination des actions définies par les programmes (*Id.*) À chaque strate sont présents les secteurs politico-institutionnels, financiers et opérationnels qui mobilisent chacun une série d'agents. Un rapport de la XXXV^{ème} rencontre de l'ANPAD définit ainsi leurs différentes attributions :

- les responsables de la formulation (agents dont les compétences permettent de définir les aspects centraux de la conception de la politique) ;
- les responsables de l'exécution des activités du programme ;
- les bénéficiaires (agriculteurs familiaux qui ont obtenu ou vont pouvoir obtenir des financements à travers le PRONAF) (EnANPAD, 2011, p. 6).

À l'échelle fédérale, la gestion du PRONAF est opérée par le Secrétariat de l'Agriculture Familiale (SAF) à l'intérieur du Secrétariat Spécial de l'Agriculture Familiale et du Développement Agraire (Sead) – anciennement Ministère du Développement Agraire³⁰ (MDA). À l'échelle étatique, un bureau responsable du PRONAF a été créé au sein du Secrétariat de l'Agriculture des États Fédérés. Par ailleurs, la mise à disposition des crédits du PRONAF implique différentes institutions financières dont les principales sont : la Banque du Brésil (BB), la Banque du Nordeste (BNB) et la Banque d'Amazonie (BASA). Les ressources financières proviennent de fonds constitutionnels, Fond de Soutien au Travailleur (FAT), le Trésor National, et les recouvrements bancaires, parmi d'autres de moindre importance.

Afin que le crédit soit débloqué par les agences bancaires, l'agriculteur doit être en possession de sa Déclaration d'Aptitude au PRONAF (DAP³¹). Fourni gratuitement par des entités accréditées par le Sead (EMATER, syndicats, INCRA), « *ce document est défini comme la « carte d'identité » de l'agriculture familial, qui lui ouvre les portes des politiques publiques³² »*. Il permet d'identifier l'agriculteur, la surface de sa propriété, la prédominance de la main d'œuvre familiale et le revenu de la famille et de vérifier leur adéquation avec les critères

³⁰ Dans une publication du Journal Officiel de l'Union (DOU) le 13 Mai 2017 une mesure publiée promulgue la fermeture du Ministère du Développement Agraire (MDA) et incorpore sa gestion au Ministère du Développement Social et Agraire (MDSA) sous l'égide de la *Casa Civil*.

³¹ Voir annexe n°3

³² Équipe régionale d'EMATER entretien du 20 Avril 2017 à L'Institut d'Assistance Technique et d'Extension Rurale de Mossoró. Ligne 51

établis par la Loi n°11.326/2006. Afin de bénéficier des lignes de crédit du PRONAF - et d'au moins quinze autres politiques publiques gouvernementales - à travers les programmes et projets qui arrivent à l'échelle de la municipalité, les agriculteurs familiaux doivent impérativement posséder la Déclaration d'Aptitude au PRONAF (DAP).

La DAP est donc le principal instrument d'identification de l'agriculteur familial, et elle est également l'instrument de contrôle du gouvernement pour orienter ses politiques publiques d'appui.

Instrument permettant d'identifier la famille comme bénéficiaire potentielle du programme, la DAP permet aussi de classer les agriculteurs familiaux en groupes de bénéficiaires, classification reprise dans le tableau ci-dessous.

Ligne de crédit du PRONAF	Groupes cibles et modalités
Groupe « A »	Agriculteurs familiaux « installés » par le Programme National de réforme Agraire (PNRA) ou bénéficiaires du Programme National de Crédit Foncier (PNCF) qui n'ont pas contracté d'opération d'investissement du Programme de Crédit Spécial pour la Réforme Agraire (Procera) et qui jusqu'ici n'ont pas atteint la limite des opérations pouvant être contractées à travers le PRONAF.
Groupe « B » (objet de notre étude)	Agriculteurs familiaux dont le revenu annuel atteint jusqu'à 20 000 réais ³³ .
Groupe « A/C »	Agriculteurs familiaux « installés » par le PNRA ou bénéficiaires du PNCF qui ont contracté un premier emprunt du groupe « A » et n'ont pas contracté de financement de « calcul des coût », à part à partir de la propre ligne de crédit du groupe « A/C ».
Groupe « V »	Agriculteurs familiaux dont le revenu annuel atteint jusqu'à 360 000 réais.

Tableau 1 : Classification des agriculteurs bénéficiaires du PRONAF par groupe. *Source : MDA*

Le groupe B est constitué des agriculteurs familiaux les plus pauvres du milieu rural brésilien, c'est aussi le plus important en nombre : il englobe la majorité (55%) des 4.3666.267 exploitations familiales recensées au Brésil.

L'ensemble des règles et normes³⁴ opérationnelles du programme, approuvées par le Conseil Monétaire National (CMN), et qui lui confèrent une consistance légale, est inventorié dans le Manuel du Crédit Rural (MCR). Ces normes sont ensuite publiées par la Banque Centrale du Brésil (Bacen). Les bénéficiaires et les institutions financières qui opèrent dans le Système National de Crédit Rural (SNCR) doivent se conformer à ce cadre normatif. Les informations concernant le PRONAF et autres programmes relatifs aux financements de

crédit rural, commercialisation et assurances destinées à l'agriculture familiale, sont disponibles sur la page internet de la Banque Centrale du Brésil. Les bases législatives qui orientent le programme sont disponibles sur la page internet du Secrétariat de l'agriculture familiale : les normes opérationnelles du crédit rural concernent respectivement la libération des ressources financières pour l'application aux finalités prévues par le MCR – exploitations ou entreprises rurales ; finalités et modalités (achat, investissement, commercialisation, production/industrialisation) ; bénéficiaires : producteur rural (personne physique et juridique) et coopératives ; objectifs – ce qui peut être ou ne peut être financé ; assistance technique – plan, projet, proposition ; garantie : cautions, gages, hypothèques... ; instruments : contrats, bulletins... (MDA, 2013).

Nous avons mentionné que dans les premières années d'exécution, les actions du programme se sont orientées vers les agriculteurs les plus intégrés aux marchés et dont l'entreprise était caractérisée comme « viable », autrement dit capable de survivre et de se reproduire à partir de la seule activité agricole (TONNEAU et SABOURIN, 2009). Ces agriculteurs (appartenant aux groupes D et E³⁵) étaient généralement situés dans les régions Sud et Sudeste du pays. Ainsi, les agriculteurs « périphériques³⁶ » dont les revenus sont les plus faibles ne faisaient au départ pas partie du public préférentiel. Néanmoins, en près de vingt ans d'existence, le PRONAF a connu des évolutions significatives à la fois en termes de lignes de crédit, d'importance des ressources financières allouées et de nombre de contrats signés. Ces évolutions ont été particulièrement notoires sous le second mandat du Président Lula, qui va amplifier et diversifier le programme pour pallier les inégalités entre les bénéficiaires (FAYSSE N, BONNAL P. et SABOURIN E., 2016, p.8).

L'arrivée au pouvoir du président Lula inaugure en effet une revitalisation du programme par le biais d'une forte augmentation des ressources allouées, ainsi que de sa nationalisation. Ainsi, la création du groupe B - ou microcrédit rural, en 1999, a pour objectif d'étendre le programme à la diversité de l'agriculture familiale, en intégrant davantage les agriculteurs économiquement et socialement les plus vulnérables. L'inclusion des agriculteurs périphériques (groupes A et B) permet une évolution significative de la visée initiale du programme : le soutien à l'agriculture familiale intégrée aux chaînes productives (TONNEAU et SABOURIN, 2007). On constate alors à partir de 2003 une augmentation significative de l'accès au programme par les couches de population les plus paupérisées,

³⁵ L'ensemble des agriculteurs des groupes C, D et E sont regroupés depuis 2008 dans le groupe V « Variável ».

³⁶ Terme officiel défini dans le document de la FAO/INCRA (1994).

dans toutes les régions (DELGADO, 2015). Enfin, « *dans de nombreuses régions du pays, les coopératives de crédit furent un instrument important de viabilisation de l'accès au crédit, et dans le même sens la Banque du Nordeste a mis au point l'Agroamigo comme méthodologie particulière d'application du PRONAF B dans la région Nordeste* » (id. p. 67).

- **Modalité Agroamigo**

Mis en place depuis 2005 par la Banque du Nordeste et en partenariat avec l'Institut de Citoyenneté du Nordeste³⁷, le programme « Agroamigo » est un microcrédit rural, modalité de financement pour les agriculteurs titulaires de la DAP B³⁸. Nous nous y sommes intéressée puisqu'il a rencontré un franc succès³⁹ dans la région Nordeste.

Comme le PRONAF, cette modalité bancaire a pour objectif d'améliorer le profil social et économique des agriculteurs familiaux du Nordeste et du Nord du Minas Gerais et d'Espirito Santo grâce à la présence des agents de microcrédit au sein même des communautés rurales. L'agriculteur peut donc façonner son projet directement avec un agent de crédit de la Banque, ce qui facilite l'appropriation des conditions et du fonctionnement du programme tout en limitant les dépenses (temps, transports, essence etc.). La véritable innovation de cet instrument financier consiste en la promotion d'un crédit « orienté et accompagné⁴⁰ » pour les agriculteurs familiaux, qui passe nécessairement par une phase de fiscalisation afin de vérifier la finalité des emprunts contractés par les bénéficiaires.

1.2.2. La mise en place du PAA : le volet commercialisation des politiques d'appui à l'agriculture familiale

Suite à la mise en place du PRONAF, les années 2000 sont marquées par un changement politique important avec l'arrivée au pouvoir du président Lula en 2002. On assiste à un changement de référentiel politique, où le Brésil passe « *d'un gouvernement dont les principes se réfèrent au néolibéralisme appuyé sur une alliance politique avec les secteurs les plus conservateurs de la politique nationale, à un gouvernement élu avec l'appui et la participation de*

³⁷ INEC – Instituto Nordeste Cidadania – dont la mission est de contribuer à l'inclusion et au développement socioculturel et économique des population en promouvant la force collective, la citoyenneté et le respect à la vie.

³⁸ Rappelons ici que le groupe B concerne les agriculteurs dont le revenu annuel s'élève jusqu'à 20 000 réais.

³⁹ Selon la Banque du Nordeste, en Mai 2017 le programme enregistrait des résultats forts satisfaisants avec l'application de plus de 10,9 milliard de réais depuis sa création, dont 3,86 millions d'opérations contractées. Avec une « enveloppe » active de 3,75 milliards de réais, comptant plus de 1,14 millions de clients actifs (Banco do Nordeste, 2017).

⁴⁰ Du portugais « crédito orientado e acompanhado » est un terme employé par les agents de microcrédit ruraux pour qualifier la particularité de ce nouvel instrument désormais exclusivement tourné vers les agriculteurs familiaux possédant la DAP du groupe B (orienté), et l'assignement à chaque communauté rural d'un agent de crédit responsable de l'accompagnement des agriculteurs dans l'élaboration et la concrétisation de leur projet de financement (accompagné).

plusieurs partis et mouvements sociaux situés plus à gauche du spectre politique, tout en n'abandonnant pas les idées et intérêts des groupes représentatifs de la bourgeoisie bancaire, industrielle et agricole nationale » (MIELITZ, 2011, in GRISA et SCHNEIDER, 2014, p.137).

Les idées et revendications de ces nouveaux acteurs ont porté sur la scène politique le thème de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à travers l'émergence d'un nouveau référentiel orienté vers la construction de marchés pour la sécurité alimentaire et la durabilité. Le président Lula a permis l'institutionnalisation de ces nouvelles idées avec le rétablissement du Conseil de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (Consea) et la création du Ministère Extraordinaire de Sécurité Alimentaire et de Combat contre la Faim⁴¹ (MESA). C'est dans ce contexte institutionnel qu'a été lancé le projet « Faim Zéro », qui selon Menezes (2010) « *représentait le point culminant de tout un processus de théorisation et de pratique de lutte contre la faim et pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Brésil, processus initié par le gouvernement (aux niveaux municipal et étatique) et les organisations sociales* ».

Le Programme d'Acquisition d'Aliments (PAA) fait partie intégrante des actions de la stratégie « Faim Zéro » du gouvernement fédéral, qui estime qu'une part importante du budget public jusqu'alors destiné à l'achat d'aliments devait désormais être dédié à l'agriculture familiale. Ainsi, le PAA garantit la prise en charge des populations en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle et promeut l'inclusion sociale des populations rurales en renforçant le rôle de l'agriculture familiale.

À travers le programme créé en 2003 et actualisé par la Loi n° 12.512/2011, les organes publics fédéraux, étatiques et municipaux peuvent acquérir des aliments directement auprès des producteurs familiaux. Ces marchés publics et institutionnels de produits alimentaires politiquement protégés créés par l'État concernent les hôpitaux, les cantines des écoles et les centres sociaux et peuvent être mis en place à l'échelle des pouvoirs national, régionaux et municipaux. À l'échelle municipale, le programme est exécuté par l'Institut d'Assistance Technique et d'Extension Rurale (EMATER-RN). Ce programme comprend quatre modalités : donation simultanée ; achat direct ; achats institutionnels ; PAA lait ; et formation de stock.

Dans notre étude, nous avons suivi la modalité « donation simultanée » et c'est à cette modalité que nous nous référons lorsque nous mentionnons le programme *Compra-direta*. Dans l'exécution du programme, EMATER reçoit les produits et les distribue aux organismes publics bénéficiaires du programme (crèches, écoles publiques municipales, hôpitaux, centres sociaux...). « *L'objectif de ce programme est d'acheter les produits [des agriculteurs familiaux] à*

⁴¹ Ce Ministère est devenu aujourd'hui le Ministère du développement Social

un prix juste car nous remarquons que la plupart des producteurs vendent les excédents de leur production à des intermédiaires : ceux-ci achètent le produit à bas prix et le revendent à un prix élevé au consommateur final. L'idée du programme est de supprimer cette figure de l'intermédiaire, et que les aliments produits par les agriculteurs soient consommés par les institutions bénéficiaires⁴² ».

Pour les bénéfices qu'il apporte, Éric Sabourin décrit ce programme comme une « *expérience fédérale exemplaire, paradoxalement⁴³ conduite dans le cadre de la Centrale d'approvisionnement du MAPA (la Conab), et géré par le ministère du Développement social (MDS). Ce Programme d'Achat Anticipé de produits alimentaires (PAA), en principe réservé aux agriculteurs familiaux, représente, en dépit de ressources encore trop limitées (achats limités à 3 500 réaux par famille par an, soit 1 400 euros) un véritable outil adapté au renforcement de l'agriculture familiale⁴⁴* ». Si le programme a présenté des résultats plutôt timides dans ses premières années d'existence – suite à des changements politiques – il a très rapidement conquis la scène nationale et internationale en servant d'exemple reproductible dans d'autres pays (GRISA et SCHNEIDER, 2014).

Des écoles, des crèches publiques, des hôpitaux publics et des structures d'assistance sociale s'insèrent dans le réseau qui participe au Programme *Compra-direta*, leur rôle étant d'acheter à un prix régulier une partie de la production des agriculteurs familiaux du pôle engagés dans le programme. Toutes les entités publiques citées peuvent solliciter la fourniture d'aliments dans le cadre du programme, à condition de respecter les prérequis sociaux, économiques, administratifs, de menus journaliers, et de n'avoir aucun empêchement juridique. Il existe cependant une limite, dans la mesure où le programme ne peut répondre aux besoins de l'ensemble des entités bénéficiaires ; c'est pourquoi les institutions d'assistance sociale aux personnes les plus défavorisées restent prioritaires, puisqu'elles ne reçoivent aucune ressource financière de la part du gouvernement pour l'achat d'aliments, à la différence des cantines d'écoles publiques qui bénéficient déjà d'un financement gouvernemental.

Les directeurs de ces centres publics participent activement aux réunions d'EMATER sur l'organisation et le déroulement du programme, en posant des questions et en interagissant avec les organisateurs pour garantir la mise en place du processus de donation.

⁴² Entretien avec EMATER le 20/04/17

⁴³ L'auteur mentionne ici un paradoxe car le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche et de l'Alimentation est responsable des activités agricoles tournées vers les grandes exploitations et l'agrobusiness.

⁴⁴ Éric Sabourin, « Les débats de politique agricole et de développement rural dans le Brésil de Lula », Lusotopie [En ligne], XIV (2) | 2007, mis en ligne le 25 mars 2016, consulté le 09 Aout 2017. URL : <http://lusotopie.revues.org/939>

Les actions du programme s'insèrent dans la logique de durabilité appuyée par le pays depuis le début des années 1990. « *Il contribue en effet à la valorisation des produits locaux/ régionaux, écologiques/organiques⁴⁵ et redonne un sens aux produits de l'agriculture familiale, en leur promouvant de nouveaux attributs de qualité associés à la justice sociale, l'équité, l'artisanat, la culture, la tradition etc.* » (Id. p. 139).

Cette nouvelle génération de politiques publiques implique la participation de nouveaux acteurs liés au débat sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle du pays (Consea) mais aussi des organisations et acteurs publics locaux (organisations agroécologiques, entités de l'agriculture familiale, gestionnaires publics etc.). La participation de ces nouveaux acteurs redessine la trajectoire des politiques publiques d'appui à l'agriculture familiale à travers la création de nouveaux marchés où l'agriculture familiale occupe désormais une place de choix. Les relations entre l'État et les organisations sociales dans l'exécution du programme montrent l'importance d'un tel processus de rapprochement qui s'inscrit dans la logique de cogestion des politiques publiques inaugurée au milieu des années 1990.

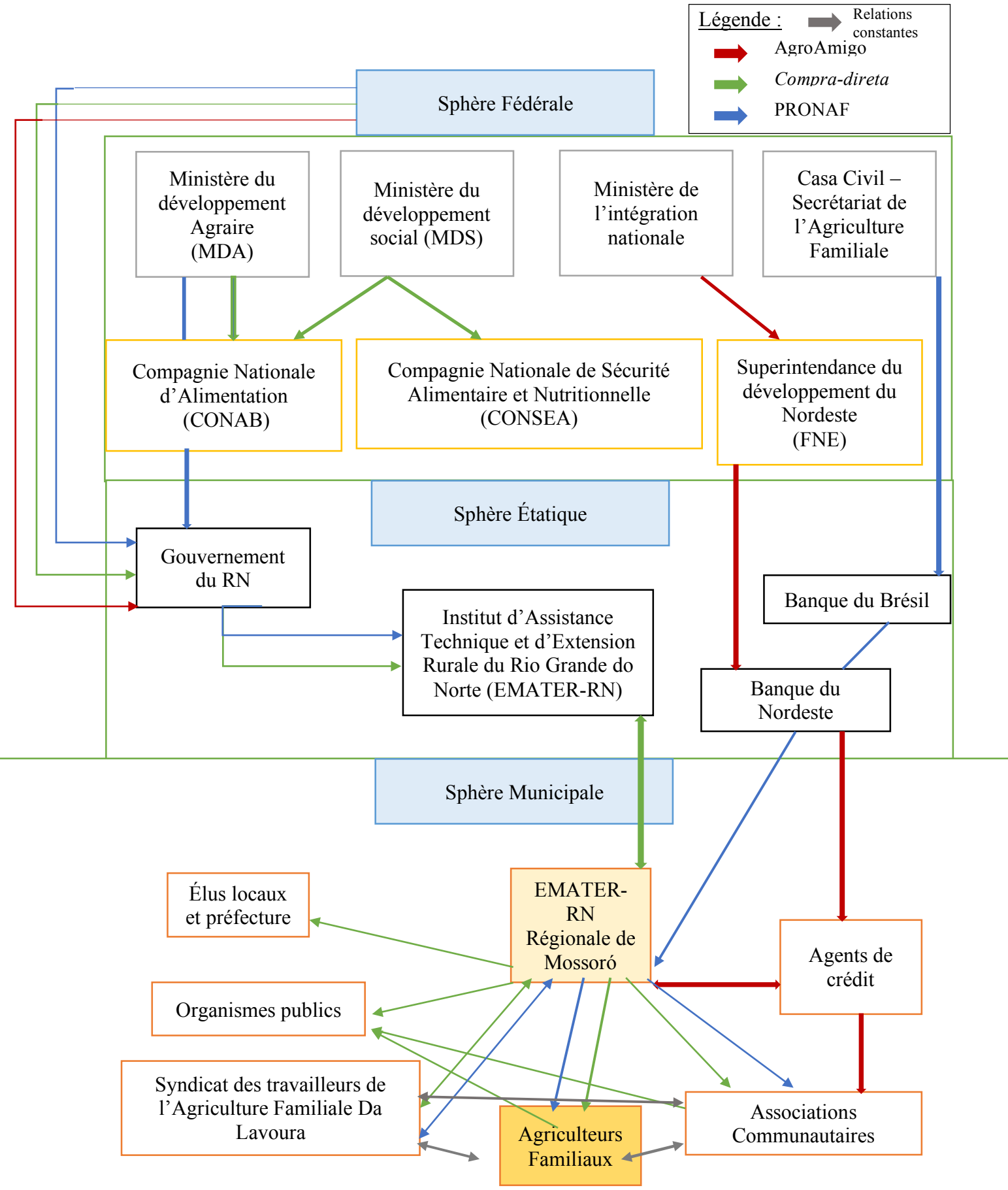
En près de trois décennies, le regard porté sur l'agriculture de type familial n'a cessé d'évoluer au Brésil. Alors que les grands théoriciens et politiques de l'époque (1970-1980) annonçaient sa disparition imminente, le milieu des années 1990 a vu se produire un renversement radical où l'agriculture familiale devient peu à peu la cible de politiques spécifiques mises en place par le Gouvernement. Ces nouvelles pratiques ne sont pas exclusivement le fait de l'État brésilien, mais davantage le fruit d'expériences, réflexions et initiatives d'une série d'acteurs divers dont nous avons cherché à mettre en évidence le rôle et l'identité. Si les contributions universitaires au débat sur la définition de ce secteur social, ainsi que l'alliance entre les grandes organisations (FAO/INCRA) ont permis de porter un nouveau regard sur ce modèle agricole, les actions de mobilisation (« Cri de la Terre ») des organisations syndicales (CONDRAF, FETRAF, MST etc.) ont joué aussi un rôle déterminant en faisant pression sur le gouvernement pour la mise en place des politiques dédiées destinées aux agriculteurs familiaux. Ces mobilisations ont mis en évidence les avantages de ce modèle agricole plus durable, plus démocratique, et plus efficace que le modèle dominant.

⁴⁵ Organique : Semblable à l'agriculture biologique, l'agriculture organique fait partie des approches de production durable qui rejette l'utilisation de pesticide et favorise l'utilisation de techniques respectueuses de l'environnement (par exemple : culture mixte, couverture du sol avec des déchets organiques, intégration de l'agriculture et de l'élevage).

La mise en place du PRONAF en 1996 affirme publiquement l'importance de l'agriculteur familial comme sujet social et politique d'envergure au sein de la société brésilienne. Le PRONAF a été suivi de l'initiation d'autres politiques valorisant la force de travail familiale et son intégration nationale. C'est le cas du Programme d'Acquisition d'Aliments en 2003.

Le schéma ci-dessous tente de présenter la structure institutionnelle complexe qui encadre la formulation et l'exécution des programmes d'action publiques dans les trois sphères institutionnelles brésiliennes.

Figure 1 : Représentation schématique des interactions établies lors de la mise en œuvre des trois programmes d'appui à l'agriculture familiale : PRONAF/Agroamigo, PAA – *Compra-direta*. Source : auteure, 2017.



Deuxième partie : Le pôle rural : « espace d'appropriation » des politiques publiques en faveur de l'agriculture familiale

2.1. Cadre théorique général : théorie de l'acteur-réseau et sociologie de l'action publique

Depuis la fin des années 1980,⁴⁶ M. Callon et B. Latour ont développé une nouvelle théorie « *qualifiée indistinctement de sociologie de la traduction, de sociologie des réseaux technico-économiques (socio-techniques), ou encore de sociologie de l'innovation* » (AMBLARD H. *et al.*, 1996, p.129) que l'on retrouve dans le texte de référence sur la domestication des coquilles Saint-Jacques (CALLON, 1986). Cette théorie sociologique originale assez largement admise s'inscrit en rupture avec la tradition épistémologique. « *L'une des hypothèses au cœur de la sociologie de l'acteur réseau (SAR) [...] est de considérer que la société ne constitue pas un cadre à l'intérieur duquel évoluent les acteurs. La société est le résultat toujours provisoire des actions en cours. La SAR se distingue des autres approches constructivistes par le rôle actif qu'elle fait jouer aux entités produites par les sciences et les techniques dans l'explication de la société en train de se faire* » (CALLON M., 2006, p.2).

Constitué de ruptures successives avec les principes fondamentaux de l'épistémologie⁴⁷, le travail des deux auteurs propose une toute nouvelle sociologie dans laquelle « *les réseaux technico-économique, socio-techniques, qui portent les faits scientifiques et les innovations ne peuvent se laisser découper en tranches* » (AMBLARD, 1996, p. 134). Cette théorie s'intéresse au processus de mobilisation des acteurs autour d'une thématique (CALLON, 1988), qui s'organise autour de différentes phases : contextualisation, problématisation et mobilisation. Pour Callon, ce qui fait le social, c'est la formation de « collectifs » et l'ensemble des relations qui les font tenir ensemble. Ces collectifs lient ensemble un grand nombre d'éléments hétérogènes humains et non-humains qui participent de manière active à une action collective. La nature active des entités impliquées dans le réseau justifie le terme « d'actant », emprunté à la sémiotique de A. J Greimas, que les auteurs ont choisi pour les qualifier (AKRICH et al. 2006).

Afin de dessiner les contours de cette théorie, revenons sur ses principales notions.

⁴⁶ En 1974, Callon développait déjà la notion de traduction (Callon 1974-1975) cependant on retiendra le texte de 1986 évoquant la domestication des coquilles Saint-Jacques en baie de Saint Brieuc comme fondateur du courant théorique.

⁴⁷ Dans son sens vieilli, l'épistémologie s'intéresse à l'étude de la connaissance en général ; usuellement, elle désigne la partie de la philosophie qui a pour objet l'étude critique des postulats, conclusions et méthodes d'une science particulière, considérée du point de vue de son évolution, afin d'en déterminer l'origine logique, la valeur et la portée scientifique et philosophique (Centre National des Ressources Textuelles et Lexicales)

Le réseau rassemblant humains et non-humains mis en action les uns avec les autres permet de fédérer des catégories comme celles de sphères d'activité, d'institution et d'organisation, « *définies par leurs rôles, leur identité, leur programme* » (CALLON, in LATOUR (éd.) 1992, p.55). Tout se trouve alors être d'égale importance pour l'analyse, qu'il s'agisse des facteurs organisationnels, cognitifs, discursifs ou, plus généralement, des entités « non-humaines » qui entrent dans la composition des collectifs. Les relations entre les entités qui participent du problème à l'intérieur du réseau s'établissent par une opération de traduction. « *Traduire c'est exprimer dans son propre langage ce que les autres disent et veulent, c'est s'ériger en porte-parole* » (CALLON M., 1986, p.204). Mais traduire c'est aussi négocier, effectuer une série de déplacements de tous genres et ce à chacune des grandes étapes du processus : la problématisation, l'intéressement, l'enrôlement, la mobilisation des alliés et la controverse.

La problématisation consiste à formuler des problèmes, c'est le mouvement par lequel les acteurs concernés par un problème s'efforcent de se rendre indispensables à sa résolution (CALLON, 1986, p.180-181). Cette étape passe nécessairement par la formulation d'une question capable de faire converger différents acteurs concernés par le problème. Elle permet aux acteurs qui s'en emparent de délimiter les problèmes et de se montrer indispensables à leur résolution en tentant d'apporter une réponse à une question d'ordre général. La problématisation permet donc d'identifier les acteurs au travers de leurs rapports à la problématique posée. Cette opération ne peut être que le fait d'un traducteur qui possède un minimum de crédit pour être accepté dans ce rôle.

Cette force de légitimité du traducteur dépend du ou des points de passage obligés. Par point de passage obligé (PPO), il faut entendre ce qui n'est pas négociable, qui n'est remis en cause par personne ; et ce PPO suffit à problématiser toute une série d'acteurs, c'est-à-dire à établir de façon hypothétique leur identité et ce qui les lie. Les déplacements incessants dans les interactions entre les entités finissent par créer de la convergence nécessaire à la stabilisation du réseau « *puisque une collaboration active de toutes les parties devient effective* » (Ibid. p. 159). Ce PPO, cette question parfois purement technique, peut potentiellement avoir une influence sur la société. Il faut essayer de la rendre commune à tous les acteurs, ce qui n'est pas évident en cas de controverse.

Pour M. Callon, l'intéressement est l'ensemble des actions par lesquelles une entité s'efforce d'imposer et de stabiliser l'identité des autres acteurs qu'elle a définis par sa problématisation. Toutes ces actions prennent corps dans des dispositifs d'intéressement qui mettent en forme et consolident le lien social. Les propriétés d'une entité et son identité évoluent et/ou se redéfinissent tout au long de ce processus d'intéressement. Les dispositifs

d'intéressement créent un rapport de forces favorable à un acteur central et fixent les entités à enrôler, tout en construisant un système d'alliances – composé d'entités à la fois humaines et naturelles – et en empêchant d'éventuelles associations concurrentes.

L'ensemble des actants définis lors de la phase de problématisation génère la question de leur représentation dans les espaces de négociation à partir desquels le réseau s'élabore. Les négociations permanentes doivent donc être menées par des porte-parole de chacune des entités de la situation. Puisque ces représentants vont porter le dialogue entre des entités hétérogènes et œuvrer à sceller des alliances, le traducteur doit s'assurer de la légitimité de ces derniers à « parler au nom de ».

A ce stade où la problématisation du contexte a été établie, un point de passage obligé dégagé et les porte-parole identifiés, il faut enrôler les acteurs en vue de les mobiliser.

L'enrôlement consiste à affecter un rôle aux membres du réseau afin qu'ils deviennent les acteurs indispensables d'une situation en devenir. Le rôle qu'on leur attribue permet de trouver un sens et de l'intérêt à l'élaboration du réseau. Selon Bruno Latour, l'enrôlement est un intéressement réussi.

Les alliances étant scellées, les rôles définis et coordonnés, la mobilisation des alliés devient possible. On assiste à la mobilisation progressive d'acteurs qui s'allient autour d'un seul et ultime porte-parole pour rendre crédible et indiscutable la proposition initiale posée dans la problématisation. Si la mobilisation réussit, la négociation sur la représentativité du porte-parole aboutit à une « réalité » sociale et naturelle. La problématisation initiale devient donc un réseau de liens contraignants. Mais la mobilisation et le porte-parole qui le rendent possible peuvent être contestés.

Pour les sociologues de l'innovation, la reconstitution des réseaux passe par l'analyse des controverses puisque c'est par la controverse que s'élaborent les faits et les sociologues ont montré leur importance dans la dynamique des sciences et des techniques. En cas de controverse, les acteurs de la dissidence interrogent la légitimité des porte-parole. La controverse fait partie du processus d'enrôlement et survient lorsqu'un enrôlement est encore provisoire et réversible. Il s'agit de toutes les manifestations par lesquelles est remise en cause, discutée, négociée ou bafouée la représentativité du porte-parole, elles désignent donc l'ensemble des actions de dissidence (CALLON, 1986, p.199). La controverse détourne les acteurs du point de passage obligé qui leur avait été imposé. Avec la controverse, l'identité et les caractéristiques des acteurs impliqués fluctuent. La fin des controverses coïncide avec la mise en place d'un porte-parole incontestable et n'est obtenue en général qu'au terme d'une longue série de négociations et de traductions successives.

L'abondance des travaux publiés sur l'ANT est remarquable ; Callon et Latour totalisent chacun plus de 150 publications, auxquelles s'ajoutent celles de leurs confrères. Par la suite, la sociologie de la traduction a été appliquée à de très nombreuses études de cas dont les apports ont bien souvent permis de dépasser les limites de certaines approches en devançant parfois de simples constats explicatifs (LACROIX D., 2013, p.411-412).

Dans les années 1990, des chercheurs se sont inspirés de la « théorie de l'acteur-réseau » pour l'étendre à l'analyse de nouveaux domaines comme l'analyse de l'organisation ou l'étude de la formation de la subjectivité ou de la construction de la personne (LAW, 1992a, 1994). On retrouve également de nombreuses publications dans le domaine de l'économie discipline (marketing, management, théorie financière etc.). Enfin, cette approche s'étend aux autres sciences sociales telles que la sociologie, la psychologie, l'anthropologie ou la science politique et permet de faciliter « *la compréhension du processus par lequel la société tend simultanément à se penser comme distincte de son environnement et comme un ensemble d'institutions ou de sphères spécialisées* » et justement de le dépasser en s'intéressant au rôle des sciences et des techniques dans la construction des collectifs dans lesquels nous vivons (CALLON et al. 2006, p.281).

Pour notre analyse des politiques publiques, la « théorie de l'acteur-réseau » doit être mobilisée au regard des travaux de Pierre Lascoumes dont l'objet est l'application de l'ANT à la science politique.

Dans ses travaux, Pierre Lascoumes (et al.) introduit l'analyse des politiques publiques dans un champ sociologique qu'il nomme « approche sociologique de l'action publique ». Aujourd'hui, le terme de « politique publique » doit être délaissé au profit de la notion « d'action publique » afin de rendre compte d'un ensemble d'interactions qui agissent à des niveaux multiples. Cette sociologie de l'action publique fait appel à plusieurs disciplines hétérogènes en reprenant les grands paradigmes des sciences sociales (sociologie, sociologie politique, histoire...) et notamment, la sociologie des sciences et des techniques – principal domaine de recherche de Michel Callon ; elle est désormais « *mobilisée pour analyser les instruments de pouvoir (statistiques, indices, cartes), de gestion (instruments budgétaires, système d'information), les innovations et les controverses* » (LASCOUMES P. et LE GALES P., 2012, p.11).

« *L'analyse de l'action publique insère donc les activités gouvernementales dans un ensemble cognitif plus large et permet de comprendre « l'articulation de régulations sociales et politiques, les conflits et les actions politiques de leur règlement [...] elle prend désormais en compte les acteurs et*

leurs échanges et le sens qu'ils leur donnent, mais aussi les institutions, les normes, les procédures qui gouvernent l'ensemble de ces interactions, ainsi que les représentations collectives » (LASCOUMES, le GALÈS, 2012, p.11). « Cet assemblage d'éléments hétérogènes, « mêlant des composantes techniques (mesure, calcul, règle de droit, procédure) et sociales (représentation, symbole) » (ZITTOUN, 2013) dépeint la complexité de la gouvernance démocratique dans laquelle « la décision politique n'est pas seulement une question d'acteurs et de stratégies, elle est aussi fonction des dynamiques engendrées par des objets tels les notes et les rapports » (LASCOUMES, 1996, p.327).

Dans les négociations entre les organes responsables de la mise en œuvre des programmes gouvernementaux et les bénéficiaires, l'analyse s'intéresse désormais à l'ensemble d'objets non-humains qui cadrent l'action publique et orientent les interactions. On assiste alors à un jeu d'interactions, de liens qui se nouent et se dénouent tout au long du processus de mise en œuvre de l'action publique dans un réseau d'acteurs des politiques publiques autour des instruments, des techniques et des outils⁴⁸ qui les matérialisent, afin de leur donner du sens, une existence. Les instruments d'action publique apparaissent ici comme des objets intermédiaires entre les agents qui les élaborent et les bénéficiaires et qui, selon Lascoumes, ils « constitue[nt] [des] dispositif[s] à la fois technique[s] et socia[ux] qui organise[nt] des rapports sociaux spécifiques entre la puissance publique et ses destinataires en fonction des représentations et des significations dont il est porteur » (LASCOUMES, Le GALÈS, 2005).

En outre, les dispositifs⁴⁹ (ou les instruments d'action publique) intègrent une représentation des usages potentiels et finaux effectifs en anticipant des bénéfices, des bénéficiaires hétérogènes et des actions diverses, ce qui présuppose un cadre extrêmement vaste. Cependant, en dehors des sphères d'élaboration on perçoit que « les instruments d'action publique ne sont pas inertes, librement disponibles pour des mobilisations sociopolitiques, ils détiennent une force d'action autonome qui se développe en interaction avec les acteurs qui les utilisent. Ils ne sont pas statiques et réductibles à de la pure technique, ils produisent souvent des effets indépendants des objectifs qui leur avaient été assignés. Dans cette dynamique, l'appropriation par les acteurs est déterminante » (LASCOUMES, 2011, p.19).

⁴⁸ Selon Lascoumes, au sens sociologique, l'instrument est un type d'institution sociale (le recensement, la cartographie, la réglementation, la taxation, etc.) ; la technique est un dispositif concret opérationnalisant l'instrument (la nomenclature statistique, le type de figuration graphique, le type de loi ou de décret) ; enfin, l'outil est un micro dispositif au sein d'une technique (la catégorie statistique, l'échelle de définition de la carte, le type d'obligation prévu par un texte, une équation calculant un indice) (LASCOUMES, LE GALÈS, 2005).

⁴⁹ « En sciences politiques, les dispositifs sont utilisés par les acteurs pour désigner un regroupement d'objets de même nature, un ensemble d'actions publiques tournées vers un objectif commun. [...] Si l'usage du concept de dispositif est relativement faible dans les recherches sur les politiques publiques, d'autres concepts qui sont utilisés s'en rapprochent. Pierre Lascoumes et Patrick Le Galès, par exemple, développent le concept d'instrument d'action publique... » (ZITTOUN, 2013).

L'analyse des processus d'appropriation des politiques publiques rejoint l'analyse de la mise en œuvre de l'action publique qui ne se borne plus seulement à traiter la façon dont un programme public a été conçu, mais veut aussi expliciter comment il est approprié (LASCOUMES, LE GALÈS, 2012, p.19). Dans ce processus, la sociologie des sciences souhaite désormais montrer « *comment on est passé d'analyses qui ont eu tendance à se focaliser sur les échecs des politiques publiques, leur ineffectivité et leur inefficacité à des analyses portant sur la compréhension de leur mise en œuvre*⁵⁰ ».

La compréhension de la mise en œuvre à travers la notion d'appropriation permet de réexaminer le lien qui unit individus et technologie. Elle doit accorder une place centrale à l'étude des dispositifs introduits par les politiques publiques, autant qu'à l'étude du comportement des responsables de leur mise en œuvre. L'analyse des dynamiques d'appropriation par les acteurs doit donc mettre en lumière la mise en relation constante d'informations et d'acteurs à travers le dispositif normatif que représente l'instrument d'action publique, ainsi que les différents types d'effets qui s'ensuivent - à la fois sur les réseaux d'acteurs concernés, et sur l'instrument lui-même (LASCOUMES, 2011).

Parmi les nombreux travaux déjà effectués, Lascoumes (2011) met en évidence trois principaux effets d'introduction des instruments dans un espace sociotechnique défini :

- « Tout d'abord, l'instrument crée des **effets d'agrégation**. Il constitue un point de passage obligé et participe à ce que M. Callon a nommé les activités de traduction qui permettent à des acteurs hétérogènes de se retrouver sur des questions qu'ils acceptent de travailler en commun dans un réseau. Cet apprentissage exige des acteurs engagés des déplacements, des détours par rapport à leur conceptualisation initiale. Corrélativement, l'instrument crée des effets d'inertie qui expliquent une partie de la résistance au changement (tensions entre acteurs-utilisateurs) et aux pressions extérieures (changement gouvernemental, pression de groupes d'intérêt). L'instrument peut dans ce sens être assimilé à un « acteur-réseau » qui occupe une place centrale dans la définition d'un programme d'action publique et dans ses changements.
- Ensuite, l'instrument est producteur d'une représentation spécifique de l'enjeu qu'il traite, il a dans ce sens un **effet cognitif direct**. Il impose des définitions conventionnelles de faits sociaux en fournissant une grille de catégorisation. L'instrument induit une problématisation particulière de l'enjeu dans la mesure où il hiérarchise des variables et peut aller jusqu'à suggérer un système explicatif. Le calcul de moyennes, de pondérations ou la recherche de régularités statistiques induisent des systèmes d'interprétation causaux qui se présentent toujours comme justifiés par la science. Ainsi, ce qui est qualifié de « chômage », « insécurité », ou « pollution atmosphérique » est d'abord le produit d'artefacts que sont des mesures statistiques ou des indices qui sont souvent corrélés à d'autres variables.
- Enfin, l'instrument n'est jamais un dispositif clos, il est indissociable de **modes d'appropriation** contextualisés. À partir de lui s'observent aussi bien des mobilisations professionnelles (l'affirmation de

⁵⁰ Comptes rendus de lectures. (2008, n° 93) In *Recherches et Prévisions*. p.126

nouvelles compétences) que des activités de reformulation (au profit des intérêts et rapports de pouvoir d'acteurs) et de résistance (réduire la portée de l'instrument ou le contourner par des alliances paradoxales). C'est à tort que l'on interprète souvent ces dynamiques en termes d'ineffectivité de l'instrument dont l'orientation initiale se verrait ainsi sur ou sous-interprétée. Il s'agit au contraire d'un phénomène de « sociologie normale » (au sens durkheimien du terme) ayant ses régularités ».

Dans notre étude concernant le processus d'implantation de deux politiques publiques (PRONAF B/Agroamigo et PAA) dans un pôle rural déterminé (le pôle rural Alagoinha) nous avons souhaité centrer notre attention sur ces enjeux : de quelle façon sont appropriées les politiques publiques par les agents locaux responsables de leur mise en circulation ? Comment mettent-ils en correspondance les situations vécues par les gens et les politiques publiques (traduction) mises en place ? Les alliances qui s'opèrent au cours de ce processus de traduction seront également un point central dans notre analyse afin de mettre en évidence les dispositifs d'intéressement – à partir d'outils concrets – qui permettent de créer ces liens. Nous montrerons que ces alliances sont l'objet de négociations qui aboutissent parfois à une mobilisation, mais souvent se heurtent à des résistances. La réussite ou l'échec viendra donc des usages, des changements, des déplacements que suscite l'importation de l'instrument dans le milieu rural. Autour de la mise en œuvre des politiques publiques, l'analyse de l'action publique proposée par Lascoumes prend en compte une grande diversité d'acteurs et de formes de mobilisation, sans mettre de côté la dimension politique généralement peu prise en compte par la sociologie. Cet ensemble théorique semble pertinent pour nous aider à observer le réseau sociotechnique d'appropriation des politiques publiques comme système d'action innovant depuis leur mise en place au tournant des années 1990 ; notre étude est centrée sur l'organe responsable de la mise en œuvre des politiques publiques d'appui à l'agriculture familiale dans le pôle rural : EMATER-RN.

2.2. Méthodologie d'enquête utilisée et déroulement du travail de terrain

L'organisation de l'enquête de terrain s'est déroulée en quatre étapes :

La première a été la phase d'appropriation de la thématique de l'agriculture familiale et des politiques publiques par le biais de la bibliographie scientifique sur le sujet. Cette étape avait pour objectif de faire un état des lieux du cadre social, politique et économique dans lequel l'agriculture familiale s'est institutionnalisée ; et par ailleurs de prendre connaissance des politiques publiques d'appui à l'agriculture familiale existantes. Cette contextualisation était essentielle pour mettre en lumière les acteurs et situations auxquelles nous devons attacher notre attention.

La seconde fut dédiée à l'élaboration de la méthodologie avec la construction du questionnaire, et le choix de la localité et des acteurs.

La troisième fut la période des entretiens semi-directifs dont l'organisation et le déroulement se sont adaptés aux réalités du terrain.

La quatrième s'est attachée à l'analyse des données récoltées au cours des entretiens et échanges avec les différents acteurs rencontrés sur le terrain.

Nous avons abordé le travail d'enquête par le biais d'une approche méthodologique inductive : nous partons d'observations qui nous mènent à des hypothèses. Dans cette démarche, il s'agit donc de généraliser à une classe d'objets ce qui a été observé sur quelques cas en particulier.

Cette section expose donc les éléments de la méthodologie adoptée pour appréhender notre travail de recherche : elle présente le choix du terrain d'enquête en justifiant le cas sélectionné, le déroulement de la collecte des données et leur analyse, puis les principales difficultés rencontrées dans la récolte des données.

2.2.1. Le choix du terrain d'enquête : justification du cas sélectionné

« On s'intéresse généralement à un cas pour ses propriétés intrinsèques, notamment sa spécificité (unique, typique, représentatif du commun) et sa capacité à informer la question générale de recherche que l'on se pose sur le phénomène qu'on désire étudier. Outre ces critères, l'accessibilité et l'intérêt social du cas sont également à prendre en compte » (FORO A., 2011).

Selon les données IBGE (2006), parmi les grandes régions brésiliennes, la région Nordeste recense le plus grand nombre d'établissements agricoles familiaux avec près de 50% de l'ensemble du pays. La place prépondérante occupée par l'agriculture familiale dans cette vaste région a d'emblée orienté notre choix géographique, compte-tenu de la problématique choisie. Elle semblait la plus pertinente pour observer les dynamiques d'appropriation du PRONAF B et du PAA. En effet, dans les premières années de la mise en place du PRONAF, la majorité des bénéficiaires se situait dans les régions Sud. Cet élément a attiré notre attention dans la mesure où c'est la région Nordeste qui présente les indices de pauvreté les plus élevés, dans le milieu agricole notamment. Un programme dont l'un des objectifs-phares consiste en la réduction de la pauvreté et des inégalités et l'amélioration des conditions de vie en milieu rural aurait dû bénéficier davantage aux régions Nord et Nordeste du pays. De plus, concernant le programme PAA, et notamment la modalité *Compra-direta*, sont un exemple de succès dans le Nordeste repris dans d'autres pays d'Amérique Latine⁵¹.

⁵¹ Notamment en Argentine.

Nous rendre sur le terrain devait nous permettre de confronter nos connaissances à l'expression des principaux acteurs et d'observer les pratiques et stratégies mises en place pour l'accès aux programmes et projets gouvernementaux.

Ayant déjà effectué un stage dans la municipalité de Mossoró dans l'État du Rio Grande do Norte trois ans auparavant au sein d'un réseau de commercialisation solidaire,⁵² nous avons une certaine connaissance du terrain et des différents acteurs susceptibles de pouvoir proposer leur aide dans le déroulement de la présente étude. Nous pouvions donc déjà établir une cartographie succincte des acteurs que nous pourrions interroger.

Cartographie des acteurs

Institutions de la société civile :

- **Coopérative de Commercialisation Solidaire XiqueXique** : articule en réseau différentes organisations tournées vers la commercialisation solidaire et équitable des chaînes productives des travailleurs et travailleuses ruraux, ainsi que les camps de pêcheurs.
- **Syndicat des travailleurs da Lavoura (Mossoró) ; Cooperativa de Agricultores e Agricultoras Familiares de Mossoró e Região (COAFAM)**
- **Coopérative des pêcheurs de la région de Tibau**
- Conseils Municipaux de Développement Rural Durable (CMDRS)
- Agriculteurs qui ont bénéficié du PRONAF, agriculteurs qui n'en bénéficient pas (q° Pq ?)
- **Centro Feminista 8 de março** : ONG qui travaillent sur le genre et lutte pour l'insertion des femmes dans les sphères décisionnelle au sein de la société

Institutions publiques municipales/ de l'État et fédérales :

- **Délégué de la Délégation Fédérale du Secrétariat Spécial de l'Agriculture Familiale et du Développement Agraire (Sead)** : représente le Secrétariat à l'échelle locale ; fait circuler les programmes mis en place pour le petit producteur rural.
- **EMATER-RN (Mossoró - Moacyr Januário de Souza Junior)** : Institution étatique d'Assistance Technique et d'Extension Rurale (ATER). Aptitude à concevoir et exécuter les politiques publiques orientées vers l'agriculture familiale. Vise à promouvoir un service d'assistance technique et une extension rurale publique de qualité pour le public bénéficiaire, avec la crédibilité de l'image institutionnelle face à la société.

NB: Service d'assistance technique pour l'agriculture, avec l'intervention des canaux de communication entre producteurs ruraux, centre de recherche (EMBAPA) et enseignement (Université, Professeurs, chercheurs).

Professeurs spécialisés dans l'étude de l'agriculture familiale :

- Profa. Dra. Vania Christina Nascimento Porto (UFERSA)
- Prof. Dr. Nildo da Silva Dias (UFERSA)
- Profa. Dra. Olga Nogueira de Sousa Moura (UFERSA) → institutions fort en lien avec les Universités (chercheurs)

Figure 2 Première cartographie des acteurs produite en mars 2017

Nous avons recherché l'acteur responsable de la valorisation des politiques publiques à l'échelle de la municipalité. Dans la ville de Mossoró, c'est le bureau régional de l'Institut d'Assistance Technique et d'Extension Rurale (EMATER-RN) qui est en charge de la conception et de l'exécution des programmes et projets gouvernementaux. Dans le même

⁵² Stage effectué au sein de la coopérative de commercialisation solidaire Rede XiqueXique dans laquelle notre mission était de présenter une évaluation du programme Un million de citernes – *Um milhão de cisternas* – auprès des agriculteurs bénéficiaires membres de la coopérative. Cette étude proposée un an après la fin du projet souhaitait interroger l'amélioration des conditions de vie des agriculteurs familiaux qui avaient bénéficié de la construction de ces citernes à travers ce programme du gouvernement fédéral brésilien.

bâtiment, se situe le bureau local d'EMATER-RN constitué des techniciens agricoles en charge de cette exécution auprès des agriculteurs familiaux dans les zones rurales et urbaines de Mossoró.

Il s'agissait de nous concentrer sur une zone où nous pourrions étudier le phénomène d'appropriation des programmes gouvernementaux choisis au préalable⁵³. Grâce aux agents d'EMATER-RN, nous avons pu nous rendre dans la zone rurale de la municipalité de Mossoró, et plus particulièrement dans le pôle rural Alagoinha dont les spécificités correspondaient aux objectifs de notre recherche.

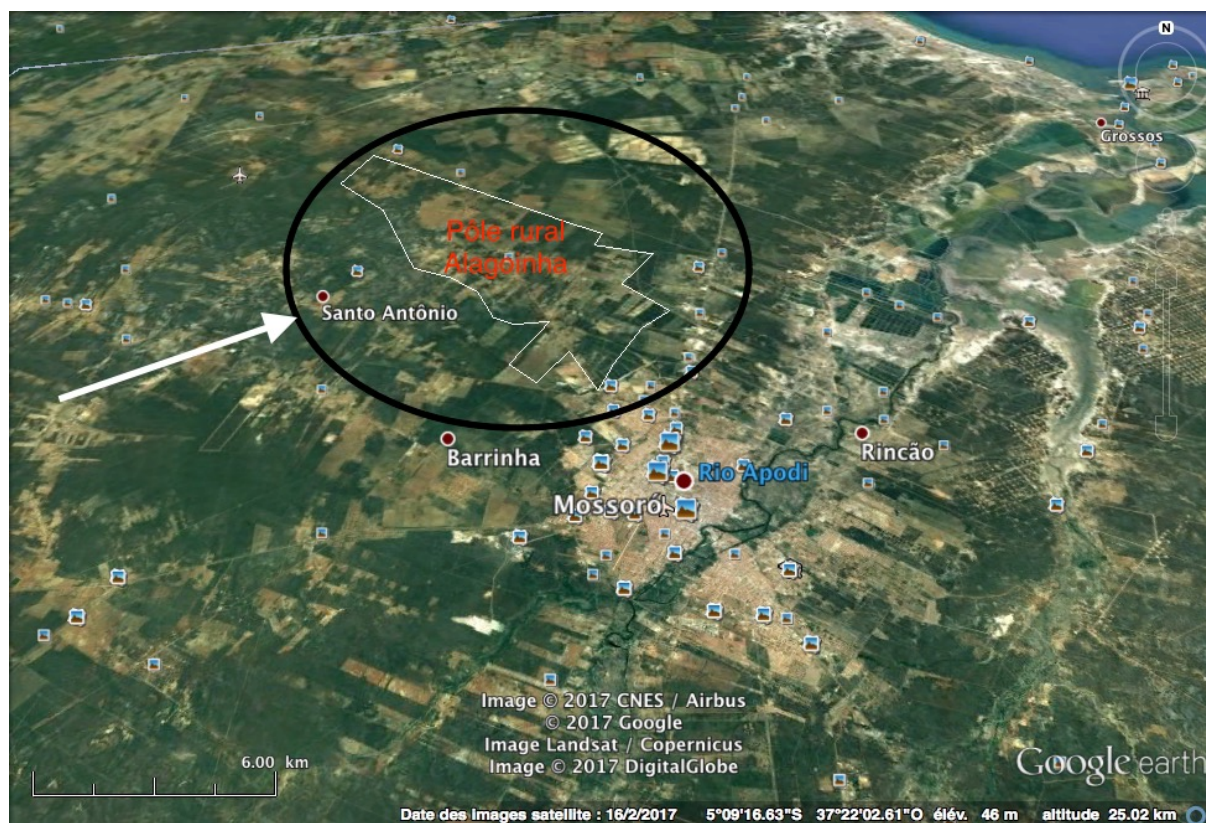


Figure 3 Situation géographique du pôle Alagoinha dans la zone rurale de Mossoró. *Source : Google Earth.*

Selon les techniciens d'EMATER, il n'existe pas de définition formelle du pôle rural, ce sont les techniciens eux-mêmes qui en délimitent les frontières afin d'exécuter leurs actions de valorisation des politiques publiques d'appui à l'agriculture familiale auprès des agriculteurs. Pour effectuer cette délimitation et définir les pôles ruraux, ils suivent certains paramètres et caractéristiques communs. Généralement ils prennent en considération les aspects environnementaux, économiques, productivistes, sociaux communs entre les différentes communautés d'un même pôle. Lascoumes mentionne ces découpages comme

⁵³ À savoir le PRONAF/ Agroamigo et le PAA.

« des espaces d'action construits par les relations pratiques des acteurs et qui ne recoupent pas les découpages politico-administratifs. Ces territoires ad hoc inventés par les partenaires d'une action publique pour correspondre aux spécificités des dynamiques locales et échapper aux cloisonnements bureaucratiques acquièrent de plus en plus souvent une légitimité officielle » (LASCOUMES P. et LE GALES P., 2012, p.27).

Nous avons pu prendre connaissance de ces spécificités propres aux pôles ruraux lors de notre rencontre avec les techniciens d'EMATER-RN : à leurs yeux, le pôle Alagoinha peut être considéré comme un exemple type des pôles ruraux de la région de Mossoró ; ceci pouvait nous permettre de généraliser certains de nos propos.

Les premiers éléments pris en compte pour délimiter un pôle rural sont agro-pédologiques : ils concernent un type de sol en commun. Le pôle Alagoinha présente un sol argilo-sablonneux dont les caractéristiques pédologiques rendent difficiles la formation et la construction d'infrastructures hydriques (réservoirs) comme les barrages et les *açudes*⁵⁴, principalement à cause de la faible rétention de l'humidité de ce type de sol.

La majorité des habitants du pôle rural Alagoinha sont de petits agriculteurs qui possèdent une propriété dont la taille varie entre 1 et 90 hectares, la moyenne étant de 10 hectares. La plupart des agriculteurs pratiquent une activité agricole de subsistance, principalement autour des cultures de maïs et de haricots ; il y a aussi des petits éleveurs de troupeaux ovins, caprins, bovins et porcins ; presque tous élèvent des « volailles fermières ⁵⁵ », élevage grâce auquel ils parviennent à commercialiser les excédents de la production pour obtenir des ressources servant à couvrir d'autres nécessités.

En outre, en raison de la sécheresse prolongée qui dure maintenant depuis six ans, au moins un membre de la famille cherche du travail en dehors de la propriété – bien souvent des emplois manuels qui ne nécessitent aucune spécialisation – afin d'apporter un revenu supplémentaire à l'unité familiale. La plupart ayant un faible niveau de scolarisation, il s'agit généralement d'emplois sur des propriétés de production fruiticole irriguée où ils ont un statut de travailleur agricole et reçoivent une faible rémunération. La majorité des familles sont bénéficiaires du Programme de revenu minimum « *Bolsa Família* ⁵⁶ » mis en place par le gouvernement fédéral en 2003.

⁵⁴ Un *açude* est une retenue collinaire

⁵⁵ En portugais on parle d'« aves caipiras » et la traduction la plus juste pour traduire *caipiras* me semble être le terme de « fermière » puisqu'il se traduit en français par « paysan ».

⁵⁶ Depuis 2006, le programme *Fome Zero* (Faim Zero), mis en place par le gouvernement Lula accorde diverses bourses sous le nom de *bolsa família*, bourse familiale. Chaque famille de bas revenus reçoit une somme mensuelle s'ils s'engagent à effectuer un suivi médical et scolariser leurs enfants.

La longue période de sécheresse a entraîné une perte considérable des vergers de cajou non-irrigués : malheureusement plus de 85% des vergers ont disparu alors que cette culture était une source de revenus pour la plupart des familles grâce à la vente des noix de cajou, bonbons et pulpe. Certaines familles disposent d'un puits sur leurs propriétés, et peuvent plus facilement produire des légumes et des fruits destinés à la commercialisation. Un petit groupe d'agriculteurs du pôle développe une activité de méliponiculture⁵⁷ et d'apiculture. Enfin, l'artisanat rural est une activité qui est en train de s'organiser au sein du pôle et qui génère des revenus.

Le pôle Alagoinha est composé de huit communautés rurales : Oiticíca, Bom Destino, Coqueiro, Recanto da Esperança, Lagedo, Arisco, Senegal et Alagoinha, regroupant près de 639 familles qui exercent une activité agricole sur une surface d'environ 8.242 hectares. Les familles qui y vivent et pratiquent une activité agricole sont généralement composées de trois à six personnes. Il est commun au sein de l'agriculture familiale que les enfants travaillent dans l'exploitation des parents afin d'aider et d'augmenter les revenus. Les fils sont souvent les plus sollicités par les parents et nous avons pu observer cela sur le terrain.

« J'ai eu six fils et une fille. Tout le monde travaillait ensemble avec mes fils, grâce à Dieu. Mes enfants ont été élevés dans la plantation, ils étudiaient le matin mais l'après-midi on ne discutait pas, ils devaient travailler à la ferme. Et effectivement ils travaillent, ils ont été élevés ainsi, et même la petite, elle était si petite pour ramasser le coton, qu'elle n'arrivait même pas à porter le sac pour récolter alors je lui ai cousu un sac plus petit pour qu'elle puisse le porter. [...] Aujourd'hui encore mes enfants travaillent ici avec leur père [...] il y en a un qui travaille là-bas sur l'autre terrain. Là il plante des melons, des pastèques. L'autre travaille à Apodi⁵⁸, on loue un terrain parce qu'ici il n'y a pas de place pour tout le monde⁵⁹. » dit Dona Célia.

Chez Senhor Zezinho on retrouve une organisation similaire :

« Né et élevé dans la région, notre activité a toujours été dans l'agriculture, ça a commencé avec mes grands-parents, puis mon père et ensuite je me suis inscrit dans la continuité. Toute la famille travaille dans les champs, j'ai deux fils et ils travaillent avec moi⁶⁰. »

⁵⁷ « La méliponiculture est l'élevage des abeilles mélipones (tribu "Meliponini"), à savoir, sans dard. La méliponiculture était déjà pratiquée il y a longtemps par les peuples natifs d'Amérique Latine, principalement au Brésil et au Mexique ». Source : <https://fr.wikipedia.org>

⁵⁸ La municipalité d'Apodi se situe dans la micro-région de la Chapada de Apodi et dans la méso-région de l'ouest potiguar de l'État du Rio Grande do Norte. Occupant un espace de 1 602, 48 km², elle est la deuxième plus grande municipalité de l'État juste après Mossoró qui se situe à 78km de distance. Dans cette municipalité, 37,8% des activités correspondent à une activité agricole (IPEA, 1996).

⁵⁹ Dona Célia entretien du 8 juin 2017 dans la Communauté de Lagedo. Lignes : l.5-9 ; l.22 ; l.24-25

⁶⁰ Jose Pereira da Silva –surnommé Senhor Zezinho entretien du 23 mai 2017 dans la Communauté du Coqueiro. Lignes : l.69.

2.2.2. Collecte et analyse des données

En amont du travail sur le terrain, nous avons pris contact avec la cellule régionale de l'Institut d'Assistance Technique et d'Extension Rurale (EMATER) de la ville de Mossoró dans l'État du Rio Grande do Norte dans la perspective d'y effectuer un stage.

Le 20 Avril 2017, nous avons réalisé un premier entretien exploratoire avec sept responsables de l'équipe régionale d'EMATER qui nous a éclairé sur le fonctionnement de l'Institut.

Suite à une réunion de planification des visites dans la zone rurale avec quatre techniciens d'EMATER le 21 avril 2017, il nous a semblé pertinent de suivre un technicien lors de ses visites au sein des communautés. Marcos Romulado Barbosa (ingénieur agronome), responsable de l'assistance technique et de la vulgarisation agricole dans le pôle rural Alagoinha depuis 2008, ayant donc une solide connaissance des lieux et des habitants, a accepté de nous guider sur le terrain ; de plus, cela nous permettait de maintenir une certaine cohérence dans le choix des agriculteurs à rencontrer.

Le travail de terrain a duré deux mois et demi, du 14 avril au 2 juillet 2017 : nous avons réalisé dix entretiens semi-directifs auprès d'acteurs que nous avons identifiés comme acteurs-clefs dans la problématique des politiques publiques d'appui à l'agriculture familiale ; quatre autres entretiens ont ensuite été réalisés à distance.

Période de collection des données	14 avril au 4 juillet 2017			
	Nombre de personnes interrogées	Qualité des personnes interrogées	Date de l'entretien	Durée de l'entretien
Interviews	7	Membres de l'équipe régionale d'EMATER Mossoró	20/04/17	01 :33 :51
	1	Neneide Lima – Coordinatrice financière de la coopérative de commercialisation solidaire Rede XiqueXique	25/04/17	01 :40
	1	José Nobre – Agent de microcrédit rural pour la Banque du Nordeste	29/04/17	00 :58 :46
	1	Vania Christina Nascimento Porto – pro rectrice des affaires étudiantes à l'Université Fédérale	12/05/17	00 :44 :37

		du Semi-Aride de Mossoró (UFERSA)		
	2	Senhor Asis et son épouse – Agriculteurs familiaux. Communauté Arisco	20/05/17	00 :26
	1	Dona Luciana – agricultrice familiale. Communauté Bom Destino	22/05/17	00 :42 :24
	1	Senhor Zezinho – agriculteur familial. Communauté Coqueiro	25/05/17	00 :40 :17
	1	Marcos Romualdo Barbosa – Technicien agricole au bureau local de l’Institut d’Assistance Technique et d’Extension Rurale à Mossoró (EMATER)	06/06/17	01 :04 :45
	2	Dona Célia et Senhor Audeci – Agriculteurs familiaux. Communauté Lagedo	08/06/17	01 :11 :43
	1	Manoel Cândido da Costa – Président de la Fédération des Travailleurs de l’Agriculture (FETARN) et agriculteur familial à Serra do Mel (ancien agriculteur de la Communauté Alagoinha)	19/06/17	00 :53 :26
	1	José Roberto – Technicien agricole au bureau local de l’Institut d’Assistance Technique et d’Extension Rurale à Mossoró (EMATER)	27/10/17	1 :30 :00
	1	Fernanda Maria da Silva – agricultrice familiale. Communauté d’Oiticica.	13/11/17	1 :03 :34
	1	Francisco das Chagas Silveira – agriculteur familial. Communauté Coqueiro	14/11/17	1 : 05 :50

1	Ana Valeria – Technicienne agricole au bureau local de l’Institut d’Assistance Technique et d’Extension Rurale à Mossoró (EMATER)	15/11/17	1 :10 :45
---	--	----------	-----------

Figure 4 Tableau des acteurs rencontrés lors de la période de terrain à Mossoró, RN du 14 avril au 4 juillet 2017 et autres entretiens effectués à distance

Le choix des agriculteurs à rencontrer au sein du pôle rural s’est opéré à partir d’hypothèses élaborées à travers nos premières observations du terrain et des familles qui le composent. Une première hypothèse était que les conditions économiques et la manière dont s’organisent les familles avaient un impact sur la manière dont étaient appropriées les politiques publiques. Nous nous sommes donc intéressée à ceux qui génèrent un faible revenu, qui rencontrent des difficultés à produire, à donner de la valeur à leurs productions et à les commercialiser : ils semblaient avoir le plus de mal à s’approprier les programmes d’appui à l’agriculture familiale (Groupe B).

Afin de vérifier la fiabilité de cette hypothèse, nous avons ciblé, au sein de notre pôle d’étude, des familles d’agriculteurs familiaux dont les situations économiques et les modes d’organisation étaient fort différents. Senhor Asis par exemple est dans une situation économique difficile, l’ensemble de son activité est opérée manuellement, et il n’est pas intégré dans les programmes gouvernementaux ; tandis que la propriété de Senhor Audeci et Dona Célia est plus prospère, ils s’insèrent davantage dans la dynamique d’appui à l’agriculture familiale et ont déjà bénéficié des différents programmes et projets.

Un autre critère de sélection des agriculteurs interviewés a évidemment été la participation ou non aux programmes et projets élaborés par le gouvernement. Nous pouvions alors les interroger sur ce qu’ils pensaient des appuis mis à leur disposition, et la façon dont ils comprenaient le fait d’en être ou non bénéficiaires.

Les autres acteurs rencontrés ont été identifiés en amont du travail de terrain : syndicat agricole, agents d’EMATER, agent de microcrédit, professeur d’université, tous en lien avec la défense des petits agriculteurs familiaux et oeuvrant à favoriser leurs meilleures visibilité et reconnaissance sur la scène politico-économique. Nous verrons plus en détail le rôle de chacun dans l’analyse de nos résultats d’enquête.

Lors de visites du pôle Alagoinha avec le technicien d’EMATER, nous avons également eu l’occasion de rencontrer plusieurs acteurs locaux concernés de près par la problématique des politiques d’appui à l’agriculture familiale ; leur rencontre n’a pas fait

l'objet d'entretiens formels mais nous a permis d'engager d'autres types d'échanges, ou simplement de les écouter débattre afin de récolter des données. Ces rencontres nous ont permis d'observer et de comprendre différentes situations opérationnelles concrètes liées à la mise en place des programmes dans le pôle rural. Une première rencontre dans la Communauté Solidão avait pour objet l'émission de la Déclaration d'Aptitude au PRONAF (DAP) par le technicien agricole ; une seconde tournait autour de la mise en place du programme *compra-direta* (PAA) lors de laquelle le technicien explique à l'agriculteur les différentes étapes du programme, en faisant un inventaire de ses récoltes. Enfin, une troisième rencontre nous a confronté aux difficultés rencontrées par certains artisans pour faire reconnaître leur travail (artisanat rural). Cette activité secondaire est également encadrée par EMATER dans le but de leur fournir les moyens de la valoriser.

Ci-après, la Synthèse de ces conversations occasionnelles durant la période de terrain :

Autres acteurs rencontrés qui n'ont pas fait l'objet d'entretien semi-directif formel	Motifs
Senhor Roberto et son épouse, Communauté Solidão	Procédure d'émission de la Déclaration d'Aptitude au PRONAF par un technicien d'EMATER. Cette procédure consiste à interroger l'agriculteur et l'agricultrice sur leur activité agricole : taille de la propriété, production, commercialisation... Cet évènement nous a permis de mieux comprendre les procédures et les exigences pour faire reconnaître le statut d'agriculteurs familiaux. Cette rencontre a aussi été l'occasion de saisir les difficultés économiques auxquelles les agriculteurs les plus précaires et marginalisés doivent faire face au quotidien.
Senhor Roberto et son épouse, Communauté Lagedo	Conversation autour de la participation au programme <i>compra-direta</i> . Senhor Antonio participe au programme et doit fournir des pastèques et des citrons. Le technicien d'EMATER venait faire un point sur l'état des récoltes, car en cette période de sécheresse, de nombreux agriculteurs ne parviennent pas à produire suffisamment pour respecter les engagements de fourniture des aliments.
	Dona Neidinha travaille dans le milieu de l'artisanat et son mari est agriculteur. Son activité permet au foyer familial de bénéficier d'un revenu supplémentaire. Bien que nous n'ayons pas eu l'occasion de rencontrer son mari, Dona Neidinha nous a

Dona Neidinha, Communauté Sénégal	parlé des difficultés rencontrées aujourd’hui pour faire reconnaître son travail, et des efforts développés par EMATER pour donner plus de visibilité au travail des femmes dans le milieu rural. Elle nous a donné également des informations sur les dynamiques d’organisation au sein du pôle et sur les difficultés persistantes pour s’unir entre voisins au sein de la communauté.
--	--

Figure 5 Tableau des acteurs rencontrés qui n'ont pas fait l'objet d'entretien semi-directif formel. Source : auteure, 2017.

Nous avons également pu participer à plusieurs réunions et conférences organisées dans les locaux de l’Institut, dans le syndicat des travailleurs ruraux Da Lavoura de Mossoró, dans les communautés rurales.

Nous avons participé à un Conseil Municipal de Développement Rural Durable (CMDRS) au syndicat des travailleurs ruraux Da Lavoura où étaient présent le président et le vice-président du syndicat, un membre de l’Église, des agriculteurs, la coordinatrice d’une coopérative de commercialisation solidaire, un technicien d’EMATER... Malheureusement, aucun représentant de la municipalité n’était présent ce jour-là.

Lors des visites organisées avec les techniciens d’EMATER, nous avons participé à trois ateliers de formation à la méliponiculture dans deux communautés. Ce fut l’occasion d’observer les dynamiques de groupe construites par les agriculteurs et les techniciens agricoles. La participation à ces ateliers a fait l’objet d’une observation participante et ainsi permis la récolte de données supplémentaires.

Nous avons également assisté à des réunions de mise en place du programme *Compra-direta* organisées dans les locaux d’EMATER. Deux réunions ont été planifiées : une avec les agriculteurs-fournisseurs des aliments pour le programme, et une seconde réunissant les directeurs des écoles et centre sociaux bénéficiaires.

Enfin, nous nous sommes rendue à Antonio Martins (située à deux heures de Mossoró) dans une autre communauté pour assister à une réunion informative organisée par un agent de microcrédit de la banque du Nordeste lors de laquelle était présenté le programme Agroamigo. De nombreux agriculteurs des alentours s’étaient rendus à cette présentation. Nous avons profité de cette rencontre pour discuter avec certains d’entre eux.

Au sein de ces arènes participatives (conseils, réunions, visites) nous pouvions saisir la place et le rôle tenus par EMATER à plusieurs niveaux : lors du CMDRS, nous nous sommes intéressée à la manière dont les acteurs se positionnaient et notamment aux stratégies mises en place par EMATER pour créer des alliances avec les autres acteurs locaux

impliqués dans l'exécution des programmes gouvernementaux, ces alliances étant fondamentales dans le processus d'appropriation. Dans un contexte local, nous pouvons observer la manière opératoire pour transmettre les informations sur les programmes. Enfin, dans les communautés, nous pouvons observer la façon de produire des agriculteurs, et leurs intérêts pour les projets développés par EMATER.

Ces observations étaient précieuses pour approcher les mécanismes d'appropriation plus contextualisés.

Au sein du pôle rural, « *les agriculteurs et les divers acteurs avec lesquels ils entrent en relation entretiennent une série de relations et de prestations engendrant des flux d'informations, de savoirs et de pratiques, plus ou moins denses et ordonnés autour de la production agricole* ». Ces interactions créent un « *espace sociotechniques local* » défini par Éric Sabourin comme « *le locus, c'est-à-dire le lieu et les circonstances servant de support privilégié aux rencontres entre acteurs sociaux autour des sujets et objets techniques liés à leur travail* » (SABOURIN, E., 2007, p.149). La qualification du pôle rural comme *espace sociotechnique* va nous permettre de porter notre attention sur les liens qui se nouent entre les politiques publiques importées, et les objets, acteurs et autres dispositifs qui peuplent cette zone rurale.

En recherche qualitative, la manière dont les données sont analysées est plus intuitive et moins systématique que dans l'analyse de données quantitatives. Cependant, elles doivent être traitées avec autant de rigueur. Notre analyse qualitative des données a constitué un processus évolutif et continu qui a démarré dès le premier entretien. Cela nous permettait notamment d'adapter notre guide d'entretien en fonction des nouvelles données récoltées.

Cette analyse est basée sur la retranscription des entretiens semi-directifs que nous avons effectués et qui durent généralement entre 30 et 100 minutes, mais aussi sur des notes relatives aux conversations informelles auxquelles nous avons participé ou assisté. Ces retranscriptions ont ensuite fait l'objet d'un codage en fonction de thèmes ou catégories que nous avons définies au préalable, notamment dans la constitution de nos différents guides d'entretien tels que le rôle de chaque acteur, les missions, les liens entre les différentes entités du réseau étudié, le profil des agriculteurs, leurs points de vue sur les programmes, etc. Pour plus de clarté, ces catégories sont reprises en annexe n°6 : un schéma concerne les entretiens avec les agriculteurs familiaux du pôle Alagoinha et le second les acteurs institutionnels ou de la société civile. Par la suite nous avons classé dans chaque catégorie les données des entretiens en lien avec différents thèmes explorés. Cette classification nous permettait ainsi de sélectionner dans le texte les citations que nous allions utiliser en fonction du plan général de notre étude.

2.3. Les difficultés rencontrées lors de l'enquête

Nous avons dû faire face à certaines difficultés pour obtenir les données nécessaires à notre enquête. Outre certaines difficultés logistiques telles que les moyens de transport et de communication (absence de transports publics vers les zones rurales, impossibilité de mise à disposition d'un véhicule autonome, difficultés de planification liées aux particularités culturelles concernant l'engagement et la ponctualité) nous avons rencontré de réelles difficultés d'ouverture du dialogue avec les agriculteurs, pour permettre la levée de leurs réticences à sortir de leur réseau d'interlocuteurs habituels. Ainsi le technicien d'EMATER devait les rassurer sur la portée de notre recherche, sur notre place d'interlocuteur extérieur aux programmes dont ils étaient bénéficiaires, pour qu'ils puissent s'autoriser à nous parler de leurs difficultés et évoquer leurs résistances. Ainsi, sur la somme des entretiens menés, douze ont été formellement exploitables, et six autres correspondent à des enregistrements de conversations informelles et de réunions dont nous avons tiré les informations pertinentes pour notre recherche. Notamment nous avons appris à nous familiariser avec le mode d'expression des personnes, leurs silences, leurs attitudes, pour saisir un état d'esprit, une inquiétude, ou un acquiescement à nos propositions et nos questions. L'accompagnement suivi du technicien d'EMATER qui a une proximité avec ces familles nous permettait de compléter les informations recherchées.

Suite à la période de terrain, grâce à l'aide des agents d'EMATER, nous avons réussi à organiser quatre autres entretiens – deux avec des techniciens ruraux d'EMATER-RN, et deux autres avec deux agriculteurs familiaux du pôle Alagoinha. Ceci a permis de combler certains manques dans la collecte de données initiale concernant le pouvoir discrétionnaire des agents agricoles et leur rôle central dans le processus d'appropriation des politiques publiques par les agriculteurs familiaux. Les entretiens avec les deux agriculteurs étaient destinés à apporter davantage d'exemples de mobilisation des programmes étudiés. De plus, un petit questionnaire concernant la PRONAF B a été distribué à dix familles du pôle au cas où d'autres informations seraient nécessaires, tout en restant bien consciente du danger d'une telle méthode quant à la pertinence des informations récoltées, qui doivent être traitées avec précaution.

Enfin, les élus locaux se sont montrés peu disponibles, ne donnant pas suite ou reportant plusieurs rendez-vous. Par exemple un contact positif avec le Secrétariat Spécial de l'Agriculture Familiale et du Développement Agraire, qui semblait vouloir entamer une

collaboration, s'est soldé par une impossibilité à reprendre le moindre contact malgré nos multiples relances (à quatre reprises) ; nous avons dû contourner cette difficulté en interrogeant d'autres acteurs en liens avec les pouvoirs publics, ou en collectant d'autres informations à travers des lectures de la presse locale, de documents publics, d'articles scientifiques.

Troisième partie : Formation d'un réseau sociotechnique autour de l'appropriation des politiques publiques d'appui à l'agriculture familiale au sein du pôle rural Alagoinha, RN.

Dans notre enquête de terrain nous avons donc interrogé la manière dont l'organisme public de vulgarisation agricole EMATER-RN contribue, avec des acteurs exogènes à la communauté rurale Alagoinha, au processus d'appropriation des politiques publiques par les agriculteurs familiaux.

Cette section présente les principaux résultats issus du travail de terrain qui nous ont permis de mettre en évidence le réseau sociotechnique qui se forme au fil du processus de traduction opéré par l'Institut d'Assistance Technique et de Vulgarisation Agricole. Nous repérons à chaque étape de mise en œuvre des programmes et projets gouvernementaux diverses phases d'appropriation par les agents publics locaux et par les agriculteurs familiaux.

Nous voyons dans un premier temps la manière dont l'EMATER-RN parvient à s'approprier les politiques publiques établies par le gouvernement fédéral afin de pouvoir les exécuter sur le territoire. Nous observons que cette captation passe nécessairement par des épisodes d'adaptation aux contextes locaux à partir desquels nous constatons le rôle essentiel de cet organisme public et de ses agents.

Puis, nous mettons en évidence la nécessité de construire des alliances avec des acteurs locaux afin de garantir la mise en œuvre des programmes et leur appropriation auprès des agriculteurs familiaux. Cette étape essentielle s'articule autour de l'élaboration de trois dispositifs d'intéressement : le processus de vulgarisation agricole, les processus participatifs et l'assistance financière à travers le PRONAF B. Ces trois instruments constituent un passage obligé dans le processus d'appropriation local dont l'instauration implique des moments de négociations face aux divers intérêts des acteurs concernés.

Enfin, nous montrons la présence d'entraves dans le processus d'enrôlement qui révèle les aspects controversés des instruments mis en place. L'analyse des controverses montre les résistances des agriculteurs qui engendrent des difficultés d'appropriation.

« Ne pouvant se constituer en tant que porteur d'un projet politique propre, l'agriculteur dépend d'alliances avec d'autres agents qui partagent les mêmes intérêts et qui soient capables de formuler systématiquement les demandes, de façon efficace et légitime » (NEVES, 2001, p. 150).

Ces alliances s'établissent grâce à des dispositifs d'intéressement, des instruments aux enjeux distincts, et l'on observe la formation d'un réseau sociotechnique autour de l'appropriation de ces politiques publiques. Ce réseau se distingue par des relations plus ou

moins régulières et structurées entre agriculteur et acteurs exogènes aux communautés rurales (SABOURIN, 2007) aux prises avec des intérêts divers.

La problématisation ainsi posée permet d'identifier les acteurs⁶¹ au travers de leurs rapports au problème soulevé. Les identités de chaque acteur vont se définir autour d'un projet, d'une proposition révélant les enjeux propres à chacun : c'est le point de passage obligé (PPO) que nous avons défini comme **la nécessité de voir aboutir l'attribution des aides en faveur de l'agriculture familiale.**

Malgré les objectifs et les intérêts divers des acteurs du réseau sociotechnique auquel appartient cet énoncé, tous sont d'accord pour dire que l'aboutissement de l'attribution des aides est l'objet commun, celui pour lequel ils vont former des alliances.

Par cette problématisation, l'étude convoque et donne un rôle aux agriculteurs, aux banques, à l'Institut d'Assistance Technique et d'Extension Rurale (EMATER-RN), à des entités publiques, au syndicat, aux associations communautaires et aux pouvoirs politiques (mairie, préfecture, ministère de l'agriculture) mais également à tout un ensemble de dispositifs techniques (discours, lois, équipements, réunions, accords, contrats etc.).

3.1. Dynamique d'appropriation des politiques publiques : du gouvernement fédéral à l'Institut d'Assistance Technique et de Vulgarisation Agricole du Rio Grande do Norte (EMATER-RN)

L'apparition de nouvelles politiques publiques de développement rural tournées vers une catégorie d'acteurs longtemps marginalisée par les pouvoirs publics– l'agriculture familiale – relève de ce que les « sociologues de la traduction » appelleraient : une innovation.

Pour comprendre la mobilisation des acteurs, une contextualisation et une analyse des multiples enjeux locaux (d'une organisation, d'un territoire, de réseaux) est nécessaire. La section qui suit permet d'introduire l'histoire, l'état des cadres et des identités à l'échelle du territoire où s'insère l'action publique.

3.1.1. La Constitution brésilienne de 1988 et le processus de décentralisation des pouvoirs publics

Après plus de vingt ans de dictature militaire (1964-1985) durant laquelle le gouvernement favorise la centralisation des pouvoirs, le contrôle de la population et

⁶¹ Même si nous savons que dans ses travaux les plus récents Callon a progressivement opté pour le vocable « actant » plutôt qu'« acteur », nous garderons ce dernier terme.

l'intervention étatique sur l'ensemble du territoire au niveau fédéral, la Constitution brésilienne de 1988 porte la question de la décentralisation comme une stratégie de renforcement de la démocratie (MARTINS, J. 2007, p.87). Selon Souza (2002), l'accent mis sur la nécessité de conférer une place de choix à la décentralisation des pouvoirs publics se justifie pour quatre raisons principales :

« Premièrement, il n'y a pas de doute sur l'intention de ne pas réduire financièrement les ressources du gouvernement fédéral, la question étant de savoir comment diviser les ressources dans un pays régionalement inégal. En second lieu, il s'agissait d'inverser le chemin emprunté par le gouvernement militaire en relation à la centralisation des ressources. Troisièmement, les disparités régionales, principalement entre les États forts et les États faibles économiquement, auquel s'ajoute le déclin de la discipline de parti, signifie que les parlementaires négociaient de manière individuelle et sur base des intérêts locaux. Enfin, les préoccupations économiques, comme le contrôle de l'inflation et de la dette publique, ont été supprimées de l'agenda initial à cause de l'enthousiasme centré sur la restauration de la démocratie. Comme résultat de cette conjonction d'intérêts, la Constitution Fédérale de 1988 aboutit à un modèle fédératif sans précédent dans l'histoire brésilienne » (SOUZA, 2002, p.32).

Ce processus de décentralisation s'étend à l'administration brésilienne à travers le transfert de la gestion des politiques sociales qui auparavant était sous le contrôle de l'État fédéral afin que ces dernières soient désormais de la responsabilité d'un autre niveau de gouvernance (ARRETCHE, 1999). Cette nouvelle délégation de gestion des politiques confère à l'État et à la commune un nouveau rôle et la Constitution redéfinit les compétences de chacun entre l'Union, l'État et la municipalité. Ainsi, suite à la promulgation de la Constitution Fédérale de 1988, les gouvernements étatiques et locaux deviennent les principaux responsables de la prestation des services publics.

Ce processus de décentralisation provient aussi du constat que sont difficiles à évaluer au niveau fédéral *« [les] situation[s] peu satisfaisante[s] de « mal-développement » et de crises »* (TONNEAU, SABOURIN, 2009, p.6) ; il a plus tard été traduit dans la politique du président Lula (2003-2011), par ce qui a été qualifié de *« processus de territorialisation »*.

Ainsi, depuis la nouvelle Constitution de 1988, l'État se désengage et on assiste à une *municipalisation* des responsabilités, non seulement en matière d'éducation et de santé, mais aussi en termes d'appui au développement agricole.

Ce transfert apparaît comme un processus complexe, dans la mesure où au Brésil, *« la décentralisation est associée à un désengagement radical de l'Etat, à la privatisation, à une dérégulation généralisée et, bien souvent, à l'absence d'espace de négociation ou de structures*

d'arbitrage » (CARON, P. 2001). C'est le transfert des compétences et des ressources qui pose le plus de problèmes ; alors que dans d'autres régions la gouvernance étatique et municipale se substitue au gouvernement fédéral, pour d'autres, le retrait de ce dernier laisse le territoire sans appui gouvernemental à la population. En effet, certains États et communes ne parviennent pas à survivre sans une aide fédérale et les disparités entre les territoires s'exacerbent toujours davantage entre les États économiquement forts et les États économiquement plus faibles comme le Nordeste (SOUSA, 2002, p.45).

Malgré les difficultés qui peuvent être rencontrées à l'échelle locale, l'objectif politique et économique de cette décentralisation est bien de renforcer la démocratie pour notamment améliorer la prestation des services publics. Abramovay et Morello (2010) notent d'ailleurs que le *« renforcement de la démocratie est à la base des plus importants changements par lesquels le milieu rural brésilien est passé ces 20 dernières années [...] qui a permis de réduire la pauvreté de sa population, améliorer la distribution des revenus et amorcer un changement de comportement entrepreneurial dans le sens de faire du « bien-être » des personnes et de la résilience des écosystèmes la base de la vie économique »*.

Cette décentralisation, prévue par la Constitution fédérale et développée davantage par la politique de Lula, a engendré la naissance de nouvelles dynamiques locales impliquant agents économiques, mouvements sociaux, organisations de la société civile, assemblées et instances communautaires, municipales ou inter-municipales. Selon le MDA (Ministère du développement Agricole – sphère fédérale, voir figure 12), *« le territoire »* (la municipalité) est le lieu adapté pour cette nouvelle gouvernance et dans ce contexte, les agents locaux sont les mieux à même de traduire les demandes et les besoins propres des agriculteurs. Selon Muller (2007), *« la participation des acteurs locaux devient essentielle dans la répartition des responsabilités face aux problèmes sociaux »*.

Suite à l'échec des politiques gouvernementales d'appui à l'agriculture familiale dans le contexte d'ajustement budgétaire des années 1990, (TONNEAU et SABOURIN, 2009, p.6) il apparaît nécessaire au sein de la sphère politique dans les années 2000 de mettre en place des politiques prenant mieux en compte les spécificités locales des agriculteurs afin d'améliorer l'efficacité des aides qui leur sont destinées. L'approche territoriale dont nous discutons s'accompagne alors de la création de nouveaux espaces de dialogue pour les organisations locales, civiles, municipalités et services de l'État qui facilitent la prise en compte des dynamiques et des spécificités locales. Parmi ces nouveaux espaces de dialogues destinés au secteur agricole apparaissent les Conseils Municipaux de Développement Rural Durable (CMDRS). Dès les années 90 et la mise en place du PRONAF, la création de ces Conseils est devenue la principale innovation institutionnelle du programme.

La reconnaissance de l'agriculture familiale fait apparaître aussi de nouveaux acteurs institutionnels dans les sphères des pouvoirs publics et de la société civile. Certains acteurs ont désormais un rôle essentiel dans la mise en œuvre et l'exécution de ces politiques publiques ; notamment, les Instituts d'Assistance Technique et de Vulgarisation Agricole (EMATERs) deviennent les principaux responsables de l'organisation et de l'exécution des politiques publiques d'appui à l'agriculture familiale dans le milieu rural.

Ces nouveaux agents publics – intermédiaires entre l'État et les agriculteurs familiaux – ont une place importante dans le processus d'appropriation des programmes et projets gouvernementaux.

À travers leurs actions, assistentialistes et pédagogiques, les agents d'EMATER-RN œuvrent au développement et à l'amélioration des conditions de vie des producteurs ruraux. L'objectif d'appropriation des aides par les agriculteurs familiaux nécessite alors d'établir des alliances avec les acteurs concernés par la problématique (agriculteurs familiaux, représentants de l'agriculture familiale, pouvoirs publics, banques, institutions publiques...) afin de démontrer la nécessité de voir aboutir ces politiques publiques.

3.1.2. Le rôle nouveau d'EMATER dans ce processus de décentralisation : processus d'adaptation aux instruments d'action publique.

Le chapitre III de la Constitution Fédérale brésilienne de 1988 traitant de la politique agricole et foncière et de la réforme agraire dispose dans son article 187 que :

« La politique agricole sera planifiée et exécutée sous forme de loi, avec la participation effective du secteur de production, impliquant les producteurs et travailleurs ruraux, et aussi les secteurs de la commercialisation, de stockage et de transports, en prenant en compte spécialement : (...) IV – l'assistance technique et l'extension rurale ».

L'assistance technique et l'extension rurale (ATER) représentent des services fondamentaux dans le processus de développement rural, pour l'activité agricole et l'accès aux politiques publiques tournées vers le secteur agricole⁶². Après l'avènement de la

⁶² Nous utilisons ici le terme de « secteur agricole » pour inclure à la fois la catégorie de l'agriculture familiale comme public cible des services d'assistance technique et d'extension rurale, mais aussi l'agriculture patronale puisque la majeure partie des extensionnistes ruraux de l'ATER publique continuent de travailler avec des producteurs plus capitalisés (PEIXOTO, 2008)

PNATER ⁶³(Política Nacional de Assistência Técnica e Extensão Rural), certains principes orientent désormais les services de l'ATER, comme ceux en lien avec les questions agroécologiques, sociales et participatives (Ana Valeria-technicienne agricole d'EMATER-RN, 2017).

Dans son sens littéral, comme processus, « l'extension rurale » signifierait « *un acte d'étendre quelque chose à quelqu'un, dans un contexte rural. En d'autres termes, plus précisément, il signifierait étendre, apporter ou transmettre des connaissances de sa source génératrice au récepteur final, le public rural. Mais, comme processus, un sens plus large est actuellement plus accepté, selon lequel l'extension rurale peut être entendu comme un processus éducatif de circulation de connaissances de n'importe quelle nature, que ce soient des connaissances techniques ou non* » (PEIXOTO, 2008, p. 2).

En ce sens, à travers cette définition on perçoit d'un point de vue conceptuel la dissemblance entre l'extension rurale et l'assistance technique, puisque cette dernière ne relève pas nécessairement d'un caractère éducatif mais tente résoudre des problèmes d'ordre principalement technique lié spécifiquement à la production agricole et de manière ponctuelle. L'extension rurale quant à elle, enseigne au producteur à résoudre ses propres problèmes, en lui donnant les instruments pour optimiser l'usage des ressources disponibles tout en étant moins dépendant des facteurs extérieurs.⁶⁴

À la suite des conquêtes institutionnelles de l'agriculture familiale, la participation des bénéficiaires des politiques publiques au processus d'élaboration apparaît comme l'un des éléments novateurs des années 1990, notamment par la manière dont les Instituts de Vulgarisation Agricole exécutent désormais les programmes et projets à l'échelle locale.

⁶³ « *La Politique Nationale de l'Assistance Technique et l'Extension Rurale (Pnater) a été construite en partenariat avec les organisations gouvernementales et non gouvernementales de l'Ater et la société civile organisée et instituée par le Gouvernement Fédéral en 2003. Orienté par le Programme National de l'Assistance Technique et l'Extension Rurale (Pronater), la Pnater a été élaborée à partir des principes de développement durable, parmi lesquels la diversité de catégories et d'activités de l'agriculture familiale, et considérant des éléments comme le genre et l'éthnie et le rôle des organisations gouvernementales et non gouvernementales.*

Le Pronater est l'instrument qui oriente le processus de mise en œuvre de cette politique, il établit les orientations et les objectifs pour les services publics de l'Ater du Pays. Il est coordonné par le Dater et élaboré annuellement pour chaque « Plan récolte de l'Agriculture Familiale » basé sur les politiques du Sous-Secrétariat de l'Agriculture Familiale, des Programmes Étatiques de l'Ater et des demandes de l'agriculture familiale » (BRASIL, SEAD) in <http://www.mda.gov.br>

⁶⁴ C'est pour cette raison que nous avons choisi de garder le terme « d'extension rurale » puisque selon nous il s'adaptait davantage aux liens créés par les techniciens avec les agriculteurs. Elle dépasse le simple travail de diffusion de connaissance dans le milieu rural, mais fait participer le public bénéficiaire.

« *L'extension rurale au Brésil, son modèle, à ses débuts, était celui du diffusionnisme⁶⁵ copié des États-Unis La nouvelle politique de l'ATER des années 1990 propose un nouvel angle pour l'extension rurale et propose de repenser le système avec l'objectif de rompre avec le modèle diffusionniste⁶⁶».*

Maintenant, la posture adoptée et les méthodologies utilisées sont basées sur le modèle d'échanges de savoirs et de construction de connaissances. Pour les techniciens ruraux, l'utilisation d'outils participatifs aide au développement d'un dialogue riche en échanges de savoirs et d'apprentissages mutuels avec les agriculteurs.

Cette nouvelle approche d'appui à l'agriculture familiale place les agences publiques EMATER comme acteurs centraux au sein de la municipalité dans la promotion d'une assistance technique et une extension rurale tournée essentiellement vers l'agriculteur familial en proposant un service gratuit à ceux qui en ont besoin.

Notre propos est de rendre compte maintenant de la manière dont l'antenne régionale d'EMATER-RN contribue, en interaction avec les acteurs exogènes aux communautés rurales, au processus d'appropriation des politiques publiques par les agriculteurs familiaux.

Pour les pouvoirs publics, la mise en place des programmes et projets d'appui ne devait pas rester un processus passif d'attribution-distribution d'aides, mais passer par une phase d'appropriation pour être mobilisée correctement et que tous les bénéficiaires puissent s'en dégager.

Dans le cadre de l'analyse des politiques publiques, le processus d'appropriation des programmes et projets réserve une place centrale aux agents intermédiaires attachés à l'État (EMATER-RN) – comme **médiateurs** – qui valorisent la transmission de savoirs sur les politiques publiques en assurant en même temps la viabilité de l'institution (ici de vulgarisation agricole) qu'ils représentent (NEVES, 2001).

« Les médiateurs revendiquent leur rôle dans l'intégration de groupes sociaux, à travers l'adaptation et l'accumulation rendues possibles par leur capacité de traduction à double sens » (NEVES, 2001, p. 150).

Le médiateur vient traduire les politiques publiques gouvernementales d'une part en honorant les fonctions qui lui sont conférées par l'État, et d'autre part, en structurant son rapport avec les « médiatisés⁶⁷».

⁶⁵ On entend par diffusionnisme l'action de propager une idée, des connaissances, des techniques ou de distribuer un bien dans un large public et le résultat de cette action.

⁶⁶ Entretien avec José Roberto, technicien rural EMATER le 27/10/17

⁶⁷ En tant qu'individus qui font l'objet de la médiatisation (NEVES, 2001).

La double traduction opérée par les fonctionnaires d'État dont parle Neves (2001) est emblématique du caractère ambigu de la fonction de médiateur qui circule sans arrêt entre des représentations et des visions du monde différentes qu'il cherche à rapprocher.

Pour José Roberto, technicien rural à EMATER depuis 2006, le travail de vulgarisation agricole exécuté par EMATER est en continuité avec le travail qu'il avait pu exécuter dans les différentes ONG et associations dans lesquelles il avait travaillé (Associação de Apoio as Comunidades do Campo, Terra Viva) en fournissant une assistance technique et des conseils aux petits agriculteurs familiaux (José Roberto, 2017).

Nous nous interrogeons sur la manière dont l'institution de vulgarisation agricole – l'EMATER-RN et ses agents agricoles – perçoivent son rôle de médiateur. Ce questionnement porte sur la place centrale occupée par le technicien rural dans la logique d'appropriation des politiques publiques d'appui à l'agriculture familiale, sur les adaptations nécessaires pour faire coexister des représentations différentes et les apprentissages qui en ont été tirés.

À l'échelle de notre municipalité d'étude (Mossoró), ces nouvelles trajectoires sont portées par le bureau local de l'Institut d'Assistance et d'Extension Rurale⁶⁸ de Mossoró (EMATER, RN) en tant qu'organe public subordonné à l'État et principal promoteur des politiques publiques dans les municipalités.

Cet Institut d'autorité local a trois rôles essentiels qui sont ceux théorisés par Lascoumes et le Galès (LASCOURMES P. et LE GALES P., 2012, p.24) :

- il est l'incarnation de l'État (son autorité, ses ressources, les rapports de confiance/défiance à son égard)
- il prend des décisions importantes (allocation des ressources, contrôle social)
- il a un rôle de frontière (de sélection et de conformation)

Ainsi EMATER a pour compétences de :

- planifier et exécuter les services d'assistance technique et d'extension rurale au sein de l'État pour des activités tournées vers l'agriculture, l'élevage, l'agro-industrie et les activités non agricoles,
- orienter, accompagner et évaluer les projets de crédit rural, veiller à la préservation de l'environnement, et fournir une capacitation technique aux agriculteurs familiaux.

⁶⁸ Cf. annexe n°8

- divulguer les informations sur les politiques publiques d'appui à l'agriculture familiale mis en place par le gouvernement

« Ici nous sommes au bureau régional, notre région comporte treize communes et notre bureau s'occupe de la coordination de ces treize municipalités. Chaque personne ici a une fonction spécifique » (EMATER, 2017).

Ainsi, pour chaque axe de politique publique, afin de conduire au mieux son rôle de médiateur, EMATER-RN a constitué des équipes spécifiques responsables au niveau de l'État du Rio Grande do Norte :

- une équipe sociale qui travaille toute la partie sociale des programmes avec les agriculteurs,
- un responsable marché institutionnel qui travaille sur la question de la commercialisation,
- un responsable « cohabitation avec le semi-aride » (situations de sécheresse, approvisionnement en eau, banque de semences) ,
- un responsable de la branche élevage et production animale,
- un responsable garantie récolte (assurance perte de production)
- un responsable crédits ruraux, financements, comptabilité (capitalisation de l'agriculteur, investissements).

Ces équipes coordonnent l'exécution dans chaque municipalité, note Ana Valeria, et ce main dans la main avec les conseillers régionaux de chaque région. Le bureau régional a donc cette fonction de conseiller, coordonner et administrer des activités développées dans tous les bureaux de la région de Mossoró. Généralement, ils organisent des réunions avec les bureaux locaux pour soulever, avec les techniciens des unités locales, les problèmes rencontrés pour développer les programmes et projets déterminés, présenter les rapports des activités déployées par les techniciens, faire part de requêtes au bureau étatique et en même temps planifier les activités des bureaux locaux (Marcos Barbosa, 2017).

Le message que l'EMATER tente de communiquer sur les politiques publiques, auprès des agriculteurs mais aussi auprès des membres du syndicat et des associations communautaires qui sont tous agriculteurs familiaux, travailleurs ruraux, propriétaires de petits domaines, travailleurs de fermes (*fazendas*), est qu'elles peuvent réellement apporter une évolution au niveau économique. Par exemple, avant la mise en place de ces politiques, les productions agricoles des agriculteurs familiaux étaient exclusivement destinées à une consommation de subsistance au sein du noyau familial ; avec l'arrivée des politiques d'aide

(comme PAA-*Compra-direita*) ils peuvent désormais commercialiser leurs produits et en même temps avoir accès au crédit (PRONAF B/Agroamigo) pour accroître la production.

Pour EMATER « *les programmes PRONAF, Compra-direta et Agroamigo apportent réellement des bénéfices aux agriculteurs familiaux. Evidemment le succès de ces politiques dépend beaucoup du dévouement du technicien qui accompagne l'exécution de l'assistance technique et de ce que les projets « offerts » par le gouvernement au travers de ces politiques publiques sont en accord avec la réalité, la culture, l'expérience et le savoir de l'agriculteur familial*⁶⁹ ».

C'est ainsi que les techniciens d'EMATER qui opèrent dans les zones rurales doivent « *transforme[r] un énoncé problématique particulier dans le langage d'un autre énoncé particulier*⁷⁰ » (CALLON M., 1975) afin que les agriculteurs entendent ce que peuvent leur apporter ces programmes.

Les agriculteurs interrogés considèrent tous l'EMATER comme organisation de référence dans leur quotidien, apprécient cette présence et cette disponibilité constante au service des familles du pôle rural. Ainsi, les nombreuses demandes concernant les politiques publiques mais aussi de nombreuses demandes techniques particulières leur sont adressées.

Voici l'exemple de quelques échanges auxquels nous avons assisté entre EMATER et des agriculteurs :

« *Marcos, y-a-t-il un nouveau projet en cours pour les apiculteurs de la région ? Vont-ils mettre en place une ligne de crédit spécialement pour nous ?* » s'interroge un apiculteur passant par hasard chez son voisin où avait lieu un atelier de récolte de miel organisé par les agents d'EMATER. Senhor Antonio se renseigne sur les programmes en cours : « *Et cette histoire de Compra-direta, quand allons-nous pouvoir livrer nos produits ?* »

Senhor Zezinho aussi interroge le technicien sur le processus d'attribution de la DAP de son fils au niveau du syndicat, puisque le syndicat doit valider la documentation fournie par l'agriculteur attestant de son statut d'agriculteur familial avant de pouvoir obtenir la déclaration d'aptitude au PRONAF et bénéficier des politiques publiques gouvernementales.

Pour José Roberto, « *ce n'est pas être du « genre » hypocrite ou démagogue que de dire que lorsque les gens voient EMATER ils ne voient pas le gouvernement en nous. Nous sommes une institution publique, quand je dis institution publique là je parle bien du lien avec le gouvernement ; maintenant notre action comme technicien rural, notre action formelle, professionnelle et notre démarche auprès des agriculteurs familiaux est ciblée sur l'extension rurale et notre professionnalisme. C'est bien pour cela que l'agriculteur voit dans dans le technicien essentiellement un « agent d'extension rurale », conscient que c'est un fonctionnaire public mais c'est avant tout un* »

⁶⁹ Entretien avec Marcos Romualdo Barbosa, technicien agricole à EMATER

⁷⁰ CALLON M. (1975). « L'opération de traduction comme relation symbolique » in AMBLARD H. *et al.* (1996). « *Les nouvelles approches sociologiques des organisations* » Paris, Seuil. p.135.

spécialiste de l'agriculture et des questions sociales. À aucun moment depuis que je fais ce travail de terrain, je ne me souviens qu'il leur soit arrivé de penser que nous étions là pour conduire une politique électoraliste. [...] On ne peut pas séparer le gouvernement de l'État et EMATER mais notre approche, notre action proactive avec l'agriculture familiale est d'ordre purement professionnel » (José Roberto, 2017).

Cependant, les directives des programmes déployés à l'échelle locale sont initialement construites à l'échelle fédérale. En tant qu'organe public étatique subordonné au gouvernement de l'État, l'EMATER doit les exécuter.

« Si l'État décide, à travers du Secrétariat d'Agriculture du Rio Grande do Norte, que EMATER doit exécuter ces politiques publiques ou ces projets-là, EMATER et ses techniciens n'ont pas l'autonomie de refuser l'exécution dudit projet avec l'agriculteur – même si les techniciens démontrent que techniquement ce n'est pas viable⁷¹ ».

Si le technicien aborde la question de la viabilité des politiques publiques mises en œuvre sur le territoire c'est que *« les programmes et projets gouvernementaux sont porteurs de beaucoup d'ambiguïtés : leurs objectifs sont souvent flous, les intérêts protégés contradictoires, les moyens attribués imprévisibles, la répartition des compétences mal effectuée » (LASCOUMES, LE GALÈS, 2005 p. 35).*

Marcos Barbosa présente le cas du programme « barrages souterrains » pour illustrer le caractère flou de certains objectifs des programmes puisque selon lui plusieurs des programmes ne sont pas adaptés aux conditions socio-environnementales de la région. En effet, un tel programme apparaît inadapté aux conditions pédologiques de la région dont la composition argileuse des sols réduit considérablement les capacités d'absorption de l'eau.

« Ce projet de barrages souterrain est exécuté par EMATER qui capte les financements du gouvernement fédéral, mais pour l'EMATER de Mossoró il ne sert pas à cause de questions environnementales relatives à la qualité du sol [...] alors mettre en place un projet tel à Mossoró ça signifie perdre de l'argent » (Marcos Barbosa, 2017).

Le technicien poursuit que l'absence d'étude préalable permettant de savoir si les communautés déterminées sont prêtes à recevoir une politique publique spécifique crée des décalages entre les besoins locaux et l'infrastructure offerte par le gouvernement. Bien souvent, l'agriculteur méconnaît la technologie et la culture agricole proposées par le projet (Marcos, Barbosa, 2017).

⁷¹ Entretien avec Marcos Romualdo Barbosa, Avril 2017.

C'est pourquoi dans l'espace social de la mise en œuvre, les interprétations et mobilisations doivent composer avec ces ambiguïtés ainsi, « le centre » [peut] être confronté aux stratégies autonomes de ses agents et à leur capacité à investir de façon décisive les délégations qui leur sont faites en développant des pouvoirs discrétionnaires » (LASCOUMES. p.35). Mais la liberté d'adaptation des programmes et projets reste bien limitée par les critères, les règles et méthodologie standardisés propres à chaque programme (Ana Valéria, 2017).

Dans les faits, les agents publics d'EMATER possèdent une certaine autonomie pour exécuter dans les communautés les programmes et projets qui pourront subir des adaptations et acceptations⁷² de la part des agents et des agriculteurs. Ana Valeria témoigne d'une certaine liberté dans l'organisation des agents publics pour exécuter ces programmes, en suivant toutefois les recommandations de chacun.

« L'émission de la DAP – qui est le document fédéral qui identifie la famille comme appartenant à l'agriculture familiale – est régie par sa propre législation et possède ses règles établies par le gouvernement fédéral à travers le MDSA⁷³, mais l'agent émetteur, soit l'EMATER-RN peut solliciter (et sollicite) à travers des Ordonnances, la présentation de documentation complémentaires qui vérifie les informations déclarées.

Dans l'application du programme *Garantia-Safrá*⁷⁴, dont les critères sont établis par le MDSA, EMATER-RN est responsable de la réalisation des inscriptions. À Mossoró, les techniciens adaptent la méthodologie de manière à intégrer davantage les agriculteurs et/ou rendre l'exécution plus efficace. Ils réalisent alors des ateliers techniques dans les communautés et les assentamentos ruraux pour orienter les agriculteurs dans le programme ; ils abordent avec l'agriculteur le thème de la « cohabitation avec le semi-aride » (jardins productifs, palmes fourragères, volailles fermières etc.) en concordance avec la réalité de chaque communauté, Les agriculteurs sont ensuite reçus individuellement pour réaliser le pré-cadastre de la famille dans le cas où elle s'inscrit⁷⁵ dans le programme.

En tant qu'échelon hiérarchique, l'EMATER-RN doit s'appliquer à mobiliser ces politiques publiques pour son État ; et lorsque les politiques publiques arrivent au bureau

⁷² « Malheureusement cela passe par deux aspects de l'extension rurale qui ont besoin d'être analysés : le diffusionnisme- malheureusement le plus pratiqué dans l'extension – et la construction de connaissances, laquelle s'adapte le mieux pour l'agriculture familiale » (Marcos Barbosa, 2017).

⁷³ Ministério do Desenvolvimento Social e Agrário (MDSA)

⁷⁴ Programme qui offre une assurance aux agriculteurs qui perdent leurs récoltes suite à d'éventuelles intempéries.

⁷⁵ À savoir si le profil de la famille respecte l'ensemble des critères obligatoires pour bénéficier dudit programme ou projet.

local, les techniciens détiennent la liberté de désigner les communautés que ces politiques publiques vont pouvoir concerner (Marcos Barbosa, 2017).

La situation décrite ici par les deux techniciens nous rappelle les mots de Nicolas Dodier (1998) : « à l'intérieur des procédures et du cadre légal qui enserment toujours l'action publiques, le pouvoir discrétionnaire occupe une large place. Ce n'est pas une subversion du cadre légal, mais un espace d'appréciation relativement libre laissé à disposition des acteurs » dans lequel les agents publics « assurent à la fois la mobilisation et l'adaptation des règles étatiques aux faits sociaux qu'il leur appartient de gérer et ils organisent la cohérence interne des services concernés » (LASCOUMES, 2012).

L'étude du travail d'appropriation d'EMATER par rapport à ces politiques publiques de développement rural vient montrer si des éléments ont été complétés, rectifiés, ou adaptés d'un point de vue légal, et par quels moyens ces modifications ont pu être établies. Nous avons pu soulever l'ambiguïté à la fois des programmes mais aussi des agents qui les exécutent.

Notre analyse montre que les acteurs et les instruments d'action qu'ils mobilisent peuvent recevoir plusieurs interprétations possibles. En sociologie de l'action publique, l'ambiguïté inhérente aux politiques publiques manifeste la faiblesse de la décision gouvernementale qui ne réussirait pas à opérer un choix entre des options incompatibles ou divergentes (DANNEVOYE, MORMONT, 2016). Nous l'avons vu dans l'exécution du PRONAF semi-aride et le programme barrages souterrain.

En tant que responsable de la mise en œuvre des politiques publiques à l'échelle de la municipalité, les techniciens agricoles d'EMATER des unités locales de Mossoró⁷⁶ adaptent leurs méthodes pour composer avec les règles et critères parfois ambigus de chaque programme. En tant que médiateur entre les politiques publiques et le milieu rural, les agents d'EMATER-RN exécutent leurs actions conformément aux orientations des coordinations étatiques et régionales directement auprès des agriculteurs familiaux. Ces techniciens agricoles peuvent alors faire l'objet d'interprétations concurrentes et opposées qui vont conduire à des positions différentes de la part des agriculteurs comme la confiance ou la méfiance. Mais comme les techniciens sont responsables de toute la communication entre l'EMATER-RN et l'agriculteur, l'ambiguïté qu'ils portent permet aussi des échanges entre le monde politique et le milieu rural.

⁷⁶ Il est important de préciser que EMATER-RN est un organe qui s'étend à toutes les municipalités de l'État note Ana Valeria, technicienne rurale à EMATER-RN

3.2. Dispositifs d'intéressement et négociation par l'Institut d'Assistance Technique et d'Extension Rurale de Mossoró : passage obligé de l'appropriation des programmes gouvernementaux

Afin de répondre à notre question de recherche qui porte sur "le processus d'appropriation" des politiques publiques" cette partie est construite autour de trois instruments (vulgarisation agricole, méthodologie participative autour des réunions/conseils et PRONAF) qui vont conjointement participer à ce processus et favoriser ou non l'appropriation des programmes et projets gouvernementaux. Aussi, la vulgarisation agricole et les "réunions" ont autant d'importance que l'instrument PRONAF qui est traité ici certes comme politique essentielle au développement des populations agricoles, mais aussi comme dispositif d'intéressement d'EMATER.

Pour les principaux porteurs d'une sociologie des innovations, « *le modèle de l'intéressement met en scène tous les acteurs qui se saisissent de l'objet ou s'en détournent et il souligne les points d'accrochage entre l'objet et les intérêts plus ou moins organisés qu'il suscite* » (AKRICH, CALLON, LATOUR, 2009, p. 22) ; aussi, le processus d'intéressement constitue l'ensemble des actions par lesquelles une entité s'efforce d'imposer et de stabiliser l'identité des autres acteurs définis par sa problématisation. Ces actions prennent corps dans des dispositifs d'intéressement. Les dispositifs d'intéressement évoqués par M. Callon désignent un assemblage de pratiques sociales particulières faisant appel à une stratégie spécifique qui va former un programme de négociation (CALLON, 1986, p. 191). Au sens de Lascoumes, dans le cas des politiques publiques, c'est l'étape de la diffusion élargie des constructions cognitives et organisationnelles, d'œuvrer dans le but de mobiliser un cercle élargi d'alliés et négocier avec eux pour faire adhérer un maximum d'acteurs concernés de manière directe ou indirecte à la nécessité des politiques publiques sociales gouvernementales (LASCOUMES, 1996, p. 337-38).

Dans notre étude, nous avons vu qu'EMATER était le principal traducteur des politiques publiques mise en place pour favoriser le développement des populations rurales ; c'est donc EMATER qui à travers divers dispositifs d'intéressement forme son programme de négociation pour créer des alliances.

3.2.1. L'extension rurale comme instrument éducatif mis en place dans le milieu rural

Depuis l'implantation du modèle coopératif d'*extension* étasunien, les initiatives de conceptualisation de l'extension rurale ont été très nombreuses. Les concepts ont ensuite

évolué avec le temps et les particularités socioéconomiques et culturelles des différents pays dans lesquels ils étaient établis. Peixoto avance que « *le terme d'extension rurale peut être entendu de trois manières différentes : comme processus, comme institution, et comme politique* ». Dans le processus d'intéressement utilisé par les agents publics de l'Institut d'Assistance Technique et d'Extension Rurale (EMATER), c'est l'extension rurale en tant que *processus* qui nous intéresse.

Les institutions publiques de l'Ater mais aussi les ONG et les coopératives exécutent ce processus éducatif d'extension rurale tout en fournissant une assistance technique ; Moacyr Januário de Souza Junior, directeur régional d'EMATER de la région Ouest Potiguar précise ainsi que l'assistance technique est davantage tournée vers l'accompagnement et la technologie tandis que l'extension rurale a une orientation davantage sociale⁷⁷.

L'extension rurale s'appuie sur des méthodes pédagogiques construites et établies au fil du temps, et qui depuis le tournant des années 1990 privilégient des méthodes participatives, valorisant la construction de connaissance avec les bénéficiaires finaux des programmes et projets gouvernementaux que les agents mettent en œuvre sur le territoire. Par le biais d'une *capacitation*⁷⁸, les techniciens s'approprient cette méthodologie participative en accord avec les principes agroécologiques et les méthodologies participatives mentionnés dans la⁷⁹ PNATER.

L'usage de méthodologies participatives tend à s'éloigner le plus possible des méthodes diffusionnistes nord-américaines en donnant une place centrale aux principaux bénéficiaires ruraux. Dans l'exécution des politiques publiques et dans la prestation de l'ensemble des services de l'Ater, la posture adoptée et les méthodologies utilisées par Ana Valeria d'EMATER sont basées sur l'échange de savoirs et la construction de connaissances ; elle dit utiliser des outils participatifs qui l'aident à établir un dialogue riche en échanges de savoirs et d'apprentissages mutuels avec l'agriculteur. Elle poursuit : « *dans la pratique, savoir écouter l'agriculteur et traduire ses désirs permet de mieux connaître sa réalité pour élaborer et mettre en place des plans d'action main dans la main avec la famille accompagnée. Cette extension rurale permet un rapprochement et une compréhension de la réalité locale, en aidant et promouvant le développement social et économique de chaque famille à travers l'accès aux politiques publiques, l'appui aux processus de gestion et de production et l'accroissement et la commercialisation des activités productives de l'agriculteur familial* » (Ana Valeria, 2017).

⁷⁷ Entretien avec Moacyr Januário de Souza Junior le 20/04/2017

Lorsque l'on interroge José Roberto, technicien à EMATER sur l'importance de la vulgarisation agricole et de ses agents dans sa mise en place, sa réponse est plutôt claire : *« c'est l'un des principaux rôles. Parce que le monde de l'agriculture familiale on ne va pas le décrire comme un monde misérable, pauvre, démun... non ! Nous allons le définir comme un monde qui a besoin de l'extension rurale pour l'agriculture familial, le monde de l'agriculture familiale au Brésil nécessite une construction de connaissances dans laquelle l'extensionniste rurale ne serait pas seulement un « diffuseur » de connaissances. Parce qu'il y a deux approches : il y a le diffusionnisme dans lequel le technicien ne serait qu'un « messenger⁸⁰ » d'une technologie déjà développée et cette technologie va alors être diffusée par l'extensionniste rural et bien souvent elle n'apparaît pas adaptée à la réalité de telle famille, de telle communauté. Alors il existe le diffusionnisme et il existe la « construction de connaissance participative ». Aujourd'hui le technicien rural, dès le départ, doit travailler avec cette méthodologie de construction de connaissance, de construction à l'intérieur du monde rural et suivre une méthode autour du diagnostic rural et pouvoir vérifier à partir de ce diagnostic quelles politiques publiques, quels programmes destinés à l'extension rurale s'adaptent ou correspondent à cette réalité, et en même temps, cette construction de connaissances avec les agriculteurs familiaux précisément [...] Alors le technicien rural a ce rôle fondamental de juxtaposer la question de la construction de connaissance et la construction du milieu rural pour les familles rurales ; et pas simplement être un simple diffusionniste ».*

Le diagnostic participatif rural opéré par les techniciens à l'intérieur du pôle rural leur permet d'avoir une vision bien précise de la réalité des familles qui le composent ; il permet également de déterminer les besoins et les attentes dans les différents foyers des communautés rurales puisque ce sont les agriculteurs eux-mêmes qui décrivent leurs demandes et leurs problèmes. Grâce à ce diagnostic, l'agent va être en mesure de planifier les actions nécessaires avec les agriculteurs concernés.

Dans ce processus, la pluridisciplinarité de l'équipe est également importante : *« l'extension rurale » est à la base de leurs [des techniciens] actions auprès des agriculteurs familiaux. Basée sur une idéologie éducative informelle et continue, elle favorise la promotion de connaissances à travers la multidisciplinarité des professionnels qui couvre les différents domaines de connaissances et d'information ; pour réaliser ce transfert de connaissance, l'équipe doit être composée de techniciens issus de formations académiques sociale, économiques, et agricoles. En effet, les techniciens d'EMATER sont conscients que les agriculteurs familiaux les plus précaires ont difficilement accès aux connaissances, ainsi ils parlent à leur sujet d'un « niveau de connaissance moyen⁸¹ ».*

⁸⁰ Traduit du portugais « repassador » comme intermédiaire chargé de transmettre des connaissances, les technologies déjà existantes.

⁸¹ Entretien avec Marcos Barbosa, technicien EMATER le 20/06/17

L'Extension Rurale mise en place par EMATER est donc un dispositif d'intéressement quotidien auprès des agriculteurs qui souhaitent s'informer et mobiliser les programmes et projet d'appui à l'agriculture familiale. Peixoto recense trois méthodes de l'Ater grâce auxquelles il est possible d'identifier les producteurs participants :

1. « Individuels : visite technique, contact personnel, unité d'observation (expérimentation sur la propriété rurale) ;
2. Collectifs : réunions (réunion ou rencontre, conférence), démonstration pratique (de techniques ou méthodes), démonstration de résultats (de certaines innovations), unité démonstrative, cours, excursion, journée sur le terrain, jour spécial, propriété de démonstration ;
3. De masse : salon ou foire, semaine particulière, concours, campagne » (PEIXOTO, 2008, p. 4-5).

L'ensemble de ces méthodes d'extension détermine les différents moments d'interactions entre les techniciens d'EMATER et les agriculteurs familiaux ; autant de fenêtres d'opportunité pour effectuer « *le transfert des connaissances, des technologies, des informations sur les programmes et projets qui s'appliquent à la zone rurale* » et ainsi parvenir à intéresser les agriculteurs familiaux en les aidant à valoriser leurs activités, en leur proposant des méthodes pour augmenter les rendements, s'adapter à la sécheresse et s'insérer dans des espaces de commercialisation.

Si pour être appropriés les programmes et projets nécessitent à la fois d'être compris mais surtout d'être adaptés aux besoins des agriculteurs bénéficiaires, nous nous sommes alors interrogée sur la manière dont les techniciens travaillent concrètement sur le terrain, en interaction permanente avec les agriculteurs familiaux.

Chaque jour, les agents publics répondent aux demandes particulières des agriculteurs que ce soit dans les bureaux locaux d'EMATER à Mossoró ou lors des visites techniques. Les demandes principales concernent :

- les émissions de Déclaration d'Aptitude au PRONAF – DAP ;
- les inscriptions aux programmes comme Garantie Récolte, le Programme d'Acquisition d'Aliments – PAA,
- le Programme Banque Communautaire de Semences, et autres programmes exécutés dans la municipalité ;
- les diagnostics des familles assistées ;
- les orientations techniques sur des activités productives déterminées, les visites et les ateliers techniques aux finalités les plus diverses ;
- l'élaboration des demandes de crédit du PRONAF ; l'émission des autorisations de délais supplémentaires de dette des crédits ruraux ;

- l'entrée dans le système informatique de l'EMATER-RN (CERES) des bilans de toutes les activités réalisées – etc.

Le directeur régional d'EMATER insiste en ajoutant « *qu'effectuer l'ensemble de ces tâches implique de se déplacer dans les zones rurales pour donner des informations sur la Déclaration d'Aptitude au PRONAF (DAP), organiser le programme Compra-direta, apporter des cartes, expliquer les modalités d'accès aux crédits etc. C'est cette extension qu'EMATER détient et apporte aux agriculteurs* » (EMATER, 2017).

Lorsque nous interrogeons Marcos Barbosa sur son quotidien de technicien il nous livre : « *l'étape initiale consiste à organiser des réunions dans la communauté pour présenter les normes et les règles des programmes et projet. Dans le cas où l'agriculteur familial s'intéresse à l'élaboration et l'accès au PRONAF, nous faisons une étude et un examen des conditions socio-économiques de cet agriculteur pour vérifier et conclure quels éléments et marchandises seraient viables pour pouvoir les financer grâce au PRONAF, crédit qui va satisfaire à sa production et en même temps ne pas trop peser sur son budget au moment de rembourser l'emprunt. Une fois l'agriculteur intéressé et le projet élaboré et proposé, il est soumis à l'approbation de la Banque. Ensuite arrive l'étape de l'assistance technique et de l'accompagnement du projet PRONAF approuvé. Quant au PAA on retrouve les mêmes étapes initiales : mobilisation, articulation, réunions techniques dans les communautés ou dans les locaux avec les agriculteurs familiaux pour transmettre les normes du programme. Une fois que nous avons intéressé les agriculteurs, nous faisons l'inventaire des aliments qu'ils produisent pour faire le cadastre du producteur et de la quantité d'aliments qu'il pourra fournir*⁸² ».

Lors de l'étude et l'examen des conditions socioéconomiques des unités familiales, rentrent en jeu la gestion du parcellaire et la situation économique actuelle. EMATER va essayer de montrer que la consolidation du système économique de l'exploitation est possible.

Le technicien agricole doit aborder avec l'exploitant les questions relatives à son rôle en tant qu'agriculteur, sa quantité de production, la nature de sa production afin qu'il puisse s'inscrire dans le programme (*Compra-direta* par exemple). Il n'est pas question de modifier les critères du programme pour que l'agriculteur puisse s'inscrire, encore moins de lui imposer un régime de production spécifique. Par exemple produire des bananes pour les vendre alors que ce n'est pas dans sa tradition familiale ni dans ses habitudes culturelles ; il s'agit à partir de son cadastre (assolement et pratiques culturales) d'identifier ce qu'il est

⁸² Entretien avec Marcos Barbosa, 18/10/2017

capable de produire et ce qu'il va pouvoir vendre. Le technicien ne peut pas orienter volontairement les changements d'activité de l'agriculteur (José Roberto, 2017).

Les méthodes d'extension rurale s'articulent avec les moyens ou vecteurs de communication que les techniciens utilisent dans leur travail quotidien. La présentation des programmes et projets met en circulation des instruments ou des objets techniques qu'ils diffusent dans l'espace social du pôle rural. Ces « instruments et objets techniques » représentent ce que Callon nomme « non-humains » et participent autant que les agents qui les véhiculent au processus global d'appropriation que nous étudions.

L'institution compte divers outils qui contribuent au processus communicatif pour les populations rurales :

- **des cartes** permettent d'établir le cadastre et de présenter les zones de production. Ces cartes sont notamment présentées lors de la constitution des projets de production des agriculteurs (ex : *compra-direta*) ;
- **des affiches** utilisées lors des réunions, forums ou ateliers techniques illustrent de manière synthétiques les objectifs de chaque programme et permettent une vision d'ensemble
- **des brochures, prospectus et albums dessinés** sont distribués à chaque réunion. Ils permettent de fournir des explications claires et imagées des thèmes abordés durant la séance ;
- **une présentation PowerPoint** accompagne chacune des réunions dans les locaux. Ces présentations présentent l'ensemble des normes, règles et intérêts de chaque programme et projet ;
- les moyens de communication de masse : **le programme « TV rurale » et un programme radio** permettent de diffuser de manière plus large les dernières informations relatives aux programmes exécutés ;
- **le site officiel de l'institution** (www.emater.rn.gov.br) et les **réseaux sociaux** comme facebook et twitter ([@EMATERRN](https://www.facebook.com/EMATER-RN-Mossorólocal)) sont aujourd'hui de plus en plus utilisés pour divulguer toutes sortes d'informations relatives aux activités d'EMATER que les agriculteurs peuvent consulter à tout moment.

Pour permettre une meilleure compréhension, lors de la projection ou de la lecture des supports explicatifs, un espace de dialogue est ouvert afin que les agriculteurs familiaux puissent éclaircir leurs doutes.

Ces outils techniques, discursifs ou politiques permettent de présenter les avantages des techniques et des programmes que les techniciens d'EMATER tentent d'introduire dans le milieu rural, et de sensibiliser les agriculteurs aux bénéfices qu'ils peuvent apporter.

« Cette phase informative permet de partager des informations et organiser des questions / réponses ; à partir de cela on construit un planning pour visiter chaque propriété, on réalise leur profil économique, on fait des entretiens avec les agriculteurs. On ne peut pas sortir d'un atelier ou d'une réunion sans avoir construit quelque chose avec le savoir des agriculteurs, sinon l'atelier reste une chose vide ça ne va pas au-delà. Le propre de l'extension rurale c'est ça » (José Roberto, 2017).

Cette volonté des techniciens ruraux de construire quelque chose, de puiser dans le savoir des uns et des autres pour trouver des solutions fait écho à l'étroite relation qu'entretient l'extension rurale avec les savoirs scientifiques. Puisque « les connaissances apportées dans le milieu rural sont co-construites avec les institutions d'enseignement et de recherche⁸³ », nous avons questionné le rôle des universités publiques et des agences de recherche dans ce processus de transfert de connaissances et d'appropriation des politiques publiques.

Il n'y aurait pas de cheminement type dans la formation des professionnels qui acquièrent la responsabilité de l'exécution des programmes et projets gouvernementaux. Pour les agents rencontrés il s'agit plutôt d'une vocation qui nécessite beaucoup de vécu, d'expérience.

« La vulgarisation agricole nécessite beaucoup de vécu, énormément d'expérience [...] une large connaissance de la sociologie rurale et du monde rural [...]. Cette connaissance doit s'acquérir lorsque l'on concentre sa profession d'ingénieur agronome à la recherche de projets, en cherchant à travailler dans des institutions centrées sur l'agriculture familiale, principalement lorsque l'on est un professionnel qui vient de se former, car si lors de l'obtention du diplôme on possède un minimum de connaissances, d'expériences cela peut faire la différence [...]. Il faut avoir une connaissance sociologique, du monde social rural, une connaissance des politiques publiques, et des problèmes de la société rurale... » (José Roberto, 2017).

La formation d'ingénieur agronome n'est cependant pas l'unique voie pour consacrer son activité à l'extension rurale et l'assistance technique des familles rurales ; au contraire, comme nous l'avons mentionné auparavant, la diversité des équipes est un facteur clé au développement rural comme le souligne José Roberto, « pour travailler comme vulgarisateur agricole, principalement ces professions qui nécessitent une certaine vocation, un certain degré de connaissances scolaires et de connaissances techniques utiles à l'exercice de l'extension rurale, il ne faut pas seulement être agronome [...] il y a aussi tout une partie sociale, sociologie rurale, il y a aussi une matière

⁸³ Équipe régionale d'EMATER entretien du 20 Avril 2017 à L'Institut d'Assistance Technique et d'Extension Rurale de Mossoró. Ligne 178-186.

spécifique « extension rurale » qui est une discipline du cours de graduation auquel nous assistons. [...] ».

C'est à l'agent, en fonction de sa personnalité, d'adapter ses méthodologies en croisant les savoirs de l'ensemble des disciplines intégrées au développement rural, à travers des méthodes participatives au caractère constructif et humaniste.

À Mossoró, certains chercheurs de l'Université Fédérale du Semi-aride tentent de mettre en place de nouveaux noyaux de formation pour la recherche, l'enseignement et l'extension (notamment sur le thème de l'agroécologie) en partenariat avec le Conseil National de Développement Scientifique et Technologique (CNPq). Ces groupes de recherche proposent des formations et capacitations qui attirent des ONGs et OGs et aujourd'hui les techniciens d'EMATER. Vania Porto raconte :

« Lorsque nous avons mentionné l'existence de ces cours à la Direction d'EMATER nous avons l'opportunité d'ouvrir une seconde session, et nous l'avons faite pour des personnes d'EMATER et nous avons reçu beaucoup d'éloges, c'était très bien, ils ont vraiment aimé, ils nous ont même demandé de renouveler [...]. Presque quatre-vingt personnes de tout le Rio Grande do Norte de toutes les municipalités ont participé. [...] »⁸⁴. Pour cette professeure, les résultats de cette expérience de la part des techniciens d'EMATER est un franc succès.

Ainsi, pour Caporal et Ramos (2006), *« les défis sont lancés à tous. Pour nous, les extensionnistes, le principal défi est d'arriver à parler moins et écouter plus, apprendre à apprendre et à faciliter le processus d'apprentissage [...] »* (CAPORAL et RAMOS, 2006, p.20).

Certains extensionnistes comme Ana Valeria recherchent toujours l'actualisation de leurs connaissances pour répondre à la demande de la complexité du monde rural brésilien.

« Je recherche sans cesse à me mettre à jour sur les informations, critères et processus des politiques publiques tournées vers l'agriculture familiale, à travers les législations, manuels et orientations techniques de chaque programme exécuté, toujours basé sur la PNATER et nos principes agroécologiques. En outre, je dois et je recherche à me mettre à jour quant aux aspects techniques de production agricole et d'élevage à travers des livres, articles scientifiques, publications et bulletins techniques des organisations de recherche comme l'EMBRAPA et l'EMPARN⁸⁵ et les sites de confiance. Aussi, il est important de souligner l'importance de l'échange de connaissances et d'expériences entre collègues de travail et entre technicien et agriculteur qui enrichissent l'apprentissage continuellement » (Ana Valeria, 2017).

⁸⁴ Vania Christina Nascimento Porto entretien du 12 mai 2012 à l'Université Fédérale du Semi-Aride de Mossoró (UFERSA)

⁸⁵ Distinctement, l'Entreprise Brésilienne de Recherche Agricole et l'Entreprise de Recherche Agricole du Rio Grande do Norte.

Dans une perspective acteur-réseau, les propos d'Ana Valeria rappellent l'importance du travail des agences de recherche (EMBRAPA, EMPARN) et soulignent l'importance de la science dans la construction des modèles de développement puisqu'ils constituent le socle des connaissances dans lesquelles les extensionnistes vont puiser pour guider leurs actions dans le milieu rural.

3.2.2. Les arènes de concertation : instruments participatifs de coordination de l'action publique

Comme composante même du processus d'extension rurale, les arènes de discussion autour des politiques publiques (les réunions syndicales, CMDRS, forums etc.) sont d'autres instruments de concertation participatifs utilisés par les acteurs des politiques publiques pour créer des alliances au sein du réseau. Il est intéressant d'analyser la manière dont les différents acteurs agissent au sein de ces arènes délibératives et comment EMATER travaille avec les acteurs en présence, et comment il crée des alliances au service de la valorisation de l'agriculture familiale à l'intérieur de ces nouveaux espaces.

Les principaux forums de discussion que nous avons pu observer à l'échelle de la municipalité de Mossoró sont le Conseil Municipal de Développement Rural Durable (CMDRS), les réunions syndicales, ou encore les réunions de capacitation des bénéficiaires des programmes.

Au Brésil, le Conseil Municipal de Développement Rural Durable est une instance de concertation composée par des représentants des pouvoirs publics :

- élus locaux (préfet, secrétariat de l'agriculture municipal, maire)
- EMATER

Et de la société civile :

- syndicat da Lavoura
- associations communautaires
- représentant de l'Église
- coopératives agricoles

L'apparition du PRONAF sur la scène politique et la municipalisation de l'action publique dans le cadre de l'approche territoriale ont imposé la création des CMDRSs.

Au sens d'Abramovay (2001), « *les conseils municipaux sont des innovations institutionnelles et qui se structurent dans le but d'intégrer les représentants de la société civile et de l'État, notamment ces catégories et groupes sociaux qui auparavant étaient exclus des espaces publics institutionnels et du débat avec les représentants de l'État* ».

Cet organe délibératif créé par Loi municipale ou par Décret approuvé par les conseillers municipaux permet de mettre en lumière et de délibérer sur les problèmes rencontrés par les habitants des communautés rurales (amélioration de l'assistance technique, agriculture, appui à la réforme agraire, éducation et santé dans la zone rurale etc.).

« Dans cette composition des CMDRs on observe que la dispute pour le pouvoir est établie dans un espace de représentation d'intérêts et de pouvoirs divers, à partir du moment où le CMDRs est un espace d'interaction de différentes formes de pouvoir : le pouvoir politico-administratif du préfet, le pouvoir représentatif du Syndicat, le pouvoir technique d'EMATER, le pouvoir participatif des leaders locaux de l'agriculture familiale » (MOURA, 2007, p. 246).

Ce forum de discussion permanent est donc composé des représentants et institutions d'agriculteurs familiaux⁸⁶ qui agissent au niveau local. Ce lieu sert d'interface entre le gouvernement et la société civile. *« Cet espace de délibération démocratique est un dispositif de politique publique de coordination de l'action publique où les acteurs des trois ordres du social – l'ordre domestique, l'ordre économique, et l'ordre politique – ont leur place » (MARCHAND, 2005, p.26).* En effet, Marcos Barbosa affirme que *« ces Conseils deviennent une référence pour les travaux d'EMATER car il s'y présente un regroupement des agents publics et leaders directement impliqué dans le dialogue avec les agriculteurs, comme par exemple les représentants des associations communautaire, ONG, syndicats, secrétariat de l'Agriculture »*, mais aussi des agents pastoraux et des représentants des coopératives agricoles.

Aussi, EMATER utilise cet espace pour consolider ses alliances avec les représentants de l'agriculture familiale (coopératives, associations communautaires, syndicats des travailleurs ruraux).

À Mossoró, ces Conseils sont organisés dans les locaux du Syndicat⁸⁷ des travailleurs ruraux da Lavoura, qui est un espace représentatif de la conquête des agriculteurs familiaux. Dans l'exécution des travaux d'EMATER concernant les programmes, le syndicat est un partenaire important car il va favoriser, par la promotion et le rassemblement, la compréhension du travail d'EMATER auprès des agriculteurs ; par exemple tous les mois, la

⁸⁶Dans le document officiel de création des Conseils Municipaux de Développement Rural Durable, il est établi qu'au moins 50% des membres du Conseils doivent être des agriculteurs, sans quoi, la municipalité ne recevrait pas les ressources financières du PRONAF infrastructure (MA/SDR/PRONAF, 1996).

⁸⁷ **Le syndicat** rassemble tous les agriculteurs qui souhaitent être représentés par une institution mieux organisée et reconnue sur la scène politique ; le syndicat en effet est en contact direct avec les organes publics pour revendiquer la mise en place de politiques publiques qui visent au développement économique et social des agriculteurs.

FETARN⁸⁸ organise neuf réunions, une dans chaque pôle syndical⁸⁹ de tout l'État du Rio Grande do Norte ; ils y est discuté notamment l'organisation des politiques publiques et des programmes d'appui à l'agriculture familiale – la manière dont ces derniers sont exécutés, mobilisés, approuvés ou rejetés etc. ; « on discute du PRONAF, de la désappropriation⁹⁰, de toutes les questions qui défendent nos intérêts, on discute de cela avec les représentants des syndicats alors l'information arrive [jusqu'aux agriculteurs]⁹¹ ».

Les syndicats locaux qui participent à ces réunions ont pour mission de diffuser les informations dans les communautés. Ainsi, les syndicats participent au processus d'intéressement par leur fort pouvoir représentatif et par les liens structurels de leur organisation.

Enfin, des réunions participatives sont organisées dans les locaux d'EMATER. Le nombre de réunions ou d'activités organisées par mois dépend de la demande pour les programmes et projets. Ces demandes sont réglées conformément au « Plan Récolte⁹² » de chaque année qui va de juillet à juin. Elles permettent de discuter des conditions d'accession aux programmes que nous avons suivis, ensuite, le rôle du technicien, après adhésion des agriculteurs, est de les accompagner dans le programme qu'ils ont choisi.

Généralement, les agriculteurs qui se rendent au bureau arrivent déjà avec une demande à formuler, confie Marcos Barbosa, souvent ils souhaitent renouveler leur DAP, obtenir des informations techniques à propos d'une plante cultivée ou d'une production animale déterminée ou toute autre demande concernant les programmes et projets élaborés par le gouvernement (Marcos Barbosa, 2017). Au minimum 5 à 20 agriculteurs peuvent se présenter par jour, ainsi de 25 à 100 par semaine et de 100 à 400 par mois, poursuit

⁸⁸ La FETARN est la Fédération des Travailleurs de l'Agriculture de l'État du Rio Grande do Norte. Elle a aujourd'hui 70 ans d'existence et représente 140 syndicats des travailleurs agricoles sur les 167 municipalités de l'État du Rio Grande do Norte. Son rôle est de lutter pour la défense des agriculteurs familiaux et des *assentados* en revendiquant des politiques publiques d'appui à l'agriculture familiale.

⁸⁹ La municipalité de Mossoró fait partie du pôle syndicale de la Vale de Assu, qui réunit dix-sept syndicats.

⁹⁰ Dans l'histoire agraire du Brésil, la désappropriation concerne les « assentamentos », c'est-à-dire l'établissement d'agriculteurs sans terre sur des terres publiques ou des grands domaines "expropriés". Ce processus de désappropriation débute en 1985 dans le cadre du 1^{er} Plan National de Réforme Agraire de la Nouvelle République.

⁹¹ Manoel Cândido da Silva entretien du 19 juin 2017 au Syndicat des travailleurs ruraux da Lavoura de Mossoró. Lignes : 131-132.

⁹² « Pour produire, un agriculteur nécessite d'investir ou bénéficier de crédits ruraux, néanmoins le montant nécessaire pour investir n'est pas toujours disponible au début de chaque période de récolte. C'est pour cela qu'en 2003, le Gouvernement Fédérale crée le « Plano Safra » ou « Plan Récolte » visant à garantir un crédit nécessaire à l'agriculteur pour investir et financer la production. Lancé annuellement de juillet à juin de l'année suivante, le Plan est la principale source incitative pour le producteur rural brésilien : elle réunit un ensemble de politiques publiques qui englobe les services de l'Assistance Technique et d'Extension Rural, le crédit, l'assurance production, la garantie des prix, la commercialisation et l'organisation économique des familles résidentes du milieu rural » (BRASIL, SANTANDER, 2017). In.

<https://www.santandernegociosempresas.com.br>

l'extensionniste. Lorsqu'un programme est en cours, les visites qu'EMATER reçoit sont beaucoup plus fréquentes et peuvent largement dépasser 20 agriculteurs par jour, souhaitant établir leur cadastre ou obtenir des informations sur le programme.

« Pour ce « Plan-récolte » 2017/2018 qui inclue les lignes de crédit comme par exemple le PRONAF Semi-aride, cette semaine nous avons conclu le cadastre de plus de quarante agriculteurs familiaux dans le Programme Compra-direta pour 2018, alors la demande est bien là pour faire ces réunions au bureau ou dans les Communautés, qui varie entre deux à quatre par mois, sachant que la réunion est simplement une étape ensuite il y a le cadastre, l'élaboration du projet, l'exécution du programme... » (José Roberto, 2017).

Parallèlement, les agriculteurs peuvent à tout moment entrer en contact avec les techniciens ruraux pour évoquer l'orientation de leur activité agricole et les possibilités d'aide.

Cette nouvelle approche du développement rural tourné vers la participation serait donc le résultat de l'interaction entre des dynamiques locales productives et des dynamiques institutionnelles qui vont permettre à l'ensemble des acteurs de faire valoir leurs intérêts et d'élaborer ensemble l'orientation des politiques publiques en faveur des agriculteurs familiaux. EMATER se saisit des structures de concertation qui deviennent un dispositif d'intéressement au service des agents pour créer ou renforcer ses alliances. Ces rencontres de travail entre les acteurs permettent le renforcement des alliances et la coordination des divers programmes et projets autour d'EMATER.

Parmi les programmes mis en place, le PRONAF reste le plus emblématique de la conquête des acteurs de l'agriculture familiale. Nous avons choisi de nous y intéresser ici en tant qu'instrument d'assistance financière en montrant l'instrumentalisation faite par EMATER ainsi que les liens entre les acteurs du réseau autour de cette politique publique innovante.

3.2.3. Le PRONAF B /Agroamigo comme instrument d'assistance financière mis en place dans le pôle rural pour le renforcement de l'agriculture familiale

Depuis sa création, en 1996, le PRONAF s'est consolidé au fil des années pour devenir l'élément phare de la politique d'appui à l'agriculture familiale dans le milieu rural brésilien. Rappelons que ce dispositif fédéral donne aux agriculteurs l'accès à des prêts à taux bonifié pour des dépenses agricoles et des investissements. À la différence des prêts standards, ceux du PRONAF sont attribués selon des procédures bureaucratiques allégées, chaque demande devant s'accompagner d'un plan de financement approuvé par un technicien

du réseau de vulgarisation, des syndicats ou des banques, à déposer auprès d'une agence bancaire.

Notre analyse de l'outil financier a révélé deux niveaux d'intéressement : à la fois les caractéristiques de l'instrument lui-même, qui permettent aux agriculteurs d'avoir accès au crédit suite à des années d'exclusion du système bancaire ; mais également le rôle du technicien agricole et des agents bancaires qui portent la politique jusque dans les communautés rurales pour sensibiliser les agriculteurs à l'outil financier.

En tant qu'instrument d'assistance financière, le crédit rural a été d'une importance capitale dans la modernisation de l'agriculture et de la production agricole. Dans les sociétés inégalitaires comme au Brésil, à partir des années 1990, les gouvernements se sont attelés plus fermement à réduire la pauvreté et les inégalités sociales, facteurs limitant pour la croissance économique. Le PRONAF fait partie de ces expériences innovantes, dans laquelle le crédit devient « l'un des moteurs de la croissance économique » (ABRAMOVAY, PIKETTY, 2005).

Les banques sont les acteurs principaux de la mise en œuvre du programme puisque c'est par elles que transitent les lignes de crédit établies par le gouvernement brésilien et les ressources financières allouées. La mise en place du PRONAF a conforté le rôle des banques commerciales d'État au Brésil – dont la principale est la Banque du Brésil ⁹³ – qui ont « permis d'ouvrir une médiation financière pour ce programme pour lequel les banques privées n'avaient que peu d'intérêt » (*Id.* p. 27). Les auteurs poursuivent, « la particularité du cas brésilien réside dans la formalisation du système par l'intermédiaire d'une banque commerciale d'État, la Banque du Brésil, laquelle a une remarquable capillarité, appartient à l'État mais est régie selon les règles bancaires des banques commerciales. »

Dans la mise en place de cet instrument, le gouvernement brésilien a mis en place pour l'agriculture familiale un niveau de bonification des taux d'intérêt en fonction des revenus des bénéficiaires cibles : « les taux d'intérêt sont modulés entre 1% et 7,25% en 2010 et les sommes plafonnées selon le niveau de revenu des demandeurs » (ROUX, 2012) de manière à toucher les agriculteurs familiaux et ce jusqu'à la population rurales les plus pauvres. Une telle mesure a de fait intéressé une part importante de l'agriculture familiale brésilienne d'autant que le budget mis à disposition du PRONAF augmentait, pour culminer avec le

⁹³ « Les autres étant : la Caixa Econômica Federal (une banque tournée vers des population à bas revenus mais virtuellement absente de l'agriculture), les deux banques régionales (celle du Nord-Est, Banco do Nordeste do Brasil et celle d'Amazonie, Banco da Amazônia) et la grande banque nationale d'investissement, Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e Social » (ABRAMOVAY, PIKETTY, 2005, p.27).

gouvernement du président Lula. Lors des deux mandats du président Lula Da Silva (2003-2011), on constate une augmentation du nombre de contrats signés et de la valeur totale des crédits. Le président a augmenté la part du budget alloué au financement du PRONAF et « *en 2012, 2,25 millions de contrats ont été signés dans le cadre du PRONAF pour un volume de financement de près de 20 milliards de Reais (6,4 milliards d'euros). Les ressources en crédit attribuées aux exploitations familiales via le PRONAF ont été multipliées par 4 de 1999 à 2013 pour culminer à 800 millions de dollars US (soit 604 millions d'euros environ)* » (FAYSSE N, BONNAL P. et SABOURIN E., 2016, p.8).

Un autre facteur lié au programme qui sans nul doute a impacté la participation des bénéficiaires est la diversification des lignes de crédits (PRONAF A, A/C, B et V).⁹⁴

Pour notre étude, nous nous sommes intéressée au « PRONAF B » compte tenu de la situation économique (faible revenu) des agriculteurs que nous avons rencontré qui s'inscrivaient tous dans cette catégorie.

Enfin, à partir de 2003, les types de crédits octroyés par le PRONAF se diversifient pour prendre davantage en compte la diversité des situations de l'agriculture familiale. Ainsi, onze modalités différentes sont créées : PRONAF Femme, PRONAF Jeune, PRONAF Semi-aride, PRONAF Agro-industrie, PRONAF Agro-écologie, PRONAF Pêche, PRONAF Forêt, PRONAF Petit Élevage, PRONAF Tourisme, PRONAF Machines et équipement, PRONAF Réforme agraire.

Afin que la politique de crédit PRONAF ne soit pas détournée par des acteurs ne faisant pas partie de la catégorie agriculture familiale, une structure organisationnelle a été mise en place, régie par un ensemble de critères discriminants qui doivent être satisfait pour avoir accès au crédit. Selon Abramovay et Piketty, cet ordre tentait d'éviter « *l'appropriation des bénéfices de la politique par des couches sociales qui n'en avaient pas le besoin : le médecin, l'avocat l'ingénieur de province qui avait une exploitation devait être clairement séparé de l'agriculteur familial. Il était donc nécessaire de définir légalement le public du Pronaf* » (ABRAMOVAY, PIKETTY, 2005, p.27).

Pour bénéficier du programme, les agriculteurs familiaux doivent obéir à plusieurs critères et fournir une documentation spécifique :

- Déclaration d'Aptitude au PRONAF (DAP) valide ;
- Budget, plan ou projet simplifié élaboré par une entreprise d'assistance technique (EMATER par exemple) ;
- Document d'identité ;

⁹⁴ Cf. annexe n°4

- CPF– cadastre de personne physique ;
- Un certificat de mariage, pour les personnes concernées ;
- Les documents des biens immobiliers.

Les agents bancaires eux aussi mettent en place des dispositifs d'intéressement qui vont favoriser l'adhésion des agriculteurs familiaux qui contractent un crédit de type PRONAF B avec la méthodologie *Agroamigo*.

Pour la mise en place du Programme *Agroamigo*, un agent de microcrédit rural et une équipe administrative de la banque du Nordeste sont en charge de répondre, au sein de chaque communauté, aux demandes des agriculteurs qui souhaitent s'insérer dans le programme. Afin de rendre le programme compréhensible aux bénéficiaires potentiels, les agents organisent des réunions informatives dans ces communautés rurales, dans les municipalités, à EMATER, ou au syndicat. Les banques proposent ainsi un crédit « orienté et accompagné » : les agents ont pour mission d'expliquer les procédures aux agriculteurs de manière claire, de les accompagner à chaque étape du financement et de préciser les orientations spécifiques des financements qui seront alloués.

« C'est un réel bénéfice pour eux car aujourd'hui la banque du Nordeste propose des lignes de crédit directement tournées vers les agriculteurs familiaux et de ce fait, le travail de l'agent de microcrédit est important dans ce sens. Nous allons dans les communautés en apportant déjà les formulaires, la documentation, pour éviter les dépenses à des personnes qui n'ont déjà presque rien⁹⁵ ».

L'agent de microcrédit sert donc d'intermédiaire entre la Banque et la communauté, mais pour répondre de manière pertinente aux demandes et nécessités des agriculteurs familiaux, la banque a mis en place un dispositif de sélection des agents de microcrédit très pointu. José Nobre agent de microcrédit pour la banque du Nordeste explique :

« Nous sommes entraînés pour cela, pour travailler avec ces personnes qui n'ont pas de formation, qui ne savent pas lire, ou lorsqu'elles ne peuvent pas signer, il y a un système digital [...] la manière dont nous salariés sommes embauchés...Lors de l'entretien l'agent passe par sept étapes pour être admis. Cinq dans les bureaux et deux sur le terrain. [...] Tous les agents passent cet entraînement, quinze jours à Fortaleza, juste pour être préparés ».

Cette préparation dont parle José Nobre consiste à identifier si le candidat possède cette sensibilité, cette ouverture d'esprit pour se confronter à la diversité des profils des

⁹⁵ José Nobre agent de microcrédit à la Banque du Nordeste entretien du 29 avril 2017. Lignes : 96-98 ; l.192-194 ; l. 198-199.

différentes familles du milieu rural nordestin. Aujourd'hui, les institutions d'enseignement tentent de plus en plus d'intégrer dans leur formation ces étapes d'entraînement à la fois hors et sur le terrain ; elles permettent de confronter le futur agent à la réalité du quotidien sur lequel il devra agir.

En plus d'apporter une assistance technique et une extension rurale directement aux agriculteurs familiaux, les agents d'EMATER travaillent également avec les agents bancaires de la banque du Nordeste ; les techniciens de l'Institut ont su sensibiliser les banques sur l'importance de la procédure qui concerne la Déclaration d'Aptitude au PRONAF, puisqu'elle est essentielle pour bénéficier du crédit rural, c'est pourquoi les agents de microcrédit font très souvent appel à EMATER pour participer aux réunions organisées dans les communautés dans lesquelles le programme Agroamigo est discuté au même titre que la nécessité pour les agriculteurs de bien comprendre comment obtenir la DAP. José Roberto soutient cela : « Pour le PRONAF B Agroamigo par exemple, à dire vrai ce sont les agents de crédit qui organisent les réunions, EMATER y participe au sujet du critère DAP⁹⁶. »

Dans le cas de l'application du PRONAF B (hors méthodologie du Agroamigo), c'est EMATER, intermédiaire entre les agriculteurs et les banques qui vient apporter conseil et accompagnement dans la constitution des dossiers de demande de financement des projets des agriculteurs. « *L'EMATER-RN, au-delà d'être un agent émetteur du document principal pour bénéficiaire du PRONAF, la DAP, aussi elle fait l'articulation entre l'agriculteur et l'agent financier en élaborant les demandes de crédit et en apportant l'assistance technique nécessaire aux activités financières* » (Ana Valeria, 2017).

Suite à l'élaboration du projet avec l'agriculteur, le technicien peut envoyer lui-même le projet à la Banque du Nordeste ou à la Banque du Brésil. Par la suite, il va pouvoir travailler avec la Banque sur l'affinement du dossier bancaire. Ainsi, EMATER apporte un service à l'agriculteur à travers ce partenariat avec les banques, ce qui fortifie également sa légitimité de porte-parole des agriculteurs auprès des banques ; ainsi, la mobilisation se fait autour d'EMATER.

« Alors si par exemple au sein d'une communauté quelques agriculteurs sont intéressés et voudraient bénéficier du PRONAF, avant toute chose ils doivent posséder la DAP qui les encadre juridiquement dans la catégorie « DAP B », et pour cela, c'est EMATER qui est en charge. Elle

⁹⁶À Mossoró, actuellement, et suite aux délibérations du Conseil Municipal de Développement Rural Durable (CMDRS), la délivrance de la Déclaration d'Aptitude au PRONAF doit être effectuée par l'Institut d'Assistance Technique et d'Extension Rurale (EMATER). Le syndicat des travailleurs agricoles da Lavoura serait lui aussi apte à octroyer le document, mais, pour des questions politiques et de mise en place de procédures sans intervenants externes, il a été décidé que cette fonction revenait aux techniciens d'EMATER

exécute sa tâche à travers une réunion technique organisée sur le terrain où les techniciens apportent avec eux la connaissance, les informations sur quels sont les critères indispensables pour faire partie de la DAP B. Pour cela l'extensionniste apporte le matériel et les informations sur ces exigences, ces critères, mais nous abordons aussi la manière dont le programme évalue leur niveau économique, nous construisons leur composition de revenu annuel afin de pouvoir vérifier si ce revenu les placent bien dans les critères de la DAP B qui en parlant de valeur est de 20 000 réais. Nous construisons leur « profil économique » et cela s'effectue dans le cadre d'une réunion technique, avec une méthodologie spécifique qui explique quels sont les critères et la manière dont l'accompagnement s'effectue, et comment sont fait les éléments pour s'insérer dans la DAP B » (José Roberto, 2017).

La méthode d'application du programme a un impact déterminant dans la réussite de son implantation dans le milieu rural. Cette approche est essentielle au bon développement d'un financement spécifique destiné à assurer un niveau de production en concordance avec les éléments dont l'agriculteur familial a l'expérience et qu'ainsi il adhère en toute confiance. (José Roberto, 2017).

« Cette semaine par exemple, je suis en train de réaliser le projet d'un agriculteur dans l'assentamento de Senhor Baptista. Il possède déjà une petite excavation pour former ce que l'on nomme « barrilha », un petit barrage de terre. Pourquoi veut-il faire ça ? Et bien pour pouvoir avoir de l'eau pour satisfaire les besoins d'un petit troupeau de chèvres et de moutons et quelques porcs. Le projet que j'élabore pour lui fait partie du PRONAF semi-aride qui est principalement à destination de notre région ici. De conversation en conversation, nous avons élaboré un projet pour agrandir, construire un abreuvoir pour les moutons et en même temps agrandir ces barrages. Alors dans ce sens, lorsque l'agriculteur familial a accès au PRONAF, la méthode à adopter pour ne pas qu'il se sente frustrer – déjà que sa situation économique est très délicate – il faut que cela se construise sur des actions et des éléments dont il a déjà la connaissance technique au quotidien. Ainsi, j'aborde spécifiquement ce projet confiant et certain que ce barrage va agrandir et améliorer ce que l'agriculteur a déjà lui-même mis au point. La mise en œuvre du PRONAF doit s'inscrire dans cette trajectoire d'approche qui améliore ce que l'agriculteur produit déjà à l'intérieur dans le cadre d'une expérience qu'il a déjà vécue. Pour le PRONAF, le technicien de l'extension rural possède l'autonomie, la liberté, de construire avec l'agriculteur un projet qui va tenter d'apporter le moins de frustration possible et pour cela la meilleure issue c'est qu'il l'élabore le projet à partir des connaissances qu'il a déjà du minimum des bases de la production » (José Roberto, 2017).

En d'autres termes, et pour relier les propos de José Roberto à la problématique qui nous intéresse, il apparaît essentiel à l'appropriation des programmes, tel que le PRONAF, d'impliquer le bénéficiaire à chaque étape de l'élaboration du projet de financement, mais surtout de construire les projets sur base des connaissances et habitudes des agriculteurs

familiaux : s'appuyer sur ces connaissances spécifiques au milieu rural garantit davantage le succès des projets et stimule de manière continue l'intérêt des petits producteurs.

On constate au sein du pôle rural Alagoinha que de nombreux agriculteurs ont pu bénéficier d'un crédit grâce au PRONAF. La mobilisation concrète du programme atteste d'un intéressement réussi de la part des agents

Dans ce pôle, les orientations spécifiques des financements ont concerné des investissements immobiliers (construction de bâtiments agricoles, silo), l'achat de matériels agricoles et d'aliments (clôtures, rations), de véhicules (camions, tracteurs).

« Il y a deux ans j'ai fait un emprunt à la Banque à travers le PRONAF B, j'ai moi-même décidé de faire cet emprunt pour pouvoir acheter deux vaches pour la ferme. Cet emprunt nous a également aidés à payer nos dettes et améliorer nos conditions de vie au quotidien. Je me suis renseigné auprès de la banque et j'ai rencontré un agent bancaire qui m'a lu l'ensemble du contrat en m'expliquant les différentes modalités. Je n'ai pas rencontré de difficulté à comprendre les critères du contrat, mais la bureaucratie liée aux formalités bancaires de l'investissement est selon moi la principale cause des défauts de paiement. (Agriculteur Francisco Silveira, 2017).

Fernanda Maria da Silva elle aussi a bénéficié du PRONAF B :

« Lorsque je me suis installée à nouveau chez mes parents et que j'ai commencé mon petit élevage de volaille j'ai fait un projet pour bénéficier du PRONAF mais il n'a pas été approuvé par la banque car je n'étais pas en mesure de leur fournir des garanties suffisantes de revenu, je crois que c'était ça que l'homme m'a dit... Je venais de commencer alors tu comprends je n'avais pas grand-chose encore ! Il y a quelques mois j'ai refait une demande de financement pour pouvoir acheter des aliments pour mes volailles, du matériel pour les enclos pour pas que mes bêtes s'échappent la nuit ou se fassent manger par les chiens des voisins ; ça arrive souvent ça, l'autre jour à Dona Lucia qui s'est fait manger près de 10 poules durant la nuit, elle dit que c'est le chien du voisin tu vois... Alors j'ai acheté du grillage et du fil de fer, du bois aussi pour construire des perchoirs pour mes animaux ». (Dona Fernanda Maria da Silva, 2017).

Senhor Zezinho lui a contracté un crédit PRONAF (Agroamigo) pour acheter des moutons et constituer un troupeau, aussi, du matériel pour construire l'enclos nécessaire.

Ces exemples montrent que l'intéressement d'EMATER a réussi et ces agriculteurs sont désormais intégrés dans le programme. Pour EMATER il représentent alors des « *pronafricanos* » et leur identité est momentanément stabilisée.

L'ensemble de ces éléments nous a permis de construire le réseau sociotechnique suivant. Il montre les principaux acteurs impliqués dans la mise en œuvre des politiques publiques (PRONAF B/Agroamigo, PAA). Les alliances qui s'établissent entre les acteurs mettent en circulation un flux d'instruments qui participent aux processus d'intéressement

autour de l'appropriation des politiques publiques.

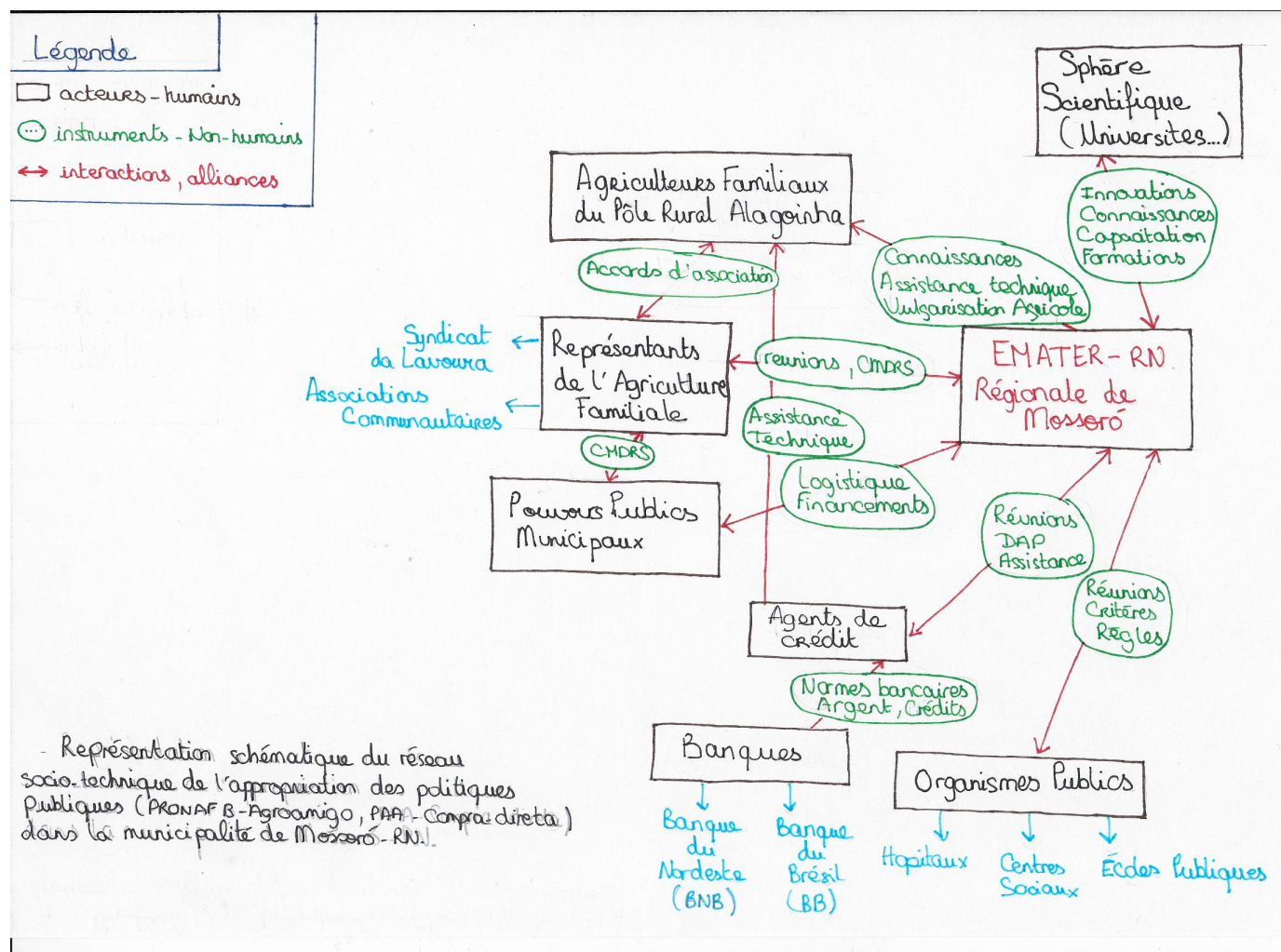


Figure 6 Représentation schématique du réseau sociotechnique de l'appropriation des politiques publiques. Source : auteure

3.3. Entraves au processus d'enrôlement : les prémisses d'une dissidence des agriculteurs familiaux

Les dispositifs d'intéressement mis en place par EMATER pour faire adhérer les acteurs autour du problème de l'attribution des aides ne débouchent pas nécessairement sur des alliances. Tout au long du processus, EMATER négocie, persuade et retravaille son argumentation pour s'adapter à la réalité des agriculteurs. Cette phase « désigne le mécanisme par lequel un rôle est défini et attribué à un acteur qui l'accepte. Parler d'enrôlement signifie que l'intéressement est réussi [...] Décrire l'enrôlement c'est donc décrire l'ensemble des négociations multilatérales, des coups de force ou des ruses qui accompagnent l'intéressement et lui permettent d'aboutir » (CALLON M., 1986, p.189). Ces négociations viennent répondre à des points de blocage rencontrés lors du processus d'intéressement.

Pour la problématique qui nous intéresse, nous comprenons à l'analyse du réseau que les acteurs dont le soutien et l'engagement sont nécessaires ne sont pas seulement les agriculteurs et EMATER mais aussi les banques, les syndicats, les communautés et les élus locaux. De tous ces acteurs nous avons évalué l'intéressement autour de la traduction des programmes d'aide à l'agriculture familiale, et ce qui nous préoccupe ici c'est l'enrôlement spécifique des agriculteurs.

Intéresser les agriculteurs, c'est les convaincre que l'attribution des aides à travers les programmes et projets gouvernementaux va permettre l'amélioration de leurs conditions de vie et de leurs activités agricoles. Néanmoins, les agriculteurs sont aux prises avec diverses contraintes.

L'analyse des controverses dans le cadre ANT devrait nous permettre de comprendre comment les agriculteurs, pour s'approprier cette traduction, devront eux-mêmes ajuster leurs objectifs et essayer de dépasser leurs contraintes propres ; pour cela, nous allons aussi voir comment EMATER tente de « négocier » avec ces obstacles.

3.3.1. Des instruments d'action controversés : entre besoins et contraintes des agriculteurs familiaux

« L'adoption d'une innovation [...] passe par une série de décisions qui dépendent du contexte particulier dans lequel elle s'insère. L'évaluation des défauts et des avantages d'une innovation est tout entière entre les mains des utilisateurs : elle dépend de leurs attentes, de leurs intérêts, des problèmes qu'ils se posent » (AKRICH, CALLON, LATOUR, 2009, p. 18).

Dans l'ensemble des groupes qui constituent le réseau, les agriculteurs sont les bénéficiaires de l'objet « aide » dont nous suivons le processus d'attribution. Nous avons déjà évoqué la diversité des membres de ce groupe et ce que nous cherchons à saisir ce sont les constantes dans le processus singulier d'appropriation à la fois avec ses difficultés et ses motivations.

Ici le processus d'enrôlement doit donc bien passer par une explicitation de ces programmes pour que les agriculteurs ajustent leurs attentes aux propositions d'investissement et de développement qui leur sont proposées. Nous avons vu par l'analyse du réseau que c'était là tout le travail de traducteur d'EMATER, des syndicats et des banques. Dans le pôle Alagoinha, le technicien d'EMATER par son discours ne peut modifier le contenu des politiques publiques mais seulement pointer les nouvelles possibilités qui seront rendues possibles par la mobilisation des dits programmes pour répondre aux besoins des agriculteurs en adaptant sa méthodologie à la réalité des unités familiales.

Car même si ce sont des programmes et des projets qui sont en partie construits à partir des remontées des syndicats et des communautés ils restent des programmes fédéraux parfois très technocratiques.

Mais cette traduction va toucher des agriculteurs pris dans de multiples contraintes : traduction qui, quelle que soit l'intelligence du traducteur, va être confrontée à des contraintes qui déjouent l'objectif premier de simple explicitation des programmes et des projets pour des objectifs partagés.

Les agriculteurs pour s'approprier cette traduction devront donc eux-mêmes ajuster leurs objectifs aux propositions apportées par EMATER ; ajustement qui va au-delà des compétences d'EMATER puisqu'il touche à des constructions sociales anciennes et ancrées dans leur identité même.

- **Poids des processus administratifs**

En considérant les entités non-humaines, on repère dans la problématique d'attribution des aides que les programmes et projets insèrent dans le réseau de nombreuses règles, critères et normes qui vont faire obstacle à la stratégie d'EMATER, mais aussi des banques pour enrôler les agriculteurs.

À ce sujet la controverse surgit dans la définition de l'identité propre des agriculteurs imposée par les critères administratifs de catégorisation de l'agriculteur familial.

Senhor Zezinho bataille actuellement avec le syndicat pour que son fils obtienne la DAP pour accéder à une ligne de crédit et s'insérer dans le programme *Compra-direta*.

« Je ne sais pas pourquoi, mais nous sommes agriculteurs, il y a toutes les preuves mais je ne comprends toujours pas... parce que dans mon cas, moi qui suis né et ai grandi ici j'ai fait la même chose avec mes enfants. Et là au syndicat ils savent très bien tout ça. Je reste sans comprendre ce « truc » et après on passe à côté des choses [il veut dire les programmes et projets] ⁹⁷ ». Au-delà du fait d'intégrer le programme ou pas, l'agriculteur interroge lui-même son identité d'agriculteur familial. En effet, les familles d'agriculteurs familiaux pour la plupart vivent de cette activité et sont implantées dans la communauté depuis des générations ; néanmoins, le fonctionnement administratif remet en cause cette identité marquée par de nombreuses années d'existence en exigeant de nombreux documents – parfois perdus ou même inexistants (propriété foncière) – attestant de leur situation ou en imposant des critères qui excluent de ce statut une part des agriculteurs traditionnellement et historiquement reconnus comme agriculteurs familiaux. Si pour l'État cette ségrégation s'opère sans autre justification, l'identité même de ces agriculteurs est bafouée.

⁹⁷ Jose Pereira da Silva –surnommé Senhor Zezinho entretien du 23 mai 2017 dans la Communauté du Coqueiro. Lignes : 69-70.

« La bureaucratie il y en a trop, ils exigent énormément, même si la personne habite ici, ils exigent trop, ma fille, documents, preuves de je ne sais pas quoi, je ne sais pas quoi !⁹⁸ » (Dona Luciana, 2017).

Beaucoup sont dans l'impossibilité de fournir la documentation nécessaire pour répondre aux exigences des processus d'attribution des aides : *« Moi j'ai de la chance, j'ai mes factures d'électricité dont ils ont besoin pour la domiciliation, mais il y en a d'autres qui vivent ici depuis longtemps mais ils n'ont pas les documents, et d'autres qui ne sortent pas d'ici pour courir après les choses [aides], en aucun cas ! Parce que c'est difficile lorsque tu y vas ils exigent trop de choses⁹⁹ ».*

Ici encore Dona Luciana affirme son identité en s'opposant aux catégories administratives sur lesquelles est basée l'attribution des aides. Mais les critères administratifs n'ont-ils pas comme nécessité gestionnaire, précisément de catégoriser pour pouvoir limiter le nombre des bénéficiaires ?

Concernant les opportunités de financement proposées par le PRONAF et le programme Agroamigo, force est de constater que le système bancaire est toujours inadapté à la situation économique précaire de nombreux petits producteurs du pôle rural. Afin de contracter un emprunt, les banques exigent plusieurs gages de sûreté visant à garantir le recouvrement du prêt : garanties que bien souvent l'agriculteur n'est pas en mesure de fournir. Il y a quelques mois, Senhor Audeci et son épouse Dona Célia ont souhaité faire un emprunt à travers le PRONAF B afin d'acquérir un camion pour transporter leur production. Pour cet achat, l'analyste de la banque du Brésil exige que Senhor Audeci présente une personne garante qui possède un bien immobilier ou un véhicule d'une valeur d'au moins la moitié du camion que Senhor Audeci souhaite acquérir et jusqu'à présent le couple n'a pas trouvé de garant.

« Ce sont ces critères absurdes imposés par les banques qui rendent difficile la vie de l'agriculteur familial [...] ainsi que l'accès aux financements possibles des projets¹⁰⁰ » dit Marcos Barbosa. De nombreux agriculteurs ne souhaitent pas s'insérer dans les programmes de crédit puisqu'ils ont peur de devoir de l'argent et de ne pas pouvoir rembourser leur prêt, crainte exacerbée par la sécheresse qui dure et qui rend la quantité du rendement incertain. *« J'ai peur tu sais, si je ne parviens pas à payer ils disent qu'ils vont prendre mes terres, et qu'elles restent hypothéquées jusqu'au remboursement... »* s'inquiète Dona Luciana (l. 58).

⁹⁸ Dona Luciana entretien du 22 mai 2017 dans la communauté de Bom Destino. Lignes 46-47.

⁹⁹ Dona Luciana entretien du 22 mai 2017 dans la communauté de Bom Destino. Lignes : 47-50.

¹⁰⁰ Entretien avec Marcos Romulado Barbosa

Selon l'agent responsable du pôle Alagoinha « *cette bureaucratie est inévitable, dans bien des cas elle implique les critères et les normes des projets mêmes auxquels l'agriculteur doit répondre, comme il doit ajuster ses conditions de production, ses coutumes... Elle exige une documentation parfois coûteuse à obtenir pour l'agriculteur : c'est pourquoi il lui faut du temps pour acquérir les ressources nécessaires au paiement de ces documents. Comme c'est inévitable, nous techniciens tentons de présenter, à travers des exemples vécus, les agriculteurs qui s'en sortent bien avec ces projets en montrant qu'ils ont également dû passer par ces exigences administratives, indispensables pour bénéficier de ces programmes qui ont amélioré leurs conditions de vie. Malheureusement, comme la bureaucratie est inévitable, le technicien d'EMATER doit toujours encourager la détermination et la patience de l'agriculteur afin qu'il n'abandonne pas son projet, car cela vaut la peine*¹⁰¹ ».

L'agriculteur et président de la FETARN Manoel Cândido da Silva est un bon exemple de persévérance que les agents d'EMATER tentent d'insuffler : « *j'ai des difficultés comme n'importe quel autre, la banque exige ceci, exige cela pour faire mon emprunt ; comme garantie je dois hypothéquer ma parcelle [...] je vais devoir séparer la surface de la maison de celle du lot comme garantie de financement, je vais dépenser onze mille cinquante réais pour cela mais il n'y a pas d'autre moyen, je dois le faire. Alors oui je vais rencontrer des difficultés pour obtenir ces 11050 réais mais sinon on ne fait rien. Il y en a qui disent « non ça, ça ne vaut rien », mais aujourd'hui ils n'ont rien. [...] c'est un rituel très délicat. C'est très compliqué, mais pour faire cette dépense j'ai d'abord été à la banque, j'ai appelé un technicien qui est en train de faire mon projet, tout doit être « ok » pour faire les choses*¹⁰²».

- **La promotion du lien social et des interactions entre les agriculteurs**

Ce qui dans le réseau pourrait permettre de restaurer cette identité d'agriculteur familial, c'est l'ensemble des liens, des interactions sociales et sociotechniques qui vont mettre les agriculteurs dans un autre mouvement, qui va peut-être leur permettre de dépasser toutes les contraintes humaines. Et peu à peu le groupe lui-même va se construire une identité de ces nouvelles relations.

Une des modalités d'enrôlement du technicien agricole que nous avons suivi consiste à valoriser les liens sociaux et les interactions entre les agriculteurs des communautés du pôle rural Alagoinha et les encourager à les consolider afin de mettre en place des dynamiques d'entraide à travers l'organisation en groupes productifs. Le technicien développe tout un argumentaire à ce sujet auprès des agriculteurs « *l'organisation en groupes de production est très importante lorsqu'il s'agit de l'agriculture familiale. Elle permet de renforcer le pouvoir*

¹⁰¹ Entretien avec Marcos Romulado Barbosa

¹⁰² Manoel Cândido da Silva entretien du 19 juin 2017 au Syndicat des travailleurs ruraux da Lavoura de Mossoró. Lignes : 142-150 ; 153-154.

*de négociation du commerce par l'augmentation du volume de production [...] ces agriculteurs organisés en groupes formels peuvent négocier un volume d'acquisition de moyens de production, de matériels et d'équipements à un prix moins élevé. C'est pourquoi nous soulignons sans cesse l'importance de la coopération et de l'association entre les agriculteurs, [qu'elle soit formelle ou informelle]. Certains parlent de ce désir de s'associer et c'est d'ailleurs le meilleur moyen d'accès à de plus grand marchés pour vendre leurs produits*¹⁰³». Le discours visant à inciter les agriculteurs à s'organiser entre eux est aussi un intéressement auprès des associations communautaires qui vont voir le nombre de leurs membres augmenter.

EMATER présente d'ailleurs les modalités des trois programmes que nous étudions et qui peuvent bénéficier aux associations de producteurs : dans le cadre du PRONAF et du programme Agroamigo, la ligne de crédit du PRONAF B offre des financements pour les projets collectifs et pour participer au programme *Compra-direta* les agriculteurs peuvent s'associer pour fournir les quantités demandées en cette période de sécheresse en mettant en commun leurs récoltes.

Au sein de la communauté Coqueiro, nous avons senti que cette question de l'entraide et de l'organisation entre les agriculteurs était très développée :

« La particularité de cette communauté set qu'elle a toujours favorisé l'organisation de réunions, le contact entre les familles. Les familles qui en font parties sont d'anciennes familles traditionnelles, il y a une tradition de cohabitation entre les familles pour qu'elles restent ici ».

Les agriculteurs de la communauté du Coqueiro sont plus enclins à l'organisation et la participation aux réunions, conscients qu'elles peuvent réellement améliorer la situation de chacun. L'enrôlement est réussi puisqu'EMATER a su intéresser les agriculteurs en leur montrant l'importance de l'attribution des aides et comment les dynamiques d'organisation sont un outil pour mieux les saisir.

Mais au sein du pôle Alagoinha, des liens aussi forts entre les familles ne sont pas le fait de toutes les communautés, et dans la plupart, les familles sont plus réticentes à se rencontrer : dans la communauté du Sénégal, Dona Neidinha et son mari affirment ne pas connaître leurs voisins, Dona Luciana dans la Communauté de Bom Destino ajoute : *« non, ici il n'y a pas ça [elle parle d'entraide entre voisins] ; mais c'est bien comme ça, les gens vont à la rencontre d'EMATER ».*

¹⁰³ Entretien avec Marcos Romualdo Barbosa

Nous pouvons faire l'hypothèse que ce passé traditionnel d'entraide entre les familles se serait perdu dans certaines communautés pendant les années d'exode rural vers le sud du pays. Les agriculteurs qui sont revenus dans le Nordeste auraient donc perdu ces habitudes d'entraide communautaire.

« Mais dans les assentamentos les liens et interactions entre les familles restent plus développés, et ont favorisé une appropriation plus avancée que chez les agriculteurs familiaux individuels et les communautés traditionnelles : plusieurs facteurs viennent expliquer cet écart. Certains éléments favorisent au moins l'accès à l'information, l'adhésion et bien souvent l'appropriation des politiques publiques et projets des assentados en plus grand nombre par rapport aux agriculteurs familiaux individuels des communautés traditionnelles. La forme des organisations communautaires des assentamentos en *agrovilas*¹⁰⁴ est caractérisée par le rassemblement des familles qui sont proches géographiquement. Cette structure facilite la réalisation de réunions, les mobilisations et les activités en groupe : donc l'accès à l'information, l'adhésion et la participation. Par ailleurs, ces assentamentos sont subordonnés en termes fonciers, économiques et de contrôle social à l'INCRA¹⁰⁵, les populations peuvent donc engager un conseiller technique pour l'assentamento qui sera financé par l'INCRA¹⁰⁶ ».

- **Individualisme : entrave à l'intéressement porté par EMATER**

Les efforts d'EMATER pour enrôler les agriculteurs en leur démontrant l'importance des programmes et projets se traduisent par un argumentaire en faveur de la coopération pour en faciliter la compréhension et l'accès. Cependant, l'individualisme des agriculteurs par rapport à la production est un point d'entrave au processus de coopération. *Nous touchons là « une question culturelle et historique, pas seulement dans le pôle Alagoinha, mais aussi dans tout le Nordeste et le Brésil où prévalent compétition et individualisme quand il est question de production et de commercialisation*¹⁰⁷ ». Cette absence d'organisation s'explique par plusieurs facteurs internes et externes. La plupart des agriculteurs familiaux ont toujours un faible degré d'accès à l'information sur leurs droits malgré les efforts développés par EMATER ; l'État n'offre pas de moyens pour faciliter la coopération et l'association. La bureaucratie et les coûts élevés des registres et documents des coopératives dissuadent les agriculteurs. D'un autre côté, ce qui concerne directement la production est toujours sous la contrainte des conditions climatiques difficiles. La vulnérabilité de cette production paradoxalement n'engage pas les

¹⁰⁴ Agrovilla : habitation sociale proche de la ville, intermédiaire entre l'habitat rural et urbain. Cette organisation territoriale favorise le maintien des populations dans les zones rurales autour d'une activité agricole de petite échelle.

¹⁰⁶ Entretien avec Marcos Romualdo Barbosa

¹⁰⁷ Entretien avec Marcos Romulado Barbosa

agriculteurs à s'associer. Dans le pôle Alagoinha par exemple, une minorité d'agriculteurs se sont associés en coopératives de production : « *chacun est individualiste vis-à-vis de la production communautaire* » (Senhor Zezinho, l.36) note Senhor Zezinho de la Communauté du Coqueiro en parlant des autres communautés.

- **Les moyens d'EMATER**

Comme nous l'avons vu précédemment, l'assistance technique et l'extension rurale proposées par EMATER favorisent l'apprentissage et l'appropriation des programmes. Cependant, aujourd'hui l'Institut rencontre de grandes difficultés dans l'exécution de ses missions, difficultés qui peuvent entraver le fonctionnement de tout le réseau, à la fois dans son objectif de traduction et dans ses objectifs techniques.

« *EMATER é outra coisa hoje – « aujourd'hui Emater n'est plus ce qu'il c'était »¹⁰⁸*, affirme Senhor Zezinho, agriculteur familial et ancien agent agricole à EMATER.

De l'avis des techniciens, les moyens techniques et humains et les infrastructures dont EMATER dispose aujourd'hui pour exécuter les charges qui lui incombent ne sont pas suffisants pour répondre de manière optimale à la demande des agriculteurs ; selon les recommandations du Ministère du Développement Agraire, l'extension rurale doit idéalement offrir au minimum un technicien pour cent familles pour répondre à la demande des agriculteurs. De la part des institutions qui représentent les agriculteurs, comme le syndicat des travailleurs ruraux, il y a toujours une revendication de mise en place de concours publics (pour engager des techniciens) pour satisfaire cette demande. Pour les techniciens, aujourd'hui il est impossible de pratiquer une extension rurale de manière individuelle pour chaque famille, à cet égard, les programmes et projets visent à répondre de manière collective aux demandes des familles.

Dans le pôle rural Alagoinha, un seul technicien est chargé de prendre en charge les 639 familles qui y résident ; « EMATER n'a pas « les jambes suffisantes¹⁰⁹ » pour accompagner les agriculteurs. De plus, du fait des réductions budgétaires allouées par le gouvernement à l'Institut, les techniciens ne disposent plus que de deux véhicules pour six techniciens pour se rendre sur le terrain. Si l'on reprend la théorie de Callon, on pourrait dire que l'enrôlement du gouvernement fédéral est ambigu, il n'est pas encore stabilisé puisqu'il

¹⁰⁸ Jose Pereira da Silva –surnommé Senhor Zezinho entretien du 23 mai 2017 dans la Communauté du Coqueiro. Lignes : 47.

¹⁰⁹ José Nobre utilise cette expression lors de l'entretien : « EMATER n'a pas « as pernas suficientes » pour accompagner les agriculteurs. (José Nobre agent de microcrédit à la Banque du Nordeste entretien du 29 avril 2017. Ligne 103.

ne s'implique que faiblement pour favoriser le travail de l'Institut d'Assistance Technique et d'Extension Rural.

Malgré les difficultés rencontrées par EMATER, comme traducteur, les agriculteurs enrôlés ne remettent pas en question la légitimité de ce porte-parole et continuent de considérer EMATER comme l'organe public auprès duquel ils trouvent les réponses à leurs problèmes.

- **La sécheresse : obstacle impossible à maîtriser**

La sécheresse est peut-être l'objet non-humain qui contrecarre les processus continus d'intéressement des agriculteurs aux programmes que nous avons présentés. Si nous l'évoquons ici c'est que son action est impossible à maîtriser mais que ses conséquences peuvent être en partie atténuées, sinon corrigées, par l'application de techniques spécifiques telles que l'approvisionnement en eau et l'irrigation. EMATER porte à ce sujet des programmes spécifiques de « cohabitation avec le semi-aride¹¹⁰ » orientés autour de la problématique du manque d'eau dans la région tels que le projet « *segunda agua* » et « *barragens subterrâneas*¹¹¹ ». Ces applications ne concernent pas les programmes que nous avons étudiés, d'autres programmes cependant assurent un appui à leur développement. Ce que nous voulons préciser ici, c'est la nécessité de relier l'ensemble des programmes concernant le développement rural parce que les agriculteurs savent que la sécheresse peut détruire tous leurs efforts de production. À travers les programmes, ils ne cherchent pas une action directement efficace sur les effets de la sécheresse ; mais dans les entretiens cette préoccupation est toujours présente quand elle ne va pas jusqu'à entraîner leur défection ; cette défection va concerner évidemment les plus faibles et les plus démunis ; seuls les mieux armés socialement, économiquement et les mieux formés vont savoir affronter la dureté climatique et dépasser un certain fatalisme. Nous en avons eu la preuve sur le terrain : Manoel Cândido da Silva, agriculteur familial sur une vaste propriété a perdu tous ces anacardiens à cause de l'absence de pluie cette année « mais si je suis ici [à Mossoró] aujourd'hui c'est pour faire un emprunt à la banque du Nordeste de 65 000 réai,s pour récupérer tous mes anacardiens que j'ai perdus [...] avec ces années de sécheresse tous mes arbres sont morts et maintenant je tente de racheter des pieds pour les planter à nouveau, cela pour l'année prochaine, si il pleut » (*Manoel Cândido*, l. 136-142).

Dona Luciana, propriétaire d'un plus petit domaine et qui fait actuellement face à des difficultés financières, est plus fataliste face à la rudesse de la sécheresse de ces dernières

¹¹⁰ Du portugais « *convivencia com os semi-arido* »

¹¹¹ Respectivement « Seconde eau » et « barrages souterrains »

années : « cet hiver a été plus ou moins bon, mais tout cela reste de la volonté de Dieu, lui seul sait ce que nous méritons. Je suis satisfaite j'ai au moins pu donner à boire à mes bêtes... » (*Dona Luciana, l. 108-109*).

Besoins qui peuvent être comblés par des aides financières et techniques
Formations appuis sur les techniques d'agriculture et d'élevage
Acquisition de cheptel et d'aliments pour le bétail
Bâtiments, équipements et matériels
Accès à l'eau
Main d'œuvre

Tableau 2 : Identification des besoins des agriculteurs.

Contraintes à dépasser propres aux agriculteurs
Individualisme et isolement
Pauvreté culturelle
Défaut de formation
Manque de reconnaissance identitaire
Structure familiale
Sécheresse

Tableau 3 : Identification des contraintes des agriculteurs.

Les contraintes et besoins des agriculteurs que nous avons mis en évidence lors de nos entretiens (repris dans les tableaux ci-dessus) peuvent être responsables de résistances face aux instruments d'action public établis pour le milieu rural. Ces résistances entravent le mécanisme d'appropriation qui rend difficile à la fois le travail d'EMATER et les conditions de vie des agriculteurs.

3.3.2. Résistance aux instruments et difficultés d'appropriation

S'il y a intéressement et enrôlement réussis, un bon fonctionnement nécessite une véritable appropriation de ces programmes et projets par les agriculteurs familiaux.

En situation de controverse des manifestations remettent en cause, discutent, négocient ou bafouent la représentativité du porte-parole (CALLON, 1986), elles détournent les acteurs du point de passage obligé qui leur avait été imposé. Ces controverses sont

analysées par Lascoumes comme des « *résistances* » qui viennent paralyser les dynamiques d'appropriation (LE BOURHIS J-P, LASCOUMES P., 2011, p.9).

Dans la perspective qui nous intéresse, qui est celle de l'appropriation des programmes par les agriculteurs, ce que vont permettre d'interroger les controverses c'est, au-delà de l'objectif de l'attribution des aides, le sens plus profond – conscient ou non – pour les agriculteurs de la « nécessité de leur apporter de l'aide ». La représentation de cet enjeu peut être remise en cause par la population ciblée qui « résiste » à l'introduction de l'instrument dans leurs pratiques et qui questionne le rôle des agents agricoles en charge de la mise en œuvre et de l'exécution des programmes d'appui. (*Id.* p.9).

Dans le pôle Alagoinha, il ne s'agit pas d'une résistance violente, d'une opposition frontale mais d'un constat que la force des contraintes auxquelles certains agriculteurs doivent faire face pour s'approprier les programmes et projets proposés est parfois telle que nombre d'entre eux abandonnent et de fait entrent en défection par rapport au réseau. Cette défection des agriculteurs a fait l'objet d'un de nos questionnements. Selon EMATER, plusieurs facteurs expliquent cela : au Brésil et plus spécifiquement dans la région Nordeste, les organisations collectives d'agriculteurs sont encore fragiles et encore peu avancées dans leurs actions et représentativité ; à cela plusieurs raisons. L'historique même de décennies d'absence de mesures incitatives (incitations fiscales, économiques, sociales et politiques de la part de l'État brésilien) a fait naître chez les agriculteurs familiaux l'opinion selon laquelle les institutions et leurs représentants ne fonctionnaient pas et ne prenaient pas en compte leurs revendications, leurs désirs ; ainsi, beaucoup d'agriculteurs familiaux ont tendance à penser que les associations qui les représentent agissent de la même façon, ce qui les conduit à les discréditer et à ne pas s'appuyer sur elles. Dona Luciana affirme d'ailleurs ne plus savoir en qui avoir confiance : « *c'est vraiment difficile, on ne sait même plus en qui avoir confiance [...] Si nous bénéficions de l'aide du gouvernement ce serait vraiment très bien, mais le gouvernement ne fait rien pour personne, vraiment rien. Si le gouvernement aidait EMATER aussi... tout le monde ensemble, le gouvernement fédéral, l'État, la municipalité aussi ce serait tellement bien parce l'on ne peut pas travailler et obtenir un petit peu d'aide* ¹¹² ».

Cette façon de penser des agriculteurs familiaux est bien ancrée, si bien que même les actions d'EMATER, des ONG, des syndicats et pastorales liées à l'Eglise dans la mise en œuvre des politiques publiques en faveur de l'agriculture familiale, ne sont pas toujours considérées comme porteuses de changement d'évolution possible des conditions socio-économiques des familles.

¹¹² Dona Luciana entretien du 22 mai 2017 dans la communauté de Bom Destino. Lignes : 107 ; 86-89.

Cette dernière décennie jusqu'en 2015, l'application et l'exécution des politiques publiques en faveur de l'agriculture familiale sont restées d'une grande instabilité politique qui les rend vulnérables et fragilise davantage leur crédibilité et la confiance des agriculteurs familiaux envers les institutions publiques. Ainsi les agriculteurs les moins insérés dans le tissu économique ne participent souvent pas aux programmes de financement et de commercialisation. Dans la Communauté Arisco, Senhor Asis ne participe à aucun programme gouvernemental ; lorsque nous l'interrogeons il manifeste un désintérêt pour ces programmes et il n'en a d'ailleurs pas entendu parler. Cet agriculteur de soixante-dix ans a toujours travaillé ainsi, sans autre aide qu'une assurance en cas de perte des récoltes lors des périodes de sécheresse prolongée, et il le dit « *eu nunca procurei* », « *je n'ai jamais cherché à obtenir d'aide, je vis dans l'attente de la pluie envoyée par Dieu, dans la santé et les bonnes dispositions* ». Cette passivité du Senhor Asis on la retrouve chez d'autres agriculteurs qui vivent en marge des centres urbains, des principaux réseaux de commercialisation et ne s'impliquent dans aucun réseau d'agriculteurs. Pour Manoel Cândido, président de la FETARN, les travailleurs qui participent à la vie des syndicats, qui vont durablement aux réunions, ont accès aux informations, cependant beaucoup ne viennent pas, ils en entendent parler mais n'en ressentent pas l'intérêt.

« *Je ne me suis jamais intéressée à ce genre de chose avant mais depuis peu je suis de plus en plus impliquée... à vrai dire je ne me suis même jamais vraiment posé la question du pourquoi, c'est comme ça si on veut s'en sortir je crois ; mon compagnon lui savait ce genre de truc là mieux que moi mais...* » (Fernanda Maria Da Silva, 2017).

Ce manque d'accès à l'information peut aussi être expliqué par l'impossibilité du technicien d'EMATER de répondre aux demandes et nécessités des 639 familles du pôle rural, et que malgré ses efforts pour tenter d'englober l'ensemble des agriculteurs familiaux d'un même espace, nous avons bien vu que cette opération n'était pas viable et rendue difficile par le manque de moyens et d'infrastructures à leur disposition. « *Pour ce faire il faudrait qu'ils disposent des conditions de sortir, de visiter les familles, elles devraient être consultées, ça devrait être ainsi mais malheureusement généralement EMATER n'a pas l'infrastructure nécessaire pour faire de cette manière en fonction de la demande* » précise Manoel Cândido.

Constatons ici que si l'agriculteur lui-même n'a pas les moyens de se déplacer ou ne ressent pas d'intérêt de rechercher un agent d'EMATER, il ne peut alors pas adhérer à la traduction d'EMATER, il entre alors, souvent malgré lui, en dissidence par rapport au réseau sociotechnique.

Certains agents d'ONG évoquent d'ailleurs leur mission dans l'érosion de ces résistances comme en témoigne les paroles de Vania Nascimento, ancienne membre de l'ONG Visão Mundial, qui connaît bien la réalité de certaines familles rurales, font d'ailleurs échos à nos propos : « *Tu vois, c'est très complexe ! Parce que malheureusement la plupart du temps la famille n'a pas le profil, tu imagines 300 familles, c'est vraiment beaucoup parfois, parfois la famille ne voit pas l'intérêt. Parfois elles n'ont aucune ressource financière, je pense aux personnes qui sont réellement en dessous de la l'échelle de pauvreté, et ces personnes elles ont une estime d'elles-mêmes très basse, et parfois le technicien ne sait pas, il n'a pas la sensibilité de les convier, de faire participer ces personnes qui ont honte, enfin il y a de nombreux facteurs qui peuvent expliquer un tel résultat. Lorsqu'il y a un seul technicien pour 300 familles, ce qui d'ailleurs n'est pas viable, mais que seulement 30 apparaissent, soit 10% du total, c'est vraiment très peu. Beaucoup d'autres facteurs sont évoqués que nous ne pouvons pas accepter : « c'est parce que le peuple est paresseux, c'est parce que le peuple ne veut rien... » Non ce n'est pas ça. Les gens, et moi-même, j'ai la certitude que beaucoup, avec l'expérience que j'ai, quand on les sensibilise, lorsque l'on arrive à transmettre, on fait un travail brillant. Mais ce n'est pas facile parce que l'être humain est très complexe¹¹³. »*

¹¹³ Vania Christina Nascimento Porto entretien du 12 mai 2012 à l'Université Fédérale du Semi-Aride de Mossoró (UFERSA). Lignes : 158-167.

Conclusions

L'agriculture familiale au Brésil a fait l'objet au cours des dernières décennies d'une nouvelle reconnaissance notamment par la mise en place par les gouvernements successifs de politiques publiques spécifiques.

Il existe déjà de nombreuses évaluations des différents dispositifs de politiques agricoles. Ces évaluations développent généralement une analyse classique des politiques publiques mises en place par l'État en s'attachant à en décrire la réussite ou l'échec comme s'il s'agissait d'un programme strict et rationnel ; mais « *il ne s'agit pas d'un commandement, d'un ordre qui aurait vocation à être transmis et exécuté sans la moindre interférence et entraînant mécaniquement la mobilisation de tous les acteurs concernés*¹¹⁴ ». Au contraire, la mise en œuvre des politiques publiques montre les nombreuses négociations nécessaires entre les interprètes responsables de l'application de l'action publique et ses bénéficiaires. En sociologie de l'action publique, la question des comportements des bénéficiaires et de leurs rapports aux programmes supposés orienter leurs comportements est un sujet encore peu développé. À partir de ce constat, il nous a semblé intéressant de mener notre analyse autour de l'antenne régionale de l'Institut d'Assistance Technique et d'Extension Rural dans l'État du Rio Grande do Norte au Brésil et de son rôle d'intermédiaire entre l'action publique du gouvernement et les agriculteurs qui reçoivent les programmes et projets d'appui à l'agriculture familiale. Notre analyse met alors en évidence les dynamiques d'appropriation au sein du pôle rural Alagoinha de cette région de Mossoró. Nous nous sommes alors demandé :

Comment cet organisme de vulgarisation agricole – EMATER-RN – contribue-t-il, en interaction avec les acteurs exogènes aux communautés rurales, au processus d'appropriation des politiques publiques par les agriculteurs familiaux du pôle rural Alagoinha ?

Notre étude montre la place et le rôle central de l'EMATER dans la mise en mouvement du réseau d'acteurs concernés par la mise en œuvre des politiques publiques à l'échelle du territoire. Elle porte aussi sur le processus par lequel un accord se fait entre les acteurs pour leur permettre de s'engager dans un programme commun, mais qu'ils doivent s'approprier individuellement.

Pour ce faire nous nous sommes appuyés sur l'approche de la sociologie de la traduction (Callon) et les apports de la sociologie de l'action publique (Lascoumes). Il nous a fallu

¹¹⁴ LASCOUMES P. et LE GALES P. (2012). *Sociologie de l'action publique. (2e édition)*, Édition : Armand Colin, coll. « 128 », p.20

mettre en lumière le réseau formé d'un ensemble d'acteurs pour comprendre comment les bénéficiaires finaux que sont les agriculteurs familiaux parvenaient à rentrer dans cette dynamique. C'est-à-dire de répondre à la question de comment l'ensemble des dispositifs d'intéressement, essentiellement mis en place par EMATER, ont permis de conforter des alliances pour convaincre les agriculteurs de leur intérêt à être partie prenante des programmes et projets gouvernementaux.

À l'échelle de la municipalité de Mossoró – RN, nous avons mis en évidence trois instruments mobilisés par EMATER-RN qui sous-tendent son processus d'intéressement auprès des acteurs locaux impliqués dans la mise en œuvre du PRONAF B/ et Agroamigo et du Programmes d'Acquisition d'Aliments/*Compra-direta* (pouvoirs publics, représentants de l'agriculture familiale, institutions publiques, agences bancaires, agriculteurs familiaux...).

Ainsi :

- le processus d'extension rurale et ses nouvelles méthodes participatives permettent aux techniciens agricoles d'EMATER-RN d'être au plus proche de la réalité des agriculteurs familiaux pour traduire leurs besoins et identifier leurs contraintes. Cette proximité leur permet de construire avec les agriculteurs familiaux les orientations des programmes et projets dont ils sont les bénéficiaires ;
 - les nouveaux espaces de participation (CMDRS, réunions, visites) permettent aux techniciens d'établir et de maintenir le dialogue avec les autres acteurs locaux responsables de la mise en œuvre des programmes gouvernementaux. Ces espaces sont alors l'occasion de créer des alliances permettant de faciliter l'exécution de l'action publique dans le pôle rural ;
 - le PRONAF - mis en œuvre par les techniciens agricoles en collaboration avec les agents bancaires - traduit la reconnaissance du statut de l'agriculteur familial.
- L'accompagnement mis en place autour de cette politique publique spécifique permet de renforcer la confiance des agriculteurs envers les agents d'EMATER-RN.

Nous avons démontré que chacun de ces instruments est important dans les relations qu'entretiennent les agents d'EMATER avec les agriculteurs.

- **Limites du travail**

Dans le cas étudié, le programme est prédéfini par la politique, il est donc indispensable d'adapter le programme pour permettre de réaliser l'intéressement et l'enrôlement ; il était donc nécessaire de prendre en compte le fait que les acteurs dont le soutien et l'engagement sont nécessaires ne sont pas seulement les agriculteurs mais aussi le syndicat, les banques, les institutions publiques.

Le fait que notre étude ne présente qu'un échantillon limité d'agriculteurs s'explique par la difficulté à trouver des producteurs prêts à se mobiliser pour nos entretiens et par leur réticence à accueillir l'intérêt que l'on porte à leur situation, du fait de décennies de marginalisation. Nous ne prétendons donc pas établir un cadre général applicable à l'ensemble des zones rurales du Brésil, mais plutôt mettre en lumière les problématiques d'un espace particulier qu'est celui du pôle rural Alagoinha de la municipalité de Mossoró. Néanmoins, les techniciens d'EMATER affirment que tous les pôles ruraux de la région de Mossoró présentent des caractéristiques similaires et que leurs habitants rencontrent souvent les mêmes difficultés en termes économiques et sociaux.

Nous avons pu confirmer sur le terrain le caractère mouvant de cette classification socio-économique dite agriculture familiale alors que les critères qui la définissent sont au centre de l'identification des bénéficiaires : les acteurs agriculteurs ont parfois du mal à se reconnaître ou à se voir exclus de cette catégorie ; notamment parce qu'historiquement leur identité leur paraissait claire et que, lors de la mise en place des programmes, l'intervention de l'État dans cette catégorisation leur donne l'impression de se voir retirer une identité qui leur paraissait constitutive de leur statut d'agriculteur. Le terrain étudié nous a permis de mettre en lumière l'importance de cette reconnaissance dans leur mouvement d'appropriation des programmes et projets.

- **Un réseau de mise en œuvre de politiques publiques d'appui à l'agriculture familiale**

Au cours de ce travail nous avons pu construire le réseau de mise en œuvre des programmes et projets d'appui à l'agriculture familiale. Nous avons essayé de dégager les enjeux importants que sont les intérêts et engagements de chacun des acteurs exogènes dans le processus d'intéressement des agriculteurs. Nous avons abordé les forces mais aussi les imperfections de ce réseau : nous avons pu relever son bon fonctionnement généré par le bon positionnement de chacun des acteurs. Nous avons pu identifier que les acteurs comme EMATER – que nous avons donc identifié comme le traducteur principal, syndicat, associations communautaires, banques... ne sont jamais en concurrence mais très complémentaires : chacun intervient dans son domaine de compétence, tout en restant toujours en lien avec les autres – même s'il est nécessaire qu'ils redéfinissent leur place en permanence vis-à-vis des agriculteurs. Le défaut principal viendrait plus de l'ambiguïté de ces politiques construites sans réelle participation des structures locales, ce qui rend le rôle du traducteur ardu. En dehors des autres difficultés liées au manque de moyens (infrastructures, isolement, objets techniques...), un axe d'amélioration du fonctionnement serait de mieux prendre en compte la structuration sociale des bénéficiaires dans son ensemble. La

multiplicité des acteurs est complexifiée par l'implication, même marginale, des élus locaux et de la préfecture qui laisse les agriculteurs dans l'incertitude quant à la réelle volonté de voir soutenue la petite agriculture familiale. Cependant tous les acteurs qui participent au réseau ont, eux, un réel souci de voir aboutir l'attribution des aides.

- **Retour sur l'appropriation : un processus dynamique d'interprétation.**

Une appropriation réussie ne peut passer que par la mise en tension de tous les aspects humains, non-humain, sociaux, culturels, technico-économiques de la vie d'un agriculteur familial du Nordeste. Ainsi la spécificité climatique de cette région, son caractère semi-aride, la spécificité des structures agricoles liée à l'histoire agricole - héritées notamment de son passé colonial, les tensions plus récentes entre l'agro-industrie et l'agriculture familiale, font que l'application des programmes gouvernementaux d'appui à l'agriculture familiale nécessite dans sa mise en œuvre des démarches d'intéressement et d'enrôlement spécifiques des acteurs, pour reprendre le cadre d'analyse de Callon. Nous avons cherché à analyser ces démarches d'intéressement et d'enrôlement afin d'être en mesure de comprendre comment elles peuvent aboutir à une réelle appropriation de ces programmes par les agriculteurs familiaux. Nous avons utilisé le terme d'appropriation pour rendre compte de façon plus globale des processus d'engagement des individus.

Nous avons pu montrer que l'appropriation par les agriculteurs familiaux des programmes et projets était un processus complexe qui met en jeu toutes les valences de l'identité sociale et culturelle des bénéficiaires. Cette démarche d'appropriation part de leur identité même d'agriculteurs et passe par l'histoire agricole de la région, les structures sociales plus ou moins efficaces selon les groupes et les communautés, les savoirs et les techniques individuelles de chacun, leurs failles personnelles. Toutes choses qui obligent les bénéficiaires à effectuer un travail qu'on peut considérer être aussi un travail de « traduction » personnelle de leur propre histoire : travail qui consiste en une relecture de tout ce qu'ils portent, de tout ce que se tisse et s'est tissé entre les éléments du groupe, mais aussi une réflexion permanente sur ce qui se construit avec les acteurs exogènes du réseau. La difficulté de ce travail propre à chacun est un point de blocage de l'efficacité du réseau parce que sans ce travail, les programmes sont probablement trop déconnectés des véritables enjeux sociaux et personnels.

Cette analyse peut bien sûr s'appliquer à d'autres régions confrontées à des problèmes de développement ; mais c'est à partir de la prise en compte des spécificités du semi-aride brésilien et de notre expérience de terrain que nous avons pu lors de cette étude montrer qu'au-delà des stratégies et des dispositifs d'intéressement, lorsque l'approche ANT est complétée par la notion d'appropriation selon Lascoumes, nous pouvions mieux saisir toute

la part immaîtrisable des comportements des acteurs-agriculteurs et en tenir compte dans l'applicabilité des politiques publiques d'appui à l'agriculture familiale.

ANNEXE 1 : LOI N°11.326 DU 24 JUIN 2006 DE L'AGRICULTURE FAMILIALE



**Presidência da República
Casa Civil
Subchefia para Assuntos Jurídicos**

LEI N° 11.326, DE 24 DE JULHO DE 2006.

Regulamento

Estabelece as diretrizes para a formulação da Política Nacional da Agricultura Familiar e Empreendimentos Familiares Rurais.

O PRESIDENTE DA REPÚBLICA Faço saber que o Congresso Nacional decreta e eu sanciono a seguinte Lei:

Art. 1º Esta Lei estabelece os conceitos, princípios e instrumentos destinados à formulação das políticas públicas direcionadas à Agricultura Familiar e Empreendimentos Familiares Rurais.

Art. 2º A formulação, gestão e execução da Política Nacional da Agricultura Familiar e Empreendimentos Familiares Rurais serão articuladas, em todas as fases de sua formulação e implementação, com a política agrícola, na forma da lei, e com as políticas voltadas para a reforma agrária.

Art. 3º Para os efeitos desta Lei, considera-se agricultor familiar e empreendedor familiar rural aquele que pratica atividades no meio rural, atendendo, simultaneamente, aos seguintes requisitos:

I - não detenha, a qualquer título, área maior do que 4 (quatro) módulos fiscais;

II - utilize predominantemente mão-de-obra da própria família nas atividades econômicas do seu estabelecimento ou empreendimento;

~~III - tenha renda familiar predominantemente originada de atividades econômicas vinculadas ao próprio estabelecimento ou empreendimento;~~

III - tenha percentual mínimo da renda familiar originada de atividades econômicas do seu estabelecimento ou empreendimento, na forma definida pelo Poder Executivo; [\(Redação dada pela Lei nº 12.512, de 2011\)](#)

IV - dirija seu estabelecimento ou empreendimento com sua família.

§ 1º O disposto no inciso I do caput deste artigo não se aplica quando se tratar de condomínio rural ou outras formas coletivas de propriedade, desde que a fração ideal por proprietário não ultrapasse 4 (quatro) módulos fiscais.

§ 2º São também beneficiários desta Lei:

I - silvicultores que atendam simultaneamente a todos os requisitos de que trata o caput deste artigo, cultivem florestas nativas ou exóticas e que promovam o manejo sustentável daqueles ambientes;

II - aqüicultores que atendam simultaneamente a todos os requisitos de que trata o caput deste artigo e explorem reservatórios hídricos com superfície total de até 2ha (dois hectares) ou ocupem até 500m³ (quinhentos metros cúbicos) de água, quando a exploração se efetivar em tanques-rede;

III - extrativistas que atendam simultaneamente aos requisitos previstos nos incisos II, III e IV do caput deste artigo e exerçam essa atividade artesanalmente no meio rural, excluídos os garimpeiros e fiscoiros;

IV - pescadores que atendam simultaneamente aos requisitos previstos nos incisos I, II, III e IV do caput deste artigo e exerçam a atividade pesqueira artesanalmente.

V - povos indígenas que atendam simultaneamente aos requisitos previstos nos incisos II, III e IV do caput do art. 3º; [\(Incluído pela Lei nº 12.512, de 2011\)](#)

VI - integrantes de comunidades remanescentes de quilombos rurais e demais povos e comunidades tradicionais que atendam simultaneamente aos incisos II, III e IV do caput do art. 3º. [\(Incluído pela Lei nº 12.512, de 2011\)](#)

ANEXE 2 : DECRET N°1.946 DU 28 JUN 1996 DU PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'AGRICULTURE FAMILIALE (PRONAF)



Presidência da República Subchefia para Assuntos Jurídicos

DECRETO N° 1.946, DE 28 DE JUNHO DE 1996

[Revogado pelo Decreto nº 3.200, de 1999](#)

[\(Vide\)](#)

Cria o Programa Nacional de Fortalecimento da Agricultura Familiar - PRONAF, e dá outras providências.

O PRESIDENTE DA REPÚBLICA, no uso da atribuição que lhe confere art. 84 inciso VI, da Constituição,

DECRETA:

Art. 1º Fica criado o Programa Nacional de Fortalecimento da Agricultura Familiar - PRONAF, com a finalidade de promover o desenvolvimento sustentável do segmento rural constituído pelos agricultores familiares, de modo a propiciar-lhes o aumento da capacidade produtiva, a geração de empregos e a melhoria de renda.

Art. 2º O PRONAF assenta-se na estratégia da parceria entre os Governos Municipais, Estaduais e Federal, a iniciativa privada e os agricultores familiares e suas organizações.

§ 1º A aplicação de recursos do Governo Federal no PRONAF requer a adesão voluntária dos Estados, dos Municípios, da iniciativa privada e dos agricultores familiares às normas operacionais do Programa e à efetivação de suas contrapartidas.

§ 2º As ações do Programa orientar-se-ão pelas seguintes diretrizes:

a) melhorar a qualidade de vida no segmento da agricultura familiar, mediante promoção do desenvolvimento rural de forma sustentada, aumento de sua capacidade produtiva e abertura de novas oportunidades de emprego e renda,

b) proporcionar o aprimoramento das tecnologias empregadas, mediante estímulos à pesquisa, desenvolvimento e difusão de técnicas adequadas à agricultura familiar, com vistas ao aumento da produtividade do trabalho agrícola, conjugado com a proteção do meio ambiente;

c) fomentar o aprimoramento profissional do agricultor familiar, proporcionando-lhe novos padrões tecnológicos e gerenciais;

d) adequar e implantar a infra-estrutura física e social necessária ao melhor desempenho produtivo dos agricultores familiares, fortalecendo os serviços de apoio à implementação de seus projetos, à obtenção de financiamento em volume suficiente e oportuno dentro do calendário agrícola e o seu acesso e permanência no mercado, em condições competitivas;

e) atuar em função das demandas estabelecidas nos níveis municipal, estadual e federal pelos agricultores familiares e suas organizações;

f) agilizar os processos administrativos, de modo a permitir que os benefícios proporcionados pelo Programa sejam rapidamente absorvidos pelos agricultores familiares e suas organizações;

g) buscar a participação dos agricultores familiares e de seus representantes nas decisões e iniciativas do Programa;

h) promover parcerias entre os poderes públicos e o setor privado para o desenvolvimento das ações previstas, como forma de se obter apoio e fomentar processos autenticamente participativos e descentralizados;

i) estimular e potencializar as experiências de desenvolvimento, que estejam sendo executadas pelos agricultores familiares e suas organizações, nas áreas de educação, formação, pesquisas e produção, entre outras.

Art. 3º Caberá ao Ministério da Agricultura e do Abastecimento a coordenação do PRONAF, competindo-lhe, especialmente:

I - promover gestões e apoiar a reorganização institucional que se fizer necessária junto aos órgãos federais que atuem no setor, bem como junto aos Governos Estaduais e Municipais, visando o reajustamento das políticas

ANNEXE 3 : DECLARATION D'APTITUDE AU PRONAF (DAP)

Declaração de Aptidão ao Pronaf	Ministério do Desenvolvimento Agrário	Secretaria da Agricultura Familiar	Programa Nacional de Fortalecimento da Agricultura Familiar
1ª via - Agricultor Familiar. 2ª via - Emitente			SDW0430169524912502140807
I - Cadastro do(a) Agricultor(a) Familiar			
a) Identificação do(a) Agricultor(a) Familiar			
1º Titular da DAP: EDILBERTO TORQUATO DA SILVA			
1.CPF: 430.169.524-91 3.Sexo: Masculino 5.Apelido: 7.RG: 647663 9.NIS: 11.Escolaridade: Alfabetizado	2.Nome: EDILBERTO TORQUATO DA SILVA 4.Nome da Mãe: ANA TORQUATO DA SILVA 6.Dt de Nasc.: 15/04/1963 8.UF de Emissão do RG: RN 10.Naturalidade: Mossoró - RN		
2º Titular da DAP: MARIA LÚCIA ALEXANDRE DA SILVA			
12.CPF: 430.172.404-44 14.Sexo: Feminino 16.Apelido: LUCIANA 18.RG: 975090 20.NIS: 00.000.00000-0 22.Escolaridade: 2º Grau completo	13.Nome: MARIA LÚCIA ALEXANDRE DA SILVA 15.Nome da Mãe: DAMIANA VICENTE DA SILVA 17.Dt de Nasc.: 23/10/1964 19. UF de Emissão do RG: RN 21.Naturalidade: Mossoró - RN		
Dados da Família			
23.Nº de pessoas da família residentes no estabelecimento: 2 25.Regime de Casamento: Comunhão universal de bens 27.Endereço: SÍTIO BOM DESTINO Nº: 18 29.CEP: 59600001	24.Estado Civil: Casado 26.Local de Residência: Estabelecimento rural 28.Município: Mossoró - RN Bairro: ZONA RURAL		
b) Características Sócio-Econômicas do(a) Agricultor(a) Familiar			
1.Organização(ões) Social(is) a(s) qual(is) pertença: Associação 3.Atividades Principais: Agricultor/a 5.Área menor ou igual a 4 módulos fiscais: Sim	2.Condição(ões) de posse e uso da terra: Proprietário/a Rural 4.Área do Estabelecimento: 36,00 ha		
6.Composição do Valor bruto da Produção Anual do Estabelecimento Familiar (considerar os últimos doze meses, a contar da data do preenchimento da DAP): RES. (C.M.N.: 373)			
Renda do estabelecimento		Renda fora do estabelecimento	
Agropecuária Estimada: R\$ <input type="text" value="101.500,00"/> Não Agropecuária Estimada: R\$ <input type="text" value="0"/> Total: R\$ <input type="text" value="101.500,00"/> Renda de Enquadramento: R\$ <input type="text" value="111.500,00"/>	Total Auferida: R\$ <input type="text" value="20.000,00"/> Desconto: R\$ <input type="text" value="10.000,00"/> Total com desconto: R\$ <input type="text" value="10.000,00"/> % da Renda do Estabelecimento: R\$ <input type="text" value="89,42"/>		
7.Força de trabalho familiar:			
7.1. Número de membros da unidade familiar e agregados que desenvolvem atividades geradoras de renda no estabelecimento <input type="text" value="2"/> 7.2. Número de empregados permanentes contratados: <input type="text" value="0"/> 7.3. Há permanência de força de trabalho familiar? <input type="text" value="Sim"/>			
II - Informações Complementares			
Imóveis Rurais Sobre o imóvel principal:	1.Nº de imóveis explorados: 1 2.Denominação do imóvel: SÍTIO BOM DESTINO 3.Localização do imóvel: DISTANTE A18 KM DA SEDE DO MU	4.Área do estabelecimento: 36,00 hectares 5.É proprietário do imóvel principal? Sim 6.Nome ou razão social do proprietário: 7.CPF/CNPJ do Proprietário:	
III - Declaração do(a) Beneficiário(a)			
Declaro, sob as penas da lei (art. 299 do código Penal), que os dados acima correspondem à verdade.			
Local: _____ Data: ____/____/____ Assinatura: _____ Local: _____ Data: ____/____/____ Assinatura: _____	<div style="display: flex; justify-content: space-around;"> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 100px; margin: 5px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 100px; margin: 5px;"></div> </div> Polegar direito 1 Polegar direito 2		
IV - Atestado da Entidade Credenciada pelo MDA			
Atesto que o(s) titular(es) acima identificado(s) atende(m) aos critérios definidos na Manual de Crédito Rural para enquadramento como beneficiário(a) (s) do Crédito Rural ao amparo do Pronaf no Grupo V. Grupo Final: V			
Instituição: CNPJ 08.281.073/0001-00	Entidade emissora	Representante: CPF 105.523.068-86	
Local	Data	Assinatura	
DAPWEB - emitida pelo sítio do MDA/SAF Atenção: Este documento é gratuito MODELO 1.9.3 - GRUPOS: V Data da Geração: 25/02/2014			

ANNEXE 4 : MODALITÉS DE CRÉDIT PROPOSÉES PAR LE PRONAF



Grupos e Linhas de Crédito PRONAF - Quadro Resumo

Posição: dezembro/2016

Grupos / Linhas	Público-Alvo	Finalidade	Limite de Crédito	Juros	Prazo, Carência, Bônus de Adimplência e Outras Condições
Pronaf Grupo A	Agricultores(as) assentados(as) pelo Programa Nacional de Reforma Agrária (PNRA). Beneficiários do Programa Nacional de Crédito Fundiário (PNCF).	Investimento em atividades agropecuárias e não-agropecuárias.	Até R\$ 25.000,00 por agricultor. Esse valor poderá ser elevado para R\$ 26.500,00 quando contemplar verba para Assistência Técnica.	0,5% ao ano.	Prazo: até 10 anos, incluídos até 3 anos de carência. Bônus: 43,396% se houver assistência técnica, ou de 40% quando esse serviço não for financiado.
Pronaf Grupo A/C	Agricultores(as) assentados(as) pelo Programa Nacional de Reforma Agrária (PNRA). Beneficiários(as) do Programa Nacional de Crédito Fundiário (PNCF).	Custeio de atividades agropecuárias e de beneficiamento ou industrialização da produção.	Até R\$ 7.500,00 por operação, podendo cada agricultor contratar até 3 operações.	1,5% ao ano.	Custeio agrícola: até 2 anos. Custeio pecuário e agroindustrial: até 1 ano.
Pronaf Grupo B	Agricultores(as) familiares com renda bruta anual familiar de até R\$ 20.000,00. Mulheres agricultoras integrantes de unidades familiares enquadradas nos Grupos A, AC e B do Pronaf.	Investimento em atividades agropecuárias e não-agropecuárias. Custeio pecuário para aquisição de animais destinados a recria e engorda. Custeio de atividades não agropecuárias.	R\$ 4.000,00 por operação elaborada pela metodologia do Agroamigo (PNMPO) R\$ 2.500,00, quando elaborada sem a metodologia Agroamigo.	0,5% ao ano.	Prazo: até 2 anos, incluído até 1 ano de carência. Bônus de adimplência: • 25% aplicado sobre cada parcela paga em dia. • 40% aplicado sobre cada parcela paga em dia, na região do semiárido, quando o financiamento for destinado a determinadas atividades. Obs.: O bônus é devido até o limite de valor contratado de R\$ 12.000,00 (Agroamigo) e R\$ 7.500,00 (demais casos).
Pronaf Mulher	Mulheres agricultoras, independente do estado civil, integrantes de unidades familiares enquadradas no Grupo V (Renda Variável). Obs.: as mulheres integrantes dos demais grupos serão atendidas no Pronaf Grupo B.	Investimento da infraestrutura de produção e serviços agropecuários e não agropecuários no estabelecimento rural, de interesse da mulher agricultora.	Individual: Até R\$ 330.000,00 (quando destinado às atividades de suinocultura, avicultura, aquicultura, carcinicultura (criação de crustáceos) e fruticultura); Até 165.000,00 para os demais empreendimentos e finalidades. Coletivo: até R\$ 800.000,00, respeitados os limites individuais.	2,5% ao ano ou 5,5% ao ano, dependendo da destinação do crédito.	Prazo: até 5 anos, incluído até 1 ano de carência, para financiamentos de caminhonetes de carga e para: i. adoção de práticas conservacionistas de uso, manejo e proteção dos recursos naturais, incluindo a correção da acidez e da fertilidade do solo e a aquisição, transporte e aplicação dos insumos para essas finalidades; ii. formação e recuperação de pastagens, capineiras e demais espécies forrageiras, produção e conservação de forragem, silagem e feno destinados à alimentação animal. Prazo: até 10 anos, incluídos até 3 anos de carência, para as demais finalidades.



Grupos e Linhas	Público-Alvo	Finalidade	Limite de Crédito	Juros	Prazo, Carência, Bônus de Adimplência e Outras Condições
Pronaf Mais Alimentos	Agricultores(as) familiares enquadrados(as) no Grupo V (Renda Variável)	Investimento da infraestrutura de produção e serviços agropecuários e não-agropecuários no estabelecimento rural	Individual: Até R\$ 165.000,00. Coletivo: até R\$ 800.000,00, respeitados os limites individuais. Quando destinado às atividades de suinocultura, avicultura, aquicultura, carcinicultura (criação de crustáceos) e fruticultura o limite será de R\$ 330.000,00	2,5% ao ano ou 5,5% ao ano, dependendo da destinação do crédito.	Prazo: até 5 anos, incluído até 1 ano de carência, para financiamentos de caminhonetes de carga e para: i. adoção de práticas conservacionistas de uso, manejo e proteção dos recursos naturais, incluindo a correção da acidez e da fertilidade do solo e a aquisição, transporte e aplicação dos insumos para essas finalidades; ii. formação e recuperação de pastagens, capineiras e demais espécies forrageiras, produção e conservação de forragem, silagem e feno destinados à alimentação animal. Prazo: até 10 anos, incluídos até 3 anos de carência, para as demais finalidades.
Pronaf Agro-Indústria	Agricultores familiares enquadrados nos grupos A, A/C, B e Grupo V (Renda Variável) e suas cooperativas, associações e empreendimentos familiares rurais.	Financiamento para a implantação, ampliação, recuperação ou modernização de pequenas e médias agroindústrias.	Pessoa física: R\$ 165.000,00 Empreendimento familiar rural: R\$ 330.000,00 Coop./Assoc.: R\$ 35.000.000,00.	5,5% ao ano	Prazo: até 5 anos, incluída a carência de até 1 ano, para financiamentos de caminhonetes de carga; Até 10 anos, incluídos até 3 anos de carência.
Pronaf Jovem	Jovens agricultores e agricultoras familiares maiores de 16 anos e com até 29 anos, pertencentes a famílias enquadradas nos Grupos A, A/C, B e Grupo V (Renda Variável) que atendam as condições previstas no MGR-10-10.	Financiamento da infraestrutura de produção e serviços agropecuários e não-agropecuários no estabelecimento rural de interesse do jovem agricultor.	Até R\$ 16.500,00, em até 3 operações.	2,5% ao ano.	Prazo: até 10 anos, incluídos até 3 anos de carência.
Pronaf Custeio de Agroindústria Familiar	Agricultores familiares enquadrados nos grupos A, A/C, B e Grupo V (Renda Variável) e suas cooperativas, associações e empreendimentos familiares rurais.	Financiamento do custeio do beneficiamento e industrialização de produção própria e/ou de terceiros.	Pessoa física: até R\$ 12.000,00. Empreendimento familiar rural: até R\$ 210.000,00. Cooperativa singular: até R\$ 10 milhões. Cooperativa central: até R\$ 30 milhões.	5,5% ao ano.	Até 12 meses.

Grupos e Linhas	Público-Alvo	Finalidade	Limite de Crédito	Juros	Prazo, Carência, Bônus de Adimplência e Outras Condições
Pronaf Custeio	Agricultores(as) familiares enquadrados(as) nos Grupos B e Grupo V (Renda Variável).	Custeio de atividades agrícolas e pecuárias, inclusive aquisição de animais para recria e engorda.	Integrante do Grupo B do Pronaf: • Até 4.000,00 pela metodologia Agroamigo • Até R\$ 2.500,00 quando fora da metodologia. Integrantes do Grupo V do Pronaf: Até R\$ 250.000,00. Atenção: Quando destinado a aquisição de animais para recria e engorda o limite será de R\$ 20.000,00.	2,5% ao ano	Para as culturas de arroz, feijão, mandioca, trigo, amendoim, alho, tomate, cebola, inhame, cará, batata-doce, batata inglesa, abacaxi, banana, açaí, pupunha, cacau, baru, castanha de caju, laranja, tangerina, oléícolas, erva-mate, cultivos em sistemas de produção de base agroecológica ou em transição para sistemas de base agroecológica e para o custeio pecuário destinado à apicultura, bovinocultura de leite, piscicultura, ovinos, e caprinos. Para a cultura de milho, em propostas de até R\$ 20 mil.
				5,5% ao ano	Para as demais atividades, cultura de milho em propostas acima de R\$ 20 mil e para aquisição de animais destinados a recria e engorda.
					Prazos: Custeio agrícola: Até 3 anos para as culturas de açafrão e palmeira real (palmfo). Até 2 anos para as culturas bianuais. Até 1 ano para as demais culturas. Custeio pecuário: Até 2 anos para aqüicultura: conforme o ciclo produtivo de cada espécie. Até 30 meses para aquisição de bovinos destinados a recria e engorda a pasto. Até 18 meses para aquisição de bovinos destinados para engorda a pasto. Até 06 meses para aquisição de bovinos destinado a engorda em regime de confinamento. Até 1 ano para as demais atividades.
Pronaf Semiárido	Agricultores(as) familiares enquadrados(as) nos Grupos A, A/C, B e Grupo V (Renda Variável).	Investimento destinado à convivência com o semiárido, priorizando a infraestrutura hídrica.	Até R\$ 20.000,00	2,5% ao ano.	Prazo: até 10 anos, incluídos até 3 anos de carência



Presidência da República
Casa Civil
Subchefia para Assuntos Jurídicos

DECRETO N° 7.775, DE 4 DE JULHO DE 2012

Regulamenta o art. 19 da Lei nº 10.696, de 2 de julho de 2003, que institui o Programa de Aquisição de Alimentos, e o Capítulo III da Lei nº 12.512, de 14 de outubro de 2011, e dá outras providências.

A PRESIDENTA DA REPÚBLICA, no uso da atribuição que lhe confere o art. 84, **caput**, incisos IV e VI, alínea "a", da Constituição, e tendo em vista o disposto no art. 19 da Lei nº 10.696, de 2 de julho de 2003, e na Lei nº 12.512, de 14 de outubro de 2011,

DECRETA:

Art. 1º Este Decreto regulamenta o [art. 19 da Lei nº 10.696, de 2 de julho de 2003](#), que institui o Programa de Aquisição de Alimentos - PAA, e o [Capítulo III da Lei nº 12.512, de 14 de outubro de 2011](#).

Parágrafo único. O Ministério do Desenvolvimento Social e Combate à Fome, o Ministério do Desenvolvimento Agrário e o Grupo Gestor do PAA - GGPAA, no âmbito de suas competências, poderão fixar disposições complementares sobre o PAA.

CAPÍTULO I
DAS FINALIDADES DO PROGRAMA DE AQUISIÇÃO DE ALIMENTOS

Art. 2º O PAA integra o Sistema Nacional de Segurança Alimentar e Nutricional - SISAN, instituído pela [Lei nº 11.346, de 15 de setembro de 2006](#), e tem as seguintes finalidades:

I - incentivar a agricultura familiar, promovendo a sua inclusão econômica e social, com fomento à produção com sustentabilidade, ao processamento, à industrialização de alimentos e à geração de renda;

II - incentivar o consumo e a valorização dos alimentos produzidos pela agricultura familiar;

III - promover o acesso à alimentação, em quantidade, qualidade e regularidade necessárias, às pessoas em situação de insegurança alimentar e nutricional, sob a perspectiva do direito humano à alimentação adequada e saudável;

IV - promover o abastecimento alimentar por meio de compras governamentais de alimentos, inclusive para prover a alimentação escolar nos âmbitos municipal, estadual, distrital e federal, e nas áreas abrangidas por consórcios públicos;

V - constituir estoques públicos de alimentos produzidos por agricultores familiares;

VI - apoiar a formação de estoques pelas cooperativas e demais organizações formais da agricultura familiar;

VII - fortalecer circuitos locais e regionais e redes de comercialização;

VIII - promover e valorizar a biodiversidade e a produção orgânica e agroecológica de alimentos, e incentivar hábitos alimentares saudáveis em nível local e regional; e

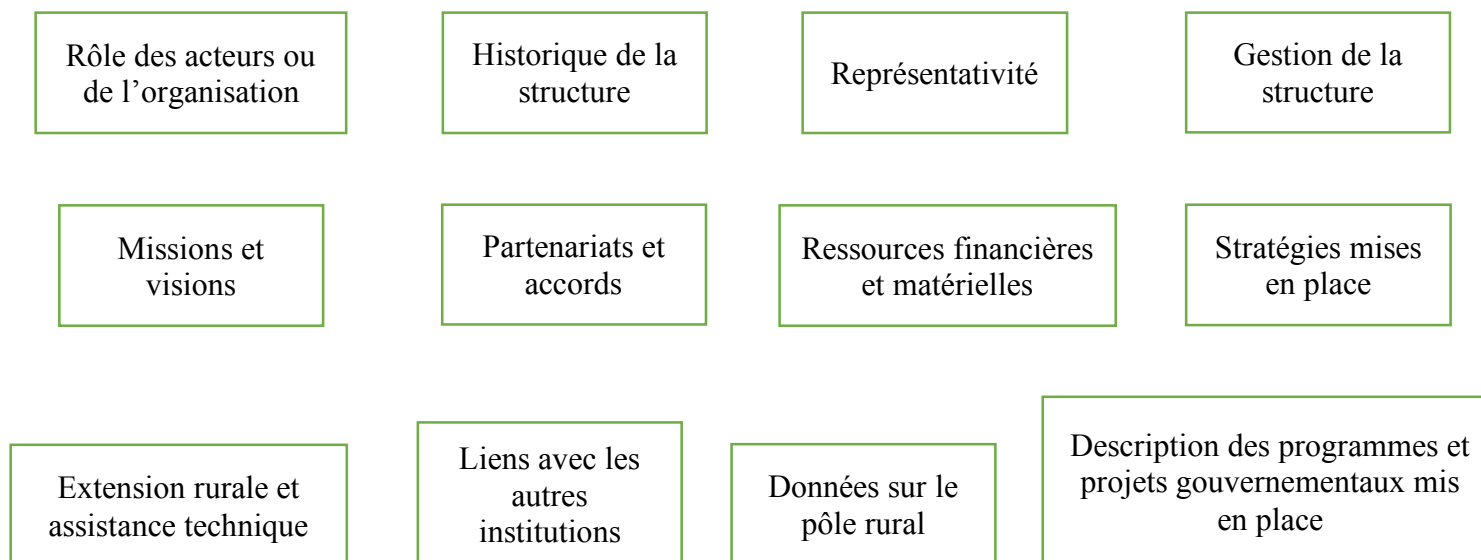
IX - estimular o cooperativismo e o associativismo.

CAPÍTULO II
DO PÚBLICO DO PROGRAMA DE AQUISIÇÃO DE ALIMENTOS

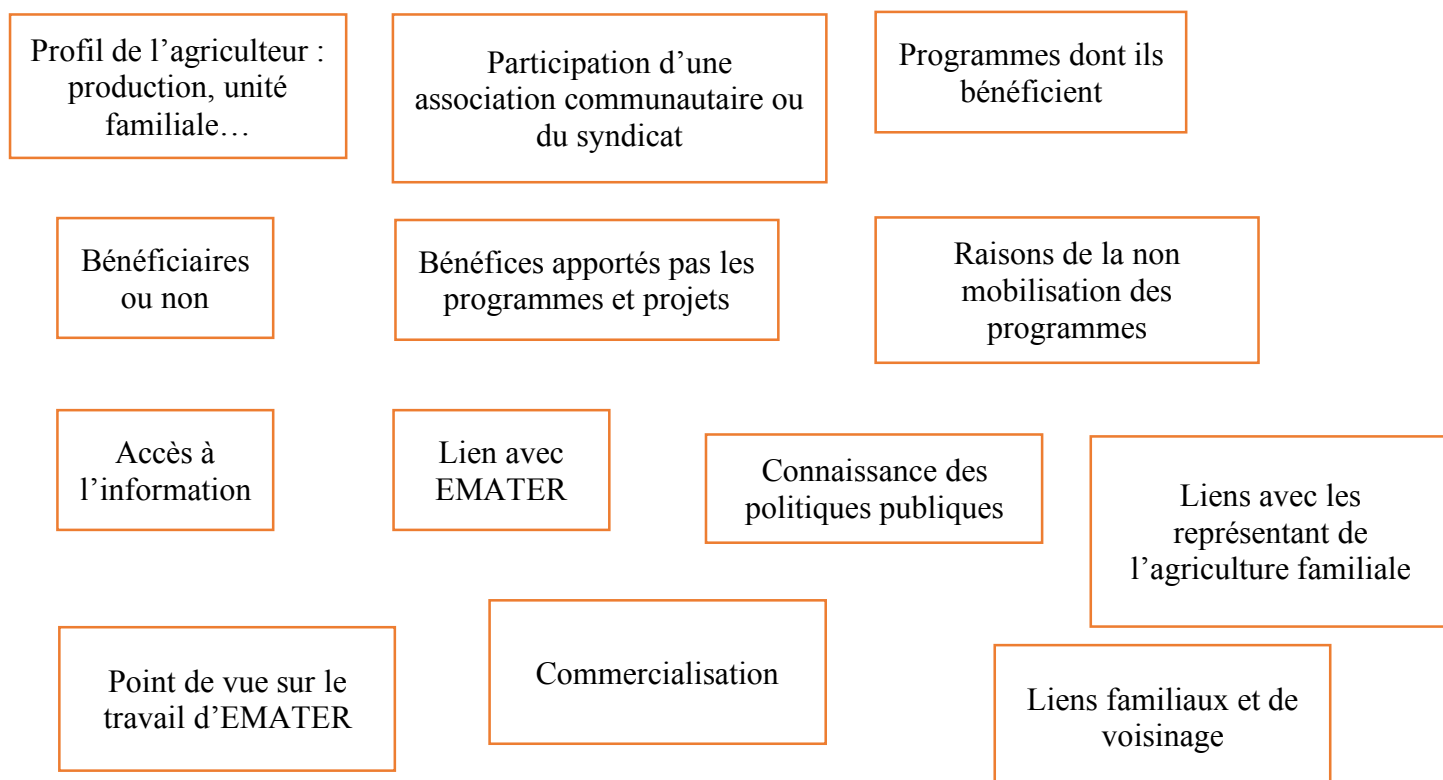
Art. 3º Os beneficiários do PAA serão fornecedores ou consumidores de alimentos.

ANNEXE 6 THÈMES SPÉCIFIÉS LORS DU CODAGE DES ENTRETIENS SEMI-DIRECTIFS

Catégories de codage pour les entretiens avec les acteurs institutionnels et de la société civile



Catégories de codage pour les entretiens avec les agriculteurs familiaux



ANNEXE 7 : PROFILS D'AGRICULTEURS FAMILIAUX.

Dona Luciana : Communauté Bom Destino

Une quarantaine d'années

38 hectares séparés en deux terrains distincts

Le terrain sur la propriété est peu entretenu, on voit les dégâts de la sécheresse

Haricots, maïs (elle a dépensé 4000 réais pour la plantation du maïs mais avec la sécheresse elle ne va presque rien pouvoir récolter), quelques pieds d'acerola qui ont survécu avec le peu de pluie qui est tombé cet hiver. Il y a une bananeraie (c'est son frère qui s'en occupe). Il y a aussi de la coriandre, des oignons

Il y a des chèvres, élevage de poules

Dona Luciana (surnom) travaille sur l'exploitation avec sa petite-fille, sa belle-fille (avant elle travaillait aussi avec une autre agricultrice qui vie en face). Son frère vient l'aider le matin. Le matin elle travaille sur l'exploitation et l'après-midi elle travaille au poste de santé. Après le décès de son mari, Dona Luciana s'est retrouvée seule sur la plantation et elle rencontre de grandes difficultés pour remettre en état les plantations qui ont pour la plupart été dévastées par la sécheresse.

Irrigation, puit.

Elle a besoin d'argent pour entretenir le puit que son mari a construit sur la propriété. Son mari avait fait un emprunt avec le PRONAF B de 6000 réais pour acheter le matériel nécessaire pour l'entretien du système d'irrigation. Et le 2° de 3000 réais. Elle devait commencer au mois d'avril 2017 rembourser.

Crediamigo pour faire son élevage de poule → elle son frère et sa fille en ont bénéficié

Avec l'argent du prêt, elle a l'intention d'acheter du matériel pour son système d'irrigation (tuyaux), du fil de fer pour les clôtures car les bêtes sont toutes ensemble actuellement. Elle voudrait également acheter un tracteur et embaucher quelqu'un pour labourer la terre.

Particularité : elle n'a pas confiance envers le gouvernement, pour elle le gouvernement et les représentants locaux ne font rien pour les aider, ils ne font pas attention à eux. Alors elle a une certaine méfiance envers les programmes et projets.

Elle a tout de même bénéficié du CrédiAmigo et l'année dernière du Compra-direta

Elle ne sait pas en qui avoir confiance.

On ressent beaucoup de désespoir chez Dona Luciana, une fatigue et une déception face à la situation de l'agriculture aujourd'hui. Elle se sent abandonnée par les pouvoirs publics

Dona Célia et Senhor Audeci : Communauté Lagedo

Une soixante années, ils vivent sur une propriété de 20 hectares dans la communauté de Lagedo. Le terrain est séparé en deux.

Propriété bien entretenue, on sent que les choses sont bien organisés.

Ils plantent des bananes, des papayes, pastèques, des haricots, du maïs → les plantations de maïs et de feijão ont comme sur la quasi-totalité des propriétés du pôle souffert des six années de sécheresse.

Il y a des poules, des pintades, des vaches, des moutons, et des chèvres

Parents de cinq garçons et une fille. Le cadet est décédé. Ces quatre fils travaillent dans l'agriculture avec eux et sa fille est professeur à l'université UERN de Mossoró. Lorsqu'ils ont besoin, ils emploient les services d'ouvriers agricoles temporaires (souvent des jeunes hommes d'une vingtaine d'années).

Le mari de Dona Célia travaille comme un acharné, parfois même jusqu'à la stresser. 3 des fils travaillent sur le second terrain et le dernier loue un terrain à Apodi sur lequel il plante des melons et des pastèques.

Ils ont construit un puit sur la propriété, ce qui a amélioré les conditions de production de l'exploitation.

Il y a aussi derrière la maison un silo fraîchement construit et une petite salle de traite qu'ils ont construit eux-mêmes.

Dona Célia s'est inscrite au programme compra-direita en 2014 mais avec les problèmes économiques du gouvernement central, le programme n'a été exécuté qu'en 2016 et aujourd'hui en 2017 il lui reste à finalisé le programme.

Toujours à la recherche d'un espace de commercialisation : ils ont déjà vendu pour des supermarchés, ils vendent actuellement à la COBAL et ont participé une fois du compra-direta. Ils sont en train de monter un dossier PRONAF pour acheter un tracteur.

Dona Célia est une personne qui est toujours à la recherche d'aide et d'assistance pour améliorer la production et le quotidien de la famille.

Particularité : Dona Célia insiste sur les conditions extrêmement difficiles auxquelles les agriculteurs doivent faire face, notamment en cette période de sécheresse. Pour elle, toute aide, aussi petite soit elle est bonne à prendre c'est pourquoi elle se rend aux réunions, entretient en contact avec les techniciens d'EMATER. Mais elle sait que le gouvernement n'est pas là

pour les aider. Pour elle il faut courir après les choses si on veut les obtenir. Elle déplore le manque d'information au sein des communautés.

Senhor Zezinho : Communauté Coqueiro

Une soixantaine d'années, agriculteurs de père en fils il est né et élevé dans l'activité agricole.

11,4 hectares de terres dans la Communauté du Coqueiro

Il plante du maïs, feijão, soja, avant il y avait du coton, des pastèques mais cette époque là est révolue. Il ne possède aujourd'hui plus que deux ruches car il s'intéresse à l'apiculture.

Il travaille sur la plantation avec ces deux fils et sa femme travaille pour la préfecture.

Il y a des chevaux, des poules, des moutons, des vaches et des abeilles.

Irrigation, puit

Il a bénéficié du programme garantia-safra, AgroAmigo, et compra-direta (en 2016). Avec le programme AgroAmigo il a acheté des moutons, des vaches, et du matériel pour les clôtures.

Les programmes ont été une bonne aide, et ont permis d'améliorer les conditions de vie sur sa propriété. Il participe également du projet d'apiculture mis en place par EMATER.

Il fait partie du syndicat da Lavoura de Mossoró

Particularité : aujourd'hui il ne fait plus d'emprunt à la banque et travaille pour son propre compte avec ses fils ; il ne veut plus rien devoir à personne, surtout en période de sécheresse il ne sait pas s'il va pouvoir rembourser.

Il a travaillé comme technicien à EMATER et il regrette la dégradation du service de vulgarisation agricole.

Il est révolté face aux mensonges des gens qui se font passer pour des agriculteurs familiaux pour toucher des aides.

Senhor Asis : Communauté Arisco

72 ans.

?ha. sur un terrain qu'il loue.

Maïs, pastèques.

Le champ de maïs fait peine à voir, mais certains pieds ont résisté au manque d'eau, il aura perdu plus de 40% de sa récolte cette année.

Particularités : Senhor Asis ne bénéficie que du programme segura-safra – assurance des pertes agricoles en cas de sécheresse. Il ne cherche pas d'aide à travers les programmes gouvernementaux.

Dans sa plantation, tout le travail est manuel, un cheval et une charrue.

Manoel Cândido : Ancien agriculteur de la Communauté Alagoinha

Une soixantaine d'années

Propriété de 50 hectares dans la municipalité de Serra do Mel depuis 1980.

Agriculteur familial de naissance, ses parents étaient agriculteurs familiaux dans la Communauté d'Alagoinha dans laquelle il a vécu jusqu'à l'âge de 20 ans. Ensuite il est parti vivre à Serra do Mel.

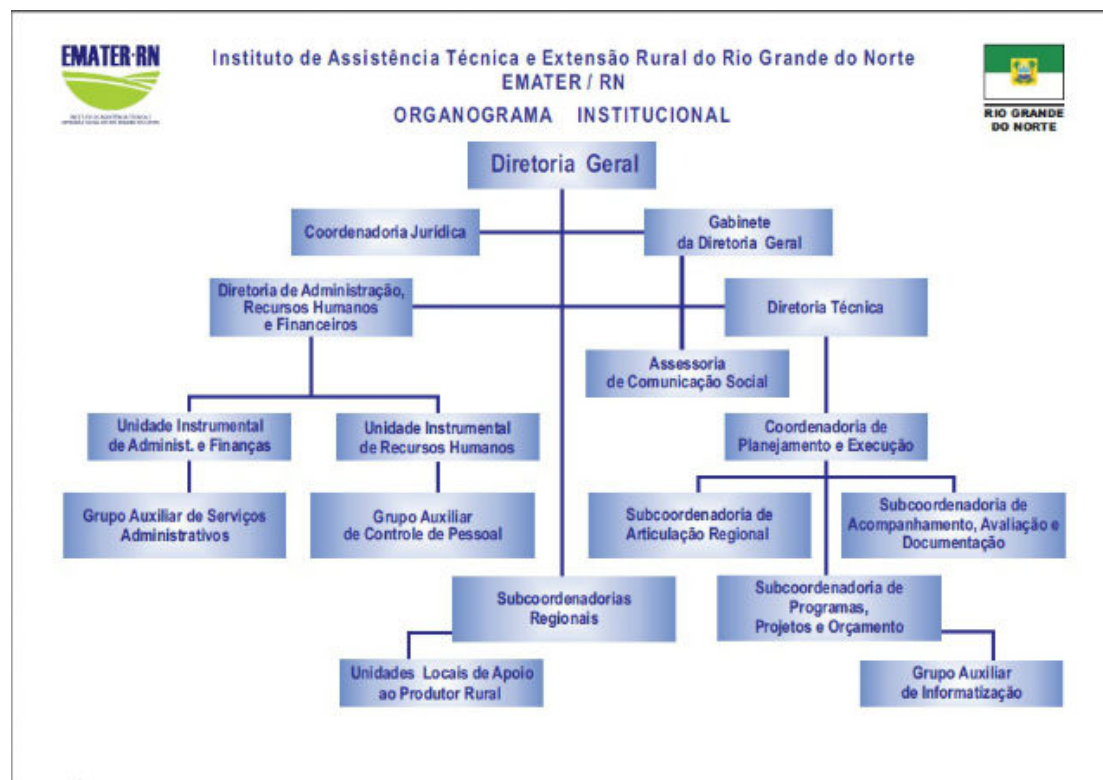
- Il est actuellement en train de faire un projet PRONAF pour faire un emprunt de 65000 pour récupérer tous ses *cajueiros* qui sont morts pendant la sécheresse. Pour faire son projet il a fait appel à un technicien agricole, puis s'est rendu à la Banque

Données récoltées à partir des entretiens et des observations de terrain

ANNEXE 8 : FONCTIONS BASIQUES DE L'INSTITUT D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET D'EXTENSION RURALE



ANNEXE 9 : ORGANIGRAMME INSTITUTIONNEL D'EMATER-RN



ANNEXE 10 : GUIDE D'ENTRETIEN EMATER

20/04/17

Guide d'entretien EMATER

Q° inicial : Você é o gestor do serviço regional da EMATER na região de Mossoró, qual é especificamente seu papel no Instituto ?

I. Histórico / origem

- Papel do ator
- Estrutura do Instituto
- Complexidade institucional

II. Representação

- Beneficiários
- Definição da agricultura familiar
- Critérios e cadastro
- Relação com os agricultores
- Redes e mobilização

III. Programas

- Quais são os programas executando pela EMATER na municipalidade de Mossoró?
- De que políticas públicas se trata?
- Instrumentos e objetivos dos técnicos
- Financiamento desses programas e projetos
- Resultados
- Formações/capacitação

IV. Gestão

- Relação com o governo
- Vínculos com os eleitos locais
- Legitimidade do Instituto

04/04/17

Guide d'entretien agriculteurs familiaux

I. Perfil

- Que tipo de agricultura
- Maneira de produzir
- Maneira de trabalhar
- Descrever a unidade familiar
- Vc tem a declaração d'aptidão ao PRONAF (DAP)
- Quando que a família chegou nessa área? De quem era a terra?
- A família comercializa a produção? Onde?

II. Redes

- Organização na família: papel da esposa / filhos / outros... ?
- Existe uma ajuda mutua dentro da comunidade?
- Você se sente fazer parte de uma comunidade rural?
- Você faz parte de uma cooperativa? Sindicato? Associação comunitária de produtores?
- Quem são os representantes dos agricultores para você?
- Que tipo de relação você tem com os "representantes"? Com os técnicos de EMATER?

III. Políticas publicas

- Como você ouviu falar das diferentes politicas publicas voltadas a AF?
- Quem falou sobre esse tipo de ajuda implementada pelo Governo?
- Processo de acesso as politicas publicas. Fácil? Dificil?
- Quais são as "ajudas"? Na produção? Comercialização?
- Como vc poderia a assistência técnica da EMATER / agente do Banco do Nordeste?
- Que benefícios esses programas trazem para vc e sua atividade produtiva?
- O que vc costuma fazer com os recursos?
- A família tem acesso ao credito? Qual? Quantas vezes?
- Outras politicas?
- Pessoas que não tem acesso → porque?

IV. Visão

- Que benefícios na propriedade? Vontade no futuro?
- Essas PP permitirem melhorar suas condições de vida? Sua maneira de produzir? De trabalhar?
- Elas favorecem sua inclusão num mercado?
- Hoje vc esta sentindo uma mudança no acesso a esses programas e projetos?

V. Comercialização

- Onde vc vende a sua produção? (atravessador, feira local, comunidade, mercadinho?)
- Você já vendeu pra algum projeto governamentais? (PAA, PNAE, CONAB...)
- Vc tem interesse em participar?

29/06/17

Guide d'entretien - Agent microcrédit AgroAmigo
Banca do Nordeste.

1. Apresentação

- Qual é o seu papel como Agente de Microcrédito no Banco do Nordeste? Missões
- ~~Você poderia apresentar o programa AgroAmigo?~~
- Qual é a diferença Programa com o CreditAmigo?
- Que grupo de agricultores você está atendendo?
- Qual é a sua formação?

2. Programa AgroAmigo

- Apresenta o programa
- Qual é o processo de seleção dos beneficiários? critérios?
- Que tipo de orientação técnica? (palestra)
- O programa auxilia o beneficiário para na elaboração do DAP (caso o agri. seja anal fabete)?
- O Banco do Nordeste disponibiliza a DAP?
Se sim, qual é o processo

3. Rede - Gestão

- financiamento: de onde vem os dinheiros?
- Como vocês encontram os grupos onde vo-fazer as palestras. → tem 1 demanda?
- tem parceria
- O que você sabe do ~~Fundo~~ Fundo Tesouro Nacional e das fundações Constitucionais do Nordeste?
- Vínculos com os Poderes Públicos no Estado?

4. Visão

- resultados ^{do Plano de 2002 até hoje} → Como é que se vê o período de aplicação - são
- sobre a situação ^{política e económica} actual no Brasil, quais

foram os impactos sobre o Programa? (linhas de crédito, dificuldade na obtenção da DAP...)

- A que se deve o crescimento das aplicações realizadas com os recursos dos Fundos Constitucionais?

Présentation : Papél específico da Emater em relação aos agricultores familiares

É assim, aqui somos no escritório regional, nossa regional comporta 13 municípios e nosso escritório faz a coordenação desses 13 municípios. Cada um aqui tem uma pasta vamos dizer assim: Mina junto com Leila e outra menina que esta de férias fazem parte da nossa equipe social, toda a parte social com os agricultores dos programas é com elas. J.V trabalha com a parte de mercado institucional, parte comercialização da produção, Michelle trabalha com a parte convivência com o semiárido – um programa pra que o agricultor aprender a lidar com a situação de seca né, que aqui é constante, não é uma coisa passageira. Então tem programa com o segunda água, barragens subterrâneas, banco de sementes – que é um banco que a gente construí nas comunidades pra elas recebem sementes e plantarem no período de inverno e depois devolver numa parte da política. Sofic é na parte agropecuária, então toda parte de animais, produção animal é com ele. E Hector que esta aqui foca com a parte do crédito rural, financiamentos, custeios, a parte capitalização do agricultor; tudo isso dentro das necessidades deles né... então tem vamos ver o que ele vai precisar, em que ele quer investir, compartidar capitalização da capacidade dele de pagamento... e a gente faz naquele projeto. L. trabalha também naquele programa garantia-safra que é um seguro que o agricultor faz na hora de plantar e se teve uma peça na produção dele, se ele perde a produção por causa da seca por exemplo, ai ele segura a plantação e recebe dinheiro.

Emater: histórico?

(rire) é porque a Emater ela é antiga já sabe... ela já tem 70 anos, são 70 anos de ATER. Porque ela antes pertencia a outra instituição que era ANCAR; Emater é uma empresa. Ai hoje pra passar pra Emater, ela deixou de ser federal, e hoje ela é uma autoarquia ligada ao governo federal. Depois que o governo federal institucionalizou a política da ATER, virou uma coisa institucionalizada, ai foi criada a EMBRATER, que era empresa nacional brasileira de assistência técnica e extensão rural que ... (5'20) as empresas estaduais. E as empresas estaduais como ANCAR, no caso, passaram as ser estaduais e se transformaram em EMATER. Então foi criado esse modelo de ter a EMBRATER e nos estados foi criadas as Ematers; e elas foram criadas a partir do corpo técnico que já existia da ANCAR. O modelo da assistência técnica, ele passou a ser institucionalizado a partir desse período. Quando foi, eu acho 92, a Embrater foi fechada, e a gente tem ate hoje as Ematers nos estados. Nos anos passados, acho que a três anos, teve a idéia da formação de uma agencia nacional pra substituir a Embrater que tinha se distinta, então a agencia ela foi criada com o nome de ANATER que é a agencia nacional de ATER. A ANATER desde que foi criada até hoje, hoje ta tanto muita discussão a traves do PLANATER e na verdade hoje é como se tivesse um processo de reformulação do trabalho da assistência técnica. É quase que durante esse período, a Emater não parou mas passou por muita dificuldades. Alguns anos atrás eu diria de 95 até 2005 ficou um período muito ruim pra assistência técnica: **não tinha recursos do governo federal**, ai os estados teve dificuldade com as empresas. Mas de 2006 até agora, ocorreu um processo de atualização dessas instituições: foi feito concursos, foi contratado servidores, aquisição de alguns veículos, computadores... Então a gente esta nesse processo, e acho que a idéia é que esse processo combinar com a formação da ATER, com a rede de assistência técnica.

Hoje vc não vai encontrar em todos os estados a empresa com o nome Emater. Em outros estados, até ela funciona mas são outros nomes, não são ligados as órgãos do governo. Tem alguns estados acabou juntando a empresa de assistência com empresa de pesquisa, pecuário, o de meio ambiente, de defesa...

Financiamentos / recursos da empresa:

A maioria é recurso do governo federal que vem através de programas. Ai o governo estadual vem com a contrapartida. Vem um recurso pra um programa específico pra executar as políticas publicas, junto com esse recurso vem algumas condições pra aquisição de automóveis, computadores, o governo

do estado ainda com a contrapartida que é parte também de recurso; uma parte pequena pra falar a verdade.

Beneficiários?

Existe um documento, que é chamado de DAP, que é uma sigla que significa : Declaração de Aptidão ao PRONAF. Ela identifica o agricultor familiar. É o papel da Emater identificar primeiro se a pessoa se encaixa com agricultura familiar o não e se ele se encaixa como agricultor familiar, ele tem direito a DAP, é a identidade do AF e ai pra ele abri uma porta de políticas publicas: compra direta, barragem subteranea, e por ai vai.

A DAP também existe pra que a pessoa beneficia do PRONAF que é o Programa Nacional de Fortalecimento da Agricultura Familiar então pra que o agricultor ter acessa a essa PP, ele tem que ter que ter esse documento (DAP).

Por muito tempo, a Emater foco 100% do seu trabalho nesse publico. De alguns anos para cá, de talvez duas a três anos pra cá, a Emater ter voltado a trabalhar com um publico que não é da agricultura familiar. Trabalha com o Ministerio da Agricultura pra que a emater da assistência aos produtores de leite por exemplo, mesmo os agricultores que não são AF, que já tem uma renda um pouco melhor, então também o publico que a gente ta trabalhando, os produtores médios, e hoje ainda pequeno o trabalho com esses produtores, o foco ainda eu acho que 90% das ações estão com os AF mas já se vê que a emater trabalha com esse publico de uma rendi um pouco maior.

A gente também atende pescadores artesanais, quilombolas, assentados da reforma agrária, silvicultores, comunidades tradicionais, oficialmente tem duas no estado que não fica em nossa região. As comunidades indígenas estão atendidas pela FUNAI, não pela EMATER então é a FUNAI que vai prestar os serviços para essas comunidades.

Encontrei um agricultor que tem um cadastro na EMATER, mas ele não beneficia de nada estava me perguntando porque ?

Porque é assim, tem que saber que se ele tem um cadastro na Emater de alguma maneira ele vai ser beneficiário, talvez ele não tem a DAP, pra ser identificado.

A nossa rotina muito é organizar reuniões nos municípios, de orientação pro agricultores que podem beneficiar desses programas. Semana justamente eu estava em Apodi falando sobre essa questão da DAP, pra agricultores assentados da reforma agrária, no caso do INCRA. Mas a gente também faz capacitação nos municípios. Mas a demanda nossa é mais espontânea, é o agricultor que vem a nossa procura.

A Emater faz reuniões pra explicar quem tem direito a DAP, mas ele tem que procurar se ele esta interessado ele vai fazer. Mas também tem programa que é a EMATER que procura o agricultor; no caso do “segunda água”. Mas assim a gente vai pras comunidades pra divulgar programas.

Vínculos com os agricultores?

Tem essas reuniões, e depois a gente vai acompanhar eles, depende da atividade que a gente executa com ele. Por exemplo se for a parte do credito, e a gente foi elabora um financiamento seja o custeio da produção o investimento na propriedade a gente passa pelo menos, pela lei, é mais o menos dois anos trabalhando com aquele agricultor o seja se ele... pra liberação dos recursos de repente precisa de assistência técnica mais especializada então ele o ele não consegue pagar o seu financiamento ele vai na emater pra identificar porque é que ele não tem condição de fazer, quais são as suas dividas. E no caso de outros programas como o “Compra Direta”, o “segunda água” a gente tem um acompanhamento mais próximo com o agricultor.

Existe uma sede de programas, se acha que da pra perceber, por exemplo a questão do crédito rural, do segunda água...né do compra direta... o compra direta é como se fosse fechar o circulo dessa parte produção, compra direta vem com essa questão da comercialização.o que é o Programa compra

direta? É aquisição dos produtos que são adquiridos lá com os produtores através da emater e a entrega desses produtos, a entidade sócio-assistencial e as escolas dos municípios. A intenção é comprar esses produtos a preços justos e aí você vê o seguinte: que muitos desses produtores eles vendem os excedentes da produção a atravessadores – figura nessa questão da comercialização, que compra um produto e vende direito ao consumidor final. Aí ele compra por um preço baixo e vende com um preço alto. Aí a ideia do programa é justamente tirar essa figura do atravessador fazer com que os produtos produzidos pelos próprios agricultores sejam consumidos nas cidades né pelos estudantes, beneficiários das instituições.

Mas isso não é o papel das cooperativas de comercialização?

Não... assim... tem essa opção... mas... no nosso caso, são compras governamentais. Tem três modalidades de compra; tem a compra direta, tem o PAA leite, e tem o doação sem (...?). Então e tem o PNAE também. Então são programas governamentais que fazem que são desses alimentos mas que muitos casos essas cooperativas, associações fazem essa intermediação. No caso, na compra direta não, é diretamente com o agricultor, o PAA leite é diretamente com o produtor de leite, o doação ... da CONAB é com associação e o PNAE que também pode ser com o agricultor mas a maioria das vezes, é através das cooperativas.

O nosso papel da emater também é de organizar essas famílias, entendeu? Até o ponto, vamos dizer assim, de chegar até uma cooperativa, de fundar uma cooperativa. Esse programa de compra direta, aqui no município de Mossoró mesmo, ele foi responsável pelo surgimento, pela criação de algumas cooperativas de comercialização. Então o papel da Emater é importante nesse sentido. O vínculo do programa é direto com o agricultor. É diferente de outros programas como o PNAE que já trabalha essa questão da cooperativa entendeu? Então o próprio programa ele serve de instrumento para que aqueles agricultores se juntem, eles se identificam e a partir daí comecem a formar sistema de organização que pode ser uma associação, uma cooperativa... E a emater apóia esse tipo de junção, vamos dizer assim, esse tipo de união entre os produtores. Uma capacitação aí dentro do nosso equipe existe uma pessoa qualificada, capacitadas que trabalham com usos de cooperativismos, de associativismos.

Aqui tem a Rede Xiquexique e tem a COAFAM que são duas cooperativas.

Instrumento das políticas públicas:

No caso, com todas as PP, o principal instrumento que se utiliza é a DAP, então tudo parte desse documento. Então se ele tiver acesso ou se ele puder acessar esse documento, ele pode também acessar todas as políticas públicas. A gente tem costume de dizer que a DAP é identidade daquele agricultor, que disse que realmente ele é um agricultor familiar. Hoje, esse cadastro, essa DAP dá acesso até o programa de habitação rural. Tem um programa federal que se chama “minha casa, minha vida”, e tem uma modalidade que é “Minha casa, minha vida rural”, então para o agricultor ter acesso a esse programa, ele tem que ter DAP. No final, tudo gira em torno da DAP!

No caso a família é analfabeta e não tem como fazer essa DAP? Acessar nas informações de como ele pode acessar nesse documento?

Tem os normativos que nós nos baseamos na hora de emitir esse documento. Pronto, nessas capacitações que a gente tem costume de fazer nos municípios, a gente coloca os critérios; porque todo agricultor por ele morar na zona rural, toda pessoa que mora na zona rural, ela acha que ela tem direito a esse documento só que tem uma série de critérios e normas que o agricultor tem que obedecer para que ele possa acessar essa DAP. Aí quem disse isso? É o banco central através do, nesse caso, a Secretaria de Agricultura Familiar e Desenvolvimento Agrário. Assim, no site você puxa essas informações. Para a DAP, são 7 critérios que tem que obedecer para poder tirar esse documento: que vai desde o fato de estar próximo do local onde ele trabalha, até a questão da renda que ele tem, fora da agricultura.

A maioria deles assim, não vou dizer 100%, mas quem mora na zona rural tem conhecimento desse documento, ele já vem aqui procurando “eu quero uma DAP”; mesmo sem saber o que é ele vem

porque ele sabe que não importa o que seja, com ela ele vai ter acesso no que ele deseja que é o crédito, que é a Minha casa, a minha vida rural, ao programa do leite.

É assim, geralmente eles nem sabe o que é a DAP mas fala pra acessar o crédito, pra comprar um gado... talvez ele nem sabe o que é a DAP...E o técnico que vai fazer a visita pra fazer a DAP ele é qualificado pra saber extraído do agricultor aquilo que ele necessita pra se encaixar no programa. Então o técnico acaba, por mais que o agricultor não sabe ler o escrever, mas o técnico extrai as informações, a documentação e até na hora de assinar, mesmo que o agricultor não sabe assinar, ele não deixa de participar. Porque assim, quem não sabe assinar, olha a identidade e tá copiando, tá desenhando, e acontece muito isso na zona rural; só sabe assinar quem tivesse com identidade.

Tem muitos programas, como se organiza tudo isso ?

No caso assim da emater, geralmente em cada equipe uma pessoa que responsável por uma parte do programa; assim no caso do setor regional aqui, tem uma pessoa que tá mais ligada no programa segunda água, compra-direta, do crédito rural...e nos locais, as equipes sabem fazer tudo, como for se tem um escritório que tem só um tecnico, ele trabalha com tudo mas tem o suporte do escritório regional. Além dos programas, alguns agricultores beneficiam da assistência técnica da Emater mais próxima independente de estar participando de um programa específico não; e a própria Emater faz convenios com algumas instituições; responde de algumas chamadas do governo federal pra trabalhar especificamente na assistência técnica independente da pessoa esta participando de um programa o não, não necessariamente a pessoa tá ligada a compra direta pra beneficiar da assistência técnica, simplesmente na parte produção. Agora mesmo tem um convenio com o ministério da Agricultura que passa recursos pra que os técnicos da Emater acompanhe, faça visitas, identifica algumas coisas que pode melhorar e o tecnico da emater faz esse acompanhamento, essa visita da assistência né pra que a pessoa tem melhoria na produção. E esse melhoria além de ser um melhoria economica, também é na qualidade de vida.

Mostra a mapa do Rio Grande do Norte:

Em cada município tem um tecnico nos; então aqui em Mossoró tem esse escritório de coordenação e tem os escritórios nos locais que trata diretamente com os agricultores. A gente aqui não trata diretamente com os agricultores, são os técnicos em cada local então a gente capacita eles, dá cursos e eles executam em cada municípios.

A maioria deles estão técnicos agrícolas; mas tem veterinários, biólogo, engenheiro agrônomo, técnico agrícola, assistente social... Cada região dessa trabalha mais o menos da mesma forma. Tem o escritório central e os escritórios locais, e aqui em Natal fica a sede estadual da Emater onde tem a diretora geral, a parte administrativa, parte logística de financeiro, coordenadores estaduais.

Hoje nos temos na parte de campo, engenheiro agrônomo, biólogo, pedagogo, nutricionista, veterinário, mas temos também lá no estadual computadorado, advogado, engenheiro civil, econômicos, jornalista...

aqui a gente diferencia o funcionário e o servidor público, ele é funcionário do governo, o funcionário tem uma carteira assinada. Na emater a maioria é servidor, funcionário do próprio governo e você tem uma grande parte também que é bolsista: a ideia é que ele está fazendo um trabalho de pesquisa como o seu mas tá trabalhando na emater e recebe uma remuneração e acaba trabalhando com as Políticas públicas. Hoje a emater tem mais de 300 bolsistas.

Como você define “extensão rural”?

Extensão significa o que ? É quando você levar conhecimento determinado do desenvolvimento com as instituições de ensino, universidades, para a área de desenvolvimento rural, para os agricultores. Você leva conhecimento, tecnologias, informações, no caso da extensão rural é você fazer isso pra zona rural. Todo isso que a gente está passando pra você, todas essas informações sobre os programas, indo até os agricultores, falando sobre a DAP, levando o compra direta, levando mapa, levando crédito é essa extensão que a gente tem, e que a gente leva pra eles; As ematers, são empresas

de ATER. Toda sigla que termina com esse nome ATER, significa assistência técnica e extensão a parte de assistência técnica e de acompanhamento, e tecnologia. A parte extensão rural, é a parte mais com um foco social. Aquele desenvolvimento técnico, conhecimento técnico voltado pra o desenvolvimento social.

Complexidade institucional

O Brasil é um país que é uma República, você tem o governo federal com a estrutura e você tem os estados da Federação. São 3: federal, estadual e municipal. O governo federal ele apoia, desenvolve políticas públicas, e elas estão executadas nos Estados através das Emater. Então você tem o governo central, da onde vem a maior parte dos recursos, e elas desenvolvem PP e meios através de contratos e convênios com as empresas estaduais (no caso aqui no RN com a Emater) pra desenvolver. Então, o compra direta é uma política nacional, ela existe assim em vários estados do país e aqui no RN ela é desenvolvida pela emater; a execução do trabalho é desenvolvido pela emater. Então você tem uma parceria do governo federal, que desenvolve o programa, e projetos e ele repassa essas atribuições pra o governo estadual; no caso emater é uma empresa estadual, pra executar isso nos municípios. A maioria das execuções nos municípios também ocorre parceria com os governos municipais, no caso os **prefeitos**... cada região tem um representante que é o gestor regional e cada município desse tem um técnico local, e nossa presidente fica em Natal.

Nos estados tem o governador e tem os secretários; e tem a secretaria da Agricultura que é voltado mais a parte técnica de fiscalização e PP desenvolvidas é o MAPA (Ministério de Agricultura Pecuária, Pásca e Abastecimento) não existe um que tem mais o foco na agricultura familiar que é o MDA. No estado existe um secretário da agricultura. A Emater uma autarquia pública vinculada a Secretaria da Agricultura. Aqui em Mossoró no município existe o prefeito e existem secretários municipais e existe uma Secretaria de Agricultura municipal. Então, a Emater ela faz parcerias com municípios pra desenvolver essas PP.

Essas PP, esses programas eles são como ferramentas para fazer a assistência técnica e a extensão. São ferramentas de auxílio.

Compra direta auxilia na comercialização. Para que o agricultor não fica dependente 100% da comercialização do mercado privado. Então existe essa política pública que dá ajuda já pra inserir alguns agricultores no mercado. E ele já tem pelo menos o mínimo. Depois ele passa procurar como comercializar.

Programa compra direta não está mais funcionando. Seria interessante vc falar dos programas segunda água e de crédito.

O Pronaf é um programa muito grande. Se fala de programa de fortalecimento da AF, aí esse fortalecimento da AF acaba envolver todos esses programas. Vai desde uma política de crédito facilitada pra que o agricultor tem acesso com preço diferenciado, e juros baixos; como a política de plantação e tecnologias para armazenar, pra captar água, que faz que o agricultor familiar tenha mais condição de sobreviver e de obter renda da atividade. Se você pega uma região seca como a nossa, o semiárido onde é muito difícil a produção pra os agricultores que tem condições econômicas. Pra eles sozinhos ter dinheiro pra comprar equipamento pra ter acesso a água, tudo isso ele tem dificuldade então você tem o PRONAF como programa que facilita tudo isso. Desde da parte social como o próprio programa garantia safra que dá uma certa garantia pra um período de seca que ele não pode comprar, como programa de comercialização (compra direta, PAA leite). O PRONAF, ele precisa de uma coisa: a emater primeiro identifica quem pode acessar o pronaf porque no Brasil, quando você fala que vai ter um crédito facilitado todo mundo quer, desde o maior empresário até o pequeno agricultor. Então acaba que esse documento, a DAP, ele serve inicialmente como porta de entrada pra que faça parte do Pronaf e ele passa ter acesso a essas facilidades que o Governo disponibiliza pra eles.

AF = comercialização dos excedentes. Como o número de AF é grande, tem muito excesso, e nos municípios do interior como Mossoró o Caraubas, isso gera uma economia por município. A coisa que você caracteriza bem como agricultura de subsistência como a da AF é a policultura ele nunca vai

produzir só uma coisa. Geralmente ele vai ter uma vaca pra produzir leite, produção de aves, galinhas caipiras, com objetivo tanto de comer a ave que de consumir os ovos, ele também tem as vezes hortaliças, ele planta soya pra dar o comer pros animais, ele tem uma produção de hortas e legumes. Então assim, a maior parte dos AF, a produção é muito variada mesmo assim ele precisa de algumas coisas né, tipo não da pra produzir cana de açúcar, então tem que comprar o açúcar. Então ele vai ter que gerar o excedente, pra que desse excedente ele tem uma renda pra que dessa renda ele tem como comprar o óleo pra o trator, ele tem que pagar a energia... a Agricultura de subsistência ela não deixa de ser de subsistência pela comercialização do excedente; ela deixaria de ser de subsistência se não houvesse o consumo do que é produzido. A maioria das vezes, os excedentes vão ser a única renda que eles vão ter, é comum você tem que... na família, uma família rural, você tem o pai que é o agricultor, e você tem a mãe que as vezes trabalha numa escola, tem uma renda. De manhã ela fica em casa e de tarde ela trabalha numa escola, as vezes ela é professora, as vezes o filho trabalha como mototaxi por exemplo. Então para eles ser caracterizado como agricultor familiar, 50%, metade da produção, metade da renda da família tem que vir da unidade familiar, tem que vir da agricultura; se ele tiver mais de 50% ele já não é mais agricultor familiar, então ele não vai ter mais direito as acessar... assim... existe pessoas que tem sistema de produção compatível com a agricultura familiar, mas ele não é. Por exemplo; eu posso ter uma pessoa empresário que a renda dele é empresas... que pode ter uma propriedade e tira isso até um hobby pra ele! Ele planta milho, feijão não sei o que mas quando você vai olhar, a maior parte da renda dele é de empresas; ele não vai ser agricultor familiar porque ele tem naquela unidade. Existe situações que é exatamente o que a emater faz, é visitar o agricultor pra ver se ele se encaixa o não como AF. Se ele trabalha o produz o não sei o que tal mas que a principal fonte de renda dele, e porque a pessoa tem um emprego na zona urbana ai ele deixa de ser AF.

Antes você tinha o agricultor familiar e ele estava classificado como A,B,C,D, isso dependente da renda, do tamanho da propriedade etc. Depois passou a ser só três: o A,B,V que é o AF que tem a condição maior; então existem essas diferenças, e existem características diferentes pra cada um. O B por exemplo é o AF que tem menor renda, que é até 20 000 de renda anual. O V é 70 000. o AF B ele tem uma renda máxima de 20 000 por ano e metade disso tem que ser da AF. O AF V pode ter uma renda até 370 000 preciso confirmar isso. O tamanho da propriedade também, ele tem que ter no máximo 4 módulos rurais (varia de cidade pra cidade) aqui é 70 hectares, o seja 280 hectares, vai depender do tamanho da cidade, os municípios maiores tem um módulo maior.

Pra você ser caracterizado como AF você não tem que ter muitos funcionários, no máximo dois funcionários diários. Pra falar a verdade a alguns anos atrás não existia esse nome de AF, em 2006 essa categoria foi institucionalizada, tinha o nome de o de pequeno agricultor o de agricultura de subsistência mas não tinha esse nome específico; e começou se tocar que essa agricultura familiar tinha a ver com a AF que é justamente o envolvimento da família né em todas as etapas de produção. Essa categoria apareceu junto com o PRONAF, quando se criou o PRONAF, existia uma necessidade de identificar quem era o público porque se não todo mundo ia querer. Você vai fazer um empréstimo com o FNE com juros de 10% e se você faz um empréstimo com o PRONAF e se você paga em dia vai ter um bônus; praticamente você nem paga juros; então o governo não podia deixar esse recurso liberado pra quem simplesmente se identifica como AF porque aqui tá difícil (rire) ! Então tem que classificar, quem é AF ai teve que começar a colocar limites. A emater trabalha encima dos critérios que são colocados pelo governo federal. Agora até mesmo esses critérios, assim existe a representação dos agricultores que participe desse problema que é os sindicatos, as confederações nacional e que de certa forma pressionou o governo. A categoria se reivindica no governo. Na própria criação do pronaf, o governo disponibiliza recursos pra a AF e o ano seguinte eles vão pressionar o governo pra que eles disponibilizam um volume maior de recursos, o nos determinados critérios por exemplo nos 20 000 reais por ano, a confederação reivindica do governo pra que o governo aumenta de 20 000 pra 30 000 de renda pra aumentar a faixa de enquadramento o então um determinada linha de crédito que tem um juro de 5% ao ano os agricultores através desses representantes sindicatos e confederações pressionou o governo pra que essa linha de crédito caiu pra 4% e uma coisa assim toda essa trajetória da AF ao longo dos anos teve muito as reivindicações dos agricultores a gente chama muito assim, é uma luta dos trabalhadores da agricultura no avanço dessas melhorias no Brasil. Muito dessas PP que a gente tá conversando aqui elas são frutos justamente dessa luta da população da agricultura,

organizada. Não tem muito tempo em que você, que um agricultor vende sua comercialização, o pequeno que fosse pra um programa do governo era coisa fora do real, nem pensava nisso. Então isso foi um avanço que o agricultor brasileiro conseguiu ao longo do tempo com muito reivindicação, com muita luta.

Quando o compra direta surgiu, a primeira meta é de convidar o pequeno agricultor pra ele vender na CONAB que é a companhia de abastecimento pra fazer estoque. Mas isso não funcionava, mas depois se criou uma modalidade que é a compra com doação simultânea que foi até acrescentar o programa Brasil sem miséria então compra direta faz parte do pronaf e do Brasil sem miséria que era pra erradicação da pobreza. O objetivo do governo era comprar do AF pra ele não ficar não mau do atravessador, então criou essa modalidade onde se compra os produtos da AF... e essa dificuldade de fazer estoque foi superada então comprava e no mesmo tempo doava os produtos pra escolas públicas, pra ajudar na merenda escolar, creche... o governo então compra pra ajudar quem vende e no mesmo tempo doa pra as instituições e nas pessoas que estão numa situação de vulnerabilidade social. Então esse trabalho com o compra direta tem essas duas finalidades.

É complexo, é muito complicado...

a rede xiquexique já é um grupo de agricultores que estão mais organizados do que a média; eles já tem uma rede e já começaram a trabalhar com assistência técnica privada. Tem que vender pra o compra direta mas geralmente eles vendem pro PNAE, que é um programa diferente que já não é trabalhado pela emater, é um programa pra alimentação escolar que compra da AF mas o AF já é mais organizado pra poder vender no PNAE se não eles não tem condição. Já o compra direta acabou dar mais assistência que são mais pobres, precisam mais dessa assistência da EMATER, é pra os agricultores que tem mais dificuldade. Depois que se desenvolve um pouco, já forme uma cooperativa, tem uma renda pouco melhor, vamos dizer assim, uma organização melhor, eles passam a ter uma assistência particular e passou a depender menos do governo e assim da emater.

A emater é uma empresa pública, uma empresa do governo, então existe muita cobrança pro governo então por ser uma empresa pública, a emater é muito cobrada, então ela tem que atender, universalizar o serviço, atender... vamos dizer assim... o possível. Até mesmo com o quadro reduzido profissional. Então por ser uma empresa pública existe essa cobrança, essa reivindicação que é válido né! A emater nunca consegue atender todo mundo.

Mas desses produtores, muitos participam também de alguns programas da emater. Mas como eles estão mais organizados, eles conseguem juntar o capital pra contratar um agrônomo privado se precisar o veterinário; eles conseguem alcançar algumas instituições como SEBRAE que são instituições que você precisa tá um pouco mais organizada pra chegar até eles.

A questão do cooperativismo, então a rede xiquexique se enquadra muito nisso. Eles não ficam esperando pela emater, pelo governo. Então são agricultores mais organizados, que eles se juntam, organizam uma produção então com essa produção organizada eles conseguem vender mais fácil no mercado esse excedente, eles tem uma captação de renda mais estruturada, eles conseguem ter uma distribuição dos produtos pra fazer uma venda mais estruturada, eles conseguem por exemplo eliminar o atravessador de forma mais fácil, quem que fique com a parte da produção... então eles conseguem valorizar mais os produtos deles e através disso eles conseguem pagar o agrônomo, eles conseguem comprar um veículo pra fazer o transporte dos produtos. Então tudo isso eles conseguem fazer por estar mais organizados pelo cooperativismo.

ANNEXE 13 ENTRETIEN AVEC JOSÉ NOBRE AGENT DE MICROCRÉDIT - BANQUE DU NORDESTE (29/04/17)

Me chamo José Nobre, hoje eu sou agente de microcrédito rural. Faço trabalho aqui em Antonio Martins, Almino Afonso e ...e para começar a falar sobre AF é um papel que a gente de ante os agricultores é muito importante porque antigamente os agricultores só ouviam falar e hoje eles já tem agente de microcrédito na sua própria comunidade. Trazem benefícios pra eles, que é hoje o banco do

nordeste trabalha com linhas de crédito diretamente voltadas pra eles e assim o trabalho do agente junto com o agricultor ele é importante de que forma? a gente vai até a comunidade já pega proposta, já pega documentação evitando já o gasto pra pessoas que já não tem quase nada né. Então a gente vai, leva documentação que precisa, as informações que precisam e traz a proposta por Banco que é o agente financiador. Hoje eu trabalho com duas linhas de crédito que é o PRONAF agroamigo mais e agroamigo crescer que trabalha da seguinte forma que o enquadramento é na DAP que é o documento principal, que seria erigido o agricultor. Ai ele vai se enquadrar e quando ele posses o crédito, com a linha do pronaf ele pode acessar o crédito.

O Banco pode dar a DAP o são outras instituições?

A DAP ela é emitida pela EMATER RN, é um órgão do governo que é especialmente voltado para o agricultor, vão dizer que é a casa do agricultor. Cada região tem uma sede diferente.

Vc poderia explicar um pouco sobre o programa agroamigo...

O programa já tem um trabalho a mais dez anos; toda região nordeste e Norte minais, então é um programa que realiza os sonhos. O agroamigo tem agente de crédito, tem uma equipe administrativa que quando você recebe o seu financiamento é especializada já pra atender essas pessoas. Dentro do agroamigo o agricultor tem direito acesso ao banco o seja a voz do agricultor é minha voz juntada ao do banco. O que agricultor fala e repasse as informações para o banco. Hoje nas zonas onde eu atuo diz graças a deus pra existir o agroamigo porque tenho o que eu tenho hoje a traves do agroamigo. O agroamigo é um crédito orientado e acompanhado; dentro dessa orientação e acompanhamento, existem alguns pontos: fiscalização para saber se o cliente esta fazendo da maneira correta, orientar como fazer, evitando que o crédito seja desviado pra outra coisa que não é do programa. Então existe um lado que se chama de fiscalização que é pra comprovar aquilo que eles realmente colocam na proposta. O primeiro contato que a gente tem já pega a proposta do cliente: o agente vai lá, coloca a proposta pra dois animais bovinos, a fiscalização é pra ver se ele realmente aplicou o dinheiro investido. Agente vai lá, da um lodo positivo, beleza.

Muito gratificante pra os agentes de ver o agricultor mostrar o que ele consegue graças ao agroamigo.

Qual é o processo de seleção dos beneficiários se tem ?

O primeiro passo é ter a DAP. A agroamigo é voltado para a AF então se o agricultor não tem a DAP, que é a identidade do AF então nem tem como fazer. É pra o homem do campo mesmo que ta lá todos os dias na sua roça, que faça chuva, que faça sol. Você tem um nome limpo, e essas atividades rurais; trabalha na agricultura, plantar, criar. Não é só plantar, pode ser criar um bichozinho, uma vaca, o agroamigo financia.

O proposto do agricultor junto com o agroamigo é ele desenvolve atividade que ele tem vontade. O objetivo do agroamigo hoje é realmente desenvolver atividades agropecuárias na zona rural.

Que diferencia então com o pronaf?

O agroamigo ele trabalha com dois negoceai: o agroamigo crescer e mais. Todos os agricultores hoje que quer ter acesso a um crédito até 15 000 reais, é com o agroamigo. Porem existe varias outras linhas de PRONAF que ele pode ta acessando com técnicos de extensão externos; eles que estão formados em agropecuária, que podem fazer projetos que vai diretamente com o banco. Agente já é o técnico do agroamigo para o agricultor. Se o agricultor que um crédito de mais de 15 000 reais, ele tem que procurar um técnico externo, cadastrados para poder fazer esse projeto. A diferencia é ai porque o agroamigo tem toda essa vantagem: tem agente de microcrédito pra sua própria comunidade, não é cobrado nada, os técnicos externos não, eles tem uma porcentagem e eles cobram uma taxa por visita se não e engano. (10'30). Credit amigo é voltado para as atividades urbanas.

Orientação = dizer como ser feito. Geralmente essas pessoas que fazem esse crédito de 4000 reais já criam, as vezes pessoas vão pegar o crédito e desviar ele ai nas palestras de formação se fala que agente não fala com esse tipo de pessoas. Agente trabalha que oriente, que aplica esse 4000 reais ai agente mostra o que pode gerar: gerar atividade, gerar renda para você. Todo ano vc vai com a renda do seu animal que nasceu, do queijo, do leite. Agente chega pra justamente orientar, para fazer o coreto na aplicação do crédito, nas politicas que quando vêm... que existe também para aquelas pessoas que... as vezes o governo faz uma lei devida a seca que foi no caso de 2012, que foi uma lei 4022 pra aquelas pessoas renegociaram as dividas... porque como a seca foi grande não teve como pagar seus financiamentos, ai prologaram essas dividas; agente também ta ai pra orientar, o que é bom para o agricultor agente ta fazendo.

São eles que procuram você o são vocês que procuram eles ?

Pronto, como na região o agroamigo trabalha já faz mais de 11 anos, é muito conhecido tem tanto que agente procura, mas tem como também eles procuram o agente. Pra facilitar pra eles, o agente da uma palestra informativa, certo, que nas comunidades rural, municípios na emater, sindicatos. Nessa palestra se fala de como eles devem fazer, já leva a documentação que precisa, e aí já vai fazer o projeto dele, já leve o comitê do banco pra saber se aproveite o não, chama a pessoa que foi aprovada e já vai assinar e entrega a documentação que precisa pra fazer a liberação do recurso e já vem de novo pra receber.

Sobre o financiamento, de onde vêm os recursos financeiros? É do Banco?

A gente tem o recurso do FNE, então como eu trabalho para o Banco do Nordeste, tem recursos diretamente do FN, técnicos externos que trabalham encima de 15 000 reais, o recurso do STN que é outra fonte de recurso.

FNE ?

É uma fonte do governo que é diretamente voltado para a AF, que através das políticas que o agroamigo trabalha vem um recurso diretamente com isso, tem um retorno, que o banco quer um retorno. No nosso caso com o agroamigo crescer, o banco só quer 70% do valor financiada, o seja tem uns bons adimplente (16'12) pra os clientes, de 40% de desconto. E basicamente, o FNE ele é um fonte de recurso que é diretamente pra a AF pra desenvolver atividades agropecuárias na zona rural. Existe fine pra zona urbana mas eu não tenho conhecimento não.

O recurso é de quanto reais ?

Quem diz aqui é a gente, quanto quer... não tem um valor específico não, é hoje nunca voltou um projeto porque falta dinheiro lá pra mandar, faltou recursos não.

Quais são as parcerias do Banco do Nordeste?

Existem os sindicatos rurais, emater, idiarn = órgão fiscalizador agropecuário. Existem parceiros comunitários, líder de comunidades e os próprios agricultores

E com a emater , vc faz palestra com pessoas da emater?

Muitas das vezes, eles acompanham pra tirar as dúvidas das pessoas sobre a DAP né! Porque as vezes pessoas chegam dizendo o que é a DAP, aí eles estão lá já pra explicar, a DAP é pra acessar ao pronaf e vai explicar tudo diretinho o real significado da DAP. Se a pessoa não tem a DAP não podemos fazer nada; é o ponto principal, é a identidade. É o ponto principal pra a gente dar, iniciar com programa. Muita gente acha que : ah vou fazer o agroamigo, a gente não tem o enquadramento, a gente não pode sair dinheiro pra qualquer um tem que dizer o que realmente vc quer, a comprovação do seu trabalho e realmente hoje a DAP é o documento muito requestado por todos os órgãos pro agricultor. Hoje eu não sei muito bem quais são os requisitos necessários pra fazer uma DAP mas tem todo mundo questionando pra ser responder e a pessoa que emite a DAP se o órgão fiscalizador comprova que não é agricultor tem que responder a justiça federal.

Sabe se tem um auxilio específico pra fazer essa DAP?

Os próprios técnicos já estão treinados justamente pra isso, pra trabalhar com esse tipo de pessoas que não tem formação, que não sabem ler, até no documento da DAP mesmo quando vc não sabe assinar vc tem onde colocar o dedo (digital).

Sobre os resultados do programa?

Números do agroamigo hoje: vamos dizer os pontos negativos e positivos do programa: a eficácia do agroamigo hoje nas reuniões, são de 99% justamente por ter um crédito orientado e acompanhado. Facilita demais porque antes do programa agroamigo existia esses programas só com a emater , so que a emater não tinha pernas suficiente pra acompanhar os agricultores então daí existia muito inadimplência (défaillances), existia municípios aqui que todos os bancos fecharam as portas pra eles e devida com o trabalho do agroamigo hoje, na região que o banco do nordeste atua aqui são 14 municípios. Adimplência hoje do banco é 2073 onde já chegou só um município até 14 (22'30) então através do trabalho do agroamigo, chegou essa redução trabalhamos com os programas do Governo com essas leis de liquidação do atraso mas com através de um crédito orientado e acompanhado. A cobrança né, que a cobrança que é feita faz parte do nosso trabalho também. De orientar, e atraso a gente tá lá no pé cobrando, paga amigo, vc pegou vc tem que pagar então o que eu fala é um crédito orientado que tem tudo, um resultado positivo que é 90% aí são eficaz no programa. Aqui no nosso setor da região porque varia muito essa questão de inadimplência né aqui é o setor alto-oeste, a unidade aqui de Umarizal e Pau dos Ferros. Mas são as duas unidades do Estado que são de adimplência de mais de 96% no estado. Umarizal e pau dos ferros hoje são referências na adimplência do Estado.

O programa foi implantado quando ?

Mm 2005.

A gente aplica diretamente nos municípios durante um ano cerca de 10 milhões de reais, investido na economia desse 14 municípios só de financiamentos rurais e desses 10 milhões, o Banco só quer 70%, 40% é diretamente pro agricultor que pra ele é um bônus, que chamamos bônus de adimplência. Pra que ele vem ganhar esse bônus, é simples: aplicar o crédito da forma correta e pagar suas parcelas em dias que são anuais. Feito isso ele ganha o bônus de 40%. O seja vc recebe 4000 reais, dividindo em duas parcelas anuais, vc vai pagar a primeira com 1200 e pouco e a outra com 1200 e pouco..... tem um bônus de 1600 reais... ajuda muito o agricultor.

Os pontos negativos, são esses 10% que eu falei ai são aquelas pessoas que tentam enrolar o programa. Quem acha que tá enganando o banco está se enganando. Ele pode até me enganar ali na hora não pagar suas parcelas mas quando ele vai precisar do banco, ele não vai poder mais fazer, ele vai tá sujo ele vai tá com inadimplência no banco então, então o que eu sempre bate nas teclas das minhas reuniões, é a aplicação do crédito corretamente e pagar em dia. Feita essas duas coisas, não vai ter ponto negativo. Existem pessoas que bulam esse programa. Pega o dinheiro, compra uma moto, paga uma conta o seja eles bulam e ai esses 10% de inadimplência que a gente tem assim, de coisa ruim né.

Se vc vai pra fiscalizar e que o agricultor comprou outra coisa com o dinheiro ele tem que reembolsar tudo?

Exatamente. A gente chega lá, e se não vê a aplicação do crédito da maneira correta, a gente dá uma >>> ele vai ter 30 dias pra regularizar, não regularizou ele vai se interpelar judicialmente porque ele vai ver que entregar todo recurso que ele recebeu do banco com juros e ação monetária... a verdade, quem faz isso não é agricultor, porque o agricultor precisa, são pessoas que vc sente no falar que essa pessoa não vão enganar. Tem medo de dever, tem agricultores que até não faz, precisa mas não faz porque tem medo de dever. Hoje graças a deus devido ao trabalho do agroamigo nessa região, e no Nordeste todinho, o fato de ser um crédito orientado e acompanhado é o que lhe diferencia dos demais. Porque os outros agentes financiadores, não tem esse programa do agroamigo pra orientar, pra lhe acompanhar, pra fiscalizar pra tá ali quando vc precisa isso eles não tem. O banco do nordeste tem esse programa do Agroamigo que é voltado diretamente pra o agricultor pra que ele vem a fazer a coisa certa, correta.

Equipe na Unidade de Umarizal?

São 4 Agentes, 2 administrativos e uma coordenadora.

Impactos da crise econômica e política sobre o Programa?

Sim, a gente que tá aí por dentro da crise, afetou do pobre ao rico. Foi uma crise que afetou o geral porém por ser um crédito orientado acompanhado e com um prazo de pagamento, ter esse bônus a gente se saiu bem demais dessa crise. A gente terminou o ano com um nível no estado de 91% de adimplência apesar da crise e da seca que são dois fatores que afetam diretamente mas o que vou falar por ser um crédito já orientado por muito tempo, são clientes de renovação, que um cliente que faz uma vez pode fazer outras vezes. A linha do FNE do crédito rural não afeitou pela crise. O que acho que afeitou que pode afeitar futuramente é a questão.. porque o agroamigo quando chega ao limite de operações contratadas o cliente perde bônus que o limite hoje é 2000 reais por operações de várias operações ele fez 3 -4 operações, aí todo ano vinha subindo esse teto pra que o agricultor nunca perde esse bônus e esse ano não subiu e isso talvez por causa da crise. E aumentava o valor do financiamento, passava de 4000 pra 4500 estacionou em 4000 já há dois anos, deve ser um fator que... a gente acreditou que seja por causa dessa crise, o da seca.

Hoje esse programa da agricultura familiar é muito importante para o Nordeste. É um programa que realizou sonho mesmo. Há pessoas que hoje existem através da AF, do programa do governo aí.

Porque as pessoas que não recebem o dinheiro do PRONAF não faz um programa com o agroamigo?

Porém não só o agricultor que não tem a DAP ele pode tá acesso a outras formas de FNE, tem FNE empresa/urbana... Porém o agroamigo ele é especificamente até esses 15000 reais. Mas vc pode ir até contratar um técnico externo... muitos técnicos externos mesmo que as vezes os banco veto esse programas porque não tem acompanhamento. Não tem porque vc recebe naquele dinheiro ali... Todos os contratados hoje que faz o agroamigo, agente faz entrevista vc tem que ter o perfil do agroamigo. Porque vc tem que gostar do que faz, é um trabalho ralado. Ao conversar com o agricultor vc percebe os interesses, a intenção que ele tem, se ele é uma pessoa de confiança que vai usar o financiamento

de maneira correta... você chega na casa de um agricultor e vê que realmente ele crescer através do agroamigo, da AF é muito satisfatório pro agente de crédito. E agente abomina quando vai pra casa de um cliente que não aplicou o crédito da maneira certa, a gente vê o desperdício do dinheiro ai que podia ta ajudando a outra família. Mas é um programa que, eu acredito que só vem a crescer, já ta 12 anos no mercado e deu pra mim que se tirar um programa desse de atuação, a falta vai ser grande. Porque agente leve até a ponta, o agricultor la, fazer que nem >>>> muitas pessoas falam “rapaz como que a gente podia entrar no banco? Muitos falam como que a gente pode entre num banco, hoje tem agente do banco que tem menino do banco aqui na minha casa... é uma coisa que é muito satisfatório. Vc chegue e vê que o agricultor realizou aquilo que vc prosperou muito bom né. Possa ser que muda mas seria um... nos pés que mudasse. Não tem custos nenhum pra fazer o único custo que tem é so deslocar de sua casa as vezes é andar duas casas e ta no canto da reunião e os clientes da renovação nem precisam deslocar o agente tem uma base e o banco manda la na sua casa e o agente vai lá renovar seu projeto sem vc sair de casa.

E nas palestras os agricultores vêm de maneira individualista o já alguém falou do programa e forma assim uma rede de agricultores que faz circular a informação pra estender a demanda?

Pronto, existe muito isso, e principalmente nas cidades pequenas. Corre logo as notícias: “rapaz tem uma reunião em tal canto” e já começa espalhar e entre eles, nas suas comunidades rola demais isso. Nas palestras os agricultores falam muito das preocupações do momento, e vc acaba um psicólogo (rire). Porque muitos agentes eles colocam outro celular, outro chip mas eu particularmente eu não me acostuma com dois celulares não. Deixo mostrar aqui tem uns 15 mensagens aqui no whatsapp de agricultores falando sobre os seus financiamentos. Vc acaba sendo de lá nas comunidades, vc acaba conhecendo todo mundo, criar um laço impressionante nos municípios; tanto de bom que de ruim... mas agente ta aqui pra fazer um trabalho certo, correto. E com certeza que as pessoas que não gostam da nossa maneira de trabalhar são pessoas que estão querendo enganar sabe. Hoje por isso que o agroamigo tem um ponto pra contratar seus funcionários, um olho clinico lá na entrevista agente passa por sete etapas por ser contratados. Cinco lá e por duas em campo. Acho que todos que estão no agroamigo hoje estão satisfeitos porque como eu diz no agroamigo só trabalha quem gosta porque é um trabalho ralado, difícil, todo tipo de gente e municípios que... responsabilidade... que muitas vezes são perigosos; a questão de criminalidade né, agente tem que saber entrar e sair. Vc tem que saber dar um “não” de forma diferente, tem que ter tudo um treinamento é. E todos os agentes passam treinamento, passa 15 dias em Fortaleza justamente pra ver esse tipo de coisas. A sede é em Fortaleza. Ele pega as proposta diretamente nas comunidades.

A coordenadora é a parte de gestão, de toda a equipe, sabe falar, resolver problemas. Ele gera e passa todas as informações que a sede manda passa pra seus agentes, seus administrativos... mas ela faz atividade de campos também.

O papel dos administrativos, eles geram né. Agente traz a documentação, traz todas as informações e traz pra eles. Eles vão gerar contratos, fazer consultas, imprimir propostas, pegar ... de clientes, tirar um boleto, pegar uma proposta la se vem um cliente eles estão autorizado a pegar proposta de renovação. A equipe todinha tem que conhecer todo o processo, do começa ao fim porque agente ta la mas sem eles agente não pode fazer nada sair do campo. Eles são responsáveis pela papelada (rire).a equipe tem um papel do inicio ao fim, se falta um, desmantela o negocio porque pra essas propostas tem que ter avalia da coordenadora, processo de validação, que o comitê aprova. = tem que o Banco aprovasse o seu parece.

A gente é uma equipe (NÃO um grupo)

O agroamigo já tem essa confiança, criada com os gerentes do Banco porque já é um trabalho que gera resultados, sabe que pra entrar no agroamigo vc faz uma entrevista bem feita, sem apadriamento, vc so passa pelo agroamigo se vc foi bom. Então tudo isso levo pra la consideração pra o gerente chegar e aprovar sua proposta mas ele pode muito bem olhar o meu parecer e dizer “não não gostei do seu parecer eu não vou aprovar” ai não tem o que fazer. Mas graças a deus 99% é de aprovação porque geralmente o agente já identificou la no campo (no contato, se ver). O agroamigo hoje já tem a preocupação de colocar por dentro dos funcionários muito responsabilidade porque vc leva a informação do Banco, leva. Agente tambem ganha encima daquele pagamento, isso já é uma responsabilidade.

ANNEXE 14 : ENTRETIEN AVEC VANIA NASCIMENTO PROFESSEUR A L'UFERSA (12/05/17)

Apresentação?

Eu sou agrônoma, tenho mais de 20 anos de profissão, mas sempre acreditei na Agroecologia durante meu percurso acadêmica. Quando finalizei meu curso de agronomia fui trabalhar numa ONG que se chama Grupo Verde, que é aqui mesmo, aí a gente desenvolveu alguns trabalhos, capacitações, sempre nas comunidades e assentamentos rurais. Na época agricultura era mais chamada agricultura orgânica. Aí logo depois eu fui trabalhar na Visão Mundial – aí eu trabalhei 9 anos na Visão Mundial mas era chamado programa de desenvolvimento agrária onde a gente dentro desses programas, a gente elaborava os planejamentos anuais, especialmente pra... tinha áreas urbanas mas era mais áreas rurais. Então toda a região aqui do oeste do RN, a gente chegava até a Paraíba e tínhamos também um programa no oeste do Ceará. E aí a gente trabalhava com agricultores e agricultoras numa perspectiva de agroecologia. Inicialmente em 2000 a Visão Mundial quis trabalhar... porque era muito... existia uma produção, ainda existe, de melão convencional pra exportação dessas grandes empresas, e aí a VM tinha um programa que se chamava “Fair Trade” onde quer comércio justo, onde a intenção era produzir melão orgânico pra exportação então nessa época a gente acompanhava esses projetos e depois a gente começou a instalar, fazer plantações de áreas de sistema agroflorestal, a partir da própria caatinga e aí hoje estão bem consolidadas. Não se teve oportunidade de visitar alguns assentamentos de Apodi/RN, por exemplo. A gente contribui, é lógico que a nossa contribuição era muito com parcerias, a gente tinha o sindicato dos trabalhadores rurais, a gente tinha o Centro Terra Viva, o Centro Feminista 8 de Março, tinha alguma cooperativa – Coopervida- e outras organizações que contribuíram pra isso. Então desde essa época, desde 1999-2000 que a gente iniciou esse trabalho, e hoje a gente vê que está bem consolidado e que são realmente tecnologias adaptadas ao semiárido e que são mais sustentáveis. Esses sistemas agroflorestais, essa maneira da caatinga tem agricultores que tem uma renda mais fixa e dali ele tira mais madeira, a abelha produz o mel enfim, ele coloca o caprino, o ovinho pra pastar e aí eles vão se alimentar e outras plantas forrageira. Então a gente percebeu que é um sistema mais sustentável. Durante tudo esse período, também a gente trabalhava o contribuiu é mais uma contribuição com esses parceiros na questão de gênero, também, o foco era o desenvolvimento econômico, a temática gênero, e a VM trabalha especificamente com as crianças, acredito que você viu isso. Então a gente fazia tudo um trabalho com a família pra que a criança se desenvolvesse num ambiente saudável no ponto de vista alimentar né. Na época a gente conseguiu perceber claramente a queda que teve na procura por remédios, por hospitais, porque a alimentação começou a ficar mais diversificada, também a gente estimulava os quintais, então uma alimentação mais saudável com mel, com leite de cabra, queijo, e algumas hortaliças que cultivada no fundo do quintal, galinhas, ovos...enfim então isso era a parte também da iniciativa daquela família. Era assim que nos trabalhávamos. Então além disso a gente fazia parte de formação política também, contribuía com a parte de formação política também : discutir os diversos pontos que eram necessários.

Formação da equipe da VM?

Então, a equipe era muito diversificada e mais voltada para as crianças; eram educadores, geralmente eram grupos de teatro por exemplo a gente parcerias com grupo de teatro, passavam recursos pra eles e eles trabalhavam, vamos dizer, tantas horas /semana dando aulas pra essas crianças construindo textos pra formar uma peça teatral. As vezes as festas junina, como fazer né. Estudavam uma temática, discutiam e construíam algo. Então tinha educadores de capoeira também, futebol era muito... Quando a gente fazia o planejamento anual, a gente convidava toda a comunidade, os representantes de todas as comunidades que a gente dava assistência e construíamos aquele planejamento com eles. Então eles diziam o que eles apontavam que realmente a comunidade queria; se era futebol, teatro, dentro das possibilidades que a gente podia oferecer então realmente a gente fazia. Era bem bacana o trabalho, muito interessante e sortiu muito efeitos na época né! Na época até hoje, porque hoje mesmo estava comentando que uma das moças com quem a gente trabalhava aqui em Mossoró, era uma pedida grande também, uma turma de 2000 crianças inscritas e umas das representantes hoje está na UERN, ele é coordenadora geral do DFR, foi eleita, é uma negra e assim fala super bem então assim teve a

contribuição da VM, do Centro Feminista, é um conjunto de organizações que juntas conseguem deixar alguns sementes nessas comunidades.

Aqui na UFERSA vc faz o que?

Bom, ai em 2009 eu saí da VM porque eu passei no concurso aqui, quando eu terminei eu entrei no grupo Verde, me inscrevi pelo Mestrado, ai entrei no mestrado, terminei o Mestrado e passei um ano parada porque teve um filho, depois entrei na VM ai passei esses 9 anos na VM durante esse 9 anos eu fiz um doutorado e ai abriu um concurso aqui, eu fiz e consegui passar ai demissão da VM.

A verdade, minha vida...eu não sou daqui já faz 26 anos que eu fiquei aqui nessa região.. e amo. Eu vem duma região totalmente diferente, era do litoral. Ai até hoje eu sou professor aqui... professora de expressão gráfica... e tenho esse cargo de.... estudiantis.

Artigo sobre AF?

Ainda faço, ano passado fiz um projeto com o CNPq (Conselho Nacional de Desenvolvimento Científico e Tecnológico) ai dem vontade pelos sistemas agroflorestais, tem alguns assentamento que eu acompanha nessa perspectiva mais de sistema agroflorestal. E ai a gente contirbui o que é possível na feira da agricultura orgânica que é aquela do museu, a gente foi fundamental na construção do espaço XiqueXique. O espaço foi construído a partir de um projeto da VM. Entao a gente construiu, conseguiu o recurso e a partir daí a gente convidou os parceiros pra dar sua contribuição especialmente na parte de formação. Ai hoje é uma rede que nasceu em 2004 já tem 12 anos.

Módulos sobre agroecologia junto com a EMATER?

O primeiro módulo a verdade a gente já fiz quatro cursos com pessoas da EMATER e tinha como falei pra vc o projeto com o CNPq e ai uns das obrigações, vamos dizer assim, que a gente tinha, contrapartida pra o CNPq era fazer formação. Porque em 2010 saiu um edital do CNPq pra formação de núcleos de agroecologia então quando a gente viu o nosso projeto foi deferido e ai a gente construiu um núcleo de agroecologia de pesquisa ensino pesquisa e extensão em agroecologia chamado macambira isso em 2010-2011. Ai nosso projeto foi até o inicio de 2013. Logo depois abiu de novo o edital pra o fortalecimento desses núcleos, foi aprovado de novo ai dessa eles exigiram que a gente fizesse essa capacitação com os técnicos e técnicas tanto das ONG com OG ai nos fizemos em 2015.

O primeiro então a gente chamou mais as pessoas das OGs, que das ONG ai fizemos so que existiu o pessoal das ONG pra passar uma semana fora so pra uma capacitação é mais complexo do que o pessoal das organizações governamentais porque o das governamentais eles planejam e é daquela semana tem as diárias, transporte.. enfim. E nas ONGs existe uma certa evasão durante a semana, pronto então foi muito bom mas não tão eficiente. Quando a gente falou com a direção da EMATER, então e gente teve uma abertura e uma oportunidade de dar um segundo curso nesse segundo a gente deu pra pessoas da EMATER e ai foi assim super elogiado muito bom eles gostaram muito e não pedimos pra repetir ai a gente no ano passado a gente deu mais dois, foi duas turmas. E também da mesma forma, a gente tem uma área aqui que foi implantada na época nesse curso em dezembro do ano passado. Foi muito muito bom, muito rico. Foi quase 80 pessoas de todo o RN do todos os municípios. Foram duas turmas de 40 mais o menos isso.

Vem veterinários, biólogos, engenheiros florestais, agrônomos... o grupo ele é bem diversificado mas a intenção era essa formação na agroecologia; pra que eles depois fazem essas extensão nos Municípios onde eles trabalham.

Era uma demanda dos agricultores?

Não, so eu acho que os agricultores merecem um assistência técnica mas a demanda era tanto do projeto, inicialmente era do projeto e depois virou uma demanda da propia emater porque a partir do momento que a gente deu o curso, a gente convidou eles pra administrar o curso né, eles gostaram e nos solicitaram. Entao esse dois últimos, que é o núcleo de agroecologia é fez foi... toda estrutura foi eles que bancaram e não tinha mas projeto né, meu projeto no CNPq encerrou em junho do ano passado. A gente viu outro, foi aprovado mas o recurso não chegou, num tempo desse ta difícil.

Resultados da parte dos técnicos da EMATER?

Oi, eu vejo assim, foram formados dois grupos de cada turma e assim, por vez eu vejo eles postaram fotos das atividades que foram desenvolvidas a partir do curso então acho que isso foi um resultado. A participação mesmo no grupo, as falas. Porque vc sabe que uma organisacao governamental ela não tem so pessoas que acreditam na agroecologia, muito pelo contrario. Muitos técnicos antigos não acreditavam e tem outro técnicos antigos que falam que estão bem feliz a própria família rural mas feliz mesmo, vivendo melhor com técnicas mas, que se aproveitam mais.

Mais conhecimento sobre as políticas públicas? Quais são as principais instituições quando se trata da AF

As PP para AF que eu acho importantes, fundamentais: o compra-direta eu acho que foi umas das políticas assim que impulsionou o quê, essa questão do agricultor ter sua produção, com o preço justo e o governo comprando tem essa garantia acho que foi uma das melhores políticas que já foi criada no Brasil pra AF. Ai e além disso tem os PRONAF pra os Jovens, Mulher (desde 2004) e eu não sei como que ta mas existia um para a agricultura orgânica também. Então nesse Governo de 2002-2003 até o ano passado tinha políticas muito boas pra que a luta continuava e precisava melhorar muita coisa... enfim mas que existam Políticas muito boas.

Presidência de Dilma?

O Plano nacional de agricultura orgânica foi no governo de Dilma (planapo).

Complexidade institucional?

É muito complexo mesmo, isso é... Por exemplo, o SEBRAE que não é um órgão muito da AF mas vc sabe que a partir do momento que um técnico, funcionário tem essa sensibilidade pode dar outra cara ao um programa né. Então eu vou dar so um exemplo porque agora mesmo o SEBRAE mesmo esta com uma proposta pra ter parceria, todas as vezes eles fazem uma parceria com a prefeitura, pras prefeituras disponibilizarem, vamos dizer o carro pra eles iriam as Comunidades prestar assistência técnica por exemplo em Caprinhos. Então o que que acontece, a prefeitura de Mossoró nem deu retorno sobre isso, outras prefeituras, menores já deram retorno positivo. Então, os técnicos e as técnicas tem grupo que eu conheço, que são muito bons e que contribuem com todo isso, que a gente vede resultado hoje porque essa parte pecuária a gente estuda muito pouco, to falando voltada para agricultura orgânica, pra agroecologia. Então temos técnicos muito bons que se disponibilizam a dar essa contribuição mas ai e o SEBRAE eles são muito antigos como consultores do SEBRAE que são consultores e ai mas ai não é efetiva a parceria por causa da prefeitura né. Então um município que tem um rebanho expressivo como Mossoró, como Apodi, de repente... e os agricultores que a gente diz, que a gente visite e sabe a gente vai na ferrinha ai vê os consultores conversando com... porque naquela feira do Museu ela é muito ligada ao SEBRAE. Então assim vc vê que uma necessidade dos agricultores das agricultoras e que de repente a prefeitura não tem interesse o não sei. Então é muito complexo hoje o governo do Estado Avé Maria... a EMATER ta muito sucateada (28'30).

Eu to sem projeto, faz mais de um ano que o projeto foi aprovado mas nada, não chegou nada.

Os programas são eficiente mas infelizmente a gente não tem mais garantia o segurança que isso vai continuar.

Hoje o programa Compra-Direta funciona em algumas organizações, é que porque diminuiu muito mas funciona.

Fazer extensão. A gente faz três coisas que é: ensino, pesquisa e extensão e pra gente realmente integrar esses critérios, a extensão tem que passar pelos módulos da universidade, e a gente tem que ir pra sociedade. Como eu diz, por exemplo, todos meus projetos eram vinculados com os assentamentos, com os sindicatos, com algumas comunidades, ai intenção dessa questão da formação dos técnicos da EMATER é porque a gente acredita que vai contribuir dessa forma vai ta essas tecnologias que a gente na verdade a partir da experiência com os agricultores e agricultoras, o Maximo que a gente pode fazer é melhorar, mas a intenção é muito de fundir o que existe, porque são experiências excelentes, super exitosas que a gente traz ai a gente faz intercambio, outro ponto que eu posso dizer a vc das universidades, é que a gente fez um projeto super interessante de formação de jovens rurais. Então em parceria com sindicato também, a gente selecionou 34 jovens tanto homens que mulheres de comunidades e assentamentos dos municípios e ai fizemos formação a partir do nosso semiarido. A gente foi contextualizar o nosso clima a nossa vegetação e ai se descobrindo e construindo essa formação. Foi excelente. Hoje temos ... (34'32) desses jovens na Universidade tanto aqui na UFERSA como na UERN. Eu acredito a Universidade dessa forma, a gente sai da universidade pra fazer pesquisa, pra fazer extensão e ensina.

Porque não ter interesse na ajuda da assistência técnica?

Veja bem, é muito complexo! Porque as vezes infelizmente a própria família não tem perfil, vc imagina 300 famílias, é muita coisa as vezes, a própria família não tem interesse. As vezes não tem condição nenhuma, eu vejo a questão de pessoas que estão realmente a baixo da linha da pobreza, e essas pessoas elas tem auto-estima muito baixa, as vezes se o técnico não sobe, não tem sensibilidade pra convidar, pra envolver essa pessoa se envergonha enfim são muitos fatores que podem trazer um resultado como isso. Assim existe um técnico pra 300 famílias, que eu acho uma coisa não viável,

mas so aparecem 30, o seja 10%do total, pouquíssimo. Te muitos fatores que a gente não pode apontar: “é porque o povo é preguiçoso, é que o povo não quer nada...”. Não é assim. A Gente, eu mesmo tenho certeza que muitos, com a experiência que eu tenho, quando a gente sensibiliza, quando a gente consegue trazer, faz um trabalho brilhante. Mas não é fácil porque o ser humano é muito complexo

ANNEXE 15 : ENTRETIEN AVEC DONA LUCIANA (22/05/17)

Isso aqui é feijão, milho essas coisas mas muitas vezes a gente perde por coisa da chuva.

É o capital que falta porque pra no inicio tem que ter uma ajuda né.

Não da pra estar so uma mulher aqui. Eu faço tudo so porque meu marido faleceu faz um ano e oito meses já. Ai tem eu, e minha neta aqui a minha nora e aquela menina conhecia ali que a gente se junto pra ver se dava certo pra plantar verdura ai. Não deu porque o negocio arrouchou e ela sortou com os projetos pra trabalhar (1'25). No projeto todo mês recebia, aqui tinha que plantar, esperar colher pra poder vender.

Faz muito tempo que eu faço esse trabalho na agricultura mas eu trabalho também na prefeitura ai to trabalhando dois horários eu tenho quase não tempo agora mas é ruim eu queria que elas continuasse mas tem que primeiro tem uma ajuda né, dinheiro pra começar; pra comprar esse negoce de mangueira, coisas de irrigação, graças a Deus a gente tem um poço aqui, é muito bom graças a deus! Ai tem que ter uma pessoa pra ta de dentro porque não pode abandonar. Começar ai quem cuidava era meu marido pronto tinha acerola graças a deus vem porque choveu e demorei uns pés por ai. Tem meu irmão que me ajuda também aqui mas ele so vem pela manha.

Tem uma bananeira é meu irmão que cuida lá! Tem muitas coisas ali que ele plantava, tem coentro, tem cebolinha...

Antes o marido levava pra vender na COBAL.

PRONAF?

A gente fazia; antes ele morreu ele fez um que vai começar a pagar agora. Ai eu até ainda vou ver lá negociar porque eles diz que quando a pessoa fica viúva tem um desconto. Porque eu queria refazer se dê certo pra mim comprar as mangueiras e as coisas pra começar pra elas plantar e também ajeitar a cerca daqui também pra segurar porque temos bichos ai não podem ficar todos juntos né...

Como vc ouviu falar desse programa?

Não mulher esse daí eu não ouvi falar muito já porque eles prometem e não faz nada. Agora os empresto a gente, ele foi duas vezes atrás e conseguiu fazer. Agora eu nem fui ainda não. Eu fui assim atrás do creditamigo pra gente fazer criação de galinha. O creditamigo eu fiz é eu meu irmão e a minha menina, nos três. Ai eles vende la em Mossoró e eu aqui com as galinhas.

Que beneficios esse credito traz pra a fazenda?

Mulher o beneficio que a gente queria era eles colaborar né com alguma coisa, ajudar,podia ser também o arramo pra cerca, mangueira, o cano também só essas coisas ai. Permitiu comprar o que precisasse né! Era muito bom mas o que eu acho que esse ai não vem não ...(rire) acho que não porque dificil esse governo não faz nada pra ninguém não mulher de jeito nenhum. É pra todo mundo dificil com esse governo, é que nem aqui a prefeitura ta ai oi botaram arruma de cano ai não tem água, mas ta os canos enterrados mas não tem água, o poço do ... não funciona diz que é a bomba que queimou lá, ai o pessoal tudo doido sem ter água... quem era pra ajudar era ele né mas ele não ... faz dois meses já que a bomba ta no prego ali e ninguem ajeita.

Se é pra reclamar, reclama com quem?

A prefeitura ver se ajuda. Porque quando eles precisam da gente a gente não vai a eles lá né ! (rire) É !!! Era pra olhar pra gente mas não olha não...

Como vc entrou em contato com a EMATER ?

Assim, quando a gente ia pra lá atrás das coisas, quando a gente queria ia pra lá. Tem coisas que ajudam mas tem coisas que não ajuda não ! mas fácil (rire)

Processo de acesso?

Burocracia tem demais porque eles exigem demais mesmo que a pessoa morra que a pessoa morra aqui ainda exigem muito. Mulher, documentos, prova de não sei o que não sei o que !! Eu tenho sorte eu tenho comprovante de energia que eles pedem eu tenho mas tem muitos que não tem marra muito tempo e não tem e tem muitos que não sai daqui atrás de nada de jeito nenhum porque é dificil quando vc vai eles exigem muitas coisas é

Trabalham juntos é eu, minha nora e a minha dali de fora que ta da outra estrada ali. E duas outras meninas que a gente foi até fazer um cursinho lá do SEBRAE. Um curso sobre as verduras que a gente ia levar pra Mossoró. Mas ai ela solo trabalhar no projeto ai parou tudo (7'56).

E o agroamigo não ajuda pra essas coisas?

Não esse ai eu não fui atrás, nem sei onde procurar pra isso! Eu tenho curiosidade disso porque eu queria fazer. Eu queria ver se eu pagava logo o que meu marido tinha deixado sabe pra pagar começa no mês de setembro a 1 parcela. Eu queria ver se eu lhe cuidava pra ver se eu faço outro ai. Um encima do outo eu tenho medo, se não da pra pagar eles vão tomar a terra né diz que fica hipotecada até>. Ai quero ver se paga um pra poder fazer outro. Ai se dê certo a fazer essa daí a gente começa e era bom pra pagar agora um trator, comprar mangueira, cano, pagar um homem pra ele fazer. Agora o Governo do Estado não ajuda ninguém não porque isso ai era pra eles ajudar né...uma mangueira... essas coisas assim era pra eles ajudar. Pra concertar esse trator também eles poderiam dar duas – três horas, pra eles não custa nada! O agricultor precisa de ajuda.

Emater ajudou como aqui?

Aqui é assim o que eles trazem. Essas frutas que vêm pra dar pra as pessoas nas mesas do Brasil, ai quando vai atrás das sementes pra plantar eles também dão. A hora do trator já é a prefeitura mas é uma hora pra cada senhor.

Ali a gente gastou 4000 reais pra plantar naquele milho e não vamos tirar quase nada que parou a chuva, ta ali bem pequenino

O poço é aqui de casa mesmo, ajuda pra irrigação. Olha esses canos aqui ta tudo ressecada que vai torrando no sol quebrando, isso vai ter que mudar, trocar.

Compra- direita?

A gente não foi nenhuma vez ainda não. Antes de faleceu meu marido fez com a minha menina; o que tinha a gente levava na Secretaria da Agricultura. Mas parou não tinha mais ele pra ajudar, graças a deus ela [a filha] tinha passado no concurso e trabalha de professora lá no SEZ... foi mais uma que saiu da turma da gente; que ela ajudava muito também. Mas ta bom ela ta trabalhando recebendo todo mês, melhor que morrer no meu do sol na agricultura. A gente em roda, roda mas sofre no meio do sol torrando e as vezes nem compensa.

Trajatória inicial da atividade de agricultura?

Já era pra fazer pra levar la mesmo [acredito que ela fala pra vender na cidade].

Com o dinheiro do PRONAF ele comprava mangueira, os canos, tudo que precisava pra irrigação. A primeira vez foi de 6000 reais com quais ele fez essa caixa de água e outra fez foi de 3000 que ele comprou muitos canos, arame pra ajeitar a cerca. Tem que trabalhar pra ir pagar (rire).

[caminhando dentro da propriedade]

Perdeu os pés de cajueiro por causa da seca.

Se a gente tivesse a ajuda do Governo seria muito bom mas o Governo não faz nada pra ninguém não (rire de malaise) de jeito nenhum ele faz. Se o Governo ajudava a Emater também; tudo junto, o governo federal, o estado, município também... era bom demais porque não tem como a gente trabalha e ter uma coisinha.

As bananas ele levava pra COBAL também.

Tem que mexer com tudo mulher porque se for so esperar com uma coisa da não ! (rire).

Marcos vim com um projeto de levar a carne de criação pra as escolas mas diz que não ia dar certo porque a prefeitura não tinha o carimbo e precisa de um carimbo lá (cachet, timbre).

Vc já entrou em contato com sindicatos, cooperativo? Teve vontade não?

Mulher é que nem sei esse ai como é (rire nerveux). Porque é assim é o meu marido que ia atrás dessas coisas, ele que ia procurar eu era mais pra trabalhar e ele que ia atrás dessas coisas ai, ele que conhecia mais do que eu, que ele mexia né! Mas é bom sempre a gente saber, procurar mais e mais é bom. A gente tem que correr atrás.

Sobre os programas disponíveis: tem muitas pessoas que não sabem. Tem que comunicar pra gente saber. Eles exigem coisas demais (documentos), coisas que a gente sabe nem o que é. Tem que entender direito pra poder fazer.

Tem conversas entre vizinhos pra compartilhar sobre a ajuda (ajuda mutuas, troca de dicas)?

Não, aqui não tem não essas coisas. É bom assim, a gente procura EMATER o EMATER procura a gente e fala tudo o que tem lá pra gente fazer, que pode fazer. Ela trabalha no posto de saúde e no colégio a tarde.

38 ha. Terreno. É muitas coisas pra gente fazer.

É difícil demais, a gente nem sabe em quem confiar.
Esse inverno foi mais o menos bom, mas é na vontade de deus, ele que sabe o que a gente merece.
Mas eu to satisfeita de dar pra comer pros bichos pelo menos.
O menino ta trabalhando em Mossoró, de construção.
Pessoas tem que manter coragem pra trabalhar porque tem cantos pessoas não têm mais coragem pra trabalhar.
Seis anos sem chover.

Garantia-safra?

Não é todo mundo que recebe, nunca recebi nada de Governo so porque eu trabalha na prefeitura, é assim o que eles diz, funcionários não têm direito de receber. Eu fui atrás da aposentadoria do meu marido e não tenho acesso porque eu era funcionária.

ANNEXE 16 : ENTRETIEN AVEC SENHOR ZEZINHO (25/05/17)

Quando vc chegou na região ?

Nasceu e foi criado na região. A atividade sempre foi agricultura mesmo, começou com os avos, passou por meu pai e eu entrei na continuidade.

A família junta trabalha na cerca, tenho dois filhos e eles trabalham comigo

Planta milho, feijão, soya, antes tinha algodão mas acabou.

Através do sindicato para ter a DAP → dar informações sobre a produção para conseguir ter o documento.

Não achei nada difícil no processo de acessar. Eu procurei.

Como vc ouviu falar da DAP ?

Atraves da Emater, eu participei de reunião.

Depois teve acesso nos programas: segura safra, emprestamentos do banco – agroamigo – compra direta em 2016 vendeu melancia

Ultimamente não comercializou que nem da pra o consumo, mas antes comercializava nos comércios.

Hoje em dia a gente mexe mais com irrigação, as culturas de irrigação é so milho e melancia que a gente planta. Não tem inverno suficiente pra produzir feijão...

Ajuda da emater ? sempre da orientações quando ta precisando. Quando preciso eu ligo, o eu vou pessoalmente na EMATER.

Vc beneficiou de outros programas governamentais ?

Agora ta parado porque minha DAP foi mudada no caso ai eu to...

Procedimento do programa compra direta : a emater vem pra fazer uma reunião com os agricultores.

Explica como é o programa, ele se cadastra com a DAP, e outros documentos. A gente faz um peno que é a quantidade que ele tem de produtos e a quantidade que ele pode receber de dinheiro que é 6000 mil reais ai a gente marca uma agenda de entrega cada semana ele vai mandar uma quantidade de produtos e tem que atingir a meta

Com o agroamigo a gente usou pra comprar ovelha, gado, pra fazer cerca essas coisas mesmo.

Esses programas foram uma boa ajuda, permitem melhorar as condições de vida na propriedade.

Sempre recebi o dinheiro. Eu parei agora não to mais fazendo empresto,

Gostava da atividade com abelha ai comecou fazer e agora participa do projeto de meliponicultura da emater. Ele já vendeu o mel em Mossoró mesmo nos comércios, supermercado,

Ele tinha uns 10 curtis tirava o mel e vendia so que com os anos de seca ele ficou mais com dois curtis.

Esse conhecimento de multiplicar eu não tinha ai com a ajuda ai dos meninos dos técnicos fica mais fácil de você crescer.

Sobre a dinâmica de grupo ?

Cada um é individual em relação com a produção dentro da comunidade mas com as reuniões que estão tendo aqui eu acreditou que vai melhorar muito. Em grupo fica mais fácil até comprar naquela maquina pra recolher o mel, fica muito mais fácil.

A particularidade com essa comunidade é que ela sempre conviveu de reuniões, de contatos . as famílias aqui do coqueiro são mais tradicionais de antiga. Tradição de convivência entre as famílias pra elas permanecer aqui. A emater foi muito presente antes dentro dessa comunidade, tinha muito

mais gente na emater (redução dos técnicos) mas tudo isso aconteceu faz muito tempo quando o governo dava mais recursos, tinha mais concursos, mais contratos. Hoje não tem nada disso, acabou 13'

Antes tinha mais recursos, mais técnicos . antes tinha dois - três técnicos nessa área agora so tem um responsável por varias comunidades

“Emater é outra coisa hoje”

Ele trabalhou pra emater

81-82 governo = João Figueiredo 1979-1985

Antes era ancar eu nem fala era bom demais

O governo Collor (90-92) acabou com a emater . Ai foi que desparcelou a emater

Porque a emater antes era um instituto so pro Brasil tudo.

Hoje não quer mais fazer emprestou, agora ele esta trabalhando por conta própria com os filhos. (parecer ter medo de dever dinheiro pro banco, sobre tudo se não sabe se vai dar pra reembolsar por causas desses anos difíceis de seca).

Ele esta batalhando pra fazer a DAP do filho dele pra ele poder acessar numa linha de credito, compra direta. Eles estão no processo de legalização com o sindicato

Tem poços particulares na comunidade mas dificilmente pode fazer um projeto pra ter um poço comum para a comunidade.

“Eu faço parte do sindicato da Lavoura, sou associado é bom lá”.

Se discute de que nesses conselhos no sindicato ?

O trabalho mesmo, sempre a mesma historia, o positivo, o negativo.

Objetivos futuros?

Continuar plantando, nas mesmas culturas, aumentar seria melhor.

Reunião na feira do bode com a prefeitura pra saber se ia efetuar esse restinho de saldo que fica do compra direta

Batalha pra que o filho acessa a DAP → ligação de um responsável do sindicato

“não sei porque, a gente é agricultor, tem todas as provas mais ainda fico sem entender... porque no meu caso que eu nasci e me criei aqui e fiz a mesma coisa com meus filhos. E lá no sindicato eles sabem muito bem disso. Eu fico sem entender naquele negoce e vc fica perdendo as coisas.

Tem pessoas aqui que não tem direitos pra fazer isso. Elas chegam na emater enganando, chegam nos órgãos enganando...

“jê teve reunião da emater aqui e eu ficava calado pra não criar problema, e eu pensava.. pelo amor de deus esse cara... vixe Maria, esse cara nunca plantou um PE de coentro na vida.”

Para garantia safra teve mais de 600 beneficios bloqueados

2011-2012 nessas reuniões a gente deixava bem clara, até ficar chata de tanto repetir pra as pessoas não errar, se você não produce não adianta se inscrever . ai a pessoas vai se inscreve. Ai nessa situação, teve 70 familias que eu considera que elas omitirem, elas não falaram a verdade ai elas teve que devolver o dinheiro para o governo. Elas receberam 600 reais de segura safra e teve que devolver com o juros 1000 reais pra o governo porque eles saim numa situação e o governo provou porque existe o Cadastre nacional de veiculo

As pessoas chegaram na emater dizendo que era culpa da emater que a emater não explicou isso pra gente. Não adianta dizer porque a única desculpa que o governo não aceita, nenhum governo aceita é dizer que não sabia, nenhum governo aceita essa desculpa. Qualquer lugar do mundo o governo não aceita essa desculpa de eu não sabia.

Mas de verdade a gente não sabe de nada... (rire) esse governo ...

Ai o governo mandou esse boletim e se você não paga, é bloqueada a aposentadoria, o beneficio.

Antes não vinha alguém pra fazer a fiscalização, o muito pouco

Infelizmente o quadro da emater reduziu : os técnicos, engenheiros o governo não contrato, não fez mais concurso. Diminuiu muito, a prefeitura mesma coisa

So de 1000 fiscalizaram so 25 la em Brasília faz um sorteio.

Pessoas falam que não pode trabalhar, e recebem um beneficio pra isso e depois eles vão fazer inscrição pra receber segura safra dizendo que eles estão produzindo, isso é contraditório.

O pior é um programa que esta dando certo que nem segura safra e acabou o governo tirando porque tem um alto índice de fraude ai o governo tira o programa e vai prejudicar quem realmente trabalha.

ANNEXE 17 : ENTRETIEN AVEC DONA CELIA (08/06/17)

Quando a gente chegou aqui não tinha poço, a gente trabalhava so com a chuva do inverno mesmo. Se sabe que a dificuldade do agricultor é grande, so sabe quem vive.

Teve seis filhos, um morreu; teve 5 homens e uma mulher. Ai morreu o derradeiro, ai temos 5 vivos. Ai a gente vinha a trabalhar todos juntos com meus filhos graças a Deus. Meus filhos foram criada na roça, estudavam, de manha mas de tarde pai não tinha conversa não, tinha que ir trabalhar, e eles trabalhavam mesmo, foram criados assim mesmo que a menina era tao pequena que colher o alagadão ele nem podia levar o saco pra recolher ai eu ...

Ai a gente começou a plantar no inverno, e depois meu marido consegui um poçinho, foi fazer a vida a gente plantava. Uma vez a gente ficou com um projeto do CNPq que era ai da Emater eles nos ajudou assim. Ai a gente plantou banana, mamão, ai fazia um bocado que o meu marido não plantava banana, planta assim melancia, mamão e melão. E a gente vai levando sabe. Ai ele tava vendendo nos supermercado, mas agora não que ele parou. E ai a gente vai levando assim graças a deus a gente tem esse poço, tem um ali atrás também. Esse aqui meu filho ele preparou essa terra todinha para plantar mas agora que ele compra e venda também ele não pode ta aqui direto. Se sabe trabalhar é muito difícil agora, se vive isso hoje que é de longe la ... ai ele ajeitou essa terra todinha e ai depois não pode vim porque começou o inverno e vai ter que começar tudo de novo; ai hoje os meninos vim pra ajudar ele com o trator. A gente tem a terra pra plantar mamão ai ele vai ajeitar. Ali tem milho e feijão que meu marido plantou no inverno sabe ele é muito trabalhador, ate demais. ai a gente só trabalha com a ajuda de Deus.

Hoje da mesma forma os filhos trabalham no roça com o pai. Eu so tenho uma, minha filha, ela trabalha na UERN, ela é química. E os outros vem da agricultura eles so ficam na escola pra ter o ensino medió. Tem um que trabalha com a gentr la no terreno, Marcos já vim, ele sabe onde é. La tem melão, melancia. Tem um que trabalha em Apodi, tem um terreno alugada porque aqui não da pra todos. Aqui são 16 hectares, ai ele alugou um terreno em Apodi e ele planta também, mas é agricultura também.

O poço aqui, a prefeitura simplesmente liberou a maquina mas o custo foi tudo do meu esposo. Metragem, ate alimentação é a gente que da, so liberou a maquina. Mas não é do governo nada não (rire). Todo aqui com as condições da gente trabalhando mesmo, no pesado, fazendo... vc sabe juntando moeda e moeda trabalhando mesmo pra pagar, pra fazer. É difícil, foi difíc, mas graças a Deus a gente ta comendo feijão ta entendendo?

Processo pra acessar a DA?

Tem as burocracias né, ai a gente começou a botar agora, fizemos isso a pouco tempo que a gente ta botando, pra gente foi em 2014 e não deu certo e agora que veio foi em 2016 parece que a gente começou ai depois parou ai agora vai retornar, tem um restinho de dinheiro que eles falam que tem que a gente botar o resto da mercadoria porque si não vai perder. Mas pra mim ficou muito pouquinho, nem sei se vale a peina levar porque é so, meu marido diz que é muito pouco que ficou; é 73kg de cada coisa ai pra levar nem compensa, nem da pra pagar a gasolina ai não sei vou ver ainda porque ficou muito pouco né.

Programa Compra Direta?

De uma certa forma esse programa traz beneficia pra gente né porque a gente vende a mercadoria, atrasou muito atrasou que eles dao uma programação de tal dia vc tem muita gente que reclamava, ah isso vai custar muito se a gente foi pagar alguma coisa com esse dinheiro vai custar e tal não sei o que mas se sabe que sempre tem as dificuldades né, numca o governo... né ... sempre tem essas dificuldades. Mas eu já recebi o meu so falta um restinho que eles estão agora... se sabe, tentando pra

gente botar né o que ficou o restante. Mas eu já recebi graças a Deus. É pouco, não é muito não mas é uma ajuda né, é uma ajuda mas não da pra você sobreviver não mas pelo menos é uma ajuda pequena.

Quantos trabalhadores aqui?

Aqui tem eu e meu esposo e meu menino. Ai meus filhos eles plantam ai em outros projetos, tem meu filho mais novo que ele trabalha ele tem um projeto ali de melão. Ai tem trabalhadores, ele tem trabalhadores de área, direto. Mas aqui não, a gente so bota assim quando precisa, a gente chama trabalhadores, dois, mas não é todo dia, quando a gente não da conta tem que alguém vem pra ajudar né. Mas não tem esse fixo não.

Vocês estão muito bem organizados?

Porque mulher, (falando baixinho) meu marido é muito trabalhador, ele trabalha muito até me estressar sabe, até ele tanto trabalhar... esse projeto ali olha da gente, não tem trabalhadores não. Se a gente precisa porque não da pra você limpar, adubar, so a gente não da conta não ai a gente bota um, dois o três dias mas... Esse projeto ai é da gente, do poço, ai temos esse projeto ai de banana. A gente planta também melancia, ai ta ajeitando essa área ai pra plantar, ele estava pensando ai atrás ta cheio de pina.

A gente fez esse projeto com pessoas da EMATER, os técnicos vinhe, dava assistência sabe. Sempre estavam aqui os técnicos, toda semana orientando a gente; então nessa época a gente plantou banana, mamão e pinheira. E depois meu marido achou que era muito fraca a venda, ai ela partiu pra plantar melancia e melão sabe. Ai foi quando meus meninos começaram a plantar também ai hoje é assim que a gente vive, planta ai agora ele voltou a plantar melancia ai, bananeira. Ai a gente ta conseguindo ai aguar e dar uma boa mercadoria pra vender. Esse plano ai vc tem que procurar lugar pra vender porque é muito pouco ai; é uma ajuda so.

Meu marido vendia no supermercado, ele se vira, ele também vende na COBAL é muito trabalhados, mas ele luta ele acorda de madrugada sozinho e vai pra COBAL ele se vira.

Processo pra acessar nesse mercado?

Ele mesmo vai. Ele tem avesso na COBAL, ele vai lá como os outros. Ele mesmo vai no carinho dele e vende a mercadoria dele. Não tem assim um próprio lugar, eles dão la um papel, eu marido vai bem antes. Ele sempre vendia, produzindo e ia pra COBAL. Tinha essas coisas, sempre vendia, lutava.

Faz pouco tempo que a gente faz esse projeto de compra direta, é a primeira vez. Ai a gente toda vida s virou, produzindo e vender onde teve mercado! Sempre procurando.

A senhora já beneficiou de outros programas governamentais?

Não ate agora a gente não tem, não comprou nada com o PRONAF. So temos a nossa aposentadoria. Atravessador não da não, já é tão pouco.

Nesse inverno ah minha filha meu marido perdeu muitas coisas ai! Muitas coisas porque ele planta e quando chuva ele endoida. Ele não tem hora, ele quer saber se planta. Quando chegou o momento de segurar o milho, faltou a chuva ai ele perdeu por completo porque não tem nada ele não tem nada que receber do governo. Quando não tem inverno é uma luta muito grande pra ver que não acaba com os animais. Hoje esse ano, Deus ainda mandou um pequeno inverno.

Aqui como animais têm galinhas, guiné, vacas, gado, ovelha.

A assistência técnica?

Eles sempre tava perto da gente, ajudava dando assistência técnica até veneno eles davam. Tem Marcos hoje que esta sempre aparecendo aqui sabe; e sempre quando a gente pergunta uma coisa ele sempre da uma orientação. Ele sempre passa nas comunidades, eles sempre esta circulando. As vezes a gente precisa de uma coisa, de uma informação a gente vai e ele orienta. Uma vez eu fui falar com ele sobre a vacina dos gados e eles falou não senhora não é com as pessoas da Emater não mas orienta onde procurar. A gente sempre entra em contato com ele quando a gente não sebe de uma coisa sabe e ele informa.

Durante o projeto do CNPq os técnicos mesmo vinham, nessa época eles vinham mesmo da assistência, eles vinham mesmo. Ensinava a fazer coisas, orientou e foi assim que a gente começou a fazer as coisas. Ai passou um tempo e eles falaram pronto, agora vcs vão caminhando e eles deixam de dar assistência e meu marido apitou a melancia, melão. Agora a gente vai conforma as coisas da gente. Ai foi Marcos que informou sobre esse compra direta ai ele explicou Senhor Audeci não é muito pra o pequeno agricultor e tal e assim vamos fazer o test.

Eu so uma pessoa que gosta muito de procurar as coisas, eu fui numa reunião ali no assentamento e Marcos estava, ai me interessei e perguntei a ele sobre essa compra direta e tal. Ai tinha um cadastro lá ai renovei. Ai essa compra direta foi agora pra gente. Vc sabe as coisas do governo como é com

essa crise, não tinha condição ai eles diziam que estava na espera. Eu fui numa reunião semana passada que era justamente pra botar esse restinho que faltou. Ai depois eles falam que vão ver se prossegue porque realmente esse projeto foi de 2014 e ainda continua como projeto de 2014; o projeto parou porque os recursos não saírem. A gente sempre procura uma coisa que ajuda né. Fiz um PRONAF pra comprar um trator, mas ate agora não deu certo, faz bem já dois anos que ele esta tentando fazer.

Oh mulher foi uma luta pra mim pegar essa cisterna porque eles achavam que eu tinha condições, eu corri muita atrás mas eu consegui ela.

Porque a gente não ta informado, sei lá o povo não informa a gente das reuniões, das coisas. Ai nos assentamentos ali eles tem muito mais comunicação e tudo.

ANNEXE 18 : ENTRETIEN AVEC MANOEL CANDIDO (FETARN) (19/06/17)

Apresentação da FETARN?

A FETARN ela exista a quase 70 anos, hoje ela representa os AF, foi mudado o estatuto, saiu de... não é mais uma representação eclética, passou a ser representação específica dos agricultores familiares e que representa todos eles no estado do RN. Estamos ai, nessa luta com muitas dificuldades, principalmente nesses últimos anos em função de uma seca consecutiva de 6 anos. Isso tem sido destruidor vamos dizer assim, e agora mais grave ainda com a questão da falta da água. Os grandes reservatórios que abastecem as cidades das comunidades com certeza não estão recebendo água esses anos e ai so Deus sabe o que vai acontecer daqui pra frente, ver se chuva novamente pra recuperar tudo isso né. A FETARN hoje é isso, nos temos sede própria la em Natal e agora fizemos uma reforma, nos temos 10 diretores executiva (3 mulheres, 7 homens) com representação também na questão de gênero, hoje são... a representação seja no mínimo de 30%,mas agora vai ser paridade. Temos também uma secretaria de jovens (20% de jovens nessa direção), secretaria de idosos e de mulheres.

De 167 municípios nos temos sindicatos em 164 mesmo assim nem todos são representados pela FETARN. De qualquer forma, representamos 140 sindicatos.

Papel específico do Presidente da Federação?

Vivemos num sistema presidencialista, pessoa que fica com a maior responsabilidade, é o representante direito, a pessoa que assina junta com as secretarias que assinamos ofício, que representa diretamente o patrimônio que temos com qualquer outro de uma organização social. Então a minha função é de coordenar isso junto com os outros; somos um colégio de 10, e estou a frente desse comando junto com os demais. Eu já fui Presidente aqui desse sindicato em Mossoró, daqui eu fui pra lá, pra FETARN.

Composição da Federação?

A direção executiva sai 10 pessoas. Ai tem essas secretarias de mulheres, idosos.... ai somos uma direção de 82 pessoas. Mas executivo mesmo nos quais os serviços estão liberados pra gratificação pra trabalhar de dia a noite soa esses 10 diretores executivos.

Primeiro somos filiada a CONTAG, que é a nossa confederação nacional que tem sede em Brasília. Somos afiliada a CUT e parcerias com vários outros segmentos da sociedade civil: temos boa relação com pessoas da CPT, com MLST, por ai vai... hoje podemos dizer que não temos confusão que nenhum desses outros segmentos até mesmo com a FETRAF nos se unimos nesses momentos necessários por exemplo nessa questão agora da reforma da previdência, reforma trabalhistas, todos os momentos que se faz contrario a isso se faz todos juntos. Quando se trata da questão especificamente da disputa de base não, já é uma outra relação; na questão política sindical ai temos alguma contratempo, mas isso é natural. No geral nos temos hoje uma relação de parcerias com todos os mais segmentos da sociedade, os sindicatos urbanos, função dessa questão da política mesmo estamos sempre unidos em defesa dos diretores dos trabalhadores que seja os rurais e os urbanos.

Qual é o papel da FETARN na gestão das políticas publicas?

O nosso papel a verdade é lutar em defesa para as PP para os AF em defesa da reforma agrária, temos um avanço bastante significativo com conquistamos o PRONAF desde 1995 que vem se ampliando

durante o Governo Cardoso a gente conseguiu criar, fazer essa diferença, tirar o trabalhador daquele conceito de pequeno agricultor e transformando isso como AF. E aí criando um crédito que na época foi apenas de 2 milhões no Brasil inteiro, logo em 1997 tivemos que fazer um grande movimento também... planejamento ...tanto que o governo pudesse liberar mais recursos para o PRONAF e isso aconteceu. Então pra resumir, a partir do primeiro governo Lula, a gente avançou bem mais esses créditos hoje temos em torno de disponível no Banco do Brasil, no Banco do Nordeste principalmente 31 bilhões pra o PRONAF. Mas ninguém consegue acessar esse recurso todo, tudo bem, podemos não acessar por outras questões as vezes de burocracia interna nos Bancos né. Ao longo desses anos de 95 pra cá, inadimplência dos agricultores para com Banco (11'30) então isso faz com que a gente começou não acessar esse recurso todo. Mas existe a disponibilidade. Então pra nos diz que é a grande sacada que existe, nosso salto de qualidade em defesa do crédito para os AF. Existem recursos, se a gente não consegue acessar toda, aí gera uma outra questão. Então o PRONAF foi um dos programas que transformou assim as políticas públicas, por lei e tudo, lei da própria instituição, pois avançamos bastante! Veio outros programas sociais como bolsa escola e tantos outros, PRONAF mulher, PRONAF jovens, todos vêm se deslurbando (12'24) numa série de outros modelos de investimento e de ... isso deu com certeza uma situação muito boa para os trabalhadores. Tanto assim que hoje, no estado todo, no nordeste todo, no Brasil inteiro vc não vê mais esse estado de miséria que se visto antes. Essas políticas como pronaf essas políticas sociais como também da previdência social os benefícios da previdência foi uma ... muito importante nosso. Isso trouxe uma melhoria de qualidade de vida pra os trabalhadores; a valorização do salário mínimo... a partir também do início do Governo Lula, isso trouxe uma situação muito importante, com esse seis anos de seca a gente não consegue encontrar nenhum canto do estado por mais seco que seja, nenhum conflito o assim ... saque de como tinha antes (13'47), a situação econômica da população rural durante esses últimos anos agora baseado nessas políticas mudou radicalmente pra melhor. A situação hoje é muito diferenciada é tanto que nos estamos dizendo se a reforma da previdência passa da forma que esta proposta agora, tudo isso vai acabar, esse estado de melhoria da qualidade de vida no campo; não só para os trabalhadores rurais, mais também a população em geral porque por ex: hoje os temos no RM quase 300 000 benefícios rurais que isso quer significar o que... que isso permanece. Então da forma que o Governo esta proponha a reforma da Previdência, isso vai desaparecer e com certeza as aposentadorias vão se reduzindo de forma que termina dificilmente um trabalhador, uma trabalhadora pode recuperar todos os benefícios.

Os 1 primeiros dias do mês são os dias que os benefícios estão pagados aos trabalhadores e trabalhadoras então exatamente essas primeira quinzena do mês vc vê movimentação, feiras no interior mais movimentadas porque quem recebe esses benefícios ele investe no município, gasta ali, ele compra ali, então isso gera uma economia local das mais importante, é tanto que com esses assalto, com esses estoura de caixa de banco que vêm acontecendo nos interiores, aquela cidade que sofreu isso, que passa meses pra que seja recuperado eles tem que se deslocar pra receber em outros cantos então recebe lá e começa gastar lá, então aquele município que foi prejudicado com isso já começa a sentir a dificuldade e os problemas. Então em relação com as políticas isso sem falar dos assentamentos temos os no estado também quase que 30 000 famílias assentadas agora isso num período bastante longo né, de 85 pra cá que a gente conseguiu avançar mais nessa questão da luta pela terra, temos agora em torno de meta de 150 000 pessoas assentadas, tanto pelo INCRA, desapropriação que pelo acesso a terra através do crédito fundiária – programa do governo e também conauiestado durante o governo lula que libera recurso pra que vc cumpre a terra, terra que não pode ser desapropriada pelo INCRA em função dos critérios que tem até uma propriedade de so pode ser desapropriada a partir de 15 módulos. Ento vc através do crédito fundiária vc pode comprar, organiza, ate individual, uma família pode dois, três, quatro, depende do tamanho da propriedade, e também da qualidade da terra. Avançamos bastante na questão de aquisição da terra a traves do programa do crédito fundiário. Então junto com esses dois, nos temos hoje com esse total de aproximadamente 30 000 famílias assentadas no estado.

Os juros do pronaf também tem sido juros bastante baixos, tem juros até 1%, 2%, 3% ao ano então isso facilita também o acesso ao crédito e facilitou o pagamento.

Acesso ao PRONAF?

Nesses últimos anos, surgiu também a história da DAP. A dificuldade as vezes pra muitos, é devido a inadimplências e muitas pessoas as vezes nem se enquadrou mais como AF então vc já começa ter dificuldade a acessar a DAP né (rire). Tem que seguir um rito bastante criterioso, foram invadido por

peças que não são AF que tem outras receitas, outras rendas, mesmo que têm uma propriedade pequena, mas a base da sustentação dele, ele não exerce na AF. Ai quer e não consegue por isso; tem que ter um bacado de coisas que justifica que ele é AF pra le acessar a DAP> esses documentos é com o sindicato, com a EMATER. Tivemos problemas cm a emissão de dap com pessoas que não soa exatamente dentre dos critérios, talvez gerou alguns conflitos, fiscalização, denuncia mas é o processo que eu consigo normal sabe. As vc chega aqui prova todo que é um agricultor familiar e depois vc vai ver que não émas j ata feito, mesmo assim acontece na emater. Pra vc não fazer isso teria que ter as condicoes de sair, visitando , consultando devia ser feito assim mas infelizmente geralmente vc não tem essa estrutura assim pra fazer assim devida a demanda né.

É o mesmo caso com a questão da aposentadoria. Quando a pessoa completa 60 anos a pessoa pensa em se aposentar mas é so se for rurais ai eles fazem um balaxe tao grande termimando chegar aqui provando que é trabalhador rural mas depois vc termina descobrindo que não; é o homem o a mulher nessa hora todo mundo que ser trabalhador rural. Isso é o problema e é o mesmo com as DAPs, comparando um problema com a outra é muito parecida. Mas dificuldade tem mas tem que se organizar primeiro pra poder acessar esses créditos, provar que é agricultor, tem que andar direitinho sino também não consegue, mesmo sendo vc não junto provas pra isso, tem que provar que é o grupo familiar, não posso eu sou F que tem acesso a tudo isso mas minha mulher não sei o que não sei o que ta empregada , é funcionaria, mimha familia todinha ai e eles se caracterizou grupo familiar é difícil vc dizer isso pra eles é, mas chega ate dizer não, mas como sindicato somos defensores dos direitos dos trabalhadores, somos defensores de que a lei seja aplicada corretamente, tem critérios pra defender os direitos. Então é dessas horas que muita gente não fica satisfeito, não gosta, ta errado e tal... mas é um processo convencedor.

Eles estão muito desconfiados. O pronaf por ex o banco inventara o seguinte, criar uma linha de credito que ele chamou de é uma liberação de poucos recursos 2000, 3000, 4000 no máximo né é o Agroamigo né. Então isso liberou tanto dinheiro nesse estado. Vc chega acessa esse credito inventa qualquer negoce la ai tira 2000, 3000. Se vc volta dentro daquele prazo, a pagar,se vc aplicou tudo direitinho, pagou direitinho vc tem um bônus de 40% ai vc paga pega outro e vokta vai fazer outro negcio, isso tem uma fonte de recurso simplesmente muito importante, até apesar do pequeno valor mas pra essas pessoas é muitas coisas, vc pega 3000, 4000 reais e vai investir numa coisa e termina dando certo pra quem aplica direitinho, tiveram muito resultados ai isso também teve uma distribuição de recursos, em termo de empresto, que fez uma revolução muito grande.

Porque tem pessoas que se enquadram dentro da agricultura familiar mas não quis mexer com os programas governamentais?

Acontece isso, muitos, mas aquelas famílias do campo que participam do sindicato, de uma associação... todos eles tem acesso as informações. Todas. Todo mês não realizamos nove reuniões, nos nove polos sindicais no estado todo. O que é polo sindical ? pego um grupo de sindicato de uma região, por ex mossoro, baraúna participa do polo do vale de Assu que pega são 17 sindicatos que formam esse polo. Todo mês nos temos uma reunião com eles e todo mês esse assuntos são discutindo e eles têm obrigação de levar isso pra as comunidades. É sobre o PRONAF, é sobre desapropriação, e sobre todas as questões dos nossos interesses que discutimos com eles, então a informação chega. Os trabalhadores que participam da vida dos sindicatos, direto e diretamente que participam das reuniões elas tem essas informações. Agora muitos não vão, ouviam falar mas não tem interesse e tal. Posso lhe afirmar que esse agroamigo ele pente uma função muito importante nesse emprestos com os agricultores, como também o pronaf propriamente dito de financiar 20, 10, 15, 30, 40 mil reais de pende da sua unidade de produção. Agora to aqui hoje, eu vim pra ver se eu faço empresto no banco do nordeste de 65 000 pra recuperar todos os meus cajueiros lá em Serra do mel que eu perdi. Eu so colono la em serra do mel desde 1980, sou agricultor familiar de nascença, meus pais eram AF, todos dois já faleceram, na comunidade de Alagoinha, eu morrei ali quase 20 anos dali eu fui pra Serra do Mel, sou colono la desde de 80 então nesses anos de seca nossos cajueiros morrerem e agora to tentando comprar os pés pra recuperar os cajueiros, plantar de novo, isso pra o próximo ano se chove. Tanto tem dificuldade, tenho dificuldade como qualquer um desses outros, o banco exige isso, exige aquilo pra fazer empresto, como garantia disso vc vai ter que hipotecar o lote, tenho o lote e a casa de 50 há. E a casa de 3000 metros de surfasse ai vc tem que desmembrar a casa do lote pra poder que o lote entrar como garantia do financiamento ai to aqui aguardando pra que .. fazer esse desmembramento da casa do lote pra poder fazer o financiamento; vou gastar ai onze mil quinhentos ai entao é essas coisas que as vezes acontece com qualquer um, comigo, com eles mas não tem nada

de outro jeito pra fazer tem que fazer. Ai tem que tem dificuldade pra ter esse 11000 não sei o que entao acabou não fazer nada (30') dizendo "não, isso na presta não". Hoje não tem nada não. Eu ser o presidente da FETARN eu não sou diferente deles. Eu tenho costuma de dizer nas reuniões que tem muitos trabalhadores e os dirigentes "eu sou da AF igual a vocês" eu não sou diferente porque eu sou presidente da Federaçao. Tenho as mesmas dificuldades pra fazer as coisas; é um ritual muito delicado. É muito complicado e eu pra fazer essa despesa eu fui primeiro no banco, chamei um técnico que esta fazendo o projeto, fui la e ter que esta tudo ok pra poder fazer as coisas.

Vinculo entre a FETARN e o Governo?

Na verdade nos não temos vínculos, o compromisso políticos, a gente tem assim, nos voltamos com qualquer outro todo diretoria é ... somos considerados do lado do partido de esquerda vamos dizer assim... mas hoje ninguém nem sabe o que esquerda o que direita, bagunçou tudo né. Mas a maioria estão ligados a esses movimentos que faz enfrentamento ao projeto neoliberal vamos dizer assim. Esse governo que ta ai na verdade a maioria de nos votamos com ele, o governo do estado, pra presidente todos nos votamos na Dilma; tanto no Lula que na Dilma, e aqui no RN nessa última eleição em 2014,nos votamos no Robinson, o governador que esta ai mas ta um desastre total. Também não temos, alias amanha, não, dia 26 nos temos audiência com ele, j ata marcada, esto convidando todos os polos sindicais, todos os coordenadores, estamos preparando um documento e vamos entregar a eles também falando dobre um bocado de coisas que a gente entende que é da responsabilidade dele. Mas isso sem vinculo, assim de compromisso politico, partidade não. Ele sabe disso como todos os outros que passaram, sempre fomos assim. Não andamos por ai fazendo quebradeira, estamos fazendo o nosso movimento todo ano que se chama "Grito da Terra", estadual essa conversa que vamos ter com ele dia 26 é exatamente encima disso, devido a todas essas coisas que estão acontecendo, provavelmente nos vamos fazer o grito com mobilização, com gente andando na rua com todos os outros movimentos estamos fazendo isso faz tempo. Mas vamos apresentar o documento e fazer uma roda de conversa com as secretarias dele ligada com essa questão da agricultura, da saúde, da educação, ligando isso ao meio rural.

Impactos da mudança da SEAD pra Casa Civil e extinto do MDA?

A primeira reação foi que o Governo assim que assumiu, o Governo Temer assim que sentou na cadeira, o primeiro ato dele foi extinguir o MDA ... primeira coisa que el fez! Que já era um desejo, uma vontade dele de muito tempo. Eles pressionaram Lula pra fazer isso, no segundo mandato de Lula, pressionaram Dilma no primeiro mandato, no segundo e ela segurou. Então quando Temer assumiu a primeira coisa que ele fez foi essa. Isso foi um desastre muito grande e infelizmente não conseguimos reverter essa situação e ao outro foi o ministério da Previdência, que era um ministério antigo com mais de 100 anos de existência e também fez isso. Alias, o seja aqueles ministérios que representavam programas sociais nas politicas publicas, o mais pode ele cortou todos, extingui todos os dois.

Porque ele queria fechar esses órgãos?

Não tinha razão de existir; porque por exemplo da reforma agraria o MDA era pra ta todo mundo no Ministerio da Agricultura, porque o AF tem que ter ministério? Isso era o justificativo !! mas ministério = mais despesa, mais não sei o que... é outro ministro, uma caravana de gente que eles botam lá, de acessoria, de coordenação de não sei o que, de secretarias e mais secretarias. Essa era a justificativa dele, mas pra nos não era isso.

Acabou o ministério mas ele ficou com secretaria nacional, secretaria não sei o que lá tudo bem pode ate reduzido o numero de cargo de pessoas mas isso posso só não vai resolver o problema, acabar com aquela fonte direta que vc tinha que era ter um ministro, tem o ministério, tem a secretarias de pessoas ligadas aos movimentos sociais que avançava, ajudava.

Liberação de 30 bilhões para o novo plano safra 2017-2020?

Os 30 bilhões, já era, já existia, ele não acrescentou nada. Manteve a mesma coisa pelo mesmo discurso não sei . Porque começa também a se discuta mais no partido dele o acesso a esse politicas. Essa vez, a gente não participou do dia do lançamento do Plano Safra 2017-2020. Nisso a gente não acredita em nada não, vamos continuar pra acabar com ele porque ele não serve pra essas categorias, esses trabalhadores não! Ele traz grande prejuízo pra os trabalhadores com a reforma da previdência em outras medidas → coisas que derrubam nossos direitos.

2nd partie:

Temer mandou suspender a liberação de recursos.

Os agricultores familiares não deveriam depender de semente de ninguém. Essa dependência no governo pra dois o três kilos de sementes isso é muito ruim, não é pra ser assim, não precisamos de isso.

Situação preocupante, as pessoas nem tem agua pra o consumo, nem pra beber! Esse ano vai ser das piores. Varias cidades do estado não receberam agua nesse ano que os reservatórios estão vazios. Perto de Caicó, os grandes reservatórios responsáveis pelo abastecimento dos maiores adutores não receberam agua.

Mossoró recebe 25% da agua pra beber.

Poços que não esta funcionando, vazamento grande. Aqui nossa região, nos temos agua bem profunda, no subsolo bem favorável como na região da Chapada de Apodi → problema bem grave, as grandes empresas de fruticultura se instala na região, eu já falei mil vezes mas ninguém esta prestando atenção porque ninguém quer enfrentar essas empresas, aquele cara da agricofamosa ele tem influência nesse governo com todo mundo ate com o Robinson, tem !

Os agricultores pra fazer um poço subterrâneo tem que ter a outorga de agua da IDEMA e geralmente esperam entre 9-12 meses pra obter naquela, pra as grandes empresas, elas nem esperam ter essa outorga o quando faz o pedido elas recebem na semana porque da propina pra os responsáveis (corrupção). Esses caras fazem poço de mais de mil metros de profundidade, eles nem vêm aqui. Eles acabaram com tudo.

ANNEXE 19 : ENTRETIENS AVEC MARCO BARBOSA TECHNICIEN AGRICOLE A L'ANTENNE RÉGIONALE D'EMATER-RN DE MOSSORO

Papél das associações comunitárias ?

As associações e os conselhos são entidades constituídas por agricultores pertencentes às comunidades. Apresentam registro Civil, registro em ATA e constituem diretoria, formadas pelo próprios agricultores da comunidade.

O principal objetivo da associação é reunir seus associados para discutir e levantar as principais demandas, necessidades e problemas que ocorrem em comum para todos da comunidade.

A associação tem a função de representar seus associados junto às instituições públicas para reivindicar políticas públicas e programas que visam melhorar as condições sociais, econômicas, ambientais, de saúde e educação.

As associações também podem ter seus representantes participando de Conferências municipais, Conselho Municipal, Fórum de Associações, ou seja, qualquer forma de evento que visa discutir e debater problemas nas comunidades rurais, as associações tem direito de participar com direito a deliberação.

O papel da Associação é buscar respaldo técnico que possa auxiliar no entendimento das políticas públicas e por outro lado as instituições públicas tem que ter o compromisso de buscar as associações para apresentar em reuniões com os agricultores as políticas pública que possam melhorar e atender a demandas dos agricultores. Ao mesmo tempo há um linha de trabalho que e necessário se tornar constante é o "planejamento participativo" ou seja as associações com seus associados juntamente com representantes das instituições públicas constroem um planejamento que visa executar políticas públicas ou demandas levantadas pelos próprios agricultores através desse planejamento, dessa forma é possível entender, atender e contemplar as reais necessidades comuns da comunidade.

Les associations et les conseils sont des entités constituées par les agriculteurs qui font partis des communautés. Ils sont inscrits sur le registre civil, le registre ATA et ont constitué une direction formée par les propres agriculteurs de la communauté.

Vínculo entre EMATER e o sindicato ?

Quando temos essa relação EMATER/SINDICATO, sempre visa e objetiva envolver assuntos que envolvam o agricultor familiar. Não há uma relação formal ou oficial com o Sindicato e sim somos parceiro do Sindicato nas ações e atividades que envolvam beneficiar os agricultores. Na execução dos trabalhos da EMATER de projetos, programas e políticas públicas o Sindicato é um parceiro importante pois promover no incentivo, a aglutinação e o entendimento por parte dos agricultores daquilo que a EMATER apresenta como trabalho. Outra parceria importante EMATER/Sindicato é na validação de informações a respeito da classificação do agricultor como agricultor familiar, por exemplo, através da Declaração do Sindicato ao agricultor que assegura à EMATER emitir a DAP de maneira que as informações contidas na DAP (DECLARAÇÃO DE APTIDÃO AO PRONAF) são verídicas.

Papél da prefeitura?

Cada representante local tem seu papel definido e atuação própria independente da EMATER. obviamente que quando há necessidade ou demandas em comum que visam beneficiar a agricultura familiar é interessante desenvolver parcerias EMATER/ e esses representante locais. Um exemplo é a execução do Programa Compra Direta, onde a prefeitura através da secretaria municipal da agricultura é um importante parceiro para executar o programa, fornecendo toda a infraestrutura e logística para executar o programa.

Reuniões da EMATER ?

Quanto a avisar os agricultores das reuniões que precisamos fazer com eles para apresentar os programas e projetos, sempre procuramos manter o contato e a parceria com diretoria das próprias

associações desses agricultores. É muito importante pois repassamos as informações pra diretoria das associações que por sua vez tem grande capacidade de articular e mobilizar os agricultores para convida-los a participar das reuniões e eventos promovidos pela EMATER.

Quelles peuvent être les raisons pour lesquelles les agriculteurs familiaux ne deviennent pas associés aux Associations communautaire des zones rurales ?

Existem três hipóteses na análise dessa questão.

No Brasil, especificamente na região Nordeste, a organização dos agricultores de forma coletiva ainda é frágil e pouco avançada em suas ações e representatividades, que aí passa por várias razões e fatores intrínsecos e motivos externos ao ambiente de convívio e vivência dos agricultores familiares. O próprio histórico de décadas da falta de incentivos fiscais, econômicos, sociais e políticos por parte do ESTADO Brasileiro fez com que formasse na maioria dos agricultores familiares a opinião de que as instituições são representações que não funcionam e não atendem aos seus anseios, dessa forma, muitos agricultor familiar tendem a pensar que se inclui as próprias associações que os representam, desacreditando nessas e não visualizando como fortalecimento da agricultura familiar.

Não se tira a razão dos agricultores familiares dessa forma de pensar, pois mesmo com a atuação da EMATER, das ONGs, das Associações, Sindicatos e Pastorais ligados a igreja, mesmo assim as políticas públicas voltadas para a agricultura familiar ainda não são eficientes e eficazes que possam ser considerado uma mudança pra evolução nas condições sócio econômicas das famílias dos agricultores.

Há um fato e histórico no Brasil de políticas públicas e projetos em sua maioria priorizando e direcionando recursos em sua maior parte para o Grande Agronegócio. Houve uma tendência na última década (até 2015) com políticas públicas e leis estabelecidas que valorizam a agricultura familiar, mas que se ordem prática estão vulneráveis a sua aplicação, execução e estabelecimento à grande instabilidade política que passa o Brasil, fragilizando ainda mais a credibilidade e a confiança dos agricultores familiares pelas instituições públicas e infelizmente não visualizam com fortalecimento as instituições que o representam como as associações e os sindicatos.

Realmente o Sindicato tem um papel importantíssimo como representatividade do agricultores familiares. Mas por parte do agricultor ele ainda visualiza, em sua maioria, que o Sindicato é importante para seus benefícios sociais do previdenciário e questões trabalhistas de emprego. Quanto a visualizar o Sindicato como instituição que os representam para reivindicar, socializar e cobrar das instituições públicas, políticas públicas de geração de renda, emprego, questões voltadas para o desenvolvimento rural do agricultor, infelizmente muitos agricultores familiares filiados ou não ao Sindicato precisam aumentar sua credibilidade e confiança junto aos Sindicato. Obviamente que isso passa pela lisura e eficiência dos Sindicatos e de seus diretores também.

Como superar isso ?

A EMATER e seus técnicos é a instituição que mais tem proximidade presencial junto aos agricultores. Seja para oferecer a assessoria técnica dentro da nossa capacidade as vezes limitada em termos de recursos e infraestrutura. Mas quando o Agricultor familiar precisa recorrer ao órgão público voltado para a Extensão Rural, é sempre a EMATER que está presente. De certa forma há credibilidade dos Agricultores para com a EMATER devido essa presença diária e baseado nisso os Agricultores tem a sensibilidade de perceber que os técnicos tem boa intenção e procuram sempre transmitir as informações, mas, sempre no intuito de deixar os agricultores muito a vontade de querer ou não aderir aos projetos e políticas públicas. Essa forma que adotamos de transmitir a informação e respeitar a vontade do agricultor é o que de certa forma nos proporciona credibilidade junto aos agricultores e como consequências viabilizamos até certo nível o nível de confiança dos agricultores perante às instituições públicas.

Objectivo dos orgaos federal na implemenação das politicas publicas ?

Quanto trata-se de "Estado" governo federal, através dos Ministérios Agrário e o outro do Desenvolvimento Social, esses têm por objetivo com as políticas públicas promover o desenvolvimento social e econômico das famílias rurais, através de projetos que atendam as reais

necessidades locais das famílias. Essas políticas públicas existem para tentar corrigir um dado histórico de décadas de pobreza rural, também da questão fundiária, onde a falta de acesso à terra para produzir e conviver com a família, que nesse caso existem as políticas de reordenamento fundiário através da formação de assentamentos da reforma agrária. Então o objetivo de forma geral e "teórico" é tentar promover o desenvolvimento rural onde as famílias possam viver com dignidade, produzir e gerar renda.

Visão do Nordeste ?

Teríamos várias referências a ser analisada para termos como definir de que forma o governo federal considera a região nordeste. Se formos basear-se pelas políticas públicas implementadas, vemos que o governo federal considera a região como a mais carente em termos econômicos e sociais e de fato infelizmente ainda é essa a realidade. Obviamente que essa visão e consideração baseia-se em fatos e dados concretos, como por exemplo o Censo e Estudo do IBGE, as pesquisas realizadas por institutos e universidades que estudam o contexto social e econômico da região nordeste, então o governo federal norteia-se dessas informações, pesquisas de realidade para nortear projetos, políticas públicas e programas sociais..

Des politiques publiques et projets qui existent actuellement, certains répondent aux préoccupations et aux réelles nécessités des agriculteurs et cela les agriculteurs en parlent lors des réunions. Mais il existe d'un autre côté une réalité éloignée entre ce que les agriculteurs nécessitent et ce que l'État offre comme projets et politiques publiques qui ne répondent pas et sont d'ailleurs bien loin des objectifs productivistes de l'agriculteur, ce sont des projets élaborés qui mettent à disposition des ressources financières et matérielles ais qui ont été élaborées par des techniciens du gouvernement qu'ils proviennent de ministères ou de secrétariats lesquels n'ont pas organisé de consultation publique pour construire les projets qui de fait devraient satisfaire la réalité des agriculteurs familiaux. Se un projet n'est pas construit main dans la main avec les agriculteurs la tendance est de résulter en un échec.

Mas como Emater leva a política do Estado ? Essa política esta contradita pelo Instituto o nao ? se esta, como ? Qual é a margem de autonomia de EMATER em relação com essa políticas ?

As políticas Públicas apresentadas e "pensadas" pelo Governo que tem seu público específico, nesse caso o agricultor familiar realmente não são todas elas de ordem prática que atendam as necessidades e os anseios, algumas acabam não sendo adaptadas às condições ambientais da região a qual foi direcionada e muitas vezes o agricultor desconhece a tecnologia, a cultura agrícola, ou mesmo a infraestrutura que o Governo oferece pra determinado projeto não teve um estudo prévio se determinadas comunidades estão disposta a absorver essa política pública. A EMATER por se tratar de um órgão público estadual subordinado ao Governo do Estado, então se o Estado decide que através da secretaria de agricultura do Estado que a EMATER tem que executar determinada política pública ou projeto, infelizmente, a EMATER e seus técnicos não tem autonomia pra recusar a executar determinado projeto junto ao agricultor, mesmo que os técnicos demonstrem tecnicamente que é inviável. Mas temos autonomia de executar esses projetos nas comunidades que possam vir a ter adaptações e aceitação por parte Dos agricultores. Infelizmente isso passa por duas vertentes DA Extensão Rural as quais precisam ser analisadas que são o Difusionismo o mais praticado infelizmente na Extensão e a Construção do Conhecimento a qual melhor se adapta para a agricultura familiar.

Outros atores que participam ?

Todos que possam ou tem atribuições que colaborem é importante participar. O Sindicato dos agricultores e trabalhadores rurais tem grande importância no sentido de reivindicar, cobrar e defender os agricultores para que sejam beneficiados pelas políticas públicas e suas demandas. Organizações da sociedade Civil como exemplo ONG, COOPERATIVAS tem papel importante para auxiliar no desenvolvimento econômico e social dos agricultores.

A CPT Comissão Pastoral da Terra, O INCRA e a SEARA tem grande importância na garantia e direito ao reordenamento fundiário, garantindo assim um mínimo de área para os agricultores poderem viver com suas famílias e produzir.

Pela recomendação do MDA Ministério do Desenvolvimento Agrário é ideal que a extensão rural propicie no mínimo um Técnico para cada 100 famílias, o que seria ideal para atender a demanda dos agricultores. Sempre há por parte das instituições que representam os agricultores, como por exemplo o Sindicato dos Agricultores, a reivindicação por concurso público para suprir essa demanda. Atualmente é impossível praticar a extensão rural de forma individual para casa família, nesse sentido os programas e projetos visam atender de formas coletiva as famílias....

Nos Assentamentos de Reforma Agrária, percebe-se que essa apropriação é mais avançada, comparado ao agricultor familiar individual e de comunidades tradicionais" eu gostaria de saber se você sabe porque é mais avançado e eles tem mais acesso as informações ?

Existem alguns fatores de que certa forma favorecem pelo menos o acesso à informação, adesão e muitas vezes apropriação de políticas públicas e projetos, por parte de assentados em maior número em relação à agricultores familiares individuais de comunidades. A forma de organização comunitárias, em agrovilas, nos assentamentos que caracteriza pela aglutinação de famílias ficando mais próximas facilita a realização de reuniões, mobilizações e atividades em grupo, bem como contratos de assessoria técnica para o assentamento financiada pelo INCRA.

Também pelo fato desses assentamentos estarem subordinados em termos fundiários, econômico e controle social ao INCRA. Portanto o INCRA tem por atribuição promover a gestão e apoiar financeiramente o desenvolvimento social e econômico dos assentados e do assentamento, bem como o monitoramento da permanência ou desistência do assentado em relação a morar no assentamento. Também logo de início quando os assentados são estabelecidos no assentamento há um apoio social financeiro através do Fomento.

Obviamente esses são fatores que podem suceder resultados positivos ou não para o desenvolvimento social e econômico e social dos assentamentos.

Os técnicos tem uma formação em que geralmente ? Eles devem ser engenheiros agrônomos ?

Extensão rural tem por princípio e ideologia a educação informal e continuada, baseada na promoção do conhecimento através da multidisciplinaridade de seus profissionais que abrangem as diversas áreas do conhecimento e da informação, sendo assim há a necessidade de uma equipe composta de técnicos com formação acadêmica nas áreas social, econômica e da agropecuária, no mínimo.

Que são Engenheiros Agrônomo, Florestal, Agrícola. Serviço Social, Nutricionistas e Pedagogia.

Quando se trata do PRONAF, a emater fala do pronaf nas reuniões e tal, o técnico faz o projeto do agricultor mas depois, quem manda o projeto pro banco ? é o agricultor mesmo que tem que ir no banco é assim ? emater nao tem nenhum vinculo com o banco ?

A Emater participa da elaboração do Projeto Pronaf de acordo com as condições econômicas dos agricultores e de acordo com suas atividades desenvolvidas e direcionando o projeto para financiar uma atividade que o agricultor já tenha experiência, com isso aumentam as chances de conseguir sucesso no projeto.

Após elaborado a proposta do Projeto, o técnico que elaborou e o agricultor assinam o projeto em seguida o técnico envia o projeto para o Banco do Brasil ou do Nordeste através de um ofício da EMATER. Em seguida o Banco vai analisar o Projeto, se houver algum erro o Banco entra em contato com o técnico para esse fazer os consertos, se não apresentar erros o Banco entra em contato diretamente com o Agricultor pra comunicar que foi aprovado o projeto e ele pode assinar o contrato no banco.

Marcos, eu vi que nos requisitos do programa compra direta, a participação dos beneficiários no programa é condicionada a sua organização em cooperativas, associações ou grupos informais, e que esta demanda normativa do programa tinha estimulado agricultores familiares a se vincularem e/ou formalizarem associações e cooperativas como forma de atender aos requisitos do programa.

A modalidade Programa Compra Direta executada pela EMATER que compra os produtos dos agricultores e doa para escolas públicas e instituições filantrópicas, através do PAA (Programa de Aquisição de Alimentos) tem sua formalidade de compra através do CPF e da DAP individual do agricultor, ou seja, é critério do Programa adquirir os produtos dos agricultores de forma individual de sua produção. Obviamente que isso não é um impedimento dele pertencer à uma Cooperativa. Mas, existe outra modalidade que é o (Programa Nacional de Alimentação Escolar) dentro do PAA <http://www.mda.gov.br/sitemda/secretaria/saf-paa/sobre-o-programa> que as escolas tem que adquirir do total da sua merenda, 30% tem que ser produtos comprados da agricultura familiar através de chamada pública, onde o agricultor pode fornecer diretamente pra escolas. Muitos agricultores se organizam em cooperativas para fornecer no PNAE, mas a venda dos produtos pra escolas e o pagamento para os agricultores é individual no CPF de cada um.

Ai minha pergunta é de saber como isso foi aplicado no polo alagoinha o em algumas comunidades dentro do polo ? Se foi feito mesmo ? Se tem comunidades onde os agricultores teve mais vontade de se unir o mais facilidades

No Polo Alagoinha teve adesão de 13 agricultores para vender no Programa Compra Direta do ano passado e desse ano. Cada Agricultor pode vender até R\$ 6.500, 00 reais de alimentos produzidos na sua propriedade. Esse é a primeira exigência, só pode vender produtos que produz na sua propriedade. Teve agricultores de outros Polos também que venderam seus produtos, totalizando aproximadamente 50 produtores. No universo de produtores de Mossoró realmente é um número pequeno de agricultores, mas existem um fator que pesa, que é o limite de recursos que o Ministério envia pra Mossoró, temos que trabalhar as prioridades sendo principalmente inserir agricultores que nunca havia vendido antes no Programa. Outro fator que pesou também foi a longa estiagem, fez com que muitos agricultores perdessem a produção como caju e diminuição na produção de hortaliças.

Teve criação de cooperativas depois do surgimento do programa compra-direta no polo Alagoinha ?

Não! não teve uma relação direta entre o Programa Compra Direta e a criação de Cooperativas no Polo Alagoinha. Houve criação de Cooperativas de agricultura familiar, mas com outras finalidades também comerciais para atingir mais mercados diversificados.

Não entendo muito bem qual é a diferencia entre o sindicato e as associações de agricultores porque os dois tentam reivindicar as demandas dos agricultores? A diferencia seria somente uma questão de escala ?

As Associações de agricultores familiares são representações criadas e administradas pelos próprios agricultores, sua diretoria é composta por agricultores da própria comunidade e tem por objetivos reunir os agricultores para discutir seus problemas, necessidades e demandas que atingem o coletivo da comunidade em que estão inserido, então é encaminhado junto aos órgão públicos as reivindicações levantadas na reunião, bem como é uma oportunidade nessas reuniões para as instituições públicas e o próprio sindicato estarem presentes para apresentar programas e projetos. O Sindicato agrega todos os agricultores familiares que queiram ser representados por uma instituição com maior poder de organização e acesso aos órgãos públicos para reivindicar programas, projetos e políticas pública que visam o desenvolvimento econômico e social dos agricultores. Então ambos associação e sindicato se complementam para defender os interesses dos agricultores.

As escolas que participam do compra direta são elas que se inscrevem pra participar do programa ? Como elas estao escolidas ?

Sim! todas as escolas públicas e todas as instituições filantrópicas que atendam todos os pré requisitos sociais, econômicos, de documentação, cardápio alimentar e nenhum impedimento jurídico, todas podem solicitar doação de alimentos. Obviamente que se passa por limitações devido não poder atender a todos então é dada prioridade para doar às instituições filantrópicas pois essas não recebem recursos do governo para comprar alimentos, ao contrário das escolas públicas que já recebem recursos do governo para comprar alimentos.

tem encontros entre os presidentes das associações e o presidente do sindicato ? e entre o presidente do sindicato e a presidente da emater ?

Existe o "Fórum das Associações" nesse encontro estão presentes obrigatoriamente presidentes de todas as associações de agricultores, diretoria do Sindicato. Nessa oportunidade são convidados representantes de instituições públicas como a EMATER por exemplo, Bancos públicos, ONG'S, Cooperativas, Previdência Social, ou seja também são convidados representantes dos órgãos que atuam direta ou diretamente em benefício dos agricultores familiares. Geralmente esse Fórum acontece na sede do Sindicato e mensalmente. São discutidos problemas e demandas que atinjam o universo de toda a comunidade e Polos, como financiamento, previdência social, Estiagem, falta de água, segurança, moradia, trabalho, produção agrícola e pecuária, saúde, educação....E se encaminha as reivindicações para as instituições públicas de interesse.

Marcos, o secretaria da agricultura familiar esta responsável pelo pronaf ? faz parte de que ministério agora ?

A Secretaria agora está subordinada diretamente ao governo federal, através da Casa Civil

O compra direta que vc estava fazendo esses últimos meses é o compra direta com doação simultanea ?

Sim!! A modalidade de PAA Compra Direta que a EMATER executa é exatamente assim, adquirir os produtos dos agricultores e doa em seguida para as escolas públicas e as instituições filantrópicas.

Estrutura da equipe do escritório local de Mossoró ?

No site da EMATER existe organogramas de hierarquias desde a diretoria até os escritórios locais. Especificamente o Escritório LOCAL de Mossoró oficialmente conta com o seguinte quadro de servidores; 4 Engenheiros Agrônomos, 1 Técnico Administrativo, 1 Técnico da Área Social e 1 Técnico de Agropecuária. Como estrutura e equipamentos temos um Escritório inserido numa propriedade do Governo do Estado, equipado com 6 computadores com conexão de internet, 2 automóveis de trabalho de campo do tipo popular, aparelho gps, datashow, telefonia fixa e uma impressora.

E no regional que esta do lado ? a equipe com Moacyr ? eles vão pro campo também o é só pra a coordenação dos programas?

O escritório regional tem a função de assessorar, coordenar e administrar as atividades desenvolvidas em todos os escritórios da região de Mossoró. Geralmente fazem reuniões com os escritórios locais para levantar juntos com os técnicos dos escritórios locais, os problemas encontrados para desenvolver determinados programas ou projetos, apresentar relatórios das atividades desenvolvidas pelos técnicos, encaminhar solicitações para o escritório estadual e ao mesmo tempo planejar as atividades dos escritórios locais.

Quando se trata do PRONAF, a emater fala do pronaf nas reuniões e tal, o técnico faz o projeto do agricultor mas depois, quem manda o projeto pro banco ? é o agricultor mesmo que tem que ir no banco é assim ? emater não tem nenhum vínculo com o banco ?

A Emater participa da elaboração do Projeto Pronaf de acordo com as condições econômicas dos agricultores e de acordo com suas atividades desenvolvidas e direcionando o projeto para financiar uma atividade que o agricultor já tenha experiência, com isso aumentam as chances de conseguir sucesso no projeto.

Após elaborado a proposta do Projeto, o técnico que elaborou e o agricultor assinam o projeto em seguida o técnico envia o projeto para o Banco do Brasil ou do Nordeste através de um ofício da EMATER. Em seguida o Banco vai analisar o Projeto, se houver algum erro o Banco entra em contato com o técnico para esse fazer os consertos, se não apresentar erros o Banco entra em contato diretamente com o Agricultor pra comunicar que foi aprovado o projeto e ele pode assinar o contrato no banco.

Eu vi que pra fazer um empresto com agroamigo era no banco do nordeste mas o pronaf B o V é no banco do Brasil ?

O Agroamigo é uma modalidade de financiamento para os agricultores que possuem a DAP B então podem acessar pelo Pronaf B. A vantagem do Agroamigo é que para o Agricultor ele faz diretamente com o Projeto diretamente com o agente de crédito do Banco.

Com relação ao Pronaf V que é uma modalidade de financiamento direcionada para os agricultores que possuem a DAP V.

A EMATER elabora o Projeto do PRONAF e pode ficar a critério do agricultor pedir para o técnico enviar para o Banco do Brasil ou Banco do Nordeste.

Com relação ao Pronaf B ou Agroamigo, somente o Banco do Nordeste recebe esses projetos.

Os agricultores falam com vc dessa falta de organização ? Eles falam que não querem se juntar o coisa assim ?

A organização em grupos produtivos é muito importante quando se trata de agricultura familiar. Fortalece o poder de negociação de comércio pois aumenta o volume de produção, isso quando se pensa em outros mercados que não seja compra direta, seria pra vender em redes de supermercado, exportar para outros estados e por outro lado esses agricultores organizados em grupos formais tem poder de negociar um volume maior na aquisição de insumos e materiais e equipamentos a um preço menor. Por isso é muito importante o cooperativismo e associações de produtores. Alguns falam desse desejo de grupo organizado, mas o parâmetro para corroborar a importância da organização em grupo é justamente o maior acesso a mercados maiores para vender seus produtos.

Porque eles nao se juntam assim no polo alagoinha se seria um beneficio pra eles ?

Questão cultural histórica não só no Polo Alagoinha, mas em grande parte do Nordeste e do Brasil onde prevalece a competitividade e o individualismo na produção e comercialização. Essa falta de organização passa por vários fatores interno e externos. A maioria dos agricultores familiares tem ainda um baixo grau de acesso e formação de seus direitos, obvio que isso passa pela omissão do Estado, mesmo com todo esforço da EMATER como órgão público através dos Técnicos para incentivar o cooperativismo e o associativismo, o Estado não proporciona meios para essas formação de grupo, passando por burocracia e custos elevados de registros e documentos das cooperativas, o que desestimula um pouco o agricultor familiar. Por outro lado também tem a vulnerabilidade de sua produção

As condições ambientais como a estiagem. Hoje em dia muitos agricultores familiares ja se organizam em cooperativas de produção, mas é um número pequeno comparado ao universo da agricultura familiar. Por exemplo no Polo Alagoinha somente alguns agricultores são de associações de produção APROFAM.

Como emater veja o seu papel de orgao publico em relaçaos aos tres politicas ? o seja o que pensa dessas politicas (PRONAF, Agroamigo e PAA) e como se discute em bem o mau aos outros atores (agricultores, comunidades).. como vc presenta elas ?

A mensagem que tentamos passar para os agricultores sobre essas políticas é que elas podem proporcionar um avanço no sentido econômico porque antes eles só produziam para comer e com essas políticas auxiliam a comercializar seus produtos e ao mesmo tempo ter acesso à crédito para ampliar sua produção. Pelo aspecto da melhoria social sempre frisamos pela importância que o agricultor familiar para a sociedade e para sua própria família pois da produção da Agricultura familiar que a maioria da população se alimenta. Também pela conquista de cidadania ter seus filhos na escola, saber da importância da mulher da família participando dessas políticas públicas.

Essas três políticas às quais você citou acima realmente elas trazem benefícios aos agricultores familiares. Obviamente que o sucesso dessas políticas públicas depende muito da dedicação do técnico em acompanhar a execução e assistência técnica e que os projetos oferecidos pelo governo dentro dessas políticas públicas estejam de acordo com a realidade, cultura, experiência e conhecimento do agricultor familiar. Quando me referi à projetos, o governo tem que apresentar projetos por exemplo que são de conhecimento do agricultor como por exemplo cultivo de plantas e criação de animais que estão adaptados à caatinga. Um exemplo que não deu certo foi quando o governo executou um projeto para os agricultores familiares, do cultivo de girassol e mamona para produção de biocombustível em parceria com a Petrobras. Nesse projeto o agricultor familiar poderia acessar o PRONAF para financiar a produção, mas acontece que o agricultor aqui nunca teve experiência na produção dessas culturas então o projeto foi um fracasso e o agricultor ficou endividado no banco. Mas existe o Programa Compra Direta que é um exemplo de sucesso dentro da política pública PAA. Então depende muito da gestão e da participação do agricultor em projetos que ele tenha experiência e simplesmente não seja coisas fora da realidade deles.

Nossa opinião como técnico é também da EMATER é que a maioria das políticas públicas são benéficas socialmente e economicamente para os agricultores familiares. MAS que o sucesso dessas políticas depende do governo apresentar projetos que se adaptem economicamente, ambientalmente e socialmente à realidade do agricultor familiar.

Dentro da política pública do PRONAF os projetos apresentados que rendem ao sucesso por exemplo são os projetos de incentivo à cadeia produtiva dos caprinos, ovinos, criação de aves e suínos. TAMBÉM para o Artesanato Rural, produção de Apicultura, mel, ou seja são projetos da realidade do semiárido nordestino...

Tem obstaculos pra "interessar" os agricultores, sindicatos, associações comunitarias, escolas e tal, da necessidade de conduzir o processo de atribuição da políticas voltadas pra o agricultores familiares.

Emater e os tecnicos encontra resistencia que devem superar e se tem como emater tenta superar ? da sua experiencia do polo alagoinha

Quando se trata de políticas públicas que vão de interesse ao agricultor, não há obstáculos de interesse por parte de todos escolas, associações, sindicatos quando os projetos se adequam às suas realidades. É claro que nós da EMATER temos que esclarecer muito para que haja esse interesse do agricultor. Por outro lado o Estado ainda apresenta burocracias que dificultam o interesse e acesso do agricultor, principalmente por formalização e exigências de documentos registrado em cartório para acessar um projeto, que tem custo elevado para o agricultor familiar.

A EMATER através de nós técnicos sempre procuramos nas apresentações dos programas e projetos demonstrar o quanto determinada política pública e os projetos inserido pode proporcionar melhoria econômica e social para a família, para isso fazemos atividades como por exemplo viagens técnicas pra outros locais que tiveram sucesso com determinada política pública e projeto....

Qual é a relação entre emater e os bancos na execução do PRONAF ?

A EMATER além de prestar assistência técnica e extensão rural para os agricultores, também elabora projetos de financiamento do tipo PRONAF e submetemos esses projetos à análise do Banco para

aprovar ou não o crédito que financia as atividades de interesse do agricultor . DE forma geral raramente um projeto não é aprovado, assim o agricultor consegue financiar atividades de seu interesse.

as pessoas do sindicato da Lavoura todas sao agricultores ?

Sim! Todos os filiados ao Sindicato são trabalhadores rurais, proprietários de pequenas áreas, assentados, trabalhadores de fazendas...

Como EMATER usa o espaço de dialogo do Conselho municipal de desenvolvimento sustentável pra falar para os agricultores sobre os beneficios de usar os programas e projetos governamentais ?

O Conselho acaba sendo uma referência para os trabalhos da EMATER porque há um conjunto de agentes públicos e lideranças envolvidos diretamente no diálogo com os agricultores, como por exemplo representantes de associações, ong's, sindicato, secretaria de agricultura. Então esses representantes ouvem de nós da EMATER as políticas públicas e os projetos que o governo tem disponível para os agricultores e é importante pois em suas reuniões com agricultores eles podem divulgar e incentivar os agricultores a aderir às políticas públicas e projetos que se mostram ser da realidade do agricultor, por outro lado é um espaço também no Conselho para esses agentes questionar se determinado projeto não se mostra viável para os agricultores...

Como o tecnico (o EMATER) tenta conversar com as agricultores que nao quer aderir ao processo de atribucao da auxilia e dos programas governamentais ? qual é a estrategia da empresa?

A demonstração e a visita técnica em comunidades onde os projetos, programas e políticas públicas estão tendo sucesso e desenvolvendo socialmente e economicamente as famílias, é uma estratégia para ser aplicada aos agricultores que questionam ou desconfiam de que determinados projetos possam ter sucesso. Essa forma seria uma das mais práticas como estratégia.

Por exemplo um agricultor que acha que tem burocracia demais, como o tecnico ajuda em ultrapassar esse medo que os agricultores podem ter ?

Essa "burocracia" é inevitável, muitas vezes envolvem critérios e normas do próprio projeto que o agricultor tem que atender e adequar condições de produção, normas... envolve documentação exigida que as vezes custam caro para o agricultor obter então demora um pouco até ele conseguir recurso para pagar esses documentos. Como é inevitável, tentamos mostrar através de exemplos reais de agricultores que estão bem sucedidos com esse projeto mas que tiveram que passar pelos mesmos processos burocráticos de documentação, critérios a serem atendidos. Infelizmente é inevitável algumas burocracias, daí vale a persistência e paciência do agricultor sempre incentivado pelo técnico da EMATER para ele não desistir de um projeto.

Planejamento da realização de uma reunião onde vc apresenta os programas --> tipo quais sao os temas que vc vai tratar e tal ?

Temos nosso planejamento que inclui as ações e durante as reuniões de campo levamos informações através de apresentações que descrevem os programas e políticas públicas e ali fazemos juntos com os agricultores o preenchimento de formulários para planejar como o agricultor vai fornecer para a compra direta. Também já fizemos reuniões em que levantamos os problemas e as demandas da comunidade através do diagnóstico participativo para depois planejar ações juntos com os agricultores...

Nesse diagnóstico quem descreve as demandas e os problemas são os agricultores.

Representantes dos agricultores familiares ?

Baseada em informações oficiais que a EMATER em hipótese alguma é um órgão de representante de nenhuma classe profissional, inclusive agricultor familiar. A EMATER é exclusivamente uma instituição do Governo Estadual de Assistência Técnica e Extensão Rural exclusivamente nessa atribuição. O representante de Classe Agricultor Familiar é o Sindicato da Lavoura de Mossoró. Então veja bem, oficialmente EMATER não é o representante dos agricultores familiares, mas devido a EMATER estar sempre nessa presença constante no ambiente de discussões, planejamento, participação em reuniões de conselhos, associações, sindicatos e instituições parceiras nas quais a EMATER tem importante papel de apresentar as ações que ela executa junto aos agricultores familiares, por esses fatos os agricultores se sentem representados é como a EMATER fosse sua aliada na suas demandas e necessidades. Então seria mais um tipo de visão e sentimento que os agricultores familiares tem da Emater que essa os representa mas mais de maneira informal e não oficialmente, o que pra nós como técnicos é uma honra e no favorece a credibilidade junto aos agricultores.

* e a nós favorece de certa forma a credibilidade do nosso trabalho como Extensionista Rural junto aos agricultores familiares.

ANNEXE 20 : ENTRETIEN AVEC JOSÉ ROBERTO D'EMATER (21/10/17)

M: Percurso escolar:

Eu fiz agronomia na universidade federal de Labras graduei a graduação em 1998 e eu trabalhei na... durante a graduação como iniciação científica, pesquisa na área de café durante dois anos durante a graduação. Ai em 2001 ingressei no mestrado da ufersa na área da fertilidade de solo né e o meu trabalho foi concentrado na pesquisa da nutrição mineral do melão. Então o mestrado iniciei em 2001, defendi minha dissertação no inicio de 2003.

Quanto ao meu lado profissional como engenheiro agrônomo, antes de encerrar o mestrado em 2002, inicio de 2003 eu trabalhei como agrônomo na prefeitura de Marcal como contrato na prefeitura durante um ano prestando assistência técnica e assessoria para pequenos agricultores do município de Marcal. Ai eu defendi meu mestrado, foi aprovado e paralelo a isso ey continuei trabalhando em seguida eu trabalhei numa ONG chamada AACC, associação de apoio as comunidades de campo durante com o contrato durante 4 meses pra prestar assistência técnica e assessoria nos assentamentos da região de são Miguel de B.

Em seguido eu trabalhei na cooperativa, na ONG Terra Viva que tem sede aqui em Mossoro ai eu trabalhei também na área de assessoria e assistência técnica para os agricultores familiares. No município de Apodi, trabalhei durante um ano là. Ai em maio de 2006 eu ingressei na emater a traves de concurso pra engenheiro agrônomo. E esto até hoje né na emater.

M: Porque você quis fazer esse concurso na EMATER, porque na EMATER?

Por dois motivos, tem o lado pessoal econômico né de estabilidade, pelo lado social e ter que ter uma estabilidade profissional, estabilidade econômica; e o lado profissional as coisas se alinharam e se associaram com esse trabalho que executava nessas ONGs, nessas cooperativas se alinhava que é a proposta da emater que é a extensão rural. Ai em 2005 abriu edital e conhecia um pouco do trabalho da emater mesmo sem trabalhar lá, a gente entro no site, pega informações que é um trabalho que tem a ver com que eu já tinha visto antes na extensão rural ai fiquei interessado em fazer concurso ai consegui.

Principalmente foi por dois questões principais: da necessidade pessoal e profissional de estabilidade né não sou da região ai precisava de uma estabilidade profissional e veio a ver que era muito importante essa oportunidade desse concurso da emater que era conseguia com esse trabalho de extensão rural dentro da agricultura familiar.

M: Como vc passou num concurso, quer dizer que não tem uma formação específica de extensionista para trabalhar na Emater ?

Para trabalhar como extensionista rural, principalmente essas profissões que tem uma certa vocação, uma certa linha de conhecimento de graduação, conhecimento do técnico que se alinha com o mundo da extensão rural, não necessariamente só agronomia, mas focando na agronomia essa questão do concurso de engenheiro agrônomo dentro da emater e o que tem de conhecimento no currículo do engenheiro agrônomo. A gente tem na área social, área da sociologia rural, aquela disciplina que eu te falei ... a gente tem a disciplina da própria extensão rural é uma disciplina do curso de graduação que a gente vê. E associada a parte técnica científica tipo técnica, solo, meio ambiente ecologia então a formação do engenheiro agrônomo no brasil permite que ele tem o mínimo de conhecimento, o mínimo de baseamento da sobre curricular pra fazer o concurso, a profissão do agrônomo necessária que tem a relação com a extensão rural

Em termos de afirmação do que a extensão rural é uma educação informal à traves de oficina principalmente a profissão de assistente social.

M: Pra você tem um bom perfil pra fazer esse trabalho de extensionista?

A extensão rural ela necessita muita vivencia (experiência, vécu), muita vivencia. É muito diferente do agronegócio que 90% da sua concentração de conhecimento de aplicação de conhecimento técnico e produtivo é voltado pra questão técnica produtiva pra o agrobusiness.

A extensão rural ela necessita, ela precisa de muita vivencia, muito conhecimento da sociologia rural, ela precisa ter conhecimento do mundo rural pra poder trabalhar como profissional da extensão rural. Esse conhecimento vc tem adquirir quando vc foca a sua profissão de engenheiro agrônomo procurando projeto, procurando trabalha em instituições que esta focada na agricultura familiar principalmente quando vc é um profissional recente formado, se vc na graduação teve esse mínimo de conhecimento, de vivencia na graduação é um diferencial pra que vc possa ser, ter uma visão então quando vc esta estudante vc tem que passar por essa vivencia. Tem que fazer essa ajuda tanto diferencial. Então extensão rural pra o profissional trabalhar na extensão rural tem que ter essa vivencia da sociologia, do mundo social rural: conhecimento de politicas publicas, dos problemas da sociedade rural... muito diferente do agrobusiness né.

M: vc poderia descrever o trabalho do técnico da emater do dia a dia?

A nossa atividade, sendo sucinto, em pontos assim, em questões principais seriam: planejamento de execução das politicas publicas, planejamento da execução, elaboração de projetos voltados pra questões produtivas, oficina de financiamento das atividades para a agricultura familiar, a própria educação informal através de oficinas técnicas, palestras e reuniões técnicas tanto na área social como na área produtiva. Então o trabalho de um extensionista rural é planejar, fazer diagnostico de comunidade pra conhecer a realidade especifica daquela comunidade, transmitir informação de projetos e politicas publicas via nessa determinada comunidade, seria basicamente isso.

M: Poderíamos dizer que vcs são mediadores entre a PP e o meio rural ?

É um dos papéis principais sim. Porque o mundo da AF, não vamos descrever como um mundo miserável, pobre, carente .. não ! vamos descrever lo como um mundo que precisa a extensão rural para a AF, o mundo da AF no brasil necessita de uma construção de conhecimento em que o técnico ele não seja apenas um difusor de conhecimento né. Porque tem duas abordagens: tem o difusionismo que à técnico que seria so um repassador de uma tecnologia já desenvolvida e que essa tecnologia ela é difundida pelo extensionista rural e muitas vezes ela não senda adaptada ao mundo para a realidade daquela família daquela comunidade. Entao existe difusionismo e existe construção de conhecimento participativo. Então o extensionaista rural hoje, desde o seus princípios tem que trabalhar com essa questão da construção do conhecimento, da construção dentro do meio rural e que ele faz a abordagem do diagnostico rural e verificar que a traves do diagnostico rural quais politicas publicas, quais programas voltadas a extensão rural se adapta o se adequa aquela realidade e ao mesmo tempo essa construção de conhecimento junto com o agricultores familiares exatamente é levantar questões técnicas produtivas de baixo custo para AF, de baixo impacto ambiental e de baixo utilização de insumo e matérias externas dentro da propriedade? Então o técnico rural tem esse papel importantíssimo de sobrepor aquela questão de construção do conhecimento, a construção do ambiente rural pra as famílias rurais, e não somente um mero difusionista; difusão de conhecimento que muitas vezes essa difusão não se adequa né com esse pacote pronto de conhecimento.

M: Mas ainda tem no brasil pessoas que fazem esse trabalho de forma difusionista?

A extensão rural no Brasil ela foi nos seus princípios, o modelo dela foi de difusionismo, copiado dos estados Unidos associado a carteira de crédito que é a difusão de tecnologia associado ao crédito pra desenvolver a tecnologia produtiva. Então essa questão da construção do conhecimento suas abordagens são leituras que são feitas isoladamente pode ser por um escritório da emater de mossoro, pode ser por uma matriz de planejamento, de diretoria da emater então assim mas o que prevalece infelizmente ainda como extensão rural que são maioria é o difusionismo como transferência de tecnologia que pra a AF não é uma realidade mais adequada.

M: Pra vc qual a importância e a diferencia do trabalho de um extensionista na vida do agricultor familiar?

O extensionista independente seria pedagogo, assistente social, agrônomo, veterinário, eu acho que o que ele pode fazer diferencial é ele através do diagnostico participativo ele abordar a assistência técnica e extensão rural a partir da construção do conhecimento da realidade do agricultor familiar. Então a importância do extensionista ele passa a ser importante se a primeira abordagem de um projeto, de uma ação do momento de médio, longo prazo ele tem o conhecimento da realidade técnico social produtiva daquela família. Então a importância do extencionista para o AF é essa questão de que ele constrói o conhecimento dessa família pra em seguida junto com a família percebe quais as politicas publicas, quais os projetos que podem ser construídos o que já existem pode ser adaptados. Que muitas vezes vc pode construir um projeto de conhecimento, um projeto de técnico produtivo a partir do diagnostico. Um exemplo bem pratico, hoje eu vi uma agricultora la do Recato da Esperança que foi la na emater, eu conversando com ela, ela tava querendo financiar através do Pronaf uma camioneta, um veiculo de cargo pra ela poder levar a produção dela de popa, de hortaliça, de orgânica. E eu conversando com ela, ela abordou que là na comunidade dela tem uma espece de fruta cajá so que é dum vizinho dela. So que já conhecia esse bosque de cajá, esses dois pês só que não tem mais nenhum ali na região. Ai de maneira informal a gente sugeriu de nada de planejar de conversar com o AF que é o proprietário desses pês de cajá para gente reproduzir mudas, multiplicar mudas; então a fase técnico produtiva, a parte social e a parte econômica é construída, não sei se você consegue visualizar o universo desse dai, então a gente junto com o AF construí multiplicar essas plantas, então é construir uma tecnologia, um sistema produtivo que aborda com ele o conhecimento.. então isso é exemplo de construção de conhecimento. Muito diferente de se seu chega e disse ta bom em tal lugar tem tantas mudas já certificadas, você vê seu pacote pronto pra plantar essas mudas independente de se essas mudas dao feitas pra uma região que não se adapta ao sitio dela então é isso e até a questão econômica a gente constrói nesse conhecimento na questão da produção técnico produtiva ela não vai ter tanta despesa enquanto quando recebe o pacote pronto ela tem que pagar.

M: Como o técnico adapta um discurso técnico político, porque vc trata das políticas publicas, pra adaptar a realidade do agricultor, para ele entender em termos, que da pra entender pra ele porque tem todo essas regras do programa mesmo ?

É assim, existe a formalidade, ninguém pode escapar. A formalidade oficial de documentos, princípios e gestão produtiva de normas produtivas de qualidade ninguém pode escapar tive pequeno o grande agricultor. Isso é um ponto que é chave essencial. Agora a questão político, projetos, questão das PP, a politica partida deixa dela não adianta misturar as coisas. A politica publica que beneficia o AF também tem que abordar o conhecimento com ele, mínimo, o que é o agricultor aquele que tem a produção de determinada cultura a gente vai abordar com ele conversar com ele, ele tem aquela quantidade, se ele tem aquela produção dele pra ele poder se cadastrar naquele programa compra direta então quer o não nos não colocamos o programa baixo pra que ele poder entrar ... produzir por exemplo banana para vender não a gente constrói com ele o cadastre dele, o que ele vai vender a parte produzida o que ele é capaz de produzir então até a hora de abordar a PP o técnico não pode ser, o técnico não pode ter uma ação de intervenção de mudança, o técnico tem que ter uma intervenção de adequação daquele produtor tem como... então as PP serve pra o agricultor, tem utilidade mas a gente só coloca o agricultor se a gente vê que realmente tem aquela capacidade de produzir. Ninguém força ele, ninguém tem uma abordagem de intervenção mudança. Tem que ser criativo pra ele não ficar fora daquela PP não intervenha na questão publica e cultural dele não. Isso serve pra compra direta, isso serve pra outros projetos tipo aquele 1 milhão de cisternas, barragens subterrâneas mas aqui na emater de mossaoro a gente foca no Compra direta que você acompanhou.

M: A emater é uma entidade publica responsável pela execução das PP no município, assim a emater segue as regras e critérios elaborados pelo governo federal através dos programas e projetos. Quería saber se a Emater tem algumas liberdades, um poder discricionário para adaptar alguns programas para adaptar lhe mais nas realidades locais?

Tem essa liberdade acompanhada de adequação ao projeto. A liberdade de que o agricultor ele não tem a obrigação, se ele não tem interesse a se cadastrar num programa ele não tem a obrigação de se cadastrar e de produzir algo que a emater exige. Não! Ele tem o que todo agricultor tem que seja pequeno, médio ele tem que se adequar as normas de legislação, de qualidade produtiva. Não de produto específico. Isso não pode fugir, então essa abordagem ela é quer o não ela não é de intervenção brusca de mudança pra que o agricultor mude pra poder se adequar ao programa. O programa a que tem que absorver aquele que o agricultor é capaz de produzir dentro do seu modo cultural e econômico e também automaticamente existe do outro lado do viés, da ponta que são os beneficiarios receptores dessa produção os que são os beneficiarios da doação; escolas por exemplo se o agricultor produz pimenta que ela é bem ardidada né isso não vai se adequar pra fornecer como alimentação mas aquele mesmo agricultor que produz pimenta produz alface, cebolinha ele vai vender o alface e cebolinha pra o PAA porque não existe uma tabela imposta que pode ser só aqueles produtos que o ministério impõe não. Existe os princípios e as normas para os alimentos: que sejam saudáveis, adaptados a merenda né/ alimentação saudável, nutritivo e que se adequa a merenda. Das regras não tem como escapar mas o agricultor tem toda liberdade fornecer o que ele produz nem a emater nem o ministério impõe que tem que produzir determinado produto.

M: Em relação com a emater mesmo, ela tem que concordar com essas políticas federais?

Tem que concordar como a emater se sujeita a aceitar, captar esses projetos, essas PP pro seu Estado então a emater ela é nível de hierarquia, nível de gestão existe a hierarquia da secretaria da agricultura, hierarquia do governo do Estado que através da sua influencia o do seu conhecimento do seu corpo técnico sabe que todas essas PP podem vir a ser benéficas pra as famílias da AF. Quando essas PP chega ao campo, chegam ao escritório os técnicos tem essa autonomia pra dizer quais as comunidades podem abordar essas políticas publicas não necessariamente se ... por exemplo teve esse projeto de barragens subterrâneos é um projeto executado pela emater, capta recursos do governo federal mas pra a emater de mossaoro não serve devido as questões ambientas de solo né, foi um projeto que foi pra outras regiões do estado. Então colocar um projeto desse em mossaoro por exemplo

seria perder dinheiro porque não se adequa com as questões ambientais de solo. Então existe todo um processo de autonomia, autonomia de técnica de conhecimento pra saber se o projeto se adequa o não na realidade das comunidades dos municípios.

M: E no caso do PRONAF ?

O pronaf a essência dele se vê na sigla dele né que é programa nacional de fortalecimento da AF. Então dentro dessa abordagem (méthode, démarche) pronaf existe essas linhas de ações e execuções. Existe por exemplo o programa garantia safra que é a questão de um seguro pra a AF que se arrisca plantar alimentos como feijão, milho (23') no período de chuvas então isso é uma ação do pronaf. Outras ações do pronaf é por exemplo além do crédito que é a principal, que mais se aborda então especificamente sobre o crédito para o AF o financiamento produtivo ele não pode ter uma abordagem de intervenção de mudança não. Pra o AF poder ter sucesso, desenvolvimento de uma determinada financiamento, de uma produção que ele se sujeito a fazer, o extensionista tem que construir o conhecimento junto com o AF e quais os produtos, os itens que o AF tem experiência que o agricultor tem a cultura e conhecimento para que o agricultor tem sucesso, e não tem frustração então por exemplo pratico essa semana to fazendo o projeto de um agricultor nu assentamento do senhor Baptista, e lhe tem já uma pequena escavação que ele recebeu do trabalho ai pra formar o que se chama barrilha, pequenas barragens de terra né. Porque que ele quer fazer isso? Pra poder ter agua pra suprir as necessidades do um rebanho de caprinos, de ovelhas, um pequeno rebanho e tem suínos. Ai o projeto que to elaborando pra ele é um projeto que faz parte do pronaf semiárido que é principalmente pra nossa região aqui. Ele através de conversas comigo a gente elaborou um projeto pra ele ampliar, construir um ... pra ovelhas e ao mesmo tempo ampliar essas barragens. Então nesse sentindo quando o AF tem um acesso ao pronaf, a abordagem com ele pra que ele não tem a frustração com esse crédito, porque a situação economia dele já é muita delicada tem que ser com ações e itens que já são de conhecimento técnico de situação de convivência do agricultor familiar. Assim estou abordando especificamente esse projeto tanto a frasco que secura essa barragem vai ampliar e melhorar o que o AF já desenvolveu. O pronaf tem que vim nessa linha de abordagem que melhorar o que o agricultor já produz dentro de uma experiência que ele já tem de vivencia. Então o pronaf assim, a emater, o técnico de extensão rural ele tem a autonomia, a liberdade de construir com o AF um projeto que venha tentar de cercar de menos frustração possível pra isso a melhor saída é ele abordar, fazer um projeto com o conhecimento que ele já tem do mínimo de produção.

M: Quais são as principais dificuldades que vc enfrenta na emater no seu cotidiano? Com os AF? Com a execução dos programas?

Com os agricultores e a execução dos programas a gente se confunde um pouco se misture os problemas. Do lado da emater seria mais a falta de infraestrutura numa condição constante né. Não tenho combustível agora pra ir pra campo, não tem material pra imprimir. Então numa abordagem seria de falta de condições de trabalho associada ao qui implica como consequência a pouco contato com os agricultores. A gente consegue executar um programa das PP mas a presenciana da extensão rural no campo deveria ser de maior qualidade de maior quantidade. E então novamente se mistura, se confunde na questão de infraestrutura administrativa da emater burocrático. Por exemplo muitas vezes eu desenvolvo um papel administrativo de escritório elaboração de relatório de documentos que muitas vezes toma nosso tempo né de extensionista rural. Então assim as vezes a parte infraestrutura e a parte de pouco recursos humanos, técnicos na emater. Ultimo concurso foi em 2006, esse que eu entrei e de la par ca houve uma baixa, uma redução muito grande de numero de extensionistas rurais que se aposentaram e não foi repostos, não foi esses postos de extensionista não foi repostos a traves de concurso. Algumas coisas que fazem no sentido de tentar suprir através de contrato, de técnicos bolsistas, técnicos temporários mas a extensão rural ela é permanente constante então não pode sofrer no meio do caminho viés de falha de falta de recursos humanos técnicos pra dar continuidade a esses projetos.

Fazem uma abordagem bem especifico por exemplo hoje uma turma de extensionistas contratados através da fundação Guimarães Duque estão três – quatro meses sem receber remuneração então são contratos muitos frágil que não doa a permanência constante dos técnicos da emater. Então as coisas

se confunde e a consequência disso é a dificuldade das gente chegar a campo da AF e também afeita, prejudica pouca credibilidade na AF da EMATER não do extensionista rural mas da emater!

M: Você falou justamente de credibilidade tem essa ambiguidade na posição do extensionista que trabalha na emater que é um órgão público do governo, que executa as políticas do governo. Tem esse medo no campo, como se o AF tava vendo na emater a imagem do governo?

Não tem como a gente seria tipo hipócrita e demagogo se a gente dissesse que quando alguém vê a emater ela não consegue enxergar o governo ali, é uma instituição pública, falo de instituição pública falo de governo né agora a nossa ação produtiva como extensionista rural a nossa ação formal, profissional, e abordagem com a AF, ela tem focada na extensão rural e nos profissionalismo em que o agricultor ele enxerga no extensionista rural um agente da extensão rural que ele sabe que é um funcionário público mas que esta ali como profissional técnico se influencia política partidária. O mais que pense que o agricultor familiar ele é, tem pouco conhecimento formal, o educação formal, chega a ser analfabeto, mas a ele tem a sensibilidade, ele tem a visão que nos técnicos por chegar até ele chego profissional da agronomia, da área social, então chega um extensionista profissional que por trás tem realmente o governo e extensão rural tem a emater mas até hoje não, nunca das vezes que eu faço esse trabalho de campo eu não me lembro de eles tem realmente, eles chegam um nível de ter uma concepção que nos estamos ali mediante uma política partidária que é só pra aquele momento, agregar votos, o pra conseguir votos numa determinada próxima eleição, o um governo que vai ser reeleito. Eles conseguem perceber, e a nossa própria ação produtiva é essa de profissionalismo. Não tem como desvincular, estado do governo é emater mas a nossa abordagem, a nossa ação proativa de abordagem com a AF é de profissionalismo a gente principio, isso é meu isso é de qualquer profissional tem princípios de que novamente a gente tem passado num concurso público isso ajuda muito na nossa autonomia também. A gente tem essa autonomia por ter essa questão de concurso público né não devo nada pra ninguém mas isso nos permite de ter essa ação proativa que o agricultor consegue ver isso.

M: Qual é exatamente a relação com a emater e as universidades pública (UFERSA) em relação ao desenvolvimento rural a na melhoria da qualidade de vida dos AF? Porque parece que tem uma relação justamente através da extensão rural né ?

Em termos de relação com as instituições de ensino, do meu conhecimento de gestão da emater e de administração não existe nenhum contrato formal de planejamento, de conselho nessa parte administrativa. Não tenho conhecimento se existe formalidade de contrato, formalidade de documento. A exceção do que esta ficando frustrante agora que é a ufersa fazer um contrato com uma cooperação com a emater pra que fossem contratado esses bolsistas, só que ta tendo frustração porque a própria ufersa ta aconselhando os técnicos contratados através dessa fundação da ufersa e esses trabalhadores não recebem remuneração vai fazer três meses então tirando essa abordagem específica não existe uma relação formal que eu conheço de construção de ações. Não existe pelo menos nível de escritórios se vc quiser tem uma ação específica é... por exemplo a universidade esta desenvolvendo uma área de experimento de agroflorestal por exemplo com os professores. Você conheço principalmente a professora Vania Porto né? É pra trás ai eu não sei como ta esse projeto, mais ela junto com a universidade fez um trabalho junto com a emater de capacitação dos técnicos da emater em manejo florestal, manejo de sistemas agroflorestais. E o resultado dessa capacitação é vingo numa unidade experimental dentro da ufersa de sistema agroflorestal e que Victor estava acompanhado junto com essa professora. Essa unidade que será até uma unidade didática. Mas não existe um relacionamento formal de contrato de planejamento, de ação específica, de ação extensão rural integrada. Nem ação, nem plano, não existe cooperação, não acredito que não.

M: Porque esses conhecimentos que vcs levam pro campo através da extensão rural tem a ver com as instituições de ensino não foi? Onde o técnico pega as informações, esses conhecimentos, as referencias?

Oficinas, reuniões técnicas, a metodologia de compartilhar conhecimento com o agricultor, de construir conhecimento, poder repassar informações permite a emater a as seus técnicas a liberdade de

construir a metodologia praticamente com referências de uma abordagem de pedagogia mas que tem essa liberdade ao técnico seja ela na maneira de abordar a metodologia de conversas de reuniões oficinas tem essa liberdade pedagógica como referências seria essas literaturas que a gente passou pra você, o seria o próprio conhecimento técnico da formação do técnico na universidade ou o técnico também busca esse conhecimento. A Emater ela repassa isso pra gente, metodologia participativa mas buscar universidade específica pra ter conhecimento de metodologia pra campo isso não tem.

M: Como a Emater mensura o nível de adesão dos AFs aos diferentes programas?

A gente tem a nossa metodologia nossa de sistematizar pelo sistema CERES o custativo de atendimento e trabalho de campo, isso é uma abordagem numérica realmente /// (...) 1'20. E isso gera número, gera custativo. Agora quanto ao quantitativo em ação município varia de acordo com as PP para conforme com o nível de enquadramento do AF depende da sua DAP (A, B, V) varia por exemplo dentro do enquadramento do PRONAF B a gente tem uma abordagem metodologicamente bem grande e o atendimento do agricultor que por exemplo a adesão para o programa garantia safra são mais de 2500 famílias aí para o atendimento para uma política pública que elabora projeto pronaf, pronaf V por exemplo elabora 2, 3 por ano abordagem técnico de conhecimento de desenvolvimento de uma atividade varia também de acordo com a vocação vc pode acompanhar... tipo quando vc acompanha a atividade de meliponicultura nos sítios, ali a gente abordou ... a produção e ////

Mas a nossa ação é de multiplicação de conhecimento, a nossa abordagem do conhecimento, de compartilhar conhecimentos é numa perspectiva de multiplicação. Ele construiu conhecimento com a gente ali e ele é capaz de repassar esse pra uma outra pessoa que participou da reunião, ele é capaz de repassar o conhecimento. Então assim varia de acordo com o enquadramento do agricultor dentro do Pronaf e varia dentro da sua parte técnica produtiva que a Emater naquele momento está abordando. Esse ano foi focada nessa questão da meliponicultura, tem outros agricultores que estão na área de piscicultura.

M: Vc poderia descrever como se organiza as reuniões nas comunidades ?

A metodologia que o extensionista segue vai depender muito do assunto. Se fosse o crédito por exemplo o pronaf B / agroamigo quem faz essas oficinas a verdade são os agentes de crédito, a Emater tem essa participação no requisito da DAP então por exemplo se numa determinada comunidade alguns agricultores-as se interessam e queriam acessar o pronaf B o princípio disso é eles terem a DAP que lhe enquadra na DAP B então isso pra isso é a Emater que principalmente executa através de uma reunião técnica no campo onde a gente leva pra eles o conhecimento, o conhecimento deles de informações de quais são os critérios que se enquadra o não a AF dentro da DAP B. pra esse o extensionista de material, de informativo (7'27) dessas exigências, desses critérios e também a gente aborda como que a gente constrói com eles o nível econômico deles, constrói a composição de renda deles anual pra que aquela renda a gente possa verificar se ele se enquadra dentro da DAP B falando de valor seria até 20 000 reais. A gente constrói o quadro econômico dele e isso é repassa numa oficina técnica numa metodologia de como é os critérios, e como que fez o acompanhamento, e como são feitos os elementos pra que eles se enquadra dentro da DAP B. a metodologia da oficina ela varia no caso da DAP B a abordagem do conhecimento da DAP compartilha com o agricultor onde ser através de uma metodologia audiovisual tipo boletos informativos, questionamento de troca tipo perguntas e repostas seria isso. E quantas outras oficinas de outras PP, de outros assuntos, a metodologia e matérias de ensino também muda, matérias audiovisuais, matérias de expediente, de cartas, informativos, de mídia, hoje mídia (prensa, mídias) ajuda muito. E agora a relação durante o trabalho de informação realmente é compartilhar informações, e trocar perguntas e respostas e também construir a partir daí planejar uma atividade né numa oficina. Aí seria construir um plano de visitar cada propriedade, fazer esse quadro econômico, entrevistas com os agricultores, não tem como sair de uma oficina sem construir algo, tem que construir alguma coisa com o conhecimento do agricultor, se não a oficina fica uma coisa tipo vazia mas não foi além. Então quando o técnico vai pra campo ele tem que construir algo com aquela oficina, encaminhar algo sino não faz sentido. A própria princípio da extensão rural é isso.

M: Vc estava falando das dificuldades em relação com a falta de recurso, essas oficinas foram impactadas por causa disso?

Realmente as condições de trabalho, infraestrutura de matérias dificulta a execução das reuniões, dificulta a quantidade e a qualidade das reuniões. Essa qualidade dificulta que muitas vezes o técnico comprimido de condições de matérias que possa ser criativo no entendimento do agricultor, o também a gente pode ampliar as metodologias porque dentro do mundo da extensão rural compartilhar conhecimento, experiências de vivencia é o principio da extensão rural. Então nesse período de falta de condição e de infraestruturas matérias econômicas reduzi mitos por exemplo trabalho de conhecimento de experiências, de viagens técnicas, de visitas técnicas que são utilizadas dentro da metodologia de compartilhar conhecimento então a gente reduz os números de viagem onde a gente pode levar o agricultor pra conhecer experiências que tem sucesso. Se você vai abordar com o agricultor que ele tem interesse em produzir peixe por exemplo, em caixa de agua, produzir em pequenos tanques escavados, a gente leva na emater um pequeno gerador de pesca que vai fazer uma palestra, faz um curso com a Metodologia de linguagem adaptada ao agricultor mas ai, o que te falei tem que encaminhar algo nesse planejamento, então a gente que planejar uma atividade de animação, seja na viagem técnica mas nos período que a infraestrutura esta difícil, condições econômicas, os recursos econômicos pra nos técnicos ta difícil são escassos, prejudica o trabalho.

M: quer dizer que por causa disso não pode atender a demanda dos agricultores?

A gente atente o agricultor, a gente tem a relação mínima de abordagem de conversa, a relação mínima de conhecer informalmente o agricultor. Mas quando quer se ampliar, estender pra aprofundar pra um planejamento, uma oficina técnica, um projeto, se esbarra (heurte) muitas vezes nas condições de trabalho, na falta de condições e infraestrutura. Alguns a gente consegue desenvolver porque não vai necessitar tantos recursos, pois é a gente fez naquela oficina lá no sitio coqueiro até vc contribuiu levando lanche. Então ali vc vê emater fornece o carro, levando alguns agricultores, criadores, o lanche ja teve compartilhando, não conseguimos até hoje algo pra fazer uma viagem técnica, pra levar agricultores e compartilhar experiências nos municípios. A qualidade e a continuidade do trabalho pode ser afeitada.

M: Os recursos pra essa infraestrutura vêm do governo federal o do estado?

De ambos. O Estado teria o custeio : nossos salários, manutenção de escritório, de material de expediente, manutenção de veículos.. e dos projetos das politicas publicas isso é do governo federal. Recursos que estão captados pelo Estado então passa por uma questão de gestão administrativa também. Enquanto vc tem questão administrativo de diretores, de coordenação que tem uma abordagem construtiva e de pro-ação, pro-ativa pra captar recursos nem pro projetos beleza mas quando vc passa por um gestor de diretorias e que mal se ver cobrir os custeios e ao mesmo tempo não tem a proação¹¹⁵ de captar recursos o captar projetos, seja por falta de interesse, o seja até falta de projeto mesmo, então assim ao mesmo tempo, o mais que eu te falei daquele nossa abordagem proativa de profissionalismo que o agricultor consegue diferenciar, discernir que nos não somos resultados de um partido politico, não somos resultados de um governo politico... então isso não acontece na pratica infelizmente quando vc trata de captar esses recursos então vc vê cortes de verbas para AF, para aquisição de alimentos vc vai se esquentar com os resultados que vão aparecer pra vc. Hoje é pra se assustar de tais cortes ! Então de um lado a gente tem essa abordagem proativo de profissionalismo por outra a questão politica da partida do governo o politica administrativo de visão do governo é que teoriza o grande agrobusiness então a politica do governo partidária é muitas vezes afeitada o nosso trabalho da emater e muitos colegas não vê isso, não tem essa visão... é impossível não ter essa visão, é impossível não perceber!

M: Como a emater poderia ultrapassar essa falta de recurso? Como enfrentar as dificuldades?

¹¹⁵ Ação crítica que antecipa medidas preventivas para a resolução de problemas, valendo-se dos desafios que se apresentam para compor soluções criativas, efetivas e sustentáveis.

A diretoria da emater é subordinada ao governo, é subordinada ao repasse de custeio, é subordinada ao orçamento do Estado. Se o governo determina que vai menos o mais recurso é a política do governo infelizmente. É essa fragilidade! A manutenção de qualidade da infraestrutura, a manutenção de qualidade de materiais / equipamentos passa por uma fragilidade que depende da política do governo. Tem uma gestão atual do governo que só tem interesse em priorizar o grande agronegócio em detrimento da AF. Quando se tem essa dependência, tem essa fragilidade de política do governo. A emater passa por essa fragilidade. Ela é estabelecida em lei, por exemplo, pela constituição diz que todo gestor público (prefeitos, governador) pela constituição ele tem que investir o mínimo de porcentagem na educação e saúde. Isso não foi estabelecido na constituição pela agricultura familiar. Isso não foi estabelecido na constituição pela extensão rural... vc vê que mesmo sendo uma obrigação, estabelecida na constituição, vc vê que a saúde no Brasil é precária e está lá na constituição que o gestor que não investe o mínimo seria punido, mas com o gestor que investe o mínimo é difícil (23'30).

M: Qual é a participação da prefeitura municipal nesse trabalho realizado pela emater ?

A prefeitura, não só em Mossoró, mas atualmente tem grande importância para o desenvolvimento do trabalho da emater e para a extensão rural. Seja o que te falei da fragilidade de condições de trabalho e de infraestrutura acaba ser uma grande parceira, tem grande importância atualmente. Mas fere pouco autonomia do trabalho da emater. A emater trabalha com documentos, com princípios de parâmetros e classificação por exemplo para AF para formalizar ele com uma DAP, com Pronaf. A emater ela tem que ter a cooperação princípios dos ministérios com regras (25'10) e isso quando uma agente externa como prefeitura, ou como um gestor político municipal apoia, das condições de trabalho, apoia materialmente nas condições de trabalho da emater, a fragilidade aumenta quando se tem um gestor público municipal que quer interferir politicamente e que o técnico se sente impressionado, se sente abordado por um gestor municipal em que um gestor municipal quer impor o que referenda agricultores ou pessoas, agricultores que não se enquadram referenda e exige que a emater e que o técnico do município referenda aquele agricultor como um pronafiano então essa participação da prefeitura é importantíssima mas tem que ser colocada em contato, em parceria que não infere nada na autonomia do técnico, não infere nada dos princípios que a emater tem que ser para oficializar documentos importantes (DAP). Tem municípios aí que os agricultores, que gestores municipais seja secretaria de agricultura, seja prefeituras que querem que a emater enquadre uma pessoa como agricultor familiar para que a pessoa tem o mínimo de condição econômica e que nos oficializa ele como beneficiário do Pronaf isso é ilegal.

Quer o não esse é importante a participação desde que a emater não fere esses princípios com a intervenção dos gestores municipais.

Agora se na participação da prefeitura é importante também na execução das PP. Em Mossoró, com o programa compra direta vc pode vivenciar que a parceria da emater com a prefeitura é muito importante. Emater aborda e executa a questão do cadastro, do IP, do conhecimento do agricultor, da sua produção, das instituições que vão receber as doações também e por outro lado a prefeitura tem papel importante na logística para a execução. A prefeitura vai ceder, abrir espaços para que a emater se instale no município. Mas lembrando que isso depende da política do governo municipal, depende do gestor municipal. Pode se tornar essa relação fragilizada de influência da política partidária.

M: Relação com os bancos?

O banco realmente pode dizer que não aceita o projeto elaborado por o agricultor por várias questões. Por exemplo, se eles não tem uma garantia, não tem um avalista é uma dos critérios que pode ser não aprovar o projeto. A relação da emater com o banco é de instituição de elaboração de projeto da emater e que o banco capta o dinheiro do governo federal para liberar esse projeto para os agricultores com os critérios que o banco adota, da sua planilha, dos seus critérios econômicos. Mas a maior coexistência (31'41) de o agricultor não tem condição de ter avalista, o não ter condição de criar hipoteca não existe outro impedimento do banco. Quando o projeto foi elaborado, com o técnico existe a questão de correção, de mudança de plano, de melhoria de adaptação de tipo de pagamento para que não fica pesada nas suas contas mas com exceção do agricultor se nega a renegociar os principais critérios que desaprova um projeto: o agricultor se nega a renegociar um projeto em casa de

inadimplência, o agricultor não tem condição de ter um avalista, o hipotecar algo. São esses três porque os outros são consequências. Consequência de que? Do que agricultor tem aquela DAP, porque ele que tem a DAP ativa, a dap que se enquadra por exemplo no pronaf B / agroamigo é o essencial. A questão de documento para a elaboração de projeto, tudo questão de formalidade. Não é questão diferencial de aprovação de projeto.

Agora relação emater/banco é uma relação social, relação de troca de informação, troca de conhecimento as vezes nas reuniões de gestores, coordenadores de superintendentes de banco, convida coordenadores da emater, assessores de credito e que nessas reuniões algumas vezes os técnicos são chamados pra compartilhar conhecimentos, novidades de planilha de banco o de linha de credito. Existe isso.

ANNEXE 21: ENTRETIEN AVEC FERNANDA MARIA DA SILVA (13/11/17)

I. Profil.

1. Nom complet

Fernanda Maria da Silva

2. Age

J'ai 26 ans.

3. Etat civil

Je suis célibataire depuis 1 ans maintenant.

4. Lieu de résidence

Après que mon compagnon soit parti je suis revenue habiter chez mes parents dans le pôle rural Alagoinha dans la Communauté D'Oiticica. C'est une maison de huit pièces au milieu de la propriété construite de briques sans enduit.

5. Scolarité

J'ai été à l'école jusqu'à 15 ans et ensuite j'ai rencontré Leandro, je suis tombée enceinte de mon premier enfant alors j'ai quitté l'école pour m'occuper de la maison et l'aider sur l'exploitation.

6. Nombre d'enfants

J'ai eu deux enfants avec Leandro, le premier va avoir 11 ans et la deuxième a 6 ans.

II. Histoire.

7. D'où sont vos grands parents / vos parents ?

Mes parents sont d'ici, la famille de mon père vient du Ceará et la famille de ma mère est d'ici du Rio Grande do Norte, d'une communauté près de Tibau.

8. Comment avez-vous commencé à travailler dans l'agriculture ? Aujourd'hui qui travaille sur la propriété ?

Je suis pratiquement née dans l'agriculture mais je n'ai pas travaillé avec mes parents car ils voulaient que j'étudie mais quand j'ai rencontré Leandro il travaillait déjà sur une petite exploitation alors j'ai dû travailler avec lui, il avait besoin de mon aide très souvent. Aujourd'hui j'aide mes parents sur la petite plantation de légume qu'ils possèdent et j'élève des poules, ici sur la propriété. Mes parents sont à la retraite déjà mais ils continuent à produire quelques légumes lorsque la pluie nous le permet n'est-ce pas ...

III. Activité/organisations

9. Quelle est votre principale source de revenus ?

Je vends mes poulets fermiers et les œufs et je reçois une aide grâce à la Bolsa Familia. Mes parents m'aident un peu grâce à leur retraite.

10. Faites vous parti d'une organisation de l'agriculture familiale (coopérative, association communautaire, syndicat) ? Si oui, pourquoi ?

Non, je ne me suis jamais intéressée à ce genre de chose avant mais depuis peu je suis de plus en plus impliquée... à vrai dire je ne me suis même jamais vraiment posé la question du pourquoi, c'est comme ça si on veut s'en sortir je crois ; mon compagnon lui savait ce genre de truc là mieux que moi mais...

On ne se parle pas beaucoup entre nous par ici alors je ne sais pas... je n'ose pas toujours aux réunions organisées dans la communauté. Mon père lui faisait partie du syndicat là à la ville de

Mossoró. Mais j'ai participé à des réunions organisées par EMATER pour nous expliquer comment et pourquoi s'associer c'est très intéressant !

11. Comment avez-vous eu connaissance de ces organisations ?

Je n'y ai jamais été mais mon père m'en a très souvent parlé et je vais m'en préoccuper davantage car je suis jeune, j'ai encore peu d'expérience et peut-être que je pourrais rencontrer des personnes qui sont dans le même cas... De temps en temps nous sommes au courant de certaines réunions, d'autres fois non ça dépend vraiment. Il faut s'y intéresser ou alors personne ne va venir vous prendre par la main ; c'est comme ça ici, c'est un peu chacun pour soi.

12. Vous produisez de manière écologique ? pourquoi ?

Mes grands-parents, mes parents avant moi ont toujours produit de manière respectueuse de l'environnement, ce que nous produisons c'est ce que nous consommons alors ça doit être sain, sans produit toxique qui vous empoisonne la santé. Il faut donner l'exemple, on ne devrait pas s'alimenter autrement. Ce n'est pas toujours facile, je vois le voisin là-bas, ses pieds de tomates étaient sans arrêt ronger par on ne sait quelle maladie et il ne savait pas trop quoi faire alors il voulait traiter mais je crois qu'un agent lui a montré quoi faire de manière naturelle et tout... ici presque tout le monde cultive comme ça.

13. Où commercialisez-vous votre production ?

J'ai déjà un petit réseau de clients fidèles je pense à cause des services que je rends, je leur facilite la tâche je dirais (rire), aux personnes à qui je vends mes poulets : je vends des poulets, mais je les prépare déjà pour la consommation car souvent les gens ne souhaitent pas les abattre et les préparer alors je prépare même les poulets et alors les prix augmentent, ça c'est les clients qui choisissent, j'en vends aussi déjà cuits et beaucoup de gens commandent pour le weekend. Ce sont principalement des gens de la ville, vous savez le bouche à oreille et puis je fais pas mal de publicité sur whatsapp (rire), certains voisins parfois aussi, ils commandent de mes poulets.

IV. Politiques publiques.

14. Êtes-vous lié à certain programme du gouvernement comme le PAA, PRONAF B/Agroamigo ? Si oui, comment avez-vous réussi à vous insérer dans ces programmes ? Quelle est l'importance de ces programmes pour vous ?

Je fais partie des bénéficiaires du programme *Bolsa Familia*, c'est une petite somme mais elle aide beaucoup pour le revenu de la famille. Tu sais lorsque mon compagnon est parti j'ai dû me débrouiller seule alors cette petite aide du gouvernement m'a aidé avec les enfants.

Lorsque je me suis installée à nouveau chez mes parents et que j'ai commencé mon petit élevage de volaille j'ai établi un projet pour bénéficier du PRONAF mais il n'a pas été approuvé par la banque car je n'étais pas en mesure de leur fournir des garanties suffisantes de revenu, je crois que c'était ça que l'homme m'a dit... Je venais de commencer alors tu comprends je n'avais pas grand-chose encore ! Il y a quelques mois j'ai refait une demande de financement pour pouvoir acheter des aliments pour mes volailles, du matériel pour les enclos pour pas que mes bêtes s'échappent la nuit ou se fassent manger par les chiens des voisins ; ça arrive souvent ça, l'autre jour à Dona Lucia qui s'est fait manger près de 10 poules durant la nuit, elle dit que c'est le chien du voisin tu vois... Alors j'ai acheté du grillage et du fil de fer, du bois aussi pour construire des perchoirs pour mes animaux. C'est auprès d'EMATER que j'ai pu trouver les informations nécessaires pour pouvoir bénéficier du programme hein... ils m'ont expliqué comment faire et tous les critères, tout ça... Quand on débute une activité agricole comme moi là et ben on a besoin d'une petite aide quand même, on ne peut pas s'en sortir sinon... Ce petit financement de 2500 réais m'a permis d'acheter le matériel nécessaire et de pouvoir nourrir mes bêtes. C'est important pour moi de voir que nous pouvons bénéficier de quelques aides ainsi ! Maintenant mon activité fonctionne plutôt bien, ça dépend des mois mais j'ai toujours besoin d'un petit revenu supplémentaire quand même pour entretenir !

15. Accès aux politiques publiques ?

On a accès si on est agriculteurs familiaux hein, après la banque ne nous facilite pas la tâche, jamais. Il fallait toujours un document par-ci, un document par-là et puis finalement ça n'allait pas parce que

je ne pouvais pas avoir de garant et puis il fallait hypothéquer la maison de ce que j'ai compris. Mais si on fait exactement comme ils veulent alors ça fonctionne et on reçoit les sous. L'agent d'EMATER est là pour nous aider, hein si on a un problème avec la banque on peut l'appeler et il nous explique et puis il parle avec les agents de la banque aussi s'il faut parce que moi je ne comprenais pas trop tout ça.

16. Savez-vous ce qu'est la DAP ?

Je sais que sans la DAP on ne peut pas bénéficier des aides, on peut pas faire d'emprunt comme ça, il faut avoir le document tu sais !

17. Recevez-vous l'assistance d'un extensionniste rural/technicien rural ? De quelle(s) institution(s) ? Cette assistance est-elle suffisante pour améliorer ses conditions de production ? Pourquoi ?

Oui comme je l'ai dit il y a l'agent d'EMATER qui passe dans la Communauté pour ceux qui ont besoin. Moi j'ai déjà été au bureau là à la ville pour des formalités pour recevoir des aides... parce que je ne savais pas trop comment ça fonctionnait avec les documents etc... Et puis Marcos est venu pour faire mon projet, prendre des notes et je lui montrais comment je travaillais. C'est vraiment bien ! C'est lui qui m'a parlé des réunions organisées là à Mossoró pour rencontrer d'autres agriculteurs. Il m'a donné des conseils et grâce à EMATER j'ai rencontré d'autres agricultrices comme moi alors on a pu parler de nos expériences.

Mes parents avant moi avait reçu l'aide d'un agent aussi, mon père me disait qu'à son époque c'était plus fréquent qu'aujourd'hui. Moi j'ai le numéro de téléphone si jamais j'ai besoin d'un conseil hein. Pour moi ça me convient tout à fait. Il m'a parlé aussi de vendre mes « oiseaux » aux écoles publiques mais je ne sais pas si j'ai suffisamment, je crois que non... enfin pas tout de suite. Mais il est toujours à pour donner des informations, tout passe par EMATER, pour résoudre les problèmes, c'est toujours le meilleur partenaire, ils savent que notre travail est difficile, pour nous, pour nos parents aussi... Grâce à son aide j'ai l'impression de mieux faire, je m'en sors plutôt bien ici maintenant.

18. Participez-vous de cours ou d'échange d'expérience ? À quelle fréquence ?

Il y a eu ces réunions à EMATER où j'ai rencontré d'autres agriculteurs et on a pu parler entre nous, parfois c'était des voisins, et on se voit presque jamais parce qu'on travaille tous beaucoup. Alors c'était l'occasion.

19. Après avoir intégré les différentes organisations représentantes de l'agriculture familiale / bénéficiaire d'un programme gouvernemental avez-vous pu noter des changements en relation à votre qualité de vie ? Lesquelles ?

Déjà j'ai pu mieux m'organiser et contrôler ma production grâce aux enclos que j'ai pu mettre en place pour les protéger des prédateurs et pour pas qu'elles s'enfuient aussi. Déjà ça pèse moins sur la conscience à la fin de la journée. J'ai pu donner du maïs à mes poulets, c'est cher le maïs. Avec les plantations c'est toujours plus difficile, c'est dernière année les gens discutent beaucoup des conditions de sécheresse que nous traversons, je vois mes parents assez préoccupés et mon père aux réunions parlent de ça et on s'entraide beaucoup pour pouvoir tous s'en sortir quand les temps sont durs.

20. Les programmes et projets d'appui à l'AF vous ont-ils apporté des bénéfices ? Lesquels ?

Comme je le disais déjà, ils m'ont offert la possibilité d'acheter des équipements pour mon activité. J'aimerais plus tard pouvoir construire un petit système d'irrigation si c'est possible car l'eau manque, il y a un vieux puit derrière peut être qu'on peut en faire quelque chose, peut-être que Marcos va pouvoir me dire je ne sais pas. Je me sens beaucoup mieux dans mon activité aujourd'hui, même si je suis encore jeune je sais maintenant que je peux être aider.

21. Quelles perspectives futures vous et votre famille avez en relation à votre travail dans l'agriculture ?

J'espère qu'avec l'aide que j'ai reçu, du PRONAF je puisse augmenter ma production en suivant les conseils que j'ai reçu autour de moi. J'aimerais que mes revenus augmentent un peu et J'espère aussi que j'aurai le temps de reprendre mes études pour terminer la faculté et avoir une vie moins

difficile... c'est difficile le travail au champ, l'agriculture aujourd'hui dans notre région, on ne sait pas ce qui va advenir...

ANNEXE 22: ENTRETIEN AVEC FRANCISCO DAS CHAGAS SILVEIRA (14/11/17)

I. Profil.

1. Nom complet

Mon nom est Francisco das Chagas Silveira

2. Age et sexe

J'ai 42 ans, je suis né en 1975, 42 ans de travail dans les champs. Masculin.

3. Etat civil

Je suis marié à Maria Rita Silveira depuis 1995, ça fait déjà un bout de temps (rire).

4. Lieu de résidence

Mossoró, Poló Alagoinha, dans la Communauté du Coqueiro

5. Scolarité

J'ai simplement étudié jusqu'à la troisième année de l'enseignement fondamental, ici généralement très jeune on va aider nos parents sur l'exploitation alors...

6. Nombre d'enfants

5 enfants : 3 garçons de 21, 19, 17 ans et la petite dernière qui a 10 ans.

II. Histoire.

7. D'où sont vos grands parents et vos parents ?

Mes grands-parents et mes parents viennent d'un village de l'intérieur du Ceará, d'une ville nommée Russas. Toute ma famille a toujours travaillé la terre, mes parents étaient des agriculteurs « *alugados* » (agriculteurs au service d'un grand propriétaire terrien, produisant sur ses terres et partageant ensuite la moitié des récoltes avec le propriétaire). C'était une situation très dure tu sais, tout le travail fourni pour devoir se défaire de la moitié de la récolte...

8. Où résident vos enfants ? Quelles sont leurs occupations professionnelles ?

Mon aîné travaille comme mototaxi à Mossoró, les deux autres nous aident au champ le matin et se rendent à l'école l'après-midi parce que je ne veux pas qu'ils abandonnent l'école et qu'ils aient le même futur que moi qui n'ai pas eu l'opportunité d'étudier. La petite nous aide à la maison et se rend à l'école l'après-midi comme ses frères. Nos enfants doivent rester à l'école, parfois c'est difficile, nous avons besoin d'eux pour nous aider ici, surtout dans ces longues périodes de sécheresse où nous tentons de survivre.

9. Comment avez-vous commencé à travailler dans l'agriculture ? Aujourd'hui qui travaille sur la propriété ?

J'ai commencé avec mes parents sur le terrain du propriétaire pour lequel ils travaillaient parce que nous n'avions pas de terrain à nous, nous n'avions pas les moyens. À l'époque c'était très difficile et on souffrait beaucoup de dépendre des autres tu sais cas comme nous n'étions pas les propriétaires de la terre, la production ne nous revenait pas entièrement alors finalement c'était beaucoup de travail et peu de récolte mais même ainsi mes parents ont réussi à élever leurs 10 enfants en faisant énormément de sacrifices... (silence). Comme je n'ai pas pu étudier, je n'ai pas eu beaucoup d'opportunité de travail alors j'ai continué à travailler dans l'agriculture ainsi comme mes parents, en élevant mes enfants également à partir des revenus de l'agriculture grâce à Dieu. Je crois que j'me suis jamais vraiment posé la question je crois, c'est comme si ça allait de soi pour moi.

Aujourd'hui je possède ma propre terre, ce n'est pas immense mais au moins je ne suis pas dépendant de quelqu'un d'autre. Je travaille ici avec ma famille hein, autant que l'on peut !

10. Quelles différences percevez-vous dans la manière de travailler aujourd'hui par rapport au temps de vos parents ?

Des différences il y en a bien sûr. Au temps de mes parents il n'y avait pas toutes les techniques et les technologies que nous possédons aujourd'hui, comme par exemple nos techniques d'irrigation et nos citernes en ciments pour garder l'eau de pluie. Toutes les aides et les orientations techniques fournies par les agents d'EMATER sont d'une grande aide aujourd'hui et cela mes parents n'en ont pas

bénéficié. Aujourd'hui on nous montre comment planter, on nous enseigne quels produits utiliser et cela nous oriente tu sais... Même si parfois je ne comprends pas tout, tout ça c'est pas rien. Avant tout était beaucoup plus difficile pour produire et commercialiser avec les routes et les moyens de transport dont nous disposons, avant tout était beaucoup plus difficile pour eux avec leur charrette et le bétail. Aujourd'hui on peut au moins s'acheter une petite moto avec une petite charrette derrière pour aider à apporter la production sur les marchés.

III. Activité/organisations

11. Quelle est votre principale source de revenus ?

La source principale de nos revenus est l'agriculture même, ce que nous arrivons à commercialiser hein, il y a le programme « Compra direta » grâce auquel nous vendons une partie de notre production, il est d'une grande aide dans la région, lorsque le gouvernement se place de notre côté évidemment... Je vais souvent livrer nos légumes et nos fruits (salade, piments, petits oignons, coriandre, banane, pastèque et citrons) à la Cobal de Mossoró. Nous essayons de saisir toutes les occasions car c'est de plus en plus difficile de produire avec cette sécheresse et nous faut vendre le peu que nous parvenons à récolter. Notre aîné nous aide parfois grâce à son emploi de mototaxi à la ville.

12. Faites-vous parti d'une organisation de l'agriculture familiale (coopérative, association communautaire, syndicat) ? Si oui, pourquoi ?

Ça fait maintenant treize ans que je suis syndiqué au syndicat da Lavoura de Mossoró car les leader du syndicat nous encourage toujours à continuer notre travail, notre lutte pour nos droits pour améliorer nos conditions de vie. Je fais confiance aux responsables et chaque fois que j'ai besoin d'aide ils me reçoivent pour discuter. Je participe des réunions organisées au syndicats, je suis quelqu'un qui a besoin d'être au courant de ces choses-là sinon on nous oublie vite j'ai l'impression. Je fais partie de l'association communautaire du Coqueiro depuis onze ans, je suis convaincu que faire partie de cette association me permet d'être au courant de ce qui se passe autour de moi, l'association aide à la divulgation des programmes dont nous pouvons être les bénéficiaires. Beaucoup d'entre nous ici dans la communauté du Coqueiro pensent que personne ne divulgue les informations mais je pense que pour cela il faut au moins participer des réunions organisées, sinon c'est compliqué ! En plus on est bien reçu et on peut discuter ensemble de notre quotidien, des programmes, de nos difficultés et on arrive ensemble parfois à trouver des solutions, du moins en parler on se sent moins seul parfois.

13. Comment avez-vous eu connaissance de ces organisations ?

Pour le syndicat, à travers d'autres agriculteurs, tu vois ici on parle beaucoup, nous nous connaissons presque tous alors les informations circulent très vite. Un de mes amis faisait partie du syndicat et il m'en a parlé alors je me suis dit pourquoi pas ne pas voir ce qui s'y passe et j'ai tout de suite apprécié l'ambiance... Je pense que j'en ai vraiment besoin pur pouvoir avancer lorsque les temps sont durs. De fil en aiguille je me suis aussi engagé dans l'association communautaire du Coqueiro, je pense que si tout le monde s'y intéressait nous pourrions nous unir et accomplir davantage... Non au contraire, l'une m'a mené vers l'autre.

14. Après avoir intégré ces organisations, vous a-t-il fallu modifier vos techniques de travail de l'agriculture ? lesquelles ? Pourquoi ? Avez-vous rencontré des difficultés ?

Au sein de ces organisations nous fonctionnons souvent autour de ce que l'on nomme « trocas de ideias » (échanges d'idées). Chaque agriculteur peut s'exprimer sur sa manière de travailler et ainsi nous échangeons ensemble sur les différentes techniques que nous utilisons, quelles viennent de nous ou des techniciens qui passent de temps en temps dans la communauté. Chacun est libre de s'en saisir ou pas. Je n'ai pas modifié de manière significative ma manière de travailler la terre, seulement si une idée, une forme de produire me semble intéressante je vais tester sur ma production et voir ce que ça donne. Dans ma plantation par exemple j'ai mis en place une technique que mon voisin utilise pour l'irrigation, un petit dispositif d'irrigation au goutte à goutte pour pouvoir économiser l'eau le plus possible, l'utiliser de manière rationnelle lorsque la ressource vient à manquer comme c'est le cas depuis maintenant six ans (longs soupirs). C'est un exemple d'échange entre nous agriculteurs dans la communauté.

15. Vous produisez de manière écologique ? pourquoi ?

Oui, je n'utilise aucun produit agrochimique !! De la plantation à la récolte tout ce que j'utilise sont des produits naturels. Je demande souvent des conseils aux techniciens d'EMATER concernant les diverses options que je peux utiliser lorsque mes plantations sont malades... L'autre jour Marcos est venu pour m'aider à préparer un remède naturel pour mes pieds de coriandre qui étaient victimes de je ne sais trop quelle maladie, tout ce que je sais c'est qu'ils mourraient les uns après les autres et que j'ai pu traiter le champignon de manière naturelle. Je refuse d'utiliser des produits chimiques, pour moi cela va à l'encontre de notre manière de produire et de celle de nos parents avant nous.

16. Où commercialisez-vous votre production ?

Généralement je vends ma récolte à la COBAL le weekend et la semaine j'ai une petite baraque près du supermarché « Cidade » à Mossoró. Comme je l'ai déjà mentionné je vends une bonne partie des excédents pour le programme gouvernemental « Compra direta » qui me permet d'avoir un revenu. C'est difficile de vendre, lorsque l'on veut vendre à la COBAL il faut se lever tôt si l'on veut espérer avoir un emplacement de libre. Nous vendons généralement les mêmes produits alors premier arrivé, premier servi comme on dit (rire) !

17. Généralement vous devez compléter votre production avec des produits venant d'autres agriculteurs pour pouvoir répondre à la demande du programme « Compra direta » ?

Avec ces années de sécheresse ça devient de plus en plus courant de nous organiser entre producteurs pour pouvoir fournir les quantités que nous nous engageons à donner. La majeure partie d'entre nous qui n'avons pas de système d'irrigation performant pour cause du manque d'eau nous ne parvenons pas à produire suffisamment. Le mois dernier je devais fournir des pastèques et des citrons sauf qu'avec le manque de pluie j'ai pu produire presque aucune pastèque alors avec mon voisin nous nous sommesentraîdés et je lui ai donné une partie de mes citrons dont ils avaient besoin et il m'a donné une partie de sa récolte de pastèques. C'est comme ça qu'on a pu remplir nos engagements sinon c'est presque impossible actuellement. Il y a eu des années où je perds tout, ce sont des années très difficiles pour nous agriculteurs... Lorsque le technicien d'EMATER est venu nous parler de ce programme de « compra direta », c'est lui qui nous a suggéré de nous associer pour pouvoir compléter nos récoltes en cas de perte.

18. Selon vous, pourquoi certains agriculteurs ne souhaitent s'engager directement dans aucune des organisations (association, syndicat, coopérative) ?

C'est difficile de répondre pour les autres j'imagine mais si je me base sur ce que je peux percevoir dans mon entourage je dirais que certains sont assez individualistes lorsque l'on se réfère à la production ; dans la communauté du Coqueiro je ne trouve pas que cela soit très visible mais je sais que dans d'autres communautés c'est davantage le cas. Certains n'ont simplement pas envie de faire partie d'un groupe et de participer des réunions qui sont organisées... peut-être que c'est trop pour eux je ne sais pas...

Je crois aussi que certains ont tout simplement perdu espoir en toute forme d'action collective et de représentativité avec tout ce qui ne fonctionne pas tu sais ils pensent peut-être que seul ou en groupe ce sera de toute façon la même chose. Encore une fois je ne peux pas vraiment parler pour les autres mais c'est ce que j'imagine.

IV. Politiques publiques.

19. Êtes-vous lié à certain programme du gouvernement comme le PAA, PRONAF ? Si oui, comment avez-vous réussi à vous insérer dans ces programmes ? Quelle est l'importance de ces programmes pour vous ?

Il y a deux ans j'ai fait un emprunt à la Banque à travers le PRONAF B, j'ai moi-même décidé de faire cet emprunt pour pouvoir acheter deux vaches pour la ferme. Cet emprunt nous a également aidé à payer nos dettes et améliorer nos conditions de vie au quotidien.

Je me suis renseigné auprès de la banque et j'ai rencontré un agent bancaire qui m'a lu l'ensemble du contrat en m'expliquant les différentes modalités. Je n'ai pas rencontré de difficulté à comprendre les critères du contrat, mais la bureaucratie liée aux formalités bancaires de l'investissement est selon moi la principale cause des défauts de paiement.

Concernant le PRONAF, en plus d'améliorer nos conditions de vie permet aussi d'apporter un complément financier à notre famille et cela est très important pour nous. Je suis également inscrit au Programme d'Acquisition d'Aliments (PAA) qui me permet de commercialiser mes excédents de productions lorsqu'il y en a hein... Sans ce programme les chances de commercialiser notre production de manière durable sont beaucoup moins certaines... Dans la région ce programme a vraiment fait des miracles !

20. Recevez-vous l'assistance d'un extensionniste rural/technicien rural ? De quelle(s) institution(s) ? Cette assistance est-elle suffisante pour améliorer ses conditions de production ? Pourquoi ?

Je reçois de l'aide d'un technicien rural d'EMATER, Marcos qui est responsable du pôle rural Alagoinha ici. Je ne peux pas vraiment dire que c'est suffisant, mais le soutien et l'aide que je reçois a réellement fait la différence dans mon milieu de production rurale car j'ai reçu des conseils, des informations, des orientations techniques sur la manière de produire qui m'ont aidé à améliorer mes conditions de production sur ma propriété. Je tente chaque fois de suivre les orientations du technicien. Je pense quand même que les techniciens ne sont pas assez nombreux au sein du pôle, nous ne voyons que Marcos et il y a tant de demande ici tu imagines bien ! On aimerait certainement un peu plus de temps avec lui, des visites plus régulières... on a tous nos difficultés propres et je pense qu'eux aussi en rencontre... alors je ne les blâme pas, je sais qu'ils font ce qu'ils peuvent ! Mais le technicien est toujours présent lorsque l'on a besoin de lui, si on lui téléphone, il répond pour nous ôter un doute, nous donner un conseil ou une orientation... Aujourd'hui je ne saurais pas vers qui d'autre me tourner.

21. Participez-vous de cours ou d'échange d'expérience ? À quelle fréquence ?

Non, pas de cours mais lors des réunions organisées par les différentes organisations j'apprécie les échanges d'expériences qui selon moi apportent de nouvelles idées, de nouveaux points de vue sur notre manière de produire et de vivre de l'agriculture comme je te le disais tout à l'heure. Chaque fois qu'il y a une réunion et que j'ai le temps je m'y rends je dirais que cela peut être 3 fois par mois généralement cela dépend beaucoup. Emater organise souvent des réunions dans les communautés pour parler des différents projets et programmes supposés nous aider dans notre activité, ces réunions sont des moments privilégiés pour être au courant de ce à quoi nous pouvons prétendre et c'est vraiment très important !

22. Après avoir intégré les différentes organisations représentantes de l'agriculture familiale avez-vous pu noter des changements en relation à votre qualité de vie ? Lesquelles ?

Je dirais... dans les réunions organisées ou juste en parlant avec les autres j'ai appris beaucoup sur mon travail. J'ai pu améliorer ma manière de produire je crois et puis on a pu produire un peu plus ; et puis aussi les revenus ont augmenté un peu certaines années. Mais je crois bien que la différence c'est avec les aides que j'ai reçu, hein... du PRONAF et tout... Où la vraiment ça peut faire la différence en m'apportant des revenus supplémentaires et aussi un espace pour commercialiser grâce au « compra direta ».

23. Quelles perspectives futures vous et votre famille avez en relation à votre travail dans l'agriculture ?

Aujourd'hui nous passons par une période difficile de « vacas magras » ! (*Expression nordestine signifiant « vaches maigres » qui fait référence aux « temps difficiles » de sécheresse*) C'est dur de penser à plus loin que demain, de savoir de quoi sera fait le jour suivant... pour le moment on vit au jour le jour et on essaye de survivre avec ce qu'on arrive à produire ! C'est difficile, on attend la miséricorde de Dieu pour bénir notre terre avec beaucoup de pluie. Et avec ce gouvernement là... c'est encore plus dur. Tant de sacrifices, tant d'avancées et aujourd'hui tout est en train de disparaître. Si Dieu le veut l'année prochaine il nous enverra de la pluie !

ANNEXE 23: ENTRETIEN AVEC ANA VALERIA D'EMATER-RN MOSSORÓ (15/11/17)

1. Você poderia descrever o seu percurso escolar a partir da graduação?

Iniciei minha graduação em Agronomia na Universidade Federal Rural do Semi-Árido- UFERSA em 2002, concluindo em 2006. Neste mesmo período cursei graduação em Administração na Universidade do Estado do Rio Grande do Norte – UERN. Em 2007 iniciei o Mestrado em Fitotecnia e em 2009 iniciei o Doutorado, também em Fitotecnia, ambos com a linha de pesquisa em Etnoconhecimento, caracterização e propagação de plantas, no Programa de Pós-Graduação em Fitotecnia da UFERSA, concluindo no ano de 2014.

2. Porque você quis fazer esse concurso na EMATER, porque na EMATER?

Sempre considerei a Assistência Técnica e Extensão Rural – ATER de fundamental importância para o desenvolvimento socioeconômico da agricultura familiar. Nesse sentido, a EMATER-RN, como empresa pública, oferece essa ATER de forma gratuita aos agricultores familiares do Rio Grande do Norte e fazer parte desse órgão era um anseio pessoal e profissional.

3. Como você descreve o seu papel de analista de extensão rural na EMATER?

Como extensionista rural da EMATER-RN, tento levar aos agricultores familiares o serviço de ATER de qualidade, executando programas e projetos, garantindo o acesso às políticas públicas voltadas para essas famílias, sempre de acordo com a Política Nacional de Assistência Técnica e Extensão rural – PNATER, princípios agroecológicos e utilizando metodologias participativas.

4. Para você tem um bom perfil para fazer esse trabalho de extensionista rural?

Sim, pois além da formação técnica na área, tento transmitir as informações da maneira mais clara e acessível para os agricultores.

5. Você poderia descrever o seu trabalho na EMATER no dia a dia?

Diariamente, atendemos agricultores familiares sobre as mais diversas demandas, seja em escritório ou através de visitas. Os principais atendimentos são: emissão de Declaração de Aptidão ao Pronaf – DAP; cadastro em programas como Garantia Safra, Programa de Aquisição de Alimentos – PAA, Programa Banco Comunitário de Sementes e outros executados no município; diagnósticos de famílias assistidas; orientações técnicas sobre determinada atividade produtiva; visitas e oficinas técnicas para os mais diversos fins; elaboração de propostas de crédito do PRONAF; emissão de laudos de prorrogação de dívida de crédito rural; postagem de todas as atividades realizadas no sistema informatizado da EMATER-RN (CERES); dentre outras demandas.

6. Como empresa que executa as políticas públicas governamentais na esfera local, a Emater e os servidores aparecem como mediadores entre a entidade política e os agricultores familiares (sociedade civil), como você percebe/pensa dessa função de mediador que você tem? Como você descreve ela?

Como mediadora, tento transmitir o conhecimento e as informações da forma mais clara possível, de acordo com o perfil do agricultor, ao mesmo tempo em que procuro captar informações e conhecimentos dos mesmos, para entender a realidade em que estão inseridos e procurar atendê-los conforme suas necessidades. Nesse contexto, tento ser um agente de desenvolvimento de uma agricultura baseada nos preceitos da PNATER.

7. De maneira pratica, na sua metodologia de trabalho, o que você usa para se afastar do difusionismo?

A postura adotada e as metodologias utilizadas por mim na execução das políticas públicas e na prestação de todos os serviços de ATER são baseadas na troca de saberes e construção do conhecimento. Nesse sentido, a utilização de ferramentas participativas auxiliam no desenvolvimento de um diálogo rico em troca de conhecimento e aprendizagem mútua com o agricultor. Na prática, saber ouvir o agricultor e traduzir os seus anseios, permite que conheça a realidade e desenvolva planos de ação e implementação junto à família assistida.

8. Pra você qual a importância e a diferencia do trabalho de um extensionista na vida do agricultor familiar?

O extensionista rural desempenha um papel fundamental na melhoria das condições de vida do agricultor familiar, uma vez que leva até ele os programas e as políticas públicas que permitem um incremento na geração de renda e segurança alimentar da família, além de auxiliar na construção de conhecimento acerca de tecnologias adaptadas à realidade de cada unidade produtiva, potencializando, de forma sustentável, o desenvolvimento rural.

9. Como extensionista rural, como você adapta um discurso técnico-político (porque vc trata das políticas públicas) para se adaptar a realidade do agricultor, para ele entender em termos simples todas essas regras/critérios dos programas mesmo?

Cada agricultor possui seu perfil e esse perfil precisa ser considerado para que a comunicação aconteça de forma eficiente e todas as informações sobre o assunto abordado sejam compreendidas. Assim, seja em atendimentos individuais, visitas e/ou oficinas técnicas, procuro adotar nos discursos, uma linguagem clara e compatível com cada realidade, procurando utilizar termos simples e fáceis de ser compreendidos.

10. A Emater é uma entidade pública responsável pela execução das PP no município, assim a Emater segue as regras e critérios elaborados pelo governo federal através dos programas e projetos. Quer saber se a Emater tem algumas liberdades, um poder discricionário para adaptar alguns programas para adaptar lhe mais nas realidades locais?

Para execução da maioria das políticas públicas não temos muita liberdade nesse sentido, pois cada programa e projeto já possui seus critérios, regras e metodologias padronizados. Porém, temos uma certa liberdade no sentido de nos organizar para executar esses programas, mas sempre seguindo as recomendações de cada um.

Por exemplo: a emissão de DAP, que é um documento federal que identifica a família como sendo da agricultura familiar, é regida pela legislação própria e possui suas regras estabelecidas pelo governo federal, através do MDSA, mas o agente emissor, no caso a EMATER-RN, pode solicitar (e solicita) através de Portaria, apresentação de documentação complementar que comprove as informações declaradas.

Outro exemplo é em relação ao Programa Garantia Safra que possui seus critérios estabelecidos pelo MDSA, que são seguidos fielmente, mas a metodologia para divulgação e realização das inscrições são planejadas pelos técnicos da EMATER-RN. Em Mossoró, a metodologia adotada é a seguinte: são realizadas oficinas técnicas nas comunidades e assentamentos rurais, orientando os agricultores sobre o programa, além de abordar e discutir um tema de convivência com o semiárido de acordo com a realidade de cada comunidade, podendo ser quintais produtivos, palma forrageira, aves caipiras, etc. Em seguida, os agricultores são atendidos individualmente, sendo realizado o pré-cadastro da família, caso se enquadre no programa. Apenas no escritório esse cadastro é realizado no Sistema DAPWEB do MDSA.

Portanto, os programas possuem seus critérios estabelecidos, mas podemos nos organizar para realizá-los da maneira que contemple mais agricultores e/ou que torne a execução mais eficiente, por exemplo a estratégia de contemplar o agricultor, seja individualmente, in loco, através de visitas, ou coletivamente, em oficinas ou reuniões técnicas.

11. Em relação com a Emater mesmo, ela tem que concordar com essas políticas federais?

Por se tratar de políticas públicas voltadas para o mesmo público assistido, isto é, agricultores familiares, é de interesse da EMATER-RN executá-las, uma vez que as mesmas visam a melhoria das condições socioeconômicas das famílias. Entretanto, algumas vezes essas políticas envolvem muita burocracia que chegam a comprometer a contemplação de alguns agricultores. Como comentado anteriormente, cada política pública possui seus critérios e regras que precisam ser seguidas pelo órgão executor, nesse caso, a EMATER-RN.

12. E no caso do PRONAF?

O Pronaf é uma conquista do agricultor familiar a partir de suas lutas e mobilizações sociais. Essa política pública permite o acesso ao crédito rural, seja com operações de custeios ou investimentos de atividades e serviços rurais, estimulando a geração de renda e melhorando o uso da mão de obra familiar. Nesse sentido, a EMATER-RN, além de ser um agente emissor do documento principal para acesso ao Pronaf, a DAP, também faz a articulação entre agricultor e agente financeiro, elaborando propostas de crédito e dando a devida assistência técnica às atividades financiadas.

13. E no caso do PAA?

O Programa de Aquisição de Alimentos possui uma grande importância socioeconômica, uma vez que visa fortalecer a agricultura familiar, além de contribuir com a segurança alimentar de camadas mais carentes da população através da doação de alimentos de qualidade.

No Rio Grande do Norte, o PAA na modalidade Compra com Doação Simultânea é executado pela EMATER-RN e é mais conhecido como Compra Direta. O Programa consiste na aquisição de alimentos diretamente do agricultor a um preço justo, eliminando a figura do

atravessador. Esses alimentos são distribuídos à população em maior vulnerabilidade social do município, beneficiando, principalmente, o público de creches, escolas, hospitais públicos e instituições socioassistenciais.

Assim como as demais políticas públicas, o PAA possui suas normativas que são seguidas pelos técnicos da EMATER-RN de forma a evitar problemas durante o processo de execução.

14. Como a Emater “traduz” essas políticas públicas (PAA, Pronaf) para que sejam aplicadas no meio rural?

Na EMATER-RN, cada política pública possui uma equipe responsável a nível de estado. Essa equipe coordena a execução em cada município, juntamente com os assessores regionais de cada região. Os técnicos dos escritórios locais dos municípios, assim como em Mossoró, são os executores que tratam diretamente com o agricultor, sendo responsáveis por toda a comunicação entre EMATER-RN e agricultor, seguindo os critérios e regras de cada política, executando conforme orientações das coordenações estaduais e regionais. Vale ressaltar que a EMATER-RN é um órgão que possui grande capilaridade em todos os municípios do estado.

15. O que você poderia dizer sobre a ambiguidade na posição do extensionista que trabalha na Emater, que é um órgão público do governo, que executa as políticas do governo e essa proximidade com o campo?

O extensionista exerce um papel de mediador e articulador entre o governo e o público final, que é o agricultor. É ele quem conhece a realidade do agricultor familiar e leva os programas e políticas públicas do governo a essas famílias.

16. Você acha que tem um medo no campo da parte do agricultor familiar em relação com os programas governamentais? Se tem, quais poderiam ser os motivos?

Acho que não propriamente medo. O que as vezes afasta o agricultor das políticas públicas, na minha opinião, é a burocracia inerente a cada programa, bem como a descontinuidade de algumas dessas políticas que acabam gerando um descrédito por parte dos agricultores. Pode sim haver algum receio daqueles agricultores que nunca acessaram os programas. Mas durante a abordagem, as informações são repassadas com todos os detalhes, prezando sempre pelo discurso fácil de ser compreendido, com exemplos práticos e utilizando termos claros pra tirar todas as dúvidas dos mesmos.

17. Como que você faz para tirar esse medo na prática? (tipo de discursos, ações...)

Se identificado esse medo, utilizo algumas estratégias: discursos mais claros, ricos em detalhes, e exemplos práticos; postura mais solícita, atenciosa e amigável; termos mais fáceis de serem compreendidos; dentre outras posturas que facilitem a desmistificação que possa ter em relação à política pública que está acessando.

18. O que seria a sua definição da extensão rural?

Extensão rural, para mim, é um processo de educação, onde os conhecimentos e tecnologias são transferidos para as famílias rurais, a fim de melhorar a qualidade de vida das mesmas. A extensão rural permite uma aproximação e compreensão da realidade local, auxiliando e promovendo o desenvolvimento social e econômico de cada família, através do acesso às políticas públicas e do apoio aos processos de gestão, produção, beneficiamento e comercialização de suas atividades.

19. Onde você tira os seus conhecimentos, as informações, as referências que leva para o campo?

Procuro sempre estar atualizada sobre as informações, critérios e processos das políticas públicas voltadas aos agricultores familiares, através das legislações, manuais e orientações técnicas de cada programa executado, sempre baseada na PNATER e nos princípios agroecológicos. Além disso, preciso e procuro estar atualizada quanto aos aspectos técnicos de produção agrícola e pecuária através de livros, artigos científicos, publicações e boletins técnicos de órgãos de pesquisa, como EMBRAPA e EMPARN e sites confiáveis. Vale ressaltar a importância da troca de conhecimentos e experiências entre colegas de trabalho e entre técnico-agricultor que enriquecem o aprendizado continuamente.

20. Como você poderia qualificar a importância do seu cargo?

O cargo de extensionista rural possui uma importância essencial no desenvolvimento econômico e social das famílias rurais. O extensionista é o profissional responsável em estimular e desenvolver a educação no campo, de forma participativa, disponibilizando novas tecnologias de

produção, estimulando a organização social das comunidades e a atuação de lideranças, permitindo o acesso às políticas públicas de forma qualificada, e, conseqüentemente, proporcionando melhores condições de vida dos agricultores familiares e garantindo a segurança alimentar e nutricional do país.

21. Como a Emater mensura o nível de adesão dos AF aos diferentes programas?

Mesmo sendo voltado para os agricultores familiares, cada programa possui um público alvo, uma vez que os agricultores se enquadram em diferentes categorias distintas, diferenciando-se por suas características e por seu enquadramento na DAP, que, por sua vez, depende da renda bruta familiar dos últimos 12 meses. Nesse sentido, através das DAPs emitidas no município e da aproximação e conhecimento diário com os agricultores, temos o número aproximado de famílias possíveis de serem cadastradas nos diferentes programas, de acordo com o perfil exigido. Alguns programas, como o Garantia Safra, consideram também as informações do Cadastro Único no NIS que oferecem uma estimativa do número de famílias que possuem o perfil de renda para o programa.

22. Você poderia descrever como se organiza as reuniões nas comunidades para apresentar os diferentes programas?

Primeiramente, organizamos um cronograma com as datas e horários previstos para cada comunidade, além da equipe técnica que irá participar da reunião. Previamente, também é realizado um planejamento com a pauta que será abordada e os materiais necessários. Para divulgação da reunião/oficina, as lideranças comunitárias são de fundamental importância na articulação das famílias. Algumas reuniões/oficinas são divulgadas em programas de rádio, que possuem alcance e audiência na zona rural, e para isso, contamos com a parceria com a Rádio Rural de Mossoró. Chegada a data, os técnicos se dirigem à devida comunidade, onde será realizada a reunião/oficina. Durante a reunião/oficina, as informações são repassadas de maneira clara, utilizando-se metodologias participativas e termos fáceis de serem compreendidos, sendo gerada discussão acerca do assunto abordado.

23. Para você qual a importância e a diferença do trabalho de um extensionista na vida do agricultor familiar?

Por ser uma ponte entre o governo e o agricultor, o extensionista exerce um papel fundamental no desenvolvimento socioeconômico das famílias rurais, fornecendo uma ATER pública e de qualidade às mesmas. É através da ATER que os agricultores familiares acessam programas e políticas públicas que proporcionam um incremento na renda familiar e a melhoria da qualidade de vida.

24. Na implementação do Pronaf e do PAA, a emater teve que complementar, modificar o adaptar de um ponto de vista legal, as políticas públicas governamentais que a emater tem o papel de executar?

A EMATER-RN precisa cumprir a legislação que rege cada programa, seguindo seus critérios e orientações. Entretanto, algumas vezes existe a flexibilidade de como executar esses programas, buscando adaptar à realidade de cada comunidade, mas sem fugir das orientações gerais do programa.

25. Qual é sua visão sobre a política de mediação que a Emater tem que fazer entre as políticas públicas e a agricultura familiar?

A EMATER-RN possui uma grande capilaridade em todo o estado e por se tratar do órgão responsável pela ATER pública no Rio Grande do Norte, articula e executa todos os serviços referentes às políticas públicas, garantindo o acesso dos agricultores familiares dos municípios a essas políticas. Como órgão público, a EMATER-RN trabalha de forma imparcial, procurando atender todos as famílias que se enquadram nos critérios dos programas executados.

26. Você poderia dar exemplo de tentativas de adaptação da Emater / extensionista rural frente a um determinado contexto político-econômico difícil pela ATER?

27. O processo de descentralização introduzido na Constituição federal de 1988 deu mais poder nas entidades públicas dos Estados/municípios na gestão das políticas públicas. Quais grandes mudanças isso levou no trabalho da EMATER ?

Essa descentralização permitiu uma maior autonomia do estado na gestão e execução de seus serviços de ATER. Além disso, a partir desse momento, o agronegócio e a agricultura familiar passaram a ter mais atenção e importância na questão do desenvolvimento rural e distribuição de renda no campo, tornando-se componentes das políticas públicas que foram

institucionalizadas e que receberam, de forma mais intensa, investimentos do governo federal. Vale ressaltar que com o advento da PNATER, alguns princípios passaram a orientar os serviços de ATER, como o relacionado às questões agroecológicas, sociais e participativas.

28. Para você quais são as qualidades que um extensionista deve ter para poder se adaptar ao público diversificado do meio rural?

O extensionista rural, como educador, precisa ter didática para que a comunicação e a troca de saberes sejam realizadas de forma clara e participativa. Também é fundamental que o extensionista possua um embasamento teórico e experiências práticas dos assuntos abordados junto aos agricultores familiares, bem como um perfil articulador para que as parcerias sejam realizadas e implementadas de forma eficiente.

29. Você poderia descrever a orientação metodológica que orienta o trabalho da Emater e as respectivas técnicas/ferramentas em que se apoia?

O trabalho da EMATER-RN é orientado pela PNATER e por princípios agroecológicos e participativos, buscando-se utilizar técnicas que contemplem esses princípios e que promovam o desenvolvimento socioeconômico dos agricultores familiares.

30. Quais seriam os critérios da Emater para afirmar que os agricultores percebem a importância dos programas implementados em relação as políticas públicas governamentais?

Alguns parâmetros observados e que demonstram a importância das políticas públicas são: melhoria na qualidade de vida dos agricultores e suas famílias; reestruturação das propriedades, através de programas, como o Segunda Água; melhoria da renda das famílias, através de programas que auxiliam na comercialização dos produtos, como o PAA; inserção dos agricultores nos mercados institucionais, como PNAE e PAA; Promoção do protagonismo feminino e juvenil, com o estímulo de atividades voltadas para esses públicos, como o artesanato rural; investimento e desenvolvimento das cadeias produtivas, através do acesso ao crédito rural; dentre outros.

Bibliographie

ABRAMOVAY R. (2002). « Crédit rural et politiques publiques dans le Sertão brésilien ». In *Tiers-Monde*, volume 43 (n°172) « Microfinance : petites sommes, grands effets ? ». p. 761-782. DOI 10.3406/tiers.2002.1651

ABRAMOVAY R. (2005). « Politique de crédit du programme d'appui à l'agriculture familiale (Pronaf) : résultats et limites de l'expérience brésilienne dans les années 1990 ». In *Cahiers Agricultures*, volume 14 (n°1). p.25-29.

ACLOQUE DESMULIER D, GASSELIN P. (2015). « La quadrature des agricultures familiales : instruire et dépasser les controverses. Pour conclure ». In *Revue Tiers Monde* (n°221). p. 129-146. DOI 10.3917/rtm.221.0129

ALTAFIN I. (2005). *Reflexões sobre o conceito de agricultura familiar*. Brasília. 18 p.

BELIERES J.F. et al. (2013). « Les agricultures familiales du monde. Définitions, contributions et politiques publiques ». Collection : A Savoir (n° 28). Coéd. AFD-CIRAD. 281p.

BERNATCHEZ J. (2010). « Universités québécoises et politiques publiques de l'innovation sociale : une appropriation difficile et une mise en œuvre laborieuse ». In *Sciences de la société*, volume 81. 61p. Repéré à URL : <http://sds.revues.org/841>

BIANCHINI, V. (2015). « Vinte anos do PRONAF, 1995-2015 : avanços e desafios ». Brasília : SAF/MDA. 113p.

LE BOURHIS J-P, LASCOUMES P. (2011). « Les résistances aux instruments de gouvernement. Essai d'inventaire et de typologie des pratiques ». Colloque international "*Les instruments d'action publique : mise en discussion théorique*", Paris, France.

BRASIL (2010). Ministério do Desenvolvimento Agrário. Conselho Nacional de Desenvolvimento Rural Sustentável. *Brasil rural em debate : coletânea de artigos*. Nelson Giordano Delgado (Coord). Brasília : CONDRAF/MDA, 2010. 363 p.

BRET B. (dir.) et al. (1989) *Les Hommes face aux sécheresses : Nordeste brésilien, Sahel africain*. Nouvelle édition. Paris : Éditions de l'IHEAL, 1989. 422p.

BRITTO PEREIRA D. (2007). « O direito sob o marco da pluriethnicidade/multiculturalidade ». 7p.

CALLON M. (1975). « L'opération de traduction comme relation symbolique ». In AMBLARD H. et al. (1996). « *Les nouvelles approches sociologiques des organisations* » Paris, Seuil. 300p

CALLON M. (1986). « Éléments pour une sociologie de la traduction, la domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs en Baie de Saint-Brieuc », In *L'Année Sociologique* (n° 36). p. 169-208.

- CALLON M. et LAW J. (1989). « La protohistoire d'un laboratoire », In CALLON M. *La Science et ses réseaux*, Paris : éd. La Découverte, p. 66-116.
- CALLON M. (2006) « Sociologie de l'acteur réseau » In AKRICH M, CALLON M et LATOUR B. (dirs.). *Sociologie de la traduction : Textes fondateurs*. Nouvelle édition 1. Paris : Transvalor – Presses des Mines. 304p.
Repéré à URL : <http://books.openedition.org/pressesmines/1201>.
- CARON P., SABOURIN E. (coord.), (2001). *Paysans du Sertão. Mutations des agricultures familiales dans le Nordeste du Brésil*, Cirad, Embrapa, Montpellier, coll. « Repères », 243p.
- COLLARD A-L. et BURTE J. (2014) « La non-adhésion des agriculteurs du Sertão brésilien à la conversion de leur modèle agricole », *Etudes rurales, volume 2 (n°194)*, p. 219-238.
- COSTA et al. (2011). « A avaliação de Processos do Programa Nacional de Fortalecimento da Agricultura Familiar – PRONAF. ENANPAD
- CRESPIN R. (2014) « Des objets techniques aux objets-frontières : appropriation et dissémination des instruments d'action publique. Commentaire », In *Sciences sociales et santé, volume 32 (n°2)*, p. 57-66. DOI 10.3917/sss.322.0057
- DANNEVOYE B. et MORMONT M. (2016) « Ambiguïté et politique publique : les compléments alimentaires ». Working paper SEED, p 1-18.
- DUARTE DAMASCENO FERREIRA A. et ZANONI M. (2001), « Une autre agriculture et la reconstruction de la ruralité ». In ZANONI M. et LAMARCHE H (coord.). *Agriculture et ruralité au Brésil. Un autre modèle de développement*. Paris : Édition Karthala. 344p.
- EL ABOUBI M, CORNET A. (2010). « L'implication des parties prenantes comme un processus de construction sociale. Analyse à partir de la théorie de l'acteur-réseau ». In *Management & Avenir, volume 3 (n° 33)*, p. 275-297. DOI 10.3917/mav.033.0275
- EMATER. (2016). *Relatório de gestão 2015*. EMATER RN, 31p
- FAO/INCRA. (1996). *Perfil da agricultura familiar brasileira* (dados do censo agropecuário do IB/1985), Brasília, Brésil, Instituto Nacional de Colonização e de Reforma Agrária, Convênio INCRA-FAO, 17p.
- FAYSSE N, BONNAL P. et SABOURIN E. (2016). « Les politiques d'appui à l'agriculture familiale au Brésil et au Maroc : quelques éléments de comparaison », *Confins 2016 (n°29)*, 21p. Repéré à URL : <http://confins.revues.org/11477>
- FERREIRA DE FREITAS A. et al (2009). « Políticas públicas, promoção do desenvolvimento e formação de organizações locais : entre a imposição e a apropriação ». (Texto em discussão de Extensão Rural, Departamento de Economia Rural, Universidade Federal de Viçosa, Minas Gerais, Brazil), 20p.
- FORO A. (2011) *La gouvernance des réseaux de politique publique : le cas du programme VIH en Haïti* (Thèse de doctorat de la faculté de médecine de l'Université de Montréal).
Repéré à URL : <https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/6198>

- GARCIA GASQUE J. (2005). « Agricultura Familiar – PRONAF : Análise de alguns indicadores ». In SOBER. 20p. Repéré à URL : <http://www.sober.org.br/palestra/2/504.pdf> [Consulté le 5 Juin 2017]
- GENEREUX J (dir.) *et al.* (1996). *Les nouvelles approches sociologiques des organisations*. Paris : Seuil, 300p
- GOMES J-M. (1996) « Uma retrospectiva dos programas de desenvolvimento regional integrados PDRI's ». In *Revista de Políticas Públicas*, São Luís, volume 2, (n°1). p. 45-73.
- GONÇALVES DE FREITAS K. (2008). *L'évolution de la politique brésilienne d'aide technique et de vulgarisation agricole (PNATER) vers le référentiel agroécologique* (Thèse de doctorat en aménagement, Université François Rabelais). 438p. Repéré à URL : http://www.applis.univ-tours.fr/theses/2008/katia.goncalvesdefreitas_2209.pdf
- GRISA C et SCHNEIDER S. (2014). « Três gerações de políticas públicas para a agricultura familiar e formas de interação entre sociedade e estado no Brasil » In. *Revista de Economia e Sociologia Rural* [online] ; volume 52, suppl.1, p.125-146.
- IBGE. (1996). *Censo Agropecuário, 1995*, Fundação IBGE, Rio de Janeiro.
- IBGE. (2006). *Censo Agropecuário, 2006*, Fundação IBGE, Rio de Janeiro, 267p.
- IICA, FORUM DRS, « Entrevista com a Professora Maria Nazareth Wanderley. 8p. Repéré à URL : <http://www.iicaforumdrs.org.br/index.php>
- LACROIX D. (2013). « Retour sur deux projets de développement en aquaculture outremer : leçons pour l'avenir ». In *Natures Sciences Sociétés*, volume 21. p.400-415. DOI 10.1051/nss/2014004
- LASCOUMES P. (1996). « Rendre gouvernable : de la "traduction" au "transcodage" : l'analyse des processus de changement dans les réseaux d'action publique », In. *La Gouvernabilité*, CURAPP, Paris, Presses universitaires de France, p.325-338
- LASCOUMES P. et SIMARD L. (2011). « L'action publique au prisme de ses instruments. Introduction ». In *Revue française de science politique*, volume 61 (n°1), p.5-22. DOI 10.3917/rfsp.611.0005
- LASCOUMES P. et LE GALES P. (2012). *Sociologie de l'action publique. (2e édition)*, Édition : Armand Colin, coll. « 128 », 84p.
- LASCOUMES P. et LE GALES P. (2005). *Gouverner par les instruments*. Édition : Presse de Sciences Po. 370p.
- LECUYER L. (2010). *Les représentants de l'agriculture familiale dans la politique participative territoriale brésilienne : de nouveaux leaders de l'action publique évoluant dans un système politique hybride* (Mémoire de Master 2 Master en Coopération internationale, action humanitaire et politiques de développement, Université Paris 1). 121p. Repéré à URL : http://www.univ-paris1.fr/fileadmin/Centre_doc_ufr11/M2_2008-2009/2009-2010/Lecuyer.pdf

LIMA I. (2000). « A formação do técnico agrícola como mediador entre as novas tecnologias e o contexto rural no nordeste do Brasil ». Grupo de Trabajo Comunicación, tecnología y desarrollo.

MARCIO NUNES E. (Coord.) (2011). « Inovação, diversidade e sustentabilidade na gestão de territórios rurais: monitoramento e avaliação do desenvolvimento do Assu-Mossoró e do Sertão do Apodi (RN) ». Universidade do Estado do Rio Grande do Norte: Relatório analítico, 42p

MDA, (2013). « Políticas Públicas para a agricultura familiar », 101p

MIGUELETO COSTA REIS D. (2001). « Organizações em rede » (Mémoire de Master en Administration publique, Fondation Gétúlio Vargas, Université de Rio de Janeiro. 96p. Repéré à URL : <http://bibliotecadigital.fgv.br/dspace/bitstream/handle/10438/3566/DanielleMiguelletto.pdf?sequence=1>

MINISTÉRIO DO DESENVOLVIMENTO AGRÁRIO. (2012). « Programa de Aquisição de Alimentos da agricultura familiar (PAA), MDA-Brasília, Brasil. 25p

MULLER P. (2009). *Les politiques publiques*. Paris : Presses Universitaires de France, ed. « Que sais-je ? », 125p

MUNIZ C. (2008). « Reflexões sobre a criação e implementação do Programa Nacional de Fortalecimento da Agricultura Familiar (Pronaf). *Revisão de Literatura*, p.91-99.

NUNES DE CASTRO C. (2013). « A agricultura no Nordeste brasileiro : oportunidades e limitações ao desenvolvimento ». In IPEA - *Boletim regional, urbano e ambiental, volume 8*. p. 77-89

OLALDE, A. e PORTUGAL, C. (2004). « Agricultura familiar, reforma agrária e sua inserção no enfoque territorial no Brasil ». In Anais do XLII Congresso da Sociedade Brasileira de Sociologia Rural. Cuiabá. 18p. Repéré à URL : <http://sober.org.br/palestra/12/110480.pdf>

PEREIRA et RIOS. (2011). « Assistência técnica e extensão rural : contribuições para o desenvolvimento sustentável da agricultura familiar ». Brasília: IXème Encontro nacional da ecoeco, 13p.

PEIXOTO, M. (2008). « A assistência técnica e extensão rural e a política agrícola : crise e mudança ». In Bruno Dantas et al. *Constituição de 1988: o Brasil 20 anos depois - Estado e Economia em vinte anos de mudança* (vol. 4). 1^{ère} Ed. Brasília: ILB/Senado Federal, volume 4, p. 725-761.

PLOEG J. D. VAN DER. (2014). *Les paysans du XXIème siècle. Mouvement de repaysannisation dans l'Europe d'aujourd'hui*. Éd : Charles Léopold Mayer. 214p.

REDIN et FIALHO (2009). « Política Agrícola Brasileira : uma análise histórica da inserção da Agricultura familiar ». In. *Sociedade Brasileira de Economia, Administração e Sociologia Rural*. Campo Grande : 19p.

RETIERE M. et al. (2014). « Marchés institutionnels et soutien à l'agriculture familiale au Brésil : étude de cas de producteurs insérés dans le programme d'alimentation scolaire », *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, volume 14 (n°1). 17p. Repéré à URL : <http://vertigo.revues.org/14861>

PYE-SMITH C. (2012). « Vulgarisation agricole. Le temps du changement. Mettre les connaissances au service de l'action politique pour une meilleure production alimentaire ». 30p. Repéré à URL : https://publications.cta.int/media/publications/downloads/1710_PDF.pdf

RAFFRAY M. (2012) et PELON V (coord.). « La stratégie « Faim Zéro » au Brésil ». In Inter-réseaux Développement rural, note de synthèse. 16p. Repéré à URL : http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/Note_FaimZero_Sept2012.pdf

RENAUD A, WALSH I. (2010). « La théorie de la traduction revisitée ou la conduite du changement traduit. Application à un cas de fusion-acquisition nécessitant un changement de Système d'Information ». In *Management & Avenir* (n°39), p. 283-302. DOI 10.3917/mav.039.0283

ROUX, B. (2012). « L'agriculture familiale au Brésil. Une présence ancienne mais une reconnaissance très récente par les politiques publiques au pays du capitalisme agraire ». In *L'Homme et la société* (n° 183-184), p. 125-159. DOI 10.3917/lhs.183.0125

SABOURIN E, HAINZELIN E, et PICHOT, J-P. (2005). « Agriculture in Brazil: sharing research ». In *Cahiers d'études et de recherches francophones*. Ed : Quae, 189p

SABOURIN E. (2007) « Que política pública para a agricultura familiar no segundo governo de Lula ? In *Sociedade e Estado*, volume 22 (n°3). Brasilia. p.715-751. Repéré à URL : <http://www.scielo.br/pdf/se/v22n3/09.pdf>

SABOURIN E. (2007). « Les débats de politique agricole et de développement rural dans le Brésil de Lula ». In *Lusotopie*, volume 14 (n°2), p.61-85 Repéré à URL : <http://lusotopie.revues.org/939>

SABOURIN E. (2007). *Paysans du Brésil. Entre échange marchand et réciprocité*. Ed : Quae. 240p

SABOURIN E. et TONNEAU, J-P. (2009). « Agriculture familiale et politiques publiques de développement territorial : le cas du Brésil de Lula ». In *Confins, Revue franco-brésilienne de géographie* (n°5), 21p

SABOURIN E. (2014). « L'agriculture brésilienne en débat : évolutions récentes, controverses et politiques publiques ». In *Problèmes d'Amérique latine* (n° 95). p. 33-55. DOI 10.3917/pal.095.0033

SCHNEIDER S. et al. (orgs) (2004). *Políticas Públicas e Participação Social no Brasil Rural*. Porto Alegre : UGRGS Editora, 252p

SILVA J. "História Econômica da Região Nordeste"; *Brasil Escola*. Repéré à URL : <http://brasilecola.uol.com.br/brasil/historia-economica-regiao-nordeste.htm>

TONNEAU J. P. et SABOURIN E. (2009). « Agriculture familiale et Politiques publiques de développement territorial : le cas du Brésil de Lula ». In *Confins, Revue franco-brésilienne de géographie* (n°5). 21p. Repéré à URL : <http://confins.revues.org/5575>

VILMAR HENIG, E. et ANGELA DOS SANTOS, I. (2016) « Políticas públicas, agricultura familiar e cidadania no Brasil : o caso do PRONAF. In *Revista Brasileira de políticas públicas*, volume 6 (n°1). p. 256-269).
DOI <http://dx.doi.org/10.5102/rbpp.v6i1.3343>

WANDERLEY M. N. B. (1996). « Raízes históricas do campesinato brasileiro ». In SABOURIN, E. (2007). *Paysans du Brésil. Entre échange marchand et réciprocité*. Ed : Quae. 240p

WANDERLEY N. B. M. (2001) « A ruralidade no Brasil moderno. Por un pacto social pelo desenvolvimento rural ». In GIARRACCA, N. (Org.). *Una nueva ruralidad en America Latina?* Buenos Aires : Clacso, p. 31-44. Repéré à URL : <http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/rural/wanderley.pdf>

ZANGARO L. (1998). « Agricultura Familiar no Brasil : uma revisão teórica ». In *Revista Mediações*, volume 3 (n°2). Londrina : p.15-29

ZITTOUN P. (2013). « Dispositif », In SALLES D. (dir.) et al. In *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*. 3p. Paris : GIS Démocratie et Participation. Repéré à URL : <http://www.dicopart.fr/fr/dico/dispositif>.

Sites web consultés :

BANCO DO NORDESTE. URL : <https://www.bnb.gov.br> [consulté le 29/04/2017]

BRASILAZUR. URL: <http://www.brasilazur.com/2014/04/1964-1985-la-dictature-militaire-au-bresil/> [consulté le 12/08/2017]

BRASIL DE FATO. URL : <https://www.brasildefato.com.br> [consulté le 24/06/2017]

CETRI-ALTERNATIVE SUD. « Le Brésil de Lula : une dynamique de contradictions ». URL : <http://www.cetri.be/Le-Bresil-de-Lula-une-dynamique-de> [consulté le 14/07/2017]

CIIP. URL:<https://www.ritimo.org/Bresil-L-affrontement-de-deux-modeles-de-developpement-agricole> [consulté le 12/07/2017]

DE VARINE H. Overblog : Le blog de hugues-interactions [en ligne]. (modifié en 2017)
Disponible sur : < <http://hugues-interactions.over-blog.com/>> [consulté le 12/07/2017]

DONNÉES CLIMATIQUES : <https://fr.climate-data.org/region/187/> [consulté le 15/06/17]

EMATER-RN. URL: <http://www.emater.rn.gov.br> [consulté le 01/05/2017]

FAO. URL: <http://www.fao.org/home/fr/> [consulté le 13/07/2017]

FETARN. URL : <http://fetarn.blogspot.fr> [consulté le 18/06/2017]

FUNDAÇÃOADM. « Projeto de Assistência Técnica e Extensão Rural – ATER ». URL : <http://www.fundacaoadm.org.br/> [consulté le 18/06/2017]

INTER-RÉSEAUX. URL: <http://www.inter-reseaux.org/> [consulté le 12/07/2017]

LOUREIRO R. « *Blog Rodrigo Loureiro - Coluna Social* ». URL : <http://www.rodrigoloureiro.com.br> [consulté le 10/08/2017]

MINISTERIO DA AGRICULTURA, PECUARIA E ABASTECIMENTO. URL : <http://agricultura.gov.br> [consulté le 05/05/2017]

MONITOR DAS SECAS. URL : <http://monitordesecas.ana.gov.br> [consulté le 22/04/2017]

PREFEITURA DE MOSSORO. URL : <http://www.prefeiturademossoro.com.br/blog> [consulté le 02/05/2017]

QUENTIN I. « Blog d'Isabelle Quentin ». URL : <https://isabellequentin.wordpress.com> [consulté le 10/08/2017]

SECRETARIA ESPECIAL DE AGRICULTURA FAMILIAR E DO DESENVOLVIMENTO AGRÁRIO. URL: <http://www.mda.gov.br/sitemda/> [consulté le 14/05/2017]

SERVIÇO NACIONAL DE APRENDIZAGEM RURAL. URL : <http://www.senarn.com.br/> [consulté le 16/05/2017]